

GLOBAL STUDIES INSTITUTE DE L'UNIVERSITÉ DE GENÈVE

COLLECTION « MÉMOIRES ÉLECTRONIQUES »

Vol.117-2022

**La politique étrangère de l'Union européenne, entre
idéalisme et pragmatisme : analyse de « l'affaire Navalny »**

Mémoire présenté pour l'obtention du
Master en études européennes
par Sami Chablaix

Rédigé sous la direction de René Schwok
Juré : Hugo Houbart
Genève, janvier 2022

Remerciements

Je souhaite tout d'abord remercier Monsieur René Schwok, dont les réflexions, conseils et encouragements ont été essentiels à la rédaction de ce mémoire. Merci également à Monsieur Hugo Houbart d'avoir accepté d'être le juré de ce travail.

Je tiens également à remercier ma famille, soutiens essentiels tout au long de cette rédaction. Merci à ma sœur Nadia, pour ta ténacité et tes encouragements constants qui m'ont été indispensables dans les moments de doute. Merci à ma mère, pour ta présence constante qui m'aide toujours à relativiser les choses et à me concentrer sur l'essentiel. Merci à feu mes grands-parents, votre exemple est ma boussole. Marc, enfin, merci pour ton soutien et ta compréhension sans limite qui me portent au quotidien.

Je remercie également tous mes proches qui, de près ou de loin, m'ont soutenu pendant la rédaction de ce mémoire.

Sommaire

Remerciements	2
Sommaire	3
Liste des abréviations	4
1. Introduction	5

2. L'Union européenne : un pouvoir normatif ?

2.1 Définition	9
2.2 Les Droits de l'Homme	11
2.3 La politique étrangère de l'Union européenne	15

3. Cas d'étude : « l'affaire Navalny »

3.1 Contexte	19
3.2 Des pressions pour l'adoption de sanctions	21
3.3 Des pressions pour maintenir le statu quo	44
3.4 Entretien avec Monsieur Bernard Guetta	49
3.5 Remarques conclusives	50

4. Conclusion	51
5. Bibliographie	53
6. Annexes	60
Table des matières	193

Liste des abréviations

CE	Communauté européenne
CEDH	Convention européenne des Droits de l'Homme
CEE	Communauté économique européenne
CJUE	Cour de Justice de l'Union européenne
DF	Droits fondamentaux
DG	Direction générale
DH	Droits de l'Homme, Droits humains
ECR	Conservateurs et Réformistes européens
FAZ	Frankfurter Allgemeine Zeitung
GHRSR, EU-GHRSR	EU Global Human Rights Sanction Regime
GUE/NGL	Groupe confédéral de la Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique
H.R.	Haut représentant de l'UE pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité
ID	Identité et Démocratie
Mtoe	Million de tonnes d'équivalent pétrole, Million Tonnes of Oil Equivalent
NS2	Nord Stream 2
n.a.	Non applicable
n.i.	Non inscrit
OIAC	Organisation pour l'Interdiction des armes chimiques
ONU	Organisation des Nations Unies
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
PIB	Produit Intérieur Brut
PPE	Parti Populaire Européen
PSDC	Politique de Sécurité et de Défense Commune
RDA	République Démocratique Allemande
SEAE	Service Européen d'Action Extérieure
SZ	Süddeutsche Zeitung
S&D	Alliance Progressiste des Socialistes et Démocrates
TUE	Traité sur l'Union européenne
UE	Union européenne
URSS	Union des Républiques Socialistes Soviétiques
Verts/ALE	Verts/Alliance libre européenne

Abréviations officielles des États membres de l'UE¹ :

BE	Belgique	EL	Grèce	LT	Lituanie	PT	Portugal
BG	Bulgarie	ES	Espagne	LU	Luxembourg	RO	Roumanie
CZ	Tchéquie	FR	France	HU	Hongrie	SI	Slovénie
DK	Danemark	HR	Croatie	MT	Malte	SK	Slovaquie
DE	Allemagne	IT	Italie	NL	Pays-Bas	FI	Finlande
EE	Estonie	CY	Chypre	AT	Autriche	SE	Suède
IE	Irlande	LV	Lettonie	PL	Pologne		

¹ Par ordre alphabétique dans leur langue nationale.

1. Introduction

1.1 Introduction

« Europe is an economic giant, a political dwarf, and a military worm ». Cette phrase, attribuée à l'ancien ministre des Affaires étrangères belge Mark Eyskens (1991), résume l'équilibre délicat et complexe dans lequel évolue encore aujourd'hui l'Union européenne (UE). La réalité de 1991 n'est plus la même vingt ans plus tard, mais l'asymétrie entre les puissances économique, politique et militaire de l'UE demeure presque inchangée. La politique étrangère de l'UE est donc unique et déterminée par cette caractéristique essentielle. Les conflits qui peuvent émerger entre l'UE et ses partenaires internationaux sont donc traités par Bruxelles d'une manière tout aussi unique, y compris avec ses voisins immédiats.

Les relations entre l'Union européenne et la Russie sont un équilibre fragile entre dépendance mutuelle, histoire commune et incompréhension mutuelle. Depuis plusieurs années, ces relations semblent se dégrader. Les incidents diplomatiques sont nombreux, alimentant la méfiance réciproque. Les sanctions et contre-sanctions diplomatiques et économiques ne sont pas rares, les plus importantes ayant été prises après l'annexion par la Russie de la Crimée en 2014. Une des dernières affaires en date, « l'affaire Navalny », a causé beaucoup d'agitation diplomatique entre Bruxelles et Moscou. Le 20 août 2020, un des principaux opposants politiques russe, Alexeï Navalny est empoisonné dans une ville de Sibérie par un agent chimique neurotoxique. Après une évacuation vers un hôpital berlinois, il y passe plusieurs semaines en convalescence puis retourne en Russie. À son arrivée à Moscou, il est arrêté et condamné à plus de deux ans de prison. L'Union européenne a appelé à sa libération a de nombreuses reprises, et a rappelé que l'agent neurotoxique ayant servi à sa tentative d'assassinat ne peut être élaboré que dans un laboratoire d'État, au vu de sa complexité. La réponse de l'UE à cette affaire s'inscrit dans le cadre théorique plus large de la politique étrangère de l'UE, de son organisation et de son impact.

L'objectif principal de ce travail sera d'analyser la réponse apportée par l'Union européenne à cette « affaire Navalny », notre cas d'étude. Nous tenterons de comprendre si l'UE se considère comme un pouvoir normatif et tenterons d'identifier les principaux acteurs impliqués dans la réponse de l'Union européenne. En effet, l'UE semble mettre les Droits de l'Homme au centre de sa rhétorique. Pourtant, très peu de mesures concrètes ont été mises en place pour répondre à cette affaire. C'est cet apparent paradoxe que nous tenterons d'éclairer. Plusieurs questions nous guideront donc tout au long de cette analyse. Pourquoi l'UE est-elle si encline à se présenter comme le grand défenseur mondial des droits de l'homme ? Pourquoi ne réagit-elle pas plus fortement à « l'affaire Navalny » ? Est-ce un manque d'intérêt, un manque de volonté politique ? Certains mécanismes internes l'empêchent-elle de réagir avec plus de force, et quels sont les acteurs concernés ?

Ce travail vise à identifier certains des mécanismes internes à l'UE dans l'élaboration de sa politique étrangère, à travers une analyse empirique d'un cas d'étude. Nous pourrions donc apporter une très modeste contribution au débat académique portant sur les différentes théories de l'intégration européenne. Pour cela nous partirons donc d'une hypothèse centrale, qui est que l'Union européenne fait face à une forte pression interne pour adopter des sanctions contre la Russie. Nous analyserons notre cas d'étude pour confirmer ou infirmer cette hypothèse. Ce travail est composé de trois parties. Dans une première partie, nous nous attacherons à présenter le cadre général de ce travail, en dressant un bref cadre théorique et conceptuel pour situer notre réflexion dans la littérature académique actuelle. Nous dresserons un bref aperçu de notre analyse et introduirons notre cas d'étude. Dans une deuxième partie, nous nous pencherons sur l'importance et le rôle des Droits de l'Homme dans la politique étrangère de l'UE. Nous introduirons la notion de pouvoir normatif, et tenterons de la définir et de la délimiter. Nous évoquerons enfin l'organisation de la politique étrangère de l'UE, en portant une attention particulière à la politique européenne de sanctions. Dans une troisième partie, enfin, nous analyserons notre cas d'étude, « l'affaire Navalny ». Nous étudierons les débats au Parlement européen et dans la presse allemande, puis nous comparerons nos résultats avec la réalité empirique, et nous nous entretiendrons également avec un parlementaire européen, Monsieur Bernard Guetta. Nous introduirons finalement des éléments économiques et géostratégiques pour éclairer nos résultats.

1.2 Cadre théorique

Avant toutes choses, nous devons nous questionner sur le cadre théorique dans lequel évoluera notre réflexion. Sans pour autant dresser un portrait exhaustif de l'état de la littérature actuelle, il s'agit ici de présenter les grandes lignes des principales théories existantes qui sont pertinentes dans notre travail. L'étude des relations internationales peut en effet se faire au travers de plusieurs prismes théoriques, qui vont représenter le monde de leur teinte unique, et ainsi apporter des réponses très différentes à des questions identiques. Ces différentes théories vont également apporter des interrogations éloignées et utiliser un jargon différent ; nous ne chercherons pas à les hiérarchiser ou à les opposer l'une à l'autre, mais à en présenter les points essentiels, et à identifier les points importants pour notre cas d'étude final. Sans jamais chercher à placer une théorie au-dessus des autres, nous en présenterons les éléments principaux, leurs contradictions, leurs complémentarités, et nous chercherons à en souligner les aspects qui nous paraissent pertinents dans notre analyse.

Le réalisme

La vision réaliste est « fondamentalement imprégné[e] d'une vision pessimiste de l'être humain »². Les États sont au centre de l'analyse, et ils agissent sans considérations morales ou idéalistes, seule compte la survie de l'État³. Cette place centrale de l'État et la nature conflictuelle des relations internationales est un des éléments principaux de la pensée réaliste. Elle est doublée d'une anarchie, comme dans les relations entre Hommes, où les plus forts cherchent à dominer les autres jusqu'à ce qu'un seul atteigne le sommet, et règne sur tous ses semblables. Le réalisme va trouver son heure de gloire au XX^e siècle, de nombreux auteurs comme Edward Hallett Carr ou Hans Morgenthau puisant dans les sources classiques pour développer et enrichir la vision réaliste du monde. Il nous est impossible de résumer la pensée riche et complexe de ces auteurs en quelques lignes, nous nous attarderons donc sur quelques points particulièrement pertinents pour la suite de notre analyse. E.H. Carr insiste particulièrement sur la relativité des intérêts nationaux, en soulignant l'instrumentalisation des discours universalistes à des fins purement nationales. Il met l'accent sur l'idée que les valeurs morales défendues par les États sur la scène internationale sont au service de leurs intérêts propres, et que par conséquent les discours universalistes ne sont rien de plus qu'un outil au service de ces intérêts nationaux⁴.

Hans Morgenthau va lui mettre l'accent sur le caractère prudent et rationnel du comportement des États. Les intérêts des États sont définis de manière rationnelle, et leur comportement sur la scène internationale est également rationnel (et donc calculé et prudent). Cette rationalité est au cœur des relations internationales, et les comportements qui peuvent paraître irrationnels ne sont que des outils utilisés par les États pour servir leurs intérêts⁵. Kenneth Waltz, sans remettre en cause les principes fondamentaux du réalisme, va y apporter une nuance importante. Selon lui, les intérêts des États sont influencés par le système international dans lequel ils évoluent. L'analyse de la politique étrangère d'un État ne peut se faire sans prendre en compte le reste des États⁶.

Les principaux points de la pensée réaliste importants à relever pour la suite de notre travail sont donc les suivants : les États sont au cœur de l'analyse. C'est à travers eux, et uniquement eux, que va s'organiser la marche du monde. Ils agissent de manière rationnelle, détachés des notions de bien et de mal, à la poursuite de leurs propres intérêts⁷. Ces derniers sont formés de manière rationnelle, avec pour but la maximisation de leur pouvoir et leur puissance⁸. La formation et l'expression de ces intérêts va être influencée par le

² René SCHWOK, *Théories de l'intégration européenne*, Paris, Montchrestien, 2005.

³ Ekaterine LOMIA, « Political Realism in International Relations: Classical Realism, Neo-realism, and Neo-Classical Realism », in *International Journal of Social, Political and Economic Research*, 2020, Vol. 7, No. 3, p. 593.

⁴ Edward Hallett CARR et Michael COX, *The twenty years' crisis, 1919-1939*, London, Palgrave Macmillan, 2016, p. 71.

⁵ Julian KORAB-KARPOWICZ, « Political Realism in International Relations », in Edward ZALTA (dir.), *The Stanford Encyclopedia of Philosophy, (Fall 2020 Edition)*, Stanford, Stanford University, 2020. <https://plato.stanford.edu/archives/fall2020/entries/realism-intl-relations/#toc>

⁶ *Ibid.*

⁷ *Ibid.*

⁸ Edward Hallett CARR et Michael COX, *The twenty years' crisis, 1919-1939, op. cit.*, p. 71.

système international dans lequel ils évoluent⁹, où les relations entre États sont essentiellement conflictuelles¹⁰. Pour notre cas d'étude final, nous retiendrons donc que le réalisme prévoit que les États agissent pour leurs intérêts propres, et que leur prise de décision est dictée uniquement par des intérêts rationnels. La morale peut avoir sa place dans les relations internationales, mais toujours inféodée à un comportement très pragmatique des États, où la *realpolitik* prime sur le reste.

L'intergouvernementalisme

L'approche intergouvernementaliste s'inscrit dans la grande famille des théories réalistes, et a émergé dans le cadre de l'étude de la construction européenne. Les États sont les acteurs principaux, ils agissent de manière rationnelle¹¹. L'intergouvernementalisme propose une vision où les États membres sont au cœur d'un « marchandage intergouvernemental, qui n'a rien d'automatique »¹². L'intergouvernementalisme n'est pas uniforme, et plusieurs courants théoriques différents y évoluent. Pour certains¹³, les intérêts des États sont influencés par leur histoire, par des idéologies différentes et les contraintes économiques et géopolitiques mondiales. Pour d'autres¹⁴, les gains économiques liés à la création d'institutions communes est la motivation principale à l'intégration européenne, et les intérêts des États sont largement déterminés par les groupes de pression économiques. Mais communs à tous les courants internes de l'intergouvernementalisme, les États sont au cœur de l'analyse, dans un perpétuel marchandage visant à maximiser leurs intérêts. Les institutions communautaires sont alors vues comme un moyen, pour les États, d'augmenter les coûts de la non-coopération^{15 16}.

Cette approche met donc les États au centre de l'analyse. Ce sont eux qui possèdent le pouvoir décisionnel final, et chaque décision d'importance est prise au cas par cas, après une négociation intergouvernementale. Les institutions se voient créées par les États, qui leurs attribuent des compétences pouvant être très larges, mais dont la finalité est principalement de servir d'intermédiaires et de facilitatrices. La politique étrangère de l'UE peut donc être lue, en suivant cette approche, comme étant au service des États membres. Bien que devant naturellement être nuancée, l'idée générale est bien que les États marchandent et négocient une position commune autour du plus petit dénominateur commun ; la position de l'UE reflète alors le résultat de ce marchandage.

Andrew Moravcsik développe cette idée que les États marchandent en permanence et créent des institutions pour faciliter ce marchandage. Il apporte cependant un élément supplémentaire : les États ne sont que mandatés par des groupes pour défendre « les intérêts matériels et idéels des membres de la société civile »¹⁷. Ce sont donc les *lobbys*, ou groupes de pression, qui sont les véritables acteurs derrière les prises de décisions. Les intérêts et les acteurs économiques sont les principaux groupes de pression pertinents dans les négociations entre États¹⁸. En suivant cette analyse défendue par Moravcsik, l'État se fait le porte-parole des *lobbys* économiques et défend leurs intérêts sur la scène internationale. Cette vision des négociations internes à l'UE sera particulièrement importante pour la seconde partie de notre cas d'étude.

Gouvernance multiniveaux

Une des caractéristiques principales et incontournables de l'UE est son organisation complexe et le nombre élevé d'acteurs engagés dans les négociations. La gouvernance multiniveaux est parfois considérée comme une approche théorique à part entière, parfois comme une simple approche descriptive¹⁹. Elle a toutefois

⁹ Julian KORAB-KARPOWICZ, « Political Realism in International Relations », *op. cit.*

¹⁰ René SCHWOK, *Théories de l'intégration européenne*, *op. cit.*, p. 74.

¹¹ Sabine SAURUGGER, *Théories et concepts de l'intégration européenne*, Paris, Presses de Sciences Po, 2010, p. 95.

¹² *Ibid.*, p. 94.

¹³ *Ibid.*, p. 104.

¹⁴ Andrew MORAVCSIK, *The Choice for Europe. Social Purpose and State Power from Messina to Maastricht*, Ithaca, Cornell University Press, 1998.

¹⁵ Sabine SAURUGGER, *Théories et concepts de l'intégration européenne*, *op. cit.*, p. 122.

¹⁶ René SCHWOK, *Théories de l'intégration européenne*, *op. cit.*, p. 89.

¹⁷ Sabine SAURUGGER, *Théories et concepts de l'intégration européenne*, *op. cit.*, p. 117.

¹⁸ *Ibid.*, p. 119.

¹⁹ *Ibid.*, p. 239.

l'avantage de mettre en lumière deux différents types de gouvernement multiniveaux. Le premier est hiérarchisé et codifié, ressemblant au système fédéral que connaissent de nombreux États européens. Le second est plus diffus, les niveaux subnationaux, supranationaux et non étatiques peuvent librement interagir sans passer par le canal étatique. L'État perd ainsi son monopole de négociation et de représentation²⁰. Nous ne développerons pas plus ce point, nous retiendrons simplement que différents acteurs sont pertinents, à la fois aux niveaux communautaire et étatique mais également à des niveaux inférieurs.

Nous retiendrons donc plusieurs points essentiels pour la suite de ce travail. Nous pouvons avancer que les États sont les acteurs principaux du système international. Ils agissent de manière rationnelle, et leurs intérêts sont définis par différents groupes de pression à l'interne, principalement économiques, et plusieurs niveaux de décision peuvent parfois interagir.

1.3 Méthodologie

Le but principal de ce travail est d'analyser la réaction de l'UE à la suite de « l'affaire Navalny », de comprendre pourquoi cette réaction est si timide et si elle est en décalage avec la rhétorique habituelle de l'UE en matière de respect des Droits de l'Homme. Dans la première partie de ce travail, nous avons abordé brièvement les grandes théories des relations internationales que nous avons retenues. Cela nous a permis de dresser un cadre théorique, afin d'inscrire ce travail dans un cadre plus général et d'identifier les points théoriques principaux que nous retiendrons pour la suite. Dans une deuxième partie, nous étudierons plus en détail la notion de pouvoir normatif. Nous tenterons de répondre à la question suivante : l'Union européenne possède-t-elle un pouvoir normatif ? Nous accorderons une importance particulière à l'analyse du rôle de la notion de Droit de l'Homme dans la politique étrangère de l'UE. Nous étudierons également plus en détail la politique européenne de sanctions, tout particulièrement les sanctions prises à l'encontre de la Russie. Dans une troisième et dernière partie, nous présenterons notre cas d'étude, qui porte sur « l'affaire Navalny », du nom du principal opposant actuel au pouvoir russe. Nous tenterons de répondre à notre hypothèse de travail, qui pour rappel est : *L'UE fait face à une forte pression interne pour agir et sanctionner la Russie.*

Pour cela, nous concentrerons nos efforts sur l'analyse des débats au Parlement européen et des réactions des principaux médias écrits. Le Parlement européen, en tant qu'institution directement élue par les citoyens européens, est le lieu principal du débat démocratique²¹ au niveau de l'UE. Il est donc le lieu symbolique et institutionnel où les citoyens européens expriment leurs opinions et leurs désaccords, par le biais de leurs représentants élus. Les débats du Parlement constituent donc un outil intéressant dans l'analyse des débats internes à l'UE.

Le Parlement n'est pas pour autant l'unique lieu de débat. Les médias, par leur rôle de « quatrième pouvoir », participent également à la formation de l'opinion publique. Ils sont à la fois le lieu où apparaissent et évoluent les controverses et les débats. Nous analyserons donc en détail le contenu des principaux médias écrits concernant de près ou de loin « l'affaire Navalny ». Nous ne pourrions pas passer en revue les médias des 27 États membres de l'UE. Nous retiendrons donc ceux de l'Allemagne, par soucis de faisabilité et au vu de nos contraintes linguistiques. Cet État fait en effet partie des pays de l'UE avec les liens économiques et historiques les plus forts avec la Russie, en plus d'être la principale force économique et démographique de l'UE. Les débats dans les médias allemands sont donc particulièrement importants pour nous. Une analyse des débats dans les médias d'autres membres de l'UE, comme la Pologne aurait constitué un ajout qualitatif non négligeable à notre travail, au vu de la vigueur de la position polonaise par rapport à la Russie, comparativement au reste de l'UE. Malheureusement nos limitations linguistiques nous empêchent ici d'aller plus loin dans l'analyse.

Après avoir analysé les débats au Parlement européen et la presse allemande, nous aurons dégagé une ligne directrice tendant à confirmer ou infirmer notre hypothèse. Nous chercherons ensuite à identifier les groupes ou éléments allant dans le sens opposé, afin de mieux répondre à notre question de départ. Pour cela, nous aborderons les aspects économiques et géopolitiques concernés.

²⁰ *Ibid.*, p. 240.

²¹ En restant conscients des faiblesses démocratiques des institutions européennes, nous n'entrerons pas dans ce débat dans ce travail.

2. L'Union européenne : un pouvoir normatif ?

2.1 Définition

Dans cette partie, nous tenterons de répondre à la question suivante : l'UE est-elle une « puissance normative » ? Nous présenterons d'abord les points théoriques importants que nous retiendrons pour la suite. Pour cela, nous nous baserons sur les travaux d'Ian Manners principalement, complété d'apports d'autres auteurs. Nous aborderons ensuite l'importance des Droits de l'Homme pour l'UE, de manière générale puis plus spécifiquement dans la politique étrangère de l'UE.

Il existe une infinité de définitions des termes « pouvoir » et « puissance ». Toutes semblent partager la même idée de base, qui est la capacité d'imposer des choses aux autres, à contrôler autrui²². Ce contrôle s'exprime traditionnellement de manière coercitive, à travers la violence et les armes. Plus subtilement, la coercition peut se faire à l'aide d'outils économiques, comme les sanctions. Le pouvoir peut également s'exprimer de plusieurs manières non coercitives, souvent regroupées sous le terme de *soft power* : l'art, la culture, la morale et bien d'autres.

Nous allons tenter, dans la deuxième partie de ce travail, d'identifier le pouvoir ou les pouvoirs de l'Union européenne. Nous passerons brièvement en revue les différents types de pouvoirs développés par la littérature, et analyser la situation de manière empirique. Nous allons particulièrement analyser le pouvoir normatif de l'UE. Présenté par Ian Manners en 2002²³ comme le pouvoir principal de l'UE, nous allons nous demander si cette analyse est toujours pertinente aujourd'hui. Notre conclusion, sur la nature du pouvoir de l'UE nous guidera ensuite pour tout le reste de ce travail.

L'analyse du pouvoir de l'UE en tant que groupe, et non plus uniquement au travers de celui de ses États membres, naît au début des années 1970²⁴. Les débats académiques vont voir la Communauté économique européenne (CEE), puis la Communauté européenne (CE) et enfin l'Union européenne être qualifiées de pouvoir civil, de pouvoir politique²⁵, de pouvoir idéologique²⁶ puis de pouvoir normatif par Ian Manners²⁷. Manners va défendre un argument selon lequel l'UE existe sur des bases historiques et institutionnelles différentes de toutes les autres structures étatiques ou non étatiques dans le monde. De cette singularité découle une interaction avec le reste du monde tout aussi singulière, dans un cadre essentiellement normatif²⁸. Il va mettre l'accent sur les buts de l'UE et sur les moyens, formels ou informels, qu'elle met en œuvre pour y parvenir. Une définition du terme « pouvoir normatif », tel que proposé par Ian Manners, peut se résumer à :

« [...] a 'normative' power would be one that seeks to overcome power politics through a strengthening of not only international but cosmopolitan law, emphasizing the rights of individuals and not only the rights of states to sovereign equality. It would be a power *that is willing to bind itself, and not only others*, to common rules. [emphase ajoutée]»²⁹.

²² Joseph Nye en donne une définition particulièrement claire et simple : « [...] power means an ability to do things and control others, to get others to do what they otherwise would not », Joseph NYE, « Soft Power », in *Foreign Policy*, 1990, Vol. 80, p. 154.

²³ Ian MANNERS, « Normative Power Europe: A Contradiction in Terms? », in *Journal of Common Market Studies*, 2002, Vol. 40, No. 2, pp. 235-258.

²⁴ Voir notamment : François DUCHÊNE, « The European Community and the Uncertainties of Interdependence », in Max KOHNSTAMM et Wolfgang HAGER (dir.), *A Nation Writ Large? Foreign-Policy Problems before the European Community*, New York, Macmillan, 1973.

²⁵ Michelle PACE, « The Construction of EU Normative Power », in *Journal of Common Market Studies*, 2007, Vol. 45, No. 5, p. 1043.

²⁶ Ian MANNERS, « Normative Power Europe: A Contradiction in Terms? », *op. cit.*, p. 239.

²⁷ *Ibid.*

²⁸ *Ibid.*, p. 252.

²⁹ Helene SJURSEN, « The EU as a 'normative' power: how can this be? », in *Journal of European Public Policy*, 2006, Vol. 13, No. 2, p. 249.

Selon cette définition, une puissance normative est une puissance prête à créer des normes supranationales, transcendant la souveraineté classique de l'État-nation. D'autres auteurs vont venir compléter les travaux de Manners, même si le cœur du concept tel quel reste inchangé. C'est de cas de Nathalie Tocci^{30 31} ou Giuseppe Balducci³², qui soulignent l'importance d'étudier également l'impact d'une politique normative pour juger de son efficacité. Si Manners se concentre sur les buts recherchés et les moyens déployés pour évaluer le caractère normatif d'une politique, viennent donc s'y ajouter les effets atteints.

Cette définition de la puissance normative est donc résolument opposée au paradigme réaliste des relations internationales, qui est donc incompatible avec cette approche. Une critique réaliste vient d'Adrian Hyde-Price (2006) : pour lui, derrière ce vernis normatif se cachent les intérêts classiques des États, comme vus par l'approche réaliste. Les États membres de l'UE, selon Hyde-Price, forment une alliance de circonstance, à étudier à travers le prisme du temps long. Les États attendent simplement que le système international leur soit plus favorable pour exprimer leur envie de puissance. L'UE est ainsi une alliance défensive face à de bien plus grandes puissances (les États-Unis, l'URSS et maintenant la Chine). D'un point de vue militaire, une armée européenne ne signifierait pas la fin de tout pouvoir normatif^{33 34}, mais en s'alignant derrière la puissance militaire américaine, ils se déchargent du fardeau sécuritaire et peuvent ainsi se concentrer sur leurs économies nationales³⁵.

L'approche réaliste rejette également l'idée que des normes puissent être impulsées par un acteur autre qu'un État hégémonique, sous la pression de son pouvoir militaire et économique : sans pouvoir coercitif d'envergure, pas de pouvoir normatif. Ces deux approches opposées du pouvoir normatif de l'UE, l'une basée sur la persuasion et l'autre sur la coercition, peuvent être réconciliées si l'on accorde d'avantage d'importance au *résultat* plutôt qu'au *moyen*³⁶. Si l'on considère qu'une puissance est normative lorsqu'elle parvient à amener une autre puissance à adopter son point de vue, sans prendre en compte la manière utilisée, le pouvoir normatif est alors simplement le pouvoir de convaincre :

« [...] a relation in which those subject to hegemony consent to the *same conceptions of society, broad problem definitions and principled solutions* [emphase ajoutée]. This brings hegemony close to Manners's definition of normative power as being able 'to shape conceptions of the normal' »³⁷.

En suivant cette définition, l'Union européenne a donc intérêt à adopter une politique étrangère basée sur la création et la promotion de normes, car c'est un moyen pour elle d'étendre son hégémonie sans recourir à la coercition ; mais en faisant usage de pressions militaires ou économiques, elle peut arriver au même résultat. C'est un élément important que nous retiendrons pour l'analyse de notre cas d'étude : l'UE, avec des pressions économiques, participe à créer ce qu'elle définit comme *souhaitable*, et étend son pouvoir normatif.

³⁰ Nathalie TOCCI, « Profiling Normative Foreign Policy : The European Union and its Global Partners », in *CEPS Working Document no. 279*, Brussels, Center for European Policy Studies, 2007, pp. 1-15.

³¹ Nathalie TOCCI (et al.), « The European Union as a normative foreign policy actor », in *CEPS Working Document no. 281*, Brussels, Center for European Policy Studies, 2008.

³² Giuseppe BALDUCCI, « The Limits of Normative Power Europe in Asia : The Case of Human Rights in China », in *East Asia*, 2010, Vol. 27, pp. 35-55.

³³ Ian MANNERS, « Normative Power Europe reconsidered: beyond the crossroads. », in *Journal of European Public Policy*, 2006, Vol. 13, No. 2, pp. 182-199.

³⁴ Michelle PACE, « The Construction of EU Normative Power », *op. cit.*, p. 1043.

³⁵ *Ibid.*

³⁶ Thomas DIEZ, « Normative power as hegemony », in *Cooperation and Conflict*, 2013, Vol. 48, No. 2, pp. 194-210.

³⁷ *Ibid.*, p. 200.

2.2 Les Droits de l'Homme

2.2.1 L'Union européenne et les Droits de l'Homme

Reprenons notre définition de base, telle que présentée par Manners : identifier le but d'une politique est primordial pour juger de la normativité d'une politique. Que cherche l'UE : défendre des intérêts ou encourager l'établissement de normes communes ? Dans la suite de cette partie, nous allons explorer le rôle et l'importance des Droits de l'Homme pour l'UE, de manière générale puis plus précisément dans sa politique étrangère.

Les droits fondamentaux sont évoqués de manière très large dans le Traité sur l'Union européenne (TUE) ainsi que dans la Charte des Droits fondamentaux de l'Union européenne (la Charte). L'article 2 TUE donne une définition particulièrement large des notions que l'UE inclut dans la notion de droit fondamental :

« L'Union est fondée sur les valeurs de respect de la dignité humaine, de liberté, de démocratie, d'égalité, de l'État de droit, ainsi que de respect des Droits de l'Homme, y compris des droits des personnes appartenant à des minorités. Ces valeurs sont communes aux États membres dans une société caractérisée par le pluralisme, la non-discrimination, la tolérance, la justice, la solidarité et l'égalité entre les femmes et les hommes » (art. 2 TUE).

Les Droits de l'Homme, pour l'UE, sont donc compris de manière particulièrement englobante, allant de l'État de droit et de la démocratie au respect des droits des diverses minorités. L'article 3 TUE cite également les notions de « développement durable », de « progrès social », de lutte contre « l'exclusion sociale et les discriminations ». La Charte, dont la longue liste de droits fondamentaux fait partie intégrante du Droit de l'UE (art. 6 TUE), étend encore un peu plus la sphère des droits fondamentaux au sein de l'UE, y compris pour les États membres lorsqu'ils appliquent le droit communautaire. La Convention européenne de sauvegarde des Droits de l'Homme et des libertés fondamentales (CEDH) dispose d'un statut particulier au sein du Droit européen. Sans être membre de la CEDH, l'Union européenne est tenue³⁸ d'en appliquer les dispositions car celles-ci sont issues de traditions constitutionnelles communes³⁹, et car les États membres de l'UE ont tous adhéré à cette Convention⁴⁰. Les dispositions de la CEDH déploient donc pleinement leurs effets dans l'UE, à travers les ordres juridiques nationaux et indirectement à travers le Droit européen.

La situation juridique en matière de Droits de l'Homme est donc claire au sein de l'UE, à la fois au niveau communautaire que dans chacun des États membres. Les Droits de l'Homme y sont interprétés de manière particulièrement large. Ils concernent à la fois la protection des libertés individuelles, notamment celles des minorités, mais également la défense de l'État de droit, de la démocratie et de l'interdiction de l'arbitraire. Ce « socle commun », ou « tradition constitutionnelle commune », est donc basé sur deux piliers. Le premier consiste en la protection des libertés individuelles, celles des groupes minoritaires et de chaque individu, avec quelques limitations qui évoluent selon les époques. Le deuxième pilier est la protection des individus contre les agissements des gouvernements, en accentuant l'importance de l'État de droit, de la démocratie, d'un système judiciaire indépendant et de l'interdiction de l'arbitraire. Le TUE et la Charte contiennent quelques dispositions qui concernent des droits économiques et sociaux, comme le droit à une vie « digne » (art. 34 al. 3 de la Charte), à un environnement « durable » (art. 37 de la Charte) et au « bien-être » (art. 3 TUE). Ces droits, très flous, sont interprétés de manière restrictive par les tribunaux nationaux et par la CJUE.

Cette vision européenne des Droits de l'Homme, dans laquelle s'inscrit l'UE, se retrouve dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques de l'ONU de 1976. Ce pacte consacre la volonté des États

³⁸ D'après une jurisprudence de la Cour de Justice de l'Union européenne (CJUE), voir les affaires : *Erich Stauder c. Ulm* (22-69), *Internationale Handelsgesellschaft mbH c. Einfuhr- und Vorratsstelle für Getreide und Futtermittel* (11-70), *J. Nold, Kohlen- und Baustoffgroßhandlung c. Commission* (4-73), *Roland Rutili c. Ministre de l'intérieur* (36-75).

³⁹ *Internationale Handelsgesellschaft mbH contre Einfuhr- und Vorratsstelle für Getreide und Futtermittel*, Cour de justice des Communautés européennes, Affaire 11-70, 17 décembre 1970.

⁴⁰ *Roland Rutili contre Ministre de l'intérieur*, Cour de justice des Communautés européennes, Affaire 36-75, 28 octobre 1975.

parties à défendre et préserver les libertés individuelles, par opposition aux libertés collectives, garanties par le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels de l'ONU (1976). Cette opposition entre libertés individuelles et libertés collectives, pourtant revers d'une même médaille, est devenue source de tensions diplomatiques sur lesquelles nous reviendrons plus en détail.

Nous retiendrons ici que pour l'Union européenne, les Droits de l'Homme sont surtout dirigés vers la protection des libertés individuelles et sur la défense de l'État de droit et de la démocratie. Les droits économiques et sociaux, tels que définis par le Pacte de l'ONU relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, ne sont pas mis au centre des droits fondamentaux. C'est notamment le cas du droit au travail (art. 6), au loisirs (art. 7), à la nourriture et au logement (art. 11), à la gratuité des études supérieures (art. 13), etc.

2.2.2 La politique étrangère de l'UE et les Droits de l'Homme

L'importance des libertés individuelles, de la démocratie et de l'État de droit se retrouve dans la politique étrangère de l'UE. L'article 3 TUE prévoit que l'Union défend ses intérêts et promeut ses valeurs, notamment le respect des Droits de l'Homme :

« Dans ses relations avec le reste du monde, l'Union affirme et promeut ses valeurs et ses intérêts et contribue à la protection de ses citoyens. Elle contribue à la paix, à la sécurité, au développement durable de la planète, à la solidarité et au respect mutuel entre les peuples, au commerce libre et équitable, à l'élimination de la pauvreté et à la protection des droits de l'homme, en particulier ceux de l'enfant, ainsi qu'au strict respect et au développement du droit international, notamment au respect des principes de la charte des Nations unies » (art. 3 al. 5 TUE).

L'article 21 TUE poursuit en énumérant les valeurs au cœur de la politique étrangère de l'UE : « la démocratie, l'État de droit, l'universalité et l'indivisibilité des Droits de l'Homme et des libertés fondamentales, le respect de la dignité humaine, les principes d'égalité et de solidarité et le respect des principes de la charte des Nations unies et du droit international ». On retrouve ici les principes de démocratie, d'État de droit et de respect des libertés individuelles que nous avons déjà identifié comme étant les valeurs fondamentales sur lesquelles cherche à se construire l'UE. Les Droits de l'Homme, tels que définis ici, sont donc à la fois au cœur de la construction de l'UE (art. 2 et 3 TUE) et le principe directeur de la politique étrangère de l'UE (art 21 TUE).

L'Union européenne a donc juridiquement l'obligation d'inclure la promotion des Droits de l'Homme dans sa politique extérieure⁴¹. Le Service Européen d'Action Extérieure (SEAE) place donc la promotion des Droits de l'Homme au cœur de son action⁴². Le SEAE, sous la direction du Haut représentant de l'UE pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité (Haut représentant), est chargé de la gestion de la politique étrangère de l'UE et de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC). Bien que ces deux aspects de la politique extérieure de l'UE soient parfois intimement liés, nous accorderons une importance particulière aux missions civiles de l'UE, laissant de côté les aspects plus sécuritaires. Nous nous pencherons tout particulièrement sur les objectifs affichés par l'UE dans le domaine de la promotion des Droits de l'Homme, et sur les stratégies déployées.

L'UE poursuit donc une politique étrangère tournée vers la promotion des droits humains dans le monde et particulièrement dans son entourage proche, à la fois par obligation juridique et par décision politique, à travers les actions menées par le SEAE. Cela suffit-il pour autant à faire de l'Union européenne une puissance normative ? Comme déjà vu précédemment, les notions de pouvoir normatif et d'hégémonie sont proches. Un pouvoir normatif, tout comme un pouvoir hégémonique, arrive à imposer sa vision de la normalité dans les relations internationales⁴³. Diez le définit comme « [...] a relation in which those subject

⁴¹ Vivian KUBE, « EU Human Rights as a Framework for Foreign Policies », in *EU Human Rights, International Investment Law and Participation*, 2019, p. 75.

⁴² *Human Rights & Democracy*, Commission européenne - Service européen pour l'action extérieure.

⁴³ Ian MANNERS, « Normative Power Europe reconsidered: beyond the crossroads. », *op. cit.*

to hegemony *consent to* the same conceptions of society, broad problem definitions and principled solutions [emphase ajoutée] »⁴⁴.

Pour cela, la notion de *consentement*, et plus largement de *reconnaissance* est primordiale. Une règle ne devient une norme que si tous les acteurs la reconnaissent comme telle. Mais avant même de s'interroger sur la normalité d'une règle, il convient de s'arrêter sur l'universalité même des règles en matière de droits humains. Autrement dit, ce que l'UE considère comme un droit humain inaliénable est-il également considéré comme tel dans d'autres régions du monde ? Les États qui ne respecteraient pas les Droits de l'Homme, tels que considérés par l'UE, le feraient-ils car ils n'en ont pas l'envie ou la capacité, ou bien le feraient-ils car ils ne reconnaissent pas ce droit comme un droit de l'homme ?

C'est, selon Mark Hunyadi, un problème fondamental qui se pose à l'Europe dans sa conception des Droits de l'Homme. Dans son article de 2011 « L'Europe, foyer de l'universel ? Réflexions contextualistes sur une extrapolation idéaliste », il met en lumière les tensions entre *universalité*, *idéauté* et *contre-factualité*. Selon lui, de nombreux⁴⁵ philosophes européens commettent l'erreur de lier l'universel à ce qui est idéal, alors que la définition européenne de ce qui est idéal n'est pas forcément partagée par tous. Pour lui, il est plus heureux de lier l'universel à l'amélioration de ce qui n'est pas parfait. En mettant l'accent sur ce qui *est* (les faits), et la volonté commune d'améliorer ce qui *est* (la contre-factualité), on ne cherche pas à imposer une vision idéale universelle⁴⁶. De plus, pour Hunyadi, l'Europe s'identifierait comme le berceau des Droits de l'Homme, fruit de son histoire unique et de sa culture unique. De ce sentiment d'unicité naît alors un sentiment de supériorité, où les droits humains deviennent une création européenne, le fruit de l'histoire de l'Europe qu'il faut désormais propager.

Nous reprendrons ici son argumentation, en l'appliquant à la politique extérieure de l'UE. En cherchant à promouvoir les Droits de l'Homme dans le monde sans débattre de ce qui constitue ces Droits de l'Homme, en se référant uniquement à l'histoire européenne (comme le fait également la CJUE, lorsqu'elle base sa définition des Droits humains sur les traditions européennes partagées), l'UE alimente les critiques portées à sa légitimité. En effet, et cet élément sera important pour la suite de cette analyse, de nombreux États contestent la légitimité de l'UE dans le domaine des Droits fondamentaux. La Chine, depuis plusieurs années, promeut une voie chinoise des droits humains, centrée autour des « valeurs asiatiques », qui seraient selon le gouvernement chinois fondamentalement différentes de Droits de l'Hommes tels que conçus par l'UE.

L'élection du président américain Donald Trump en 2016 illustre également des tensions autour des Droits de l'Homme et du respect de l'État de droit. Le président Trump et ses partisans ont en effet montré à d'innombrables reprises leur conception autoritaire de la démocratie et des Droits de l'Homme. L'administration américaine a opéré un rapprochement diplomatique spectaculaire avec certains États qui contestent justement la vision européenne des droits humains, comme la Russie ou la Turquie. L'élection présidentielle de 2020, et la victoire de Joe Biden, ramène la politique étrangère américaine à une rhétorique plus traditionnelle en matière de droits humains. Pourtant, si l'UE est alliée avec les États-Unis et que ces deux acteurs se reconnaissent les mêmes valeurs fondamentales, l'interprétation de ces valeurs diverge grandement⁴⁷. L'UE s'attribue un rôle de leader dans la création et la promotion de ces valeurs, en se reconnaissant une histoire et une culture unique que ne possèdent pas les États-Unis^{48 49}.

La Russie déploie des efforts conséquents, depuis le tournant des années 2000 et l'avènement de Vladimir Poutine à la tête de l'État russe, pour s'affirmer comme une puissance eurasiatique, détachée des valeurs et

⁴⁴ Thomas DIEZ, « Normative power as hegemony », *op.cit.*, p. 200.

⁴⁵ Mark HUNYADI, « L'Europe, foyer de l'universel ? Réflexions contextualistes sur une extrapolation idéaliste », in *Revue philosophique de Louvain*, 2011, Vol. 109, No. 1, pp. 54-55.

⁴⁶ *Ibid.*, p. 64.

⁴⁷ Sibylle SCHEIPERS et Daniela SICURELLI, « Normative Power Europe: A Credible Utopia? », in *Journal of Common Market Studies*, 2007, Vol. 45, No. 2, pp. 435-457.

⁴⁸ *Ibid.*, p. 451.

⁴⁹ L'argumentation de Sibylle Scheipers et Daniela Sicurelli rejoint ainsi les réflexions théoriques de Mark Hunyadi.

des concepts que promeut les discours officiels de l'UE⁵⁰. Poutine a progressivement lié la politique étrangère de la Russie à la notion d'identité nationale, en positionnant la Russie comme étrangère à l'Europe et à ses valeurs⁵¹. L'UE se trouve donc touchée au cœur même de sa politique de promotion des Droits de l'Homme, puisque c'est son autorité normative qui est contestée.

La Chine, après une longue période de relatif isolationnisme faisant suite à la révolution communiste de 1949, commence une transformation économique profonde dans les années 1990, particulièrement sous la direction du président Jiang Zemin (1993-2003) et poursuivie par son successeur Hu Jintao (2003-2013). Le Chine se concentre alors sur le développement de son économie et de ses infrastructures, et investit de manière grandissante dans le monde. En parallèle de ces investissements à l'étranger se construit une *manière chinoise* d'interagir avec le monde, et un *modèle chinois* de plus en plus assumé et revendiqué. Ce « pouvoir normatif chinois » commence alors à se développer et à entrer en confrontation avec celui de l'Union européenne⁵². L'arrivée au pouvoir du président Xi Jinping en 2013 amène progressivement le pays vers un nationalisme grandissant et un autoritarisme exacerbé, ce qui ne fait que renforcer la volonté de promouvoir un modèle chinois, y compris dans le domaine des Droits de l'Homme. Cette volonté n'est pas directement construite par opposition à l'UE, comme c'est le cas pour la Russie, mais vient également s'opposer aux efforts de création de normes communes par l'UE⁵³.

En conclusion, l'UE a donc une obligation juridique de promouvoir les Droits de l'Homme dans le monde, ainsi qu'une volonté politique de propager les normes européennes. Cette volonté juridique et politique est doublée d'un sentiment d'obligation morale de propager le modèle européen des droits humains. L'Europe se pose en chef de file des Droits de l'Homme dans le monde, alimentant cette position par une justification historique et culturelle. L'UE s'inscrit dans cette ligne, en se représentant comme l'héritière d'une histoire unique, qui lui donnerait une légitimité toute aussi unique. Cette position est résumée par Mark Hunyadi en une phrase : « Comme c'est elle qui a inventé l'égalité, elle est plus égale que les autres »⁵⁴. Les États-Unis, malgré des divergences d'interprétation et des tensions récentes, sont vus par l'UE comme adhérant aux normes européennes, bien que de manière moins réussie⁵⁵. La Russie, sous la direction de Vladimir Poutine, prend un virage résolument nationaliste, et cultive une rhétorique de la différence. En se posant à la fois comme une puissance eurasiatique, pas uniquement européenne, et paradoxalement comme l'héritière des *vraies* valeurs européennes, la Russie s'oppose résolument aux normes que promeut l'UE. La Chine quant à elle continue sa progressive affirmation de la *voie chinoise*, et sa remise en cause de toutes les normes venues d'occident, et donc y compris celles venues de l'UE.

2.2.3 Remarques conclusives

Reprenons notre question intermédiaire : l'UE est-elle un pouvoir normatif ? Pour répondre à cette question, nous avons d'abord identifié une définition au terme de « pouvoir normatif » à l'aide de la littérature académique sur le sujet. Nous sommes partis de la définition proposée par Ian Manners, ainsi que des critiques et compléments qui lui ont été adressés. Nous avons retenu quelques points principaux : un pouvoir normatif est prêt à créer des normes communes et à s'y soumettre lui aussi. Un pouvoir est normatif uniquement s'il atteint des résultats. S'il convient de regarder les buts et les moyens mis en œuvre, sans effet concret on ne peut parler que de tentative de pouvoir normatif, sans réel pouvoir.

Pour cela, il est indispensable que les autres puissances qui interagissent avec la puissance normative reconnaissent sa légitimité et son autorité dans le domaine concerné. En prenant le cas de la promotion des

⁵⁰ Stefano BRAGHIROLI et Andrey MAKARYCHEV, « Redefining Europe: Russia and the 2015 Refugee Crisis », in *Geopolitics*, 2017, Vol. 23, No. 4, pp. 823-848.

⁵¹ Kari ROBERTS, « Understanding Putin: The politics of identity and geopolitics in Russian foreign policy discourse », in *International Journal: Canada's Journal of Global Policy Analysis*, 2017, Vol. 72, No. 1, pp. 28-55.

⁵² Emilian KAVALSKI, « The struggle for recognition of normative powers: Normative power Europe and normative power China in context », in *Cooperation and Conflict*, 2013, Vol. 48, No. 2, pp. 247-267.

⁵³ Emilian KAVALSKI et Young Chul CHO, « Worlding the Study of Normative Power: Assessing European and Chinese Definitions of the "Normal" », in *Uluslararası İlişkiler/International Relations*, 2018, pp. 49-65.

⁵⁴ Mark HUNYADI, « L'Europe, foyer de l'universel ? Réflexions contextualistes sur une extrapolation idéaliste », *op. cit.*, p.57.

⁵⁵ Sibylle SCHEIPERS et Daniela SICURELLI, « Normative Power Europe: A Credible Utopia? », *op. cit.*

Droits de l'Homme par l'Union européenne, nous avons vu que c'est loin d'être le cas, la légitimité de l'UE est fortement contestée par la Chine et la Russie notamment. Malgré cela, nous avons argumenté qu'il n'est pas nécessaire dans notre analyse que l'UE soit bel et bien une puissance normative, il importe seulement qu'elle se considère elle-même comme telle. En prenant toujours comme base la promotion des Droits de l'Homme, nous avons vu que l'UE s'est dotée d'une base juridique contraignante dans le domaine. Nous avons également analysé les réflexions de Mark Hunyadi et identifié en Europe la présence d'un sentiment d'exceptionnalité et de légitimité, que l'UE a fait sienne, qui la pousse à se placer comme autorité normative en matière de Droits de l'Homme.

La littérature académique est donc partagée sur le sujet. Il n'existe probablement pas de réponse ferme et définitive à notre question intermédiaire, qui est « est-ce que l'UE est une puissance normative ? ». Tout dépend du point de vue et de l'approche dans laquelle on se place. Nous pourrions exprimer ici notre opinion, en nous plaçant dans l'un ou l'autre de ces paradigmes et en justifiant notre position. Mais il n'est pas forcément nécessaire de répondre à cette question pour la suite de notre travail. Il est suffisant de nous demander si l'UE se considère elle-même comme une puissance normative, une réflexion que nous aborderons dans notre cas d'étude, lorsque nous nous pencherons sur notre hypothèse⁵⁶.

Nous rejoignons ici la position que Ian Manners développe avec Thomas Diez⁵⁷, qui est que l'UE se représente elle-même de cette manière :

« Not only is the success of this representation a precondition for other actors to agree to the norms set out by the EU; it also constructs an identity of the EU *against an image of others* in the “outside world”. [...] In that sense, the discourse of the EU as a normative power constructs *a particular self of the EU* (and it is perhaps the only form of identity the diverse set of actors within the EU can agree on), while it attempts to change others through the spread of particular norms. [emphases ajoutées] »⁵⁸.

À l'interrogation portant sur la nature du pouvoir normatif de l'UE, nous répondons donc ceci : l'UE n'est probablement pas une puissance normative, faute de reconnaissance et de résultats concrets. En revanche, elle se voit elle-même comme telle, et se construit en partie grâce à cela. C'est ce que nous retiendrons pour la suite de ce travail : l'UE se considère elle-même comme une puissance normative. Sur des bases historiques, juridiques et culturelles, l'Europe se projette comme promotrice des Droits de l'Homme dans le monde, de son interprétation des droits humains.

2.3 La politique étrangère de l'Union européenne

2.3.1 Fonctionnement

La politique étrangère de l'UE, comme toutes ses actions, prend sa source dans le Traité sur l'Union européenne, signé à Lisbonne en 2007. Les articles 3 et 21 TUE en particulier placent l'UE comme un acteur à part entière sur la scène mondiale, doté d'objectifs propres. La promotion des Droits de l'Homme et de l'État de droit fait partie des objectifs premiers de cette politique étrangère européenne. Dans les faits, le Haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité (Haut représentant), également vice-président de la Commission européenne, est ce qui se rapproche le plus d'un ministre des Affaires étrangères de l'UE.

Il est en charge, avec les États membres et la Commission, de l'élaboration de la politique extérieure de l'UE. Il est épaulé pour cela par le Service européen d'action extérieure (SEAE), l'organe de l'UE en charge de la gestion des affaires diplomatiques. Les aspects militaires sont gérés dans le cadre de la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC), qui ne sera pas mis en avant dans la suite de ce travail. Le SEAE reprend donc les objectifs de politique étrangère cités dans le TUE, tout en suivant les grandes lignes directrices décidées par les États membres, à travers le Conseil de l'UE et le Conseil européen. La politique étrangère

⁵⁶ Pour rappel, notre hypothèse est : « L'UE fait face à une forte pression interne pour agir et sanctionner la Russie ».

⁵⁷ Ian MANNERS et Thomas DIEZ, « Reflecting on Normative Power Europe », in Felix BERENSKOETTER et Michael WILLIAM (eds.), *Power in World Politics*, New York, Routledge, 2007, pp. 173-188.

⁵⁸ *Ibid.*, p. 174.

de l'UE est donc intrinsèquement liée à celle de ses États membres, bien que dotée également d'objectifs et de moyens propres.

Nous avons donc abordé les aspects juridiques de cette politique étrangère : les traités fondateurs de l'UE et l'organisation interne de cette politique étrangère, notamment à travers le rôle du SEAE. Les missions du SEAE couvrent des domaines très variés, de la coopération humanitaire à la lutte contre la désinformation, en passant par les échanges économiques et l'élargissement de l'UE⁵⁹. Au sein de ce service la politique étrangère de l'UE est organisée en régions, qui forment des cercles plus ou moins éloignés⁶⁰. La région la plus importante pour l'UE est celle des Balkans occidentaux, où des efforts diplomatiques et financiers conséquents sont déployés⁶¹. D'autres régions ressortent comme particulièrement importantes pour l'UE : l'Ukraine, le Moyen-Orient, le Sahel. Certaines parties du globe comme l'Amérique du Sud ou l'Asie sont la cible de moins d'efforts dans le domaine.

Le SEAE est donc le bras diplomatique de l'UE. L'aspect militaire de la politique étrangère de l'UE, son bras armé, s'exprime à travers la PSDC, un organe du SEAE. L'UE est présente, à travers la PSDC, en Afrique, dans les Balkans, en Europe de l'Est et dans le Caucase. Pour autant, l'UE ne dispose pas de véritable pouvoir militaire, et se repose pour cela sur l'OTAN et ses États membres, tout particulièrement l'armée française. En arrêtant notre analyse ici, il apparaît que l'UE est un pouvoir essentiellement pacifique et diplomatique. Il faut pourtant ajouter à l'analyse la politique européenne de sanctions économiques. Intégrée à la PESC, il s'agit ici de la « force de frappe » de l'UE, de son principal instrument coercitif. Les sanctions peuvent prendre des formes très variées. Elles visent des entreprises privées, des individus ou des gouvernements. L'UE peut décider de geler des avoirs financiers, prononcer des interdictions de visas, des restrictions totales ou partielles d'importations et d'exportations, ou d'un embargo sur les armes.

L'UE impose actuellement des sanctions à une trentaine d'États, avec des degrés variables d'intensité : d'un blocus quasi total de la Corée du Nord à quelques mesures financières et symboliques ciblées en Haïti ou en Moldavie⁶². Le 7 décembre 2020, l'UE s'est dotée d'un cadre juridique clair afin d'encadrer ce type de sanctions économiques, en adoptant un règlement qui « établit un cadre pour des mesures restrictives ciblées visant à faire face aux graves violations des Droits de l'Homme et aux graves atteintes à ces droits dans le monde »⁶³. L'UE renforce ainsi son mécanisme de sanctions économiques, au nom de la promotion et de la défense des Droits de l'Homme dans le monde.

Ce nouveau mécanisme juridique de sanctions, le « EU Global Human Rights Sanction Regime » (EU-GHRSR ou GHRSR) est une part importante de l'actuel plan d'action pour la promotion des Droits de l'Homme de l'UE⁶⁴. Il permet d'adopter des sanctions (gel des avoirs, interdiction de visas, etc.) contre des individus ou des sociétés qui ont un lien prouvé avec une violation des Droits de l'Homme. Le Haut représentant est chargé d'élaborer les listes d'individus à sanctionner, et le Conseil a pour charge de prendre les décisions⁶⁵. C'est en vertu de ce GHRSR qu'en mai 2021, quatre individus faisant partie des systèmes judiciaire ou carcéral russes sont sanctionnés pour leur implication dans l'emprisonnement d'Alexeï Navalny⁶⁶.

⁵⁹ SEAE – *Ce que nous faisons*, Commission européenne - Service européen pour l'action extérieure.

⁶⁰ *The European union's global strategy : Three years on, looking forward*, Commission européenne - Service européen pour l'action extérieure, 14 juin 2019.

⁶¹ *Ibid.*, p. 17, p. 38.

⁶² *Restrictive measures in view of Russia's actions destabilising the situation in Ukraine (sectoral restrictive measures)*, EU sanction map.

⁶³ *Règlement (UE) 2020/1998 du Conseil concernant des mesures restrictives en réaction aux graves violations des droits de l'homme et aux graves atteintes à ces droits*, Journal officiel de l'Union européenne, Document 32020R1998, 7 décembre 2020.

⁶⁴ *EU action plan on human rights and democracy 2020-2024*, Commission européenne - Service européen pour l'action extérieure, 2 décembre 2020.

⁶⁵ *Questions and Answers: EU Global Human Rights Sanctions Regime*, Commission européenne - Service européen pour l'action extérieure, 7 décembre 2020.

⁶⁶ *Règlement d'exécution (UE) 2021/371 du Conseil mettant en œuvre le règlement (UE) 2020/1998 concernant des mesures restrictives en réaction aux graves violations des droits de l'homme et aux graves atteintes à ces droits*, Journal officiel de l'Union européenne, Document 32021R0371, 2 mars 2021.

2.3.2 Les relations entre la Russie et l'Union européenne

Les sanctions contre la Russie

La Russie fait partie des États faisant l'objet de sanctions économiques de la part de l'UE. En février 2014, dans un élan révolutionnaire à la capitale Kiev, les Ukrainiens renversent leur gouvernement pro-russe et instaurent un gouvernement transitoire tourné vers l'UE. Après la fuite du président déchu Yanukovych vers la Russie, les régions à l'est et au sud du pays, majoritairement russophones, se soulèvent. Dans la région du Donbass à l'est, avec l'aide militaire discrète de la Russie, deux états séparatistes se forment. Dans le sud, la péninsule de la Crimée se révolte et organise unilatéralement un référendum d'autodétermination. Ce référendum sera dénoncé et considéré illégitime par l'UE et par l'assemblée générale de l'ONU⁶⁷. En mars 2014, la Russie perd son influence politique sur la plupart du territoire de l'Ukraine, mais soutient les deux gouvernements sécessionnistes du Donbass et annexe la Crimée et la ville autonome de Sébastopol à son territoire. En réaction, l'UE a progressivement mis en place des sanctions⁶⁸. En plus d'un gel des avoirs de certains individus, l'UE a décidé d'une interdiction totale d'importation et d'exportation d'armes et de biens pouvant servir l'industrie militaire avec la Russie. L'UE a également imposé un embargo de certaines banques et de certaines entreprises russes actives dans le secteur de l'énergie et des matières premières.

Les principales sanctions de l'UE contre la Russie sont donc liées à l'annexion de la Crimée et de Sébastopol à la fédération de Russie en 2014. En 2020, d'autres sanctions, plus modestes, ont été décidées par l'UE. Ces sanctions font suite à l'empoisonnement le 20 août 2020 d'Alexeï Navalny en Sibérie. Réfugié et soigné dans un hôpital allemand, l'Allemagne et l'UE accusent rapidement le Kremlin de cette tentative de meurtre. Nous reviendrons en détail sur le déroulement de cette affaire dans la troisième partie de notre analyse. L'UE a pris des sanctions contre une dizaine de personnes, principalement travaillant pour le gouvernement russe⁶⁹ ⁷⁰, en gelant leurs (hypothétiques) fonds dans l'UE et en délivrant des interdictions de visas. Ces sanctions sont donc essentiellement symboliques, en ne visant aucun des individus du cercle rapproché de Vladimir Poutine, tels que désignés par Navalny⁷¹. Les sanctions actuelles de l'UE contre la Russie sont donc actuellement principalement liées à l'implication de la Russie dans la guerre civile dans l'est et le sud de l'Ukraine et à son expansion territoriale dans la péninsule de Crimée.

Les relations entre la Russie et l'UE.

Les relations entre la Russie et l'UE sont donc actuellement particulièrement tendues. La Russie a historiquement une relation conflictuelle avec le reste de l'Europe. C'est donc une caractéristique qu'elle partage avec le reste des grands États européens. Depuis le début du XVIIIe siècle en effet, et particulièrement grâce aux efforts de l'empereur Pierre 1^{er}, la Russie est un acteur important du concert des nations européennes et de l'histoire du continent. Ce n'est qu'après la création de l'URSS et surtout à partir des années 2000 que la Russie développe une rhétorique différente, la plaçant dans un espace euro-asiatique différent de l'Europe. Les relations entre la Russie et l'UE au XXe siècle sont pendant longtemps une petite parenthèse des relations plus larges entre l'URSS et les autres régimes communistes d'un côté, et les États-Unis et leurs alliés (dont l'UE) de l'autre. Ce n'est qu'après l'effondrement de l'Union soviétique que de véritables relations entre l'UE et la Russie peuvent être considérées en tant que telles.

Les années 1990 et le début des années 2000 sont des années de rapprochement entre Bruxelles et Moscou. Les deux acteurs signent en 1997 un accord de partenariat et de coopération visant à renforcer les collaborations économiques et politiques, sur la base des « liens historiques » et des « valeurs communes »

⁶⁷ *Intégrité territoriale de l'Ukraine*, Assemblée générale des Nations Unies, A/RES/68/262, 27 mars 2014.

⁶⁸ *Règlement (UE) 2020/1998 du Conseil concernant des mesures restrictives en réaction aux graves violations des droits de l'homme et aux graves atteintes à ces droits*, *op. cit.*

⁶⁹ *European Union Consolidated Financial Sanctions List*, Commission européenne - Direction générale de la stabilité financière et des marchés des capitaux.

⁷⁰ *Règlement d'exécution (UE) 2021/371 du Conseil mettant en œuvre le règlement (UE) 2020/1998 concernant des mesures restrictives en réaction aux graves violations des droits de l'homme et aux graves atteintes à ces droits*, *op. cit.*

⁷¹ Zarah ULLAH et Matthew CHANCE, « Russian activist Navalny's foundation calls on Biden to sanction Putin's closest allies », in *CNN*, 30 janvier 2021.

partagés⁷². En 2000, ils signent un accord visant à améliorer les relations dans le domaine énergétique⁷³. En 2005, ils s'entendent pour améliorer les relations dans les domaines judiciaires, sécuritaires, économiques et éducatifs⁷⁴. En 2008, une refonte totale de l'accord de 1994 est mise en négociation. Cependant, la guerre la même année entre la Russie et la Géorgie mettent un frein brutal aux négociations, définitivement enterrées après l'annexion de la Crimée en 2014. Les relations entre l'UE et la Russie sont donc l'histoire d'un long déclin. D'un Boris Ieltsine relativement europhile dans les années 1990, les Européens voient leur interlocuteur changer au tournant du millénaire avec l'arrivée de Poutine au pouvoir. D'abord méfiant mais ouvert au dialogue, la position du président russe va progressivement se durcir jusqu'à devenir résolument hostile.

La tension des relations entre l'UE et la Russie coïncide également avec les élargissements successifs de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Symbole de la Guerre froide, l'OTAN n'a pas disparu en 1989 comme l'URSS. Au contraire, il s'est progressivement étendu à l'est, s'approchant petit à petit des frontières russes, les touchant même avec l'adhésion de la Pologne et des trois pays baltes.

2.3.3 Remarques conclusives

Nous l'avons donc vu dans la deuxième partie de ce travail, l'UE se considère comme une puissance normative. Nous avons abordé les aspects juridiques (TUE), historiques et philosophico-culturels⁷⁵ de cette idée. Nous avons également pu observer les actions du SEAE, qui s'inscrivent pleinement dans cette vision d'une UE normative. L'aspect militaire, bien que présent à travers la PSCD, repose essentiellement sur les actions des États membres. Pour autant, l'UE ne renonce pas à tout pouvoir coercitif. L'UE applique des sanctions économiques contre divers États et entités, afin de faire avancer son agenda politique. Si la coercition ne s'exprime pas par les armes, elle s'exprime tout de même dans l'intention derrière ces sanctions économiques. Tout comme pour notre analyse du pouvoir normatif de l'UE effectuée en deuxième partie, il n'est pas question ici d'étudier l'impact ou l'efficacité de ces sanctions économiques. Ce que nous retiendrons pour la suite de notre analyse est que l'UE, bien que se présentant comme une puissance normative, différente des autres puissances, dépourvue d'armée et sans intentions belliqueuses, se repose sur sa puissance économique afin d'exercer un pouvoir coercitif.

⁷² *Accord de partenariat et de coopération établissant un partenariat entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la Fédération de Russie, d'autre part*, Journal officiel des Communautés européennes, Document 21997A1128(01), 28 novembre 1997.

⁷³ *EU-Russia Energy dialogue : the first ten years (2000-2010)*, Commission européenne – Direction générale de l'énergie, 27 octobre 2014.

⁷⁴ Martin RUSSEL, « Briefing – The EU and Russia: Locked into confrontation », in *European Parliamentary Research Service*, PE 652.030, 2020.

⁷⁵ Mark HUNYADI, « L'Europe, foyer de l'universel ? Réflexions contextualistes sur une extrapolation idéaliste », *op. cit.*

3. Cas d'étude : « l'affaire Navalny »

3.1 Contexte

3.1.1 La politique Russe post-Ieltsine

Le 25 décembre 1991 marque la fin de l'URSS. Le dernier président soviétique, Mikhaïl Gorbatchev, démissionne et se déclare comme l'ultime président soviétique, transmettant son pouvoir au président de la République de Russie, Boris Ieltsine. Cette transition entre Gorbatchev et Ieltsine n'est pas qu'un changement radical de personnalités et de système politique, c'est également le symbole de la brusque bascule entre un système économique communiste, planifié, à un système capitaliste quasiment sans barrières. L'économie russe va en effet se transformer presque du jour au lendemain en un système de libre concurrence capitaliste ou le rôle de l'État n'est que minime. Les dix années qui suivent vont voir l'émergence de véritables empires économiques concentrés dans les mains de très peu d'individus, permettant l'apparition de quelques oligarques richissimes. L'économie russe croît donc d'une manière fulgurante, mais cette croissance est très inégalement répartie, comme dans la quasi-totalité des ex-républiques soviétiques.

Cet état très particulier de l'économie est parallèle à un déclin géopolitique de la Russie. La fin du duopole des Etats-Unis et de l'URSS relègue la Russie au plan de puissance régionale affaiblie. Ces éléments combinés, associés à l'alcoolisme de Ieltsine vont alimenter le mécontentement de la population russe. Au tournant du millénaire, Boris Ieltsine, impopulaire et malade, transfère le pouvoir présidentiel à son premier ministre, Vladimir Vladimirovitch Poutine. Ce dernier, élu président en mars 2000, s'inscrit tout d'abord dans la continuité de son prédécesseur. Sa politique étrangère reste notamment ouverte et tournée vers l'Europe et les États-Unis. Il va progressivement développer un discours plus nationaliste et révisionniste, s'appuyant sur le sentiment populaire d'une Russie affaiblie et humiliée, et d'une économie servant principalement les intérêts des oligarques. Son pouvoir va devenir progressivement autoritaire, et l'espace de l'opposition politique de plus en plus réduit.

3.1.2 Qui est Navalny ?

Alexeï Navalny est un avocat russe, formé à Moscou et aux États-Unis. Sa carrière politique commence au début des années 2010. Il quitte la sphère nationaliste de l'internet russe, dans laquelle il évoluait, et crée un *blog* centré sur les affaires de corruption de la classe politique, rapidement populaire parmi la jeunesse russe⁷⁶. Le début de sa carrière s'inscrit dans un contexte économique tendu et inégalitaire, et dans une atmosphère politique totalement dominée par Vladimir Poutine et son parti politique *Russie unie*. Fin 2011, Navalny participe à la campagne présidentielle, qui verra Poutine élu à la présidence pour la troisième fois. Il crée pour l'occasion une ONG, la *Fondation anti-corruption*, dans la même ligne de pensée que son *blog*, résolument axé sur la lutte contre la corruption. Il fait également son premier séjour en prison, pour avoir participé à des manifestations non-autorisées. À mesure que son aura politique prendra de l'ampleur, il sera visé par différentes accusations de fraude fiscale, et fera de multiples aller-retours en prison.

Durant toute la décennie qui suivra la création de sa fondation, Navalny va donc se positionner comme un farouche opposant à Vladimir Poutine et ne cessera de se présenter comme le héros de la lutte contre la corruption. Ses multiples incarcérations contribuent à le rendre connu à l'étranger, notamment en Europe, où il apparaît comme l'un des seuls opposants sérieux au pouvoir de Poutine. Son rôle de visage de l'opposition politique russe vient de l'absence de quasiment toute autre figure nationale d'opposition, tout particulièrement à la suite de l'assassinat en 2015 de l'opposant Boris Nemtsov. Dix ans après le début de sa carrière politique, il est donc la principale figure de l'opposition à Vladimir Poutine.

Ces deux dernières années, la justice russe va se montrer de plus en plus sévère avec l'organisation créée par Navalny. En octobre 2019, son ONG *Fondation anti-corruption* est déclarée « agent de l'étranger » par le

⁷⁶ Hélène RICHARD, « Alexeï Navalny, prophète en son pays ? », in *Le Monde diplomatique*, mars 2021.

gouvernement russe, rendant l'exercice de ses activités très complexe et la plaçant sous surveillance étroite du gouvernement. Le 9 juin 2021, un tribunal de Moscou déclare la fondation créée par Navalny « organisation extrémiste » et décide de sa dissolution immédiate.

3.1.3 L'étrange destin des opposants et des voix critiques

Nous l'avons donc vu, Alexeï Navalny évolue dans un système politique de plus en plus verrouillé autour de la personne de Vladimir Poutine, où l'espace dévolu à l'opposition politique est de plus en plus réduit. La liste des opposants connus et reconnus est également de plus en plus réduite. Comme déjà évoqué, l'opposant Boris Nemtsov est abattu en plein centre de Moscou en février 2015. Ancien parlementaire et ministre dans le gouvernement de Boris Ieltsine, il était devenu l'un des plus farouches opposants à Vladimir Poutine⁷⁷. Navalny accusera le gouvernement russe d'avoir « organisé ou laissé faire » le meurtre de Boris Nemtsov⁷⁸.

En 2018, un ancien agent des services secrets russes travaillant comme agent double pour les services secrets britanniques est empoisonné dans une petite ville du sud de l'Angleterre. Sergei Skripal et sa fille Yulia sont retrouvés inconscients dans un parc le 4 mars 2018. Hospitalisés plusieurs semaines aux soins intensifs, les analyses médicales identifieront la présence d'un puissant agent neurotoxique dans leurs organismes. Ce poison fait partie de la catégorie des agents *novichok*, des produits neurotoxiques utilisés principalement par les services secrets de l'URSS. Le Royaume-Uni accusera très vite la Russie de cette tentative de meurtre, et de nombreux États expulseront des diplomates russes en réaction (dont les États-Unis, le Canada, l'Ukraine et de nombreux États membres de l'UE comme l'Allemagne, la France, la Pologne et la Suède)⁷⁹.

Ce n'est pas la première fois qu'un puissant poison est utilisé pour faire disparaître des voix critiques. En 2006, toujours au Royaume-Uni, un ancien agent des services secrets russes Alexander Litvinenko décède après trois semaines d'agonie aux soins intensifs. L'enquête britannique établira la présence de *polonium-210* dans son organisme, un élément radioactif particulièrement dangereux. Si aucun commanditaire ne sera officiellement désigné, les services secrets britanniques excluront toute possibilité que le gouvernement russe de Vladimir Poutine *ne soit pas* impliqué dans cet assassinat⁸⁰.

3.1.4 Chronologie des faits

L'empoisonnement d'Alexeï Navalny s'inscrit donc dans un cadre déjà sinistrement établi. Le 20 août 2020, il est en déplacement à Tomsk, en Sibérie, où il mène une enquête sur les faits allégués de corruption. Dans l'avion qui le conduit de Tomsk à Moscou, il tombe brusquement malade et doit être hospitalisé en urgence à Omsk, une autre ville de Sibérie. Deux jours plus tard, il est transporté par avion médicalisé en Allemagne et admis dans un hôpital de Berlin. Il y sera soigné pendant un mois, jusqu'au 22 septembre. Pendant son hospitalisation, l'hôpital berlinois établit la présence d'un agent neurotoxique de la famille des agents *novichok*, le même type de poison retrouvé en 2018 dans l'organisme de Sergei et Yulia Skripal en Angleterre. La présence de cet agent neurotoxique a été confirmée⁸¹ par des analyses de l'Organisation pour l'Interdiction des armes chimiques (OIAC), établies sur demande de l'Allemagne.

Après quelques mois en Allemagne, Alexeï Navalny retourne volontairement en Russie le 17 janvier 2021. Il est arrêté immédiatement à son arrivée à Moscou, la justice russe l'accusant de ne pas avoir respecté les termes d'une précédente condamnation avec sursis, notamment l'obligation de se présenter physiquement

⁷⁷ Alain BARLUET, « Inaugurée face à l'ambassade de Russie, la place Nemtsov à Prague irrite Moscou », in *Le Figaro*, 26 février 2020.

⁷⁸ Isabelle MANDRAUD, « Pour Alexeï Navalny, le Kremlin a donné son 'feu vert' à l'assassinat de Boris Nemtsov », in *Le Monde*, 17 mars 2015.

⁷⁹ Jonathan MARCUS, « Spy poisoning: Russian diplomats expelled across US and Europe », in *BBC News*, 26 mars 2018.

⁸⁰ « “The evidence suggests that the only credible explanation is in one way or another the Russian state is involved in Litvinenko's murder” », Jamie GRIERSON, « Litvinenko inquiry: Russia involved in spy's death, Scotland Yard says », in *The Guardian*, 30 juillet 2015.

⁸¹ *OPCW Issues Report on Technical Assistance Requested by Germany*, Organisation for the Prohibition of Chemical Weapons, 6 octobre 2020.

et régulièrement à un commissariat de Moscou. Par conséquent, sa précédente condamnation à une peine de prison avec sursis est commuée en peine de prison ferme, et il est envoyé pour une durée de deux ans et demi dans une colonie pénitentiaire.

3.1.5 Rappel de l'hypothèse de travail

Comme nous l'avons vu précédemment, le but principal de ce travail est d'analyser la réaction de l'UE à la suite de « l'affaire Navalny » et de comprendre pourquoi cette réaction est si timide et en décalage avec la rhétorique habituelle de l'UE en matière de respect des Droits de l'Homme. Nous avons soulevé quelques questions intermédiaires : pourquoi l'UE est-elle si encline à se présenter comme le grand défenseur mondial des Droits de l'Homme ? Pourquoi ne réagit-elle pas plus fortement à « L'affaire Navalny » ? Quels sont les facteurs et les États membres qui empêchent une réaction plus forte ?

Nous avons tout d'abord dressé un cadre théorique général, afin d'identifier les points théoriques principaux et les éléments importants. Dans une deuxième partie, nous avons étudié plus en détail le pouvoir normatif de l'UE, et l'importance des Droits de l'Homme dans la politique étrangère de l'UE. Nous en avons conclu qu'il n'est pas nécessaire pour notre travail de nous positionner dans le débat académique sur l'existence ou non d'un pouvoir normatif européen, même si nous émettons de forts doutes à ce sujet. En effet, nous avons conclu que l'UE se considère elle-même comme un pouvoir normatif et agit comme tel, ce qui est une constatation suffisante pour la suite de notre analyse. Nous avons ensuite analysé plus en détail la politique étrangère de l'UE, et plus précisément la politique européenne de sanctions. Cette analyse a confirmé nos conclusions de notre deuxième partie, à savoir que l'UE se considère et se comporte comme une puissance normative. En revanche, s'il apparaît que l'UE est dépourvue de réel pouvoir militaire propre, elle n'hésite pas à employer des méthodes coercitives dans le domaine économique, en imposant diverses sanctions.

Cela nous amène donc à notre hypothèse : *L'UE fait face à une forte pression interne pour agir et sanctionner la Russie*. Pour tenter de la confirmer ou de l'infirmer, nous concentrerons nos efforts sur l'analyse des réactions politiques, notamment des débats au Parlement européen, et sur une analyse des principaux médias allemands.

3.2 Des pressions pour l'adoption de sanctions

3.2.1 Analyse des débats au Parlement européen

Nous avons identifié trois principaux débats concernant « l'affaire Navalny » au Parlement européen. Les deux premiers débats, du 15 septembre 2020 et du 19 janvier 2021, concernent presque exclusivement cette affaire. Le troisième et dernier débat analysé, du 28 avril 2021, concerne à la fois Monsieur Navalny mais également les relations russo-européennes de manière plus large. Nous avons donc fait le choix méthodologique d'exclure les interventions ne concernant pas directement ou indirectement l'empoisonnement ou l'arrestation d'Alexeï Navalny, afin de concentrer notre analyse sur notre cas d'étude dans les conditions les plus homogènes possibles entre ces trois débats retenus. Pour chacun de ces trois débats, nous commencerons par analyser la position officielle des groupes parlementaires, avant de nous pencher sur les interventions directes des élus. Nous ferons ressortir les principaux points débattus dans un tableau, avant de nous livrer à une analyse de ces débats.

Les groupes parlementaires sont au nombre de sept. Les trois groupes principaux sont les trois groupes les plus centristes : le Parti Populaire européen (PPE, centre droit / droite), l'Alliance Progressiste des Socialistes et Démocrates (S&D, gauche / centre gauche), le groupe *Renew* (centre / centre droit). Viennent s'y ajouter deux groupes plus à gauche, les Verts/Alliance libre européenne (Verts/ALE, gauche / écologisme) et groupe confédéral de la Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique (GUE/NGL, renommé ensuite *The Left*, gauche / extrême gauche). Viennent également s'y ajouter les deux groupes les plus à droite : le groupe Identité et Démocratie (ID, droite nationaliste / extrême droite) et les Conservateurs et Réformistes européens (ECR, droite conservatrice / extrême droite).

3.2.1.1 Débat du 15 septembre 2020

Prises de position des groupes parlementaires

Le septième point à l'ordre du jour de la session du Parlement européen du 15 septembre 2020 est composé de trois parties distinctes. La première partie est dédiée à la situation politique tendue au Belarus. La deuxième partie est dédiée à la « situation au Liban », pour donner suite à l'explosion au port de Beyrouth le 4 août 2020. La troisième et dernière partie de ce point sept est dédié à la « [s]ituation en Russie, empoisonnement d'Alexeï Navalny », alors daté de moins d'un mois. Nous porterons notre attention uniquement sur la troisième partie du point sept de ce débat du 15 septembre 2020. Josep Borrell Fontelles, en sa qualité de vice-président de la Commission et Haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité introduit le débat. Il rappelle que la Commission européenne considère l'empoisonnement de Monsieur Navalny comme une tentative d'assassinat, et rappelle que l'agent neurotoxique utilisé est le même que celui utilisé dans l'affaire Skripal en 2018. Il appelle le gouvernement russe à faire toute la lumière sur l'affaire Navalny.

Les groupes parlementaires se succèdent ensuite au podium afin d'exprimer leur position dans cette affaire. Le premier groupe à s'exprimer est le PPE, avec la prise de parole de Michael Gahler. Ce dernier exprime sa sympathie à Alexeï Navalny, souligne la culpabilité du gouvernement russe, et appelle l'UE à être « unie » et à prendre les « mesures nécessaires » contre « [l']adversaire systémique » qu'est la Russie⁸². Vient ensuite la position du groupe S&D, présentée par Kati Piri. Après avoir elle aussi pointé la responsabilité du gouvernement russe dans l'empoisonnement de Monsieur Navalny, elle rappelle la tragédie du vol MH17, abattu dans l'est de l'Ukraine le 17 juillet 2014 par une arme russe. Elle appelle ensuite au renforcement de l'autonomie stratégique de l'UE en annulant le projet *Nord Stream 2*⁸³. Bernard Guetta prend ensuite la parole au nom du groupe *Renew*. Il rappelle la situation économique difficile dans laquelle se trouve la Russie, et sa dépendance à l'exportation de matières premières. Il s'attriste ensuite de l'emprisonnement de Monsieur Navalny. Thierry Mariani vient ensuite à la tribune pour exprimer le point de vue du groupe Identité et Démocratie. Il refuse de condamner la Russie avant la fin de l'enquête officielle du gouvernement russe et prévient du risque qui pèse sur le Parlement européen de s'enfermer dans une rhétorique de guerre froide⁸⁴. La position du groupe Verts/ALE est similaire à celle du groupe S&D, sans être identique. Après avoir critiqué les actions du gouvernement russe dans son ensemble, Sergey Lagodinsky appelle l'UE à renforcer son indépendance énergétique, et lance un appel indirect à stopper la construction du gazoduc *Nord Stream 2*⁸⁵. Anna Fotyga présente ensuite très brièvement la position du groupe ECR. Elle demande l'imposition de larges sanctions économiques contre la Russie et demande l'abandon du projet *Nord Stream 2*⁸⁶. Vient finalement la position du groupe GUE/NGL, exprimée par Idoia Villanueva Ruiz. Elle exprime son soutien

⁸² « Allen, die es betrifft, rufe ich zu: Hören Sie auf, sich dieses putinistische Russland schönzusehen und schönzureden! Es handelt sich leider um einen systemischen Gegner, [...] Also, seien wir uns einig in dem Ansatz gegenüber diesem Land und treffen die notwendigen », Michael GAHLER, in *Situation en Biélorussie - Situation au Liban - Situation en Russie, empoisonnement d'Alexeï Navalny (débat)*, Parlement européen, CRE 15/09/2020 – 7, 15 septembre 2020. Traduction libre : « A tous ceux qui sont concernés, je lance un appel : arrêtez de regarder cette Russie poutiniste et de vous faire mousser ! Malheureusement, c'est un adversaire systémique [...]. Alors, soyons unis dans l'approche envers ce pays et prenons les mesures nécessaires ».

⁸³ « If ever we were serious about the EU's strategic autonomy, this is the moment to put that theoretical academic concept into practice, and to do so by cancelling Nord Stream 2 », Kati PIRI, in *Situation en Biélorussie - Situation au Liban - Situation en Russie, empoisonnement d'Alexeï Navalny (débat)*, *op. cit.*

⁸⁴ « Quand j'écoute, dans cet hémicycle, certains diabolisent la Russie à longueur de journée et connaissent déjà les résultats de l'enquête avant même qu'elle n'ait commencé. Certains, ensuite, sont des fauteurs de guerre qui n'ont même pas attendu une journée pour réclamer de nouvelles sanctions contre la Russie. Ces nostalgiques de la guerre froide veulent utiliser tous les drames pour recommencer un affrontement Est-Ouest », Thierry MARIANI, in *Situation en Biélorussie - Situation au Liban - Situation en Russie, empoisonnement d'Alexeï Navalny (débat)*, *op. cit.*

⁸⁵ « We want a strategic partnership with Russia, but we want this strategy to be a strategy towards democracy and towards civil rights, a strategy for people and not for corrupt Russian elites, and not for a gas project to undermine our neighbours, not for a nuclear plant in Hungary, and not a strategy on how to harbour the assets of corrupt individuals in the European Union », Sergey LAGODINSKI, in *Situation en Biélorussie - Situation au Liban - Situation en Russie, empoisonnement d'Alexeï Navalny (débat)*, *op. cit.*

⁸⁶ « It is time to impose broader sectoral sanctions. Let us start with stopping Nord Stream 2 », Anna FOTYGA, in *Situation en Biélorussie - Situation au Liban - Situation en Russie, empoisonnement d'Alexeï Navalny (débat)*, *op. cit.*

à Alexeï Navalny, puis s'interroge sur la pertinence d'imposer des sanctions économiques à la Russie, au vu des relations économiques très fortes entre l'UE et la Russie. Elle appelle également à ne pas instrumentaliser les violations des Droits de l'Homme⁸⁷.

Positions des groupes parlementaires, débat du 15 septembre 2020	Condamnation de l'arrestation de Navalny	Soutien au débat au Parlement européen	Favoriser les liens économiques UE-Russie	Sanctions non précisées	Arrêt de <i>Nord Stream 2</i>	Sanctions économiques plus larges
PPE	X	X		X		
S&D	X	X			X	
Renew	X	X				
Verts/ALE	X	X		X	X	
GUE/NGL	X	X	X			
ID			X			
ECR	X	X		X	X	X

Tableau réalisé par l'auteur

Les positions des groupes parlementaires sont donc relativement éloignées les unes des autres. La position du groupe *Renew* et du PPE est relativement similaire, les deux formations critiquant vertement les agissements de la Russie et demandant (pour le PPE) une plus grande unité de l'UE et l'adoption de nouvelles mesures (non précisées). La position du S&D et des Verts/ALE est plus ferme. Ces deux groupes reprennent les demandes du PPE et de *Renew*, en ajoutant l'arrêt immédiat du projet *Nord Stream 2*. Le groupe ECR va encore plus loin, en demandant l'arrêt du gazoduc mais également la mise en place de sanctions économiques plus larges contre la Russie. Les positions des groupes ID et GUE/NGL sont plus critiques. Pour ID, la Russie n'est pas un ennemi mais un partenaire économique important. Il faut donc éviter de débattre de l'empoisonnement d'Alexeï Navalny avant que l'enquête russe n'arrive à son terme. Pour le groupe de gauche GUE/NGL, la critique est différente. Le groupe reconnaît l'importance des liens économiques avec la Russie, et s'interroge sur le bienfondé d'éventuelles sanctions, quand bien même Navalny aurait été empoisonné par le gouvernement russe.

⁸⁷ « [...] todas las partes saben que tenemos relaciones comerciales y energéticas estrechas; el proyecto Nord Stream es ejemplo de ello. Y yo pregunto: ¿qué beneficios puede tener sobre los pueblos de la Unión Europea y sobre el pueblo ruso el posible uso de las sanciones? [...] Debemos construir unas relaciones comerciales justas, denunciar las violaciones de derechos humanos y no permitir su instrumentalización constante », Idoia VILLANUEVA RUIZ, in *Situation en Biélorussie - Situation au Liban - Situation en Russie, empoisonnement d'Alexeï Navalny (débat)*, op. cit. Traduction libre : « [...] toutes les parties savent que nous avons des relations commerciales et énergétiques étroites ; le projet Nord Stream en est un exemple. Et je pose la question suivante : quel avantage l'utilisation éventuelle de sanctions peut-elle avoir pour les peuples de l'Union européenne et pour le peuple russe ? [...] Nous devons établir des relations commerciales équitables, dénoncer les violations des Droits de l'Homme et ne pas permettre leur instrumentalisation constante ».

Prises de position individuelles

Après les prises de position des partis politiques du Parlement européen viennent les prises de positions individuelles. La position du groupe Identité et Démocratie, présentée par Thierry Mariani, est uniquement soutenue par un deuxième élu, Gunnar Beck (DE-ID). Ce dernier souhaite attendre la fin de l'enquête avant de débattre. Rasa Juknevičienė (LT-PPE), Isabel Santos (PT-S&D), Eugen Tomac (RO-PPE) et Hilde Vautmans (BE-*Renew*) vont souligner l'importance d'une enquête rapide et impartiale, sans que cela empêche le Parlement européen de débattre.

Un premier groupe de parlementaire, composé de Tonio Picula (HR-S&D), Hilde Vautmans (BE-*Renew*), Ryszard Czarnecki (PL-ECR), Isabel Santos (PT-S&D) et Andreas Schieder (AT-S&D) va souligner l'importance du respect des Droits de l'Homme et de la démocratie, demander la création d'un régime européen de sanctions ou s'inquiéter de l'influence de la Russie dans la politique européenne mais sans évoquer de sanctions ou de mesures de rétorsion précises.

Certains parlementaires vont au contraire intervenir pour demander des mesures précises ; la mesure la plus évoquée est l'abandon immédiat du gazoduc *Nord Stream 2*, par Andrius Kubilius (LT-PPE), Pär Holmgren (SE-Verts/ALE), Peter van Dalen (NL-PPE), Hermann Tertsch (ES-ECR), Vladimír Bilčík (SK-PPE), Rasa Juknevičienė (LT-PPE) et Patryk Jaki (PL-ECR). D'autres mesures plus ambitieuses sont aussi évoquées, comme renforcer le budget européen dédié à la défense (pour Riho Terras (EE-PPE)) ou encore limiter au maximum les liens économiques avec la Russie, pour Hermann Tertsch (ES-ECR), Peter van Dalen (NL-PPE), Vladimír Bilčík (SK-PPE) et Eugen Tomac (RO-PPE).

Nous pouvons donc constater qu'à l'issue de ce débat du 15 septembre 2020, une forte majorité des intervenants (douze sur quinze, soit 80%) et des groupes parlementaires (quatre sur sept) demandent à l'Union européenne d'imposer des sanctions à la Russie pour répondre à l'empoisonnement de Monsieur Navalny, y compris l'abandon de la construction de *Nord Stream 2*, qui est proposé par près de la moitié des groupes et des élus.

Positions individuelles, débat du 15 septembre 2020	Ne pas débattre avant la fin de l'enquête russe	Condamnation de l'empoisonnement de Navalny	L'enquête doit être transparente, non menée par la Russie	Création d'un régime européen de sanctions	Sanctions non précisées	Abandon de <i>Nord Stream 2</i>	Renforcer le budget de défense	Sanctions économiques larges
Andrius Kubilius (LT-PPE)		X				X		
Tonio Picula (HR-S&D)					X			
Hilde Vautmans (BE-Renew)			X	X				
Gunnar Beck (DE-ID)	X							
Pär Holmgren (SE-Verts/ALE)						X		
Ryszard Czarnecki (PL-ECR)		X			X			
Peter van Dalen (NL-PPE)		X				X		X
Isabel Santos (PT-S&D)		X	X					
Hermann Tertsch (ES-ECR)					X	X		
Vladimír Bilčík (SK-PPE)		X			X	X		
Andreas Schieder (AT-S&D)		X						
Rasa Juknevičienė (LT-PPE)		X	X			X		
Riho Terras (EE-PPE)		X					X	
Eugen Tomac (RO-PPE)		X	X					X
Patryk Jaki (PL-ECR)		X			X	X		

Tableau réalisé par l'auteur

Résolution du Parlement européen du 17 septembre 2020

À l'issue du débat du 15 septembre 2020, nous pouvons donc constater qu'environ trois quarts des groupes parlementaires et des parlementaires ayant participé au débat sont pour l'adoption de sanctions contre la Russie. Un peu moins de la moitié des intervenants souhaitent l'arrêt du gazoduc *Nord Stream 2*, tout comme 3 groupes parlementaires sur 7 qui le demandent expressément (S&D, Verts/ALE et ECR). Seul un groupe (ECR) et deux parlementaires, Eugen Tomac (RO-PPE) et Peter van Dalen (NL-PPE), souhaitent l'adoption de sanctions économiques très larges. Nous constatons donc des positions critiques, mais dont seulement une grande minorité souhaite voir transformées en sanctions très fortes (incluant l'arrêt de *Nord Stream 2*), la majorité n'exprimant pas clairement le type de sanctions souhaitées.

Pourtant, le 17 septembre 2020, le Parlement européen adopte une résolution demandant la création d'un mécanisme européen de sanctions similaire à celui existant aux États-Unis⁸⁸ et demande au Conseil de préparer des sanctions économiques contre les oligarques proches du pouvoir russe⁸⁹. Cette résolution reprend les positions les plus sévères exprimées pas une minorité des intervenants lors du débat du 15 septembre 2020. Nous pouvons donc constater que les parlementaires n'ayant pas précisé le type de sanctions souhaitées semblent s'être ralliés aux positions les plus extrêmes exprimées lors des débats.

3.2.1.2 Débat du 19 janvier 2021

Prises de position des groupes parlementaires

Le neuvième point à l'ordre du jour, lors de la session du Parlement européen du 19 janvier 2021 est dédié à « l'affaire Navalny » et à la réponse que doit lui apporter l'UE. Les débats commencent par une intervention de Josep Borrell, vice-président de la Commission et Haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité. Il réitère l'appel de la Commission au gouvernement russe de libérer immédiatement Alexeï Navalny et rappelle les mesures prises par le Conseil en octobre 2020, notamment l'imposition de sanctions contre six individus russes.

Cette intervention de Monsieur Borrell est suivie par les prises de positions des principaux groupes parlementaires. Le Parti Populaire Européen (PPE) est le premier à prendre position, par la voix de David McAllister. Le PPE rappelle que Monsieur Navalny n'est pas le seul prisonnier politique présent dans les prisons russes et appelle à sa libération immédiate. Il condamne la politisation du système judiciaire russe et appelle le Conseil à « ne pas hésiter »⁹⁰ à utiliser le GHRSR afin d'étendre les sanctions déjà existantes⁹¹. Vient ensuite la position du groupe de l'Alliance Progressiste des Socialistes et Démocrates (S&D), présentée par Isabel Santos. Le S&D prend une position sensiblement identique à celle du PPE et demande l'extension de la liste des sanctions aux responsables de la détention d'Alexeï Navalny, sans plus de précisions⁹².

La position du groupe *Renew* est d'un ton plus virulent, énoncée par Urmas Paet. Il commence par saluer le courage de Navalny, et dénonce l'instrumentalisation du système judiciaire russe et la violence exercée par le gouvernement russe sur ses propres citoyens. *Renew* dénonce également l'arrestation de Navalny, appelle à sa libération immédiate et lance un appel à l'unité de l'Union européenne dans cette affaire. Le groupe *Renew* appelle à des sanctions dans le domaine politique, mais également économique, en citant le domaine de l'énergie⁹³.

Vient ensuite une position plus critique, énoncée par Marco Zanni au nom du groupe Identité et Démocratie (ID). Il commence par dénoncer l'empoisonnement et l'emprisonnement d'Alexeï Navalny, et salue la réponse de l'UE. Le groupe ID émet cependant des doutes quant à la crédibilité de l'Union européenne dans cette affaire, et souligne l'hypocrisie de l'UE. Monsieur Zanni cite les négociations en cours portant

⁸⁸ « [...] inviter le Conseil à donner la priorité à l'approbation et à la mise en œuvre dans un avenir proche du mécanisme de l'Union (sur le modèle de la loi Magnitski) permettant de sanctionner les violations des Droits de l'Homme », *Résolution du Parlement européen du 17 septembre 2020 sur la situation en Russie: l'empoisonnement d'Alexeï Navalny*, Parlement européen, P9_TA(2020)0232, 17 septembre 2020, cons. S pt. 15 al. C.

⁸⁹ « [...] demande instamment le déploiement de mécanismes de sanctions permettant la collecte et le gel des avoirs européens des individus corrompus, conformément aux conclusions présentées par la fondation anticorruption d'Alexeï Navalny », *Résolution du Parlement européen du 17 septembre 2020 sur la situation en Russie: l'empoisonnement d'Alexeï Navalny*, *op. cit.*, cons. S pt. 6.

⁹⁰ David McALLISTER, in *L'arrestation d'Alexeï Navalny (débat)*, Parlement européen, CRE 19/01/2021 – 9, 19 janvier 2021.

⁹¹ « As of December 2020, the EU has the instrument of a global human rights sanctions regime. We shouldn't hesitate to use this tool when and where necessary », David McALLISTER, in *L'arrestation d'Alexeï Navalny (débat)*, *op. cit.*

⁹² « Saúdo o pedido de libertação imediata de Navalny feito pelo Senhor Alto Representante e exigimos que os responsáveis por esta detenção sejam integrados na lista de sanções », Isabel SANTOS, in *L'arrestation d'Alexeï Navalny (débat)*, *op. cit.* Traduction libre : « Je me félicite de l'appel lancé par le Haut Représentant en faveur de la libération immédiate de Navalny et nous demandons que les responsables de sa détention soient inscrits sur la liste des sanctions ».

⁹³ « The EU must be united in its approach to Russia regarding its sanctions policy, but also in its other policy spheres, like energy policy for example », Urmas PAET, in *L'arrestation d'Alexeï Navalny (débat)*, *op. cit.*

sur des accords commerciaux avec la Chine, malgré la répression brutale du mouvement prodémocratie hongkongais, et s'interroge sur cette différence de traitement entre la Russie et la Chine⁹⁴.

C'est ensuite au tour du groupe des Verts/Alliance libre européenne (Verts/ALE) d'exprimer leur prise de position, par la voix de Sergey Lagodinski. Après avoir lui aussi salué le courage et même l'héroïsme de Navalny, il pointe la responsabilité de l'UE et de l'Allemagne dans la faible réponse apportée à l'emprisonnement d'Alexei Navalny. Il appelle nommément la présidente de la Région fédérale allemande de Mecklemburg-Vorpommern à stopper le projet *Nord-Stream 2*⁹⁵.

C'est ensuite au tour de Witold Waszczykowski, au nom du groupe des Conservateurs et Réformistes européens (ECR) de prendre la parole. Après avoir lui aussi appelé à utiliser le GHRSR, il émet des doutes sur l'efficacité de ces sanctions potentielles. Le groupe ECR appelle ensuite à des sanctions économiques larges, non seulement contre des acteurs précis mais également contre toute la société russe qui profite directement ou indirectement du système politique actuel russe, y compris les scientifiques et les artistes⁹⁶.

Finalement vient le tour d'Idoia Villanueva Ruiz d'exprimer la position du groupe parlementaire de La gauche (*The Left*, précédemment GUE/NGL). Après s'être associée à la condamnation générale de l'emprisonnement de Navalny, le groupe *The Left* exprime des critiques semblables à celles exprimées par Marco Zanni au nom du groupe ID. Après avoir rappelé que l'UE considère la Russie comme une menace à sa sécurité, Idoia Villanueva Ruiz appelle le Parlement européen à condamner également d'autres actions contraires au Droits de l'Homme et cite plusieurs États dans le monde⁹⁷.

⁹⁴ « Però credo, Commissario Borrell, che per essere completamente credibile in questa sua richiesta l'Unione europea dovrebbe avere un approccio comune con tutti gli Stati terzi con cui ci troviamo a dialogare e a collaborare. Credo che quanto accaduto proprio di recente con la Cina non sia un esempio cristallino di come l'Unione europea, all'unanimità e in maniera uniforme, debba condannare questi comportamenti », Marco ZIANNI, in *L'arrestation d'Alexei Navalny (débat)*, *op. cit.* Traduction libre : « Mais je crois, Monsieur Borrell, que pour être tout à fait crédible dans votre demande, l'Union européenne devrait avoir une approche commune avec tous les pays tiers avec lesquels nous dialoguons et coopérons. Je pense que ce qui s'est passé tout récemment avec la Chine n'est pas un exemple limpide de la manière dont l'Union européenne, à l'unanimité et de manière uniforme, devrait condamner un tel comportement ».

⁹⁵ « It is important that we also pronounce our responsibility and the responsibility of our governments, just like my national government, the government of Germany, and the government of our federal lands, like the government of Mecklenburg-Vorpommern [...]. Manuela Schwesig, you have to think about your shameful decisions. Let's stop Nord Stream 2 », Sergey LAGODINSKY, in *L'arrestation d'Alexei Navalny (débat)*, *op. cit.*

⁹⁶ « Koszty musi ponosić rosyjskie społeczeństwo, rosyjska klasa średnia – oligarchowie, artyści, sportowcy, naukowcy. [...] a przynajmniej jego część, która popiera Putina, musi poznać koszty tej polityki imperialnej, musi zacząć ponosić cenę tej polityki. Musimy spróbować różnych instrumentów, aby powstrzymać imperialne zapędy Rosji », Witold WASZCZYKOWSKI, in *L'arrestation d'Alexei Navalny (débat)*, *op. cit.* Traduction libre : « Les coûts doivent être supportés par la société russe, par la classe moyenne russe - les oligarques, les artistes, les sportifs et les scientifiques. [...] La société russe, ou du moins la partie d'entre elle qui soutient Poutine, doit donc apprendre le coût de cette politique impériale, doit commencer à en payer le prix. Nous devons essayer différents instruments pour stopper l'élan impérial de la Russie ».

⁹⁷ « Dependiendo del interés del país con el que tratamos, la relación la abordamos desde la denuncia de los derechos humanos, de las bonanzas económicas o directamente la silenciamos. [...] Condenamos sin ambages la actuación con el señor Navalny en Rusia y pedimos a este Parlamento que también se pronuncie y no se silencien barbaries que hoy ocurren, como la condena saudí de cinco años a Luyain al-Hazlul [...], el apartheid israelí, [...], o los ocho asesinatos en quince días de defensores y defensoras de derechos humanos en Colombia », Idoia VILLANUEVA RUIZ, in *L'arrestation d'Alexei Navalny (débat)*, *op. cit.* Traduction libre : « En fonction de l'intérêt du pays avec lequel nous traitons, nous abordons la relation sous l'angle des Droits de l'Homme, des avantages économiques, ou nous la taisons directement. [...] Nous condamnons sans équivoque les actions avec M. Navalny en Russie et nous demandons à ce Parlement de s'exprimer et de ne pas taire les barbaries qui ont lieu aujourd'hui, comme la condamnation de Luyain al-Hazlul à cinq ans de prison en Arabie saoudite [...], l'apartheid israélien, [...], ou les huit meurtres de défenseurs des Droits de l'Homme en quinze jours en Colombie ».

Positions des groupes parlementaires, débat du 17 septembre 2020	Condamnation de l'arrestation de Navalny	Condamnation de l'Instrumentalisation de la justice russe	Appel à des sanctions grâce au GHRSR	Sanctions plus larges, non précisées	Arrêt de <i>Nord Stream 2</i>	Sanctions contre toute la société russe
PPE	X	X	X			
S&D	X	X	X			
Renew	X	X	X	X		
Verts/ALE	X	X	X	X	X	
The Left	X	X				
ID	X	X				
ECR	X	X	X	X	X	X

Tableau réalisé par l'auteur

Les sept groupes du Parlement européen condamnent donc à l'unanimité l'empoisonnement d'Alexeï Navalny et son emprisonnement à son retour en Russie. Ils condamnent également unanimement l'instrumentalisation du système judiciaire russe à des fins politiques, et dénoncent le rôle direct du gouvernement russe. Deux groupes (ID et *The Left*) étendent leurs critiques à la réaction de l'UE, et particulièrement à « l'hypocrisie » de l'Union européenne, en fonction de l'importance des enjeux économiques, en dénonçant par exemple la différence de traitement du dossier des Droits de l'Homme avec la Russie, la Turquie ou la Chine.

Deux groupes (PPE et S&D) sont très prudents dans leur prise de position, en appelant à utiliser le GHRSR lorsque nécessaire sans nommer d'individus ou de secteurs précis. Le groupe *Renew* appelle lui aussi à l'utilisation du GHRSR pour sanctionner les responsables politiques impliqués dans l'arrestation de Navalny, et ajoute sa volonté de prolonger les sanctions dans le domaine de l'énergie, sans nommer de projet en particulier. Le groupe Verts/ALE reprend la position du groupe *Renew*, mais appelle lui à l'arrêt du projet *Nord Stream 2* en interpellant directement le gouvernement allemand à ce sujet. Le groupe ECR soutient lui aussi l'arrêt du projet *Nord Stream 2*, et va beaucoup plus loin en appelant de ses vœux à l'adoption de sanctions économiques et financières très larges contre toute la société russe, des politiciens aux groupes bancaires et financiers, des oligarques aux artistes, en passant par les scientifiques et les sportifs.

Lors de ce débat du 19 janvier 2021, nous constatons donc que 5 groupes parlementaires sur 7 demandent à l'Union européenne d'imposer des sanctions à la Russie. Le groupe S&D s'abstient cette fois de demander l'arrêt de *Nord Stream 2*, mais les groupes Verts/ALE et ECR maintiennent cette exigence formulée lors du précédent débat. Le groupe ECR est également encore une fois le seul à demander officiellement l'adoption de sanctions économiques contre toute la société russe.

Prises de position individuelles

Après l'exposition des positions des différents groupes, plusieurs parlementaires ont profité du débat pour exprimer leur point de vue sur l'affaire Navalny. Il n'est pas utile de revenir ici sur chaque intervention en détail ; la retranscription des débats se trouve en annexe de ce travail. Il est néanmoins intéressant de relever les arguments principaux soulevés, et plus particulièrement les différents types de mesures qu'il est demandé de prendre à l'Union européenne.

Un premier groupe de parlementaires composé de Fabio Massimo Castaldo (IT-n.i.⁹⁸), Tonino Picula (HR-S&D) et Eugen Tomac (RO-PPE) appelle à la libération de Navalny, et demande à l'UE d'agir sur ce sujet, dans des termes vagues et généraux. Un second groupe reprend sensiblement la même argumentation, en demandant un changement de paradigme dans les relations entre l'UE et la Russie, en privilégiant un soutien direct à la société civile russe et en mettant l'accent sur la promotion des droits de l'homme en Russie. C'est une position défendue par Andrius Kubilius (LT-PPE), Heidi Hautala (FI-Verts/ALE) et Pierfrancesco Majorino (IT-S&D).

Andreas Schieder (AT-S&D) et Andrus Ansip (EE-PPE) demandent une extension des sanctions existantes, et une meilleure limitation de l'influence du gouvernement russe dans le processus démocratique européen, au niveau national ou au niveau communautaire. Michael Gahler (DE-PPE) et Dace Melbārde (LV-ECR) demandent également un renforcement des sanctions, dirigées respectivement contre l'appareil judiciaire russe et contre les hauts responsables politiques.

De nombreux parlementaires souhaitent voir l'UE adopter des sanctions économiques plus larges contre la Russie, dépassant le cadre du GHRSR, en ciblant des entreprises ou des secteurs en particulier. Kati Piri (NL-S&D), Peter van Dalen (NL-PPE) et Patryk Jaki (PL-ECR) demandent l'arrêt du projet *Nord Stream 2*, malgré les arguments répétés par Josep Borrell, qui rappelle que NS2 est un projet privé et que seul le gouvernement allemand peut choisir de le suspendre.

Un très grand nombre⁹⁹ de parlementaires s'inscrivent ensuite dans la ligne défendue par le groupe ECR présentée par Witold Waszczykowski (PL). Ils demandent non seulement la fin du projet NS2, mais également des sanctions financières (entre autres l'expulsion de la Russie du système de paiement SWIFT). Ils demandent également des sanctions contre les secteurs économiques russes qui profitent directement au gouvernement, et plus généralement contre les « oligarques » et tous ceux qui profitent économiquement du système politique russe. Ils demandent également l'adoption de mesures pour limiter les liens entre le gouvernement russe et certains partis politiques européens. L'échelle des sanctions demandées est ici bien plus grande que les sanctions individuelles demandées par les groupes parlementaires les plus modérés (PPE, S&D, *The Left*, ID) et rejoignent les positions du groupe ECR.

Hermann Tertsch (ES-ECR) défend une opinion singulière, qui, sans critiquer l'opinion générale de ses collègues, critique la crédibilité de l'UE dans cette affaire. Il rappelle l'importance des relations entre l'UE et la Russie, et reprend l'argumentation du groupe *The Left* en pointant les nombreuses violations des Droits de l'Homme ignorées par l'UE, en Chine ou à Cuba notamment.

La seule voix véritablement discordante de ce débat vient de Thierry Mariani (FR-ID), qui soutient une politique amicale vis-à-vis du gouvernement russe. Il critique certaines positions politiques défendues par Alexeï Navalny, et argumente que les intérêts européens seraient mieux servis par une politique moins critique de la Russie. Il termine son intervention par un plaidoyer anti-américain.

Lors de ce débat du 19 janvier 2021, nous constatons donc que 5 groupes parlementaires sur 7 et 21 intervenants sur 27 demandent à l'Union européenne d'imposer des sanctions à la Russie (soit 78% des parlementaires ayant pris la parole). Là encore, un peu moins de la moitié des intervenants demandent des sanctions extrêmement fortes, y compris l'arrêt de *Nord Stream 2*. Nos constatations au terme de ce débat sont donc sensiblement les mêmes qu'au terme de l'analyse du débat du 15 septembre 2020.

⁹⁸ Non inscrit.

⁹⁹ Michal Šimečka (DE-PPE), Viola Von Cramon-Taubadel (DE-Verts/ALE), Jadwiga Wiśniewska (PL-ECR), Tomasz Frankowski (PL-PPE), Raphaël Glucksmann (FR-S&D), Petras Auštrevičius (LT-*Renew*), Guy Verhofstat (BE-*Renew*), Rasa Juknevičienė (LT-PPE), Vladimír Bilčík (SK-PPE), Anna Fotyga (PL-ECR) et Andrzej Halicki (PL-PPE).

Positions individuelles, débat du 17 septembre 2020	Condamnation de l'arrestation de Navalny	Condamnation de l'instrumentalisation de la justice / des services secrets	Relations Russie-UE basées sur les Droits de l'Homme	Sanctions grâce au GHRSR	Sanctions plus larges, non précisées	Arrêt de <i>Nord Stream 2</i>	Autres sanctions	Sanctions contre l'économie et la société russe
Fabio Massimo Castaldo (IT- <i>n.i.</i>)	X	X						
Andrius Kubilius (LT-PPE)	X	X	X					
Kati Piri (NL-S&D)	X	X	X		X	X		
Bernard Guetta (FR-Renew)		X			X			
Thierry Mariani (FR-ID)								
Heidi Hautala (FI-Verts/ALE)	X	X	X	X				
Hermann Tertsch (ES-ECR)	X					X		
Michael Gahler (DE-PPE)	X	X		X				
Tonino Picula (HR-S&D)	X	X						
Michal Šimečka (SK-Renew)	X	X		X			X	
Viola Von Cramon-Taubadel (DE-Verts/ALE)	X	X		X		X	X	
Jadwiga Wiśniewska (PL-ECR)	X	X				X		X
Tomasz Frankowski (PL-PPE)	X	X		X			X	X
Raphael Glucksmann (FR-S&D)	X	X			X		X	X
Petras Auštrevičius (LT-Renew)	X	X			X	X	X	
Eugen Tomac (RO-PPE)	X	X						
Pierfrancesco Majorino (IT-S&D)	X	X						
Guy Verhofstadt (BE-Renew)					X	X		X
Peter van Dalen (NL-PPE)	X	X			X	X	X	
Andreas Schieder (AU-S&D)	X	X		X			X	
Rasa Juknevičienė (LT-PPE)						X	X	
Vladimir Bilčík (SK-PPE)	X	X			X			
Andrus Ansip (EE-PPE)	X	X		X				
Anna Fotyga (PL-ECR)	X	X			X	X		X
Andrzej Halicki (PL-PPE)	X	X				X	X	
Patryk Jaki (PL-ECR)	X	X				X		
Dace Melbārde (LV-ECR)	X	X		X				

Tableau réalisé par l'auteur

3.2.1.3 Débat du 28 avril 2021

Prises de position des groupes parlementaires

Les débats de la session plénière du 28 avril 2021 sont dédiés à trois points principaux, tous concernant la Russie. Le premier est dédié aux exercices militaires russes à la frontière avec l'Ukraine. Une centaine de milliers de soldats se sont rassemblés à la frontière russo-ukrainienne, une provocation pour de nombreux parlementaires. Le deuxième point est celui qui nous intéresse ici, c'est à dire l'état de santé et l'incarcération d'Alexeï Navalny. Le troisième point à l'ordre du jour concerne les récentes révélations sur l'implication du gouvernement russe dans l'explosion d'un dépôt de munitions en 2014 en République Tchèque, une explosion ayant fait plusieurs morts.

Nous commencerons par présenter les positions officielles des différents groupes parlementaires, puis nous analyserons plus en détail les 62 interventions des différents élus¹⁰⁰, en nous attardant uniquement sur les plus pertinents pour notre analyse, c'est-à-dire ceux qui concernent particulièrement l'affaire Navalny. La séance commence comme par une intervention du vice-président de la Commission et Haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Josep Borrell. Il rappelle que la position de la Commission européenne vis-à-vis de la Russie est inchangée, bien que la Russie s'enfonçe petit à petit dans une posture de confrontation et de défiance.

Le premier groupe à exprimer sa prise de position est le PPE, par la voix de Sandra Kalniete. Le PPE appelle à la libération immédiate de Monsieur Navalny et demande des sanctions fermes (non précisées). Le groupe S&D n'évoque pas l'affaire Navalny dans l'intervention de Włodzimierz Cimoszewicz, et appelle à cesser une approche coopérative pour une approche plus dure avec la Russie, au vu de l'attitude du gouvernement russe. Malik Azmani présente ensuite la position du groupe *Renew*. Il appelle à la libération immédiate d'Alexeï Navalny et souhaite une extension des sanctions déjà existantes dans le cadre du nouveau Mécanisme européen de sanction (EU-GHRSR)¹⁰¹.

Le groupe ID, par l'intervention d'Ivan David, n'évoque pas non plus directement l'Affaire Navalny. Cependant, il évoque les principes de non-ingérence dans les affaires internes d'un pays souverain (la Russie), et prévient du danger des sentiments anti-russes et de la nécessité de maintenir des relations économiques avec le Kremlin.

Sergey Lagodinsky, pour le groupe Verts/ALE, n'évoque pas directement l'empoisonnement d'Alexeï Navalny mais mentionne son nom et le qualifie de prisonnier politique. Il appelle également indirectement à l'arrêt du projet *Nord Stream 2*¹⁰². Anna Fotyga, en présentant la position du groupe ECR, n'évoque pas l'affaire Navalny. Elle appelle à stopper immédiatement le gazoduc *Nord Stream 2*¹⁰³.

Le groupe *The Left* a encore une fois une position très critique contre l'UE, exprimée par Mick Wallace. Ce dernier souhaite la libération d'Alexeï Navalny, mais pointe l'hypocrisie de l'Union européenne et des États-Unis, en pointant le propre manque de respect des Droits de l'Homme de ces derniers¹⁰⁴.

¹⁰⁰ Disponibles en annexe, comme l'intégralité des débats analysés.

¹⁰¹ « Renew Europe calls on the Council to extend the sanctions under the EU Magnitsky Act », Malik AZMANI, in *La Russie, le cas d'Alexeï Navalny, le déploiement militaire à la frontière ukrainienne et l'attaque russe en République tchèque (débat)*, Parlement européen, CRE 28/04/2021 – 10, 28 avril 2021.

¹⁰² « Ich wundere mich, weil unsere Position – auch die, die in dieser Entschliebung steht – zutiefst prorussisch ist. Sie ist viel prorussischer als das Projekt Nord Stream 2 », Sergey LAGODINSKY, in *La Russie, le cas d'Alexeï Navalny, le déploiement militaire à la frontière ukrainienne et l'attaque russe en République tchèque (débat)*, *op. cit.*

¹⁰³ « On Nord Stream 2, regardless of difficulty, I'm absolutely sure that stopping this project is to give enormous momentum to the pace of integration of the real community », Anna FOTYGA, in *La Russie, le cas d'Alexeï Navalny, le déploiement militaire à la frontière ukrainienne et l'attaque russe en République tchèque (débat)*, *op. cit.*

¹⁰⁴ « I don't think Navalny should be in prison. I don't agree with prison. But I find it interesting that we never talk about the fact that one in four of the world's prisoners are in prison in America. Human rights. Anyone interested ? », Mick WALLACE, in *La Russie, le cas d'Alexeï Navalny, le déploiement militaire à la frontière ukrainienne et l'attaque russe en République tchèque (débat)*, *op. cit.*

Positions des groupes parlementaires, débat du 28 avril 2021	Garder de bonnes relations économiques avec la Russie	Condamnation de l'arrestation de Navalny	Sanctions non précisées	Sanctions grâce au GHRSR	Arrêt de <i>Nord Stream 2</i>
PPE		X	X		
S&D					
Renew		X		X	
Verts/ALE		X			X
The Left	X	X			
ID	X				
ECR					X

Tableau réalisé par l'auteur

Prises de position individuelles

Les débats du 28 avril 2021, très prolifiques, ont donné lieu à 62 interventions de parlementaires. L'intégralité de ces interventions sont disponibles en annexe. Nous allons ici analyser les interventions les plus pertinentes pour notre sujet, en nous concentrant uniquement celles liées directement à l'affaire Navalny. Sur ces 62 interventions, presque la moitié (30) évoquent directement l'affaire Navalny et seront donc traitées ici.

Les interventions de Bernard Guetta (FR-*Renew*), Silvia Modig (FI-*The Left*), Kosma Złotowski (PL-ECR), Eero Heinäluoma (FI-S&D), Christine Schneider (DE-PPE) et Ramona Strugariu (RO-*Renew*) restent vagues, et critiquent uniquement l'empoisonnement ou l'arrestation de Monsieur Navalny, sans plus entrer dans les détails.

De nombreux parlementaires¹⁰⁵ vont prendre la parole pour demander la libération d'Alexeï Navalny mais également pour réclamer un changement radical des relations UE-Russie ou pour condamner l'instrumentalisation du système judiciaire russe. Ils vont également demander à l'Union européenne d'agir ou de prendre des sanctions, sans pour autant préciser le type d'actions ou de sanctions. Dita Charanzová (CZ-*Renew*) et Fabio Massimo Castaldo (IT-n.i.) évoquent eux des sanctions plus larges, touchant économiquement les oligarques et le cercle rapproché de Vladimir Poutine.

Le reste des interventions sera majoritairement pour appeler l'Union européenne à adopter des sanctions bien plus vases. Sept parlementaires¹⁰⁶ vont profiter de leur intervention pour appeler à stopper le projet de gazoduc *Nord Stream 2*. Enfin Elsi Katainen (FI-*Renew*), Michaela Šojdřová (CZ-PPE), Željana Zovko (HR-PPE) et Rasa Juknevičienė (LT-PPE) vont eux appeler l'UE à approfondir ses liens avec l'OTAN et les USA, pour présenter à la Russie une image militaire plus convaincante et plus unie.

¹⁰⁵ Dorien Rookmaker (PL-PPE), Viola Von Cramon-Taubadel (DE-Verts/ALE), Tonino Picula (HR-S&D), Stanislav Polčák (CZ-PPE), Michal Šimečka (SK-*Renew*), Pierfrancesco Majorino (IT-S&D), Alexandr Vondra (CZ-ECR), Paulo Rangel (PT-PPE) et Tomas Tobé (SE-PPE).

¹⁰⁶ Andrzej Halicki (PL-PPE), Petras Auštrevičius (LT-*Renew*), Susanna Ceccardi (IT-ID), Isabel Santos (PT-S&D), Peter van Dalen (NL-PPE), Eugen Tomac (RO-PPE) et Adam Bielan (PL-ECR).

Kinga Gál (HR-n.i.) est une des rares voix critiques à l'exprimer. Si elle condamne fermement l'arrestation de Navalny et l'instrumentalisation de la justice russe, elle appelle à continuer le dialogue avec la Russie plutôt que l'imposition de sanctions. La seule et unique voix discordante vient de Miroslav Radačovský (SK-n.i.). Ce dernier juge que les preuves de l'implication de l'État russe dans l'empoisonnement de Monsieur Navalny sont trop faibles, et juge prématuré de débattre de cette affaire, particulièrement si les relations commerciales UE-Russie en pâtissent¹⁰⁷.

Lors de ce débat du 28 avril 2021, 22 intervenants sur 30 demandent à l'Union européenne d'imposer des sanctions à la Russie, soit 74% des parlementaires ayant pris la parole. De même, cinq groupes parlementaires sur sept demandent à l'Union européenne de prendre des sanctions suite à « l'affaire Navalny ». Ces conclusions sont encore une fois sensiblement identiques aux autres débats analysés. Une quasi-unanimité des intervention demande de telles sanctions, bien que lors de ce débat les voix les plus critiques (demandant notamment un arrêt immédiat de *Nord Stream 2*) sont proportionnellement moins présentes que dans les débats précédents (un tiers environ).

¹⁰⁷ « Je to lynč rusofóbov za podpory Spojených štátov amerických bez vykonania dôkazov. A pokiaľ sa týka pána Navaľného, videl niekto z vás už rozsudok, na základe ktorého bol pán Navaľnyj uznaný vinným ? », Miroslav RADAČOVSKÝ, in *La Russie, le cas d'Alexeï Navalny, le déploiement militaire à la frontière ukrainienne et l'attaque russe en République tchèque (débat)*, op. cit. Traduction libre : « C'est un lynchage russophile avec le soutien des États-Unis d'Amérique, sans qu'aucune preuve n'ait été produite. En ce qui concerne M. Navalny, l'un d'entre vous a-t-il vu le jugement sur la base duquel M. Navalny a été déclaré coupable ? ».

Positions individuelles, débat du 28 avril 2021	Garder de bonnes relations UE-Russie	Condamnation de l'arrestation de Navalny ou appel à sa libération	Condamnation de l'instrumentalisation de la justice / des services secrets	Changements généraux dans les relations Russie-UE	Autres actions / sanctions	Sanctions plus larges	Arrêt de <i>Nord Stream 2</i>	Renforcer l'alliance avec les USA / l'OTAN
Dorien Rookmaker (NL- <i>m</i>)		X	X	X	X			
Bernard Guetta (FR-Renew)		X	X	X				
Viola Von Cramon-Taubadel (DE-Verts/ALE)		X	X		X			
Silvia Modig (FI-The Left)		X	X					
Andrzej Halicki (PL-PPE)		X		X		X	X	
Tonino Picula (HR-S&D)		X	X	X	X			
Dita Charanzová (CZ-Renew)		X	X	X		X		
Miroslav Radačovský (SK- <i>m</i>)	X							
Petras Auštrevičius (LT-Renew)		X	X	X			X	
Fabio Massimo Castaldo (IT- <i>m</i>)		X	X			X		
Stanislav Polčák (CZ-PPE)		X	X	X	X			
Michal Šimečka (SK-Renew)		X	X	X	X			
Susanna Ceccardi (IT-ID)		X	X	X	X		X	
Isabel Santos (PT-S&D)		X	X			X	X	
Elsi Katainen (FI-Renew)		X		X				X
Peter van Dalen (NL-PPE)		X	X	X	X		X	
Pierfrancesco Majorino (IT-S&D)		X	X	X	X			
Kosma Zlotowski (PL-ECR)		X		X				
Michaela Šojdrová (CZ-PPE)		X			X			X
Eero Heinäluoma (FI-S&D)		X	X					
Alexandr Vondra (CZ-ECR)		X			X			
Željana Zovko (HR-PPE)		X						X
Rasa Juknevičienė (LT-PPE)		X			X			X
Eugen Tomac (RO-PPE)		X	X	X	X		X	
Paulo Rangel (PT-PPE)		X	X		X			
Tomas Tobé (SE-PPE)		X	X	X	X			
Adam Bielan (PL-ECR) (écrit)		X	X		X		X	
Kinga Gál (HU- <i>m</i>) (écrit)	X	X	X					
Christine Schneider (DE-PPE) (écrit)		X	X					
Ramona Strugariu (RO-Renew) (écrit)		X	X					

Tableau réalisé par l'auteur

3.2.1.4 Analyse croisée

Après cette analyse des trois débats au Parlement européen du 15 septembre 2020, du 19 janvier 2021 et du 28 avril 2021, nous pouvons donc conclure que le Parlement est effectivement en faveur de l'adoption de sanctions contre la Russie. La résolution du Parlement européen du 17 septembre 2020 demande l'adoption de sanctions sans pour autant refléter parfaitement les débats au Parlement, en reprenant les grandes lignes évoquées par les membres les plus virulents du Parlement européen.

Trois grands groupes de partis se distinguent donc dans cette analyse des débats du Parlement européen. Parmi les sept groupes du Parlement, les trois groupes les plus proches du centre (le PPE, S&D et *Renew*) sont les plus modérés. Tous trois appellent l'UE à prendre des sanctions contre la Russie pour répondre à l'affaire Navalny. En revanche, ils ne sont pas précis dans leurs demandes, et se contentent généralement d'évoquer des sanctions économiques et diplomatiques vagues. Seul le S&D, dans le premier débat analysé, appelle à l'arrêt du gazoduc *Nord Stream 2*. Ces trois partis européens se placent donc dans une attitude méfiante vis-à-vis de la Russie, appellent à des sanctions économiques et diplomatiques sans pour autant demander un changement de paradigme radical.

Les Verts/ALE et le groupe ECR sont bien plus véhéments. Les Verts/ALE appellent régulièrement à l'arrêt de la construction du gazoduc en Mer du nord, et à la mise en place de larges sanctions contre des pans entiers de l'économie Russe. Leur position contre *Nord Stream 2* est relativement facile à comprendre pour un parti écologiste, d'autant plus que plus d'un tiers de leurs membres (27 sur 73) sont des élus allemands, directement concernés par ce projet et historiquement opposés à ce gazoduc.

Le groupe ECR est le plus radical dans ses demandes de sanctions. Il répète de manière constante sa demande d'imposer des sanctions diplomatiques au gouvernement russe, mais également des sanctions affectant toute l'économie et toute la société russe dans son ensemble. Leur position est que pour faire plier le gouvernement russe, la population russe doit ressentir les sanctions directement dans la vie quotidienne. Nous expliquons cette position particulièrement forte comparé aux autres groupes parlementaires européens par la composition nationale du groupe ECR : la moitié du groupe ou presque (30 élus sur 64) viennent de Pologne (27 membres) ou des pays baltes (pour 3 élus), des pays historiquement très opposés à la Russie, et dont les gouvernements prennent très régulièrement position en faveur d'une politique sans concessions face au Kremlin.

Un troisième et dernier groupe de partis défend une ligne bien plus souple, pour des raisons différentes. Le groupe *The Left* (précédemment GUE/NGL, à l'extrême gauche du Parlement) et le groupe ID (à l'extrême droite du Parlement) défendent tous les deux une poursuite et un développement des relations économiques avec la Russie. Le groupe de gauche critique principalement ce qu'ils dénoncent comme de l'hypocrisie de la part de l'UE. Ils condamnent l'arrestation de Monsieur Navalny et reconnaissent cette affaire comme une violation des Droits de l'Homme. En revanche, ils refusent l'idée d'imposer des sanctions à la Russie alors que les États-Unis, l'Arabie-Saoudite, la Chine ou la Turquie¹⁰⁸ font pire. Ils souhaitent une politique européenne qui traite ses partenaires économiques de la même manière, et donc sont contre l'adoption de sanctions économiques en réaction à l'affaire Navalny.

Le groupe ID a une position que nous qualifierions plus facilement de « pro-russe ». Le groupe n'appelle pas à l'adoption de sanctions, et plaide au contraire pour des échanges économiques forts et pour une politique étrangère plus russophile. Il est le seul groupe parlementaire à ne pas condamner l'arrestation d'Alexei Navalny. Si les positions du groupe ID peuvent parfois se rapprocher de celles du groupes ECR sur certains sujets, leurs positions sur la Russie sont donc opposées. La composition nationale de leurs groupe est également très différente, puisque aucun élu polonais n'est membre du groupe ID, alors qu'ils représentent près de la moitié du groupe ECR. Le groupe ID est composé à environ un tiers d'élus du Rassemblement national français (23 sur 70) et d'environ un tiers (24 sur 70) de la *Legia* italienne. Ces deux partis sont connus pour leur liens financiers avec la Russie, et pour prôner une politique étrangère résolument tournée vers Moscou.

¹⁰⁸ Pour ne citer ici que les États ayant été évoqués lors des débats.

Les trois principaux groupes politiques du Parlement européen (les plus centristes : PPE, S&D et *Renew*) se positionnent donc clairement en faveur de sanctions contre la Russie suite à l'affaire Navalny, sans pour autant demander un changement radical de paradigme dans les relations étrangères de l'UE. Ils critiquent le projet *Nord Stream 2*, mais n'appellent à son arrêt que du bout des lèvres. Le groupe écologiste Verts/ALE et le groupe ECR, en revanche, vont bien plus loin. En plus d'appeler fermement et sans ambiguïté à l'arrêt du gazoduc, ils réclament des sanctions économiques et diplomatiques fortes. Seuls deux groupes, aux deux opposés du Parlement, s'opposent à l'adoption de sanctions contre Moscou. À gauche, le groupe *The Left* refuse de traiter la Russie comme un partenaire différent des autres, et critique l'hypocrisie de l'UE, selon eux prête à sanctionner la Russie mais aveugle à d'autres violations des Droits de l'Homme bien plus graves ailleurs dans le monde. À droite, le groupe ID s'oppose lui aussi à toute sanction contre la Russie mais pour des raisons opposées. Il refuse de condamner l'arrestation de Monsieur Navalny et considère que l'Union européenne ne doit pas interférer dans le système judiciaire d'un État souverain, surtout pas si cela se fait au détriment des exportateurs européens.

Les groupes politiques au Parlement européen sont donc massivement en faveur de nouvelles sanctions contre Moscou. Les partis opposés à ces sanctions sont extrêmement minoritaires (deux partis sur sept), y compris en nombre d'élus (ces partis rassemblent à eux deux 109 des 705 parlementaires). Les liens économiques (pour ID) et la composition nationale (pour ECR) peuvent influencer la position de certains partis, mais l'idéologie idéaliste est très présente ici, c'est un des éléments les plus surprenants de notre analyse. Le pragmatisme des théories réalistes abordées en première partie de ce travail est présent de manière très minoritaire mais les discours idéalistes sont majoritaires dans les prises de position des groupes parlementaires.

Cette conclusion est la même si l'on se penche sur les interventions des parlementaires lors des trois débats analysés. Nous n'avons constaté aucune prise de parole défendant une position plus pragmatique (c'est-à-dire contre l'imposition de sanctions) lorsque le groupe parlementaire de l'écu ou élue en question se positionne en faveur. Nous avons en revanche constaté de multiples cas où un élu prend la parole pour défendre une position plus stricte que la position officielle de son groupe parlementaire. Lors du premier débat (du 15 septembre 2020), un membre du S&D et six membres du PPE ont pris la parole pour défendre une position plus ferme face à la Russie¹⁰⁹. Lors du débat du 19 janvier 2021, trois parlementaires de S&D, trois de *Renew* et cinq du PPE font de même¹¹⁰. Lors du dernier débat analysé, le 28 avril 2021, trois élus du S&D et trois de *Renew* montent au pupitre pour demander des sanctions fortes contre la Russie. C'est le cas également de six élus du PPE, deux non-inscrits (Dorien Rookmaker, NL et Fabio Massimo Castaldo, IT), et une élue membre de ID (Susana Ceccandi, IT), un parti pourtant vigoureusement opposé à toutes sanctions contre la Russie¹¹¹.

De l'analyse des prises de position individuelles ressort donc que les élus de certains partis prônent une attitude bien plus ferme face à Moscou que leurs groupes parlementaires, particulièrement au sein du PPE, S&D et *Renew*, et même à une occasion au sein du groupe ID. Nous constatons également encore une fois l'attitude particulièrement ferme de certains États face à la Russie, ici au travers de leurs élus au Parlement européen : nous pouvons en effet constater une surreprésentation des élus des Pays Baltes, de Pologne et des Pays-Bas dans les interventions individuelles.

Cette constatation rejoint notre conclusion faite après l'analyse du positionnement des groupes parlementaires : le poids des considérations idéalistes, demandant des sanctions en réponse à l'affaire

¹⁰⁹ Pour le S&D : Tonio Picula, HR.

Pour le PPE : Andrius Kubilius, LT ; Peter van Dalen, NL ; Vladimír Bilčík, SK ; Rasa Juknevičienė, LT ; Riho Terras, EE et Eugen Tomac, RO.

¹¹⁰ Pour le S&D : Kati Piri, NL ; Raphael Glucksmann, FR et Andreas Schieder, AT.

Pour *Renew* : Michal Šimečka, SK ; Petras Auštrevičius, LT et Guy Verhofstadt, BE.

Pour le PPE : Tomasz Frankowski, PL ; Peter van Dalen, NL ; Rasa Juknevičienė, LT ; Vladimír Bilčík, SK et Andrzej Halicki, PL.

¹¹¹ Pour S&D : Tonio Picula, HR ; Isabel Santos, PT et Pierfrancesco Majorino, IT.

Pour *Renew* : Petras Auštrevičius, LT ; Michal Šimečka, SK et Elsi Katänen, FI.

Pour le PPE : Andrzej Halicki, PL ; Peter van Dalen, NL ; Michaela Šojdřová, CZ ; Željana Zovko, HR ; Rasa Juknevičienė, LT et Eugen Tomac, RO.

Navalny, est particulièrement important au Parlement. Les positions contre l'adoption de sanctions sont rares pour les groupes parlementaires, et encore plus rares dans l'analyse des prises de position individuelles. Une ligne très claire est donc tracée par le Parlement européen : les considérations économiques et géopolitiques, rationnelles et pragmatiques, ne peuvent suffire face à la grave violation des Droits de l'Homme que représente l'affaire Navalny. Des sanctions doivent être prises contre la Russie.

3.2.2 Analyse des médias allemands

3.2.2.1 Considérations méthodologiques

L'Allemagne s'est retrouvée involontairement au cœur de l'affaire Navalny. En effet, Monsieur Navalny a été évacué vers Berlin pour y être soigné après son empoisonnement. Il y est resté pendant toute sa convalescence, avant de retourner à Moscou et y être arrêté. L'Allemagne est également un des pays participant au projet de gazoduc *Nord Stream 2*, au cœur des critiques de nombreux parlementaires européens, comme nous avons pu le constater dans la partie précédente de ce travail. L'Allemagne est également un État économiquement, démographiquement et diplomatiquement très influent de l'UE. Les décisions prises au niveau communautaire sont donc très fortement influencées par le gouvernement fédéral allemand. L'Allemagne est donc un pays idéal pour analyser l'opinion publique à travers les médias écrits, étant à la fois au cœur de l'affaire Navalny, au cœur des liens économiques et énergétiques avec la Russie, et particulièrement influente au sein de l'UE.

La période étudiée s'étend du 20 août 2020 au 31 août 2021. Cette durée de 1 an correspond pour son commencement à la date de l'empoisonnement d'Alexeï Navalny en Sibérie. La date du 31 août 2021, coïncide avec le début de la campagne politique en vue des élections fédérales allemandes du 26 septembre 2021. Nous avons sélectionné les trois plus grands journaux nationaux en termes de volumes écoulés, un tabloïde tiré à plus d'un million d'exemplaires quotidiens (*Bild*) et deux journaux nationaux tirés à plus de cent mille exemplaires quotidiens (*Süddeutsche Zeitung* (SZ) et *Frankfurter Allgemeine Zeitung* (FAZ))¹¹². Avant d'en analyser les articles, nous tenterons ici d'identifier leur potentiel biais politique afin de nous éclairer sur le contenu de leurs articles. Pour cela nous nous baserons principalement sur trois sources, deux articles scientifiques et une source journalistique. Cette dernière, le site *web Media Bias/Fact Check*, ne peut pas être qualifiée de source scientifique fiable en raison de sa méthodologie¹¹³, trop subjective. En revanche, il s'agit d'un travail effectué par des journalistes indépendants et reconnus, qui nous servira à combler les quelques lacunes de nos deux sources scientifiques.

Le premier article utilisé est celui de Christiane Eilders « Conflict and Consonance in Media Opinion Political Positions of Five German Quality Newspapers »¹¹⁴. Elle effectue une analyse de contenu de cinq journaux allemands sur la période 1994-1998, parmi lesquels *Frankfurter Allgemeine Zeitung* et *Süddeutsche Zeitung*. Elle n'analyse pas le troisième journal de notre analyse, le *Bild*. En revanche, son article comprend une analyse du journal *Die Welt*, qui appartient tout comme le *Bild* au groupe Axel Springer. Nous considérerons donc pour la suite de notre analyse que le positionnement politique de *Bild* est similaire à celui de *Die Welt*, une extrapolation renforcée par *Media Bias/Fact Check* qui considère *Die Welt* comme plus factuel que le *Bild* mais qui les place tous deux avec exactement le même biais de centre-droit¹¹⁵. Christiane Eilders place les journaux *Frankfurter Allgemeine Zeitung* et *Die Welt* au centre droit, et le journal *Süddeutsche Zeitung* au centre gauche (image 1).

¹¹² D'après la moyenne du mois d'avril 2019 par le site *web deutschland.de*, un partenariat entre l'agence de communication *Fazit* et le ministère fédéral allemand des affaires étrangères. *National newspapers in Germany*, deutschland.de.

¹¹³ Cette dernière est consultable à l'adresse <http://mediabiasfactcheck.com/methodology>

¹¹⁴ Christiane EILDERS, « Conflict and Consonance in Media Opinion », in *European Journal of Communication*, 2002, Vol.17, No. 1, pp. 25-63.

¹¹⁵ « Bias Rating: RIGHT-CENTER ; Factual Reporting: HIGH » pour *Die Welt*, « Bias Rating: RIGHT-CENTER Factual Reporting: MIXED » pour *Bild*. *Media Bias/Fact Check News*, Media Bias/Fact Check LLP.

Figure 2: Mean political position of all five newspapers²⁰ (N=8158 evaluative references)

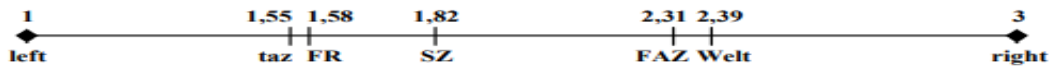


Image 1 : Christiane EILDERS, « Conflict and Consonance in Media Opinion », in *European Journal of Communication*, 2002, Vol.17, No. 1, p. 41.

Notre deuxième source nous est utile pour renforcer les conclusions de Eilders, mais également pour vérifier si les conclusions sont toujours valables actuellement, le corpus analysé par Christiane Eilders datant d'environ 25 ans. Dans leur article « Measuring Proximity Between Newspapers and Political Parties: The Sentiment Political Compass »¹¹⁶, les auteurs¹¹⁷ passent en revue plus de 180'000 articles de presse allemands, sur une période de 18 mois précédant les élections fédérales allemandes de 2017. Leur but est de placer les partis politiques allemands et la presse allemande sur un axe gauche-droite et libéral-autocratique. Leurs conclusions concernant nos trois journaux sont sensiblement les mêmes que celles de Christiane Eilders en 2002 : *Frankfurter Allgemeine Zeitung* est un journal de centre droit, avec *Bild* légèrement plus à droite. *Süddeutsche Zeitung* est au centre gauche (image 2). Ces conclusions sont donc identiques à celles de Eilders en 2002.

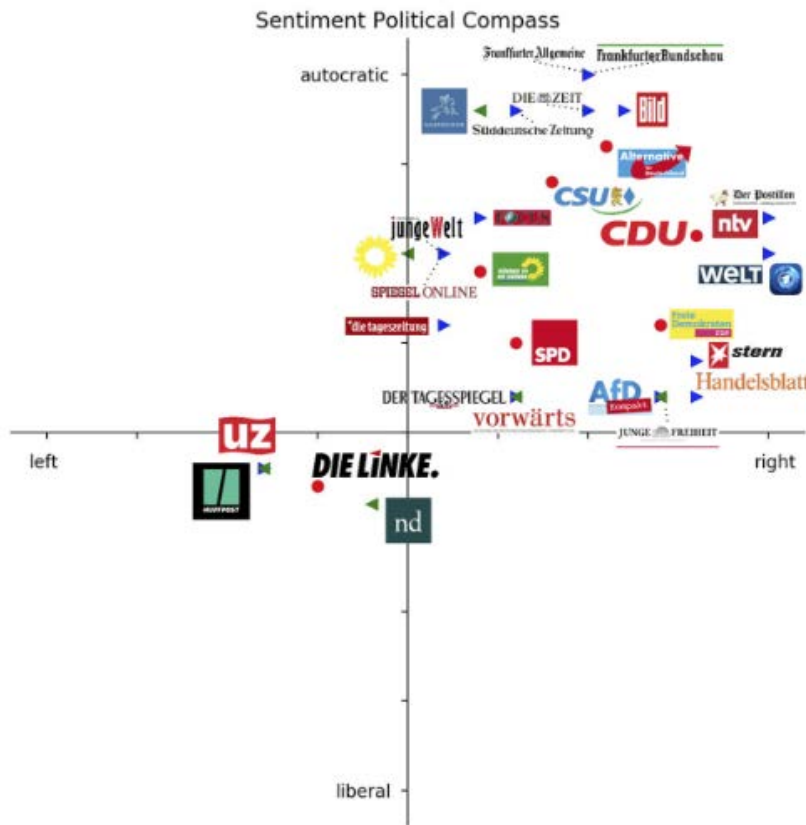


Image 2 : Fabian FALCK (et al.), « Measuring Proximity Between Newspapers and Political Parties: The Sentiment Political Compass », in *Policy & Internet*, 2019, Vol. 12, No. 3, p. 394.

Pour chaque journal, nous avons créé un corpus d'articles (32 au total) en utilisant la fonction « recherche » de chaque site *web*, à l'aide de combinaison de termes comme « Nawalny », « Nawalny Nord Stream 2 » ou « Nawalny Sanktionen », en retenant les articles les plus pertinents pour notre analyse. Les articles retenus

¹¹⁶ Fabian FALCK (et al.), « Measuring Proximity Between Newspapers and Political Parties: The Sentiment Political Compass », in *Policy & Internet*, 2019, Vol. 12, No. 3, pp. 367-399.

¹¹⁷ Fabian Falck, Julian Marstaller, Niklas Stoehr, Sören Maucher, Jeana Ren, Andreas Thalhammer, Achim Rettinger, Rudi Studer.

sont ceux qui ne relatent pas uniquement un fait ou une nouvelle, mais les articles exprimant ou relayant une opinion liée à l'affaire Navalny, avec une attention particulière aux écrits mentionnant des sanctions contre la Russie. Nous avons analysé les centaines d'articles comprenant le nom d'Alexeï Navalny (Nawalny ou Nawalnyj en allemand) publiés par *Bild*, par *Süddeutsche Zeitung* (SZ) et par *Frankfurter Allgemeine Zeitung* (FAZ) entre le 20 août 2020 et le 31 août 2021. Nous en avons retenu 10 pour *Bild*, 12 pour SZ, et 10 pour FAZ qui présentent un intérêt particulier pour notre recherche. Ces articles expriment une opinion sur d'éventuelles sanctions à imposer à la Russie, en leur faveur ou défaveur, et ne se contentent pas de relater des faits d'actualité.

Ces articles défendent tous une des trois approches suivantes : arrêter la construction de *Nord Stream 2*, arrêter le gazoduc et imposer des sanctions plus larges, ou au contraire continuer le projet de gazoduc et ne pas impacter les relations économiques, scientifiques et culturelles entre l'Allemagne et la Russie. Nous allons analyser les articles des trois journaux nationaux retenus pour notre analyse, en les organisant autour de ces trois axes évoqués.

3.2.2.2 Abandon du gazoduc Nord Stream 2

Le projet de gazoduc *Nord Stream 2* est au cœur des discussions de la presse allemande, SZ n'y fait pas exception. Dès le 3 septembre 2020, le journal identifie le gazoduc comme l'un des rares éléments de pression sur Vladimir Poutine¹¹⁸. Le journal rappelle que l'Allemagne a porté ce projet à bout de bras, bien souvent contre l'avis de nombreux États membres de l'UE¹¹⁹, et qu'il est important d'utiliser le gazoduc comme moyen de pression sur la Russie¹²⁰. Le FAZ juge le comportement du gouvernement fédéral allemand dans sa volonté de défendre *Nord Stream 2* envers et contre tout comme « dommageable »¹²¹, et rappelle que l'abandon de ce projet serait symbolique mais que les symboles ont aussi de l'importance¹²², particulièrement pour engager un dialogue avec Poutine¹²³.

*Bild*¹²⁴ et SZ¹²⁵ vont appeler le gouvernement allemand à imposer des sanctions, y compris l'abandon du projet *Nord Stream 2*, et appelle à un changement de paradigme dans les relations diplomatiques entre les deux pays¹²⁶. Le journaliste Michael Bauchmüller va plus loin, et demande dans une tribune du 7 septembre 2020 un changement total de politique énergétique en Allemagne. Il demande au gouvernement fédéral

¹¹⁸ « Putin glaubt längst, dass er machen kann, was er will, ohne zu schwer wiegende Konsequenzen zu riskieren. Gleichzeitig bleiben ein paar Dinge, die ihm wichtig sind, Nord Stream 2 gehört beispielsweise dazu. In manchen Fällen wirkt internationaler Druck daher immer noch », Silke BIGALKE, « Nawalny: Der Kreml ist nicht an Aufklärung interessiert », in *Süddeutsche Zeitung*, 3 septembre 2020.

¹¹⁹ « Seit Jahren verwendet die Bundesregierung viel Mühe darauf, das Projekt gegen größte Widerstände durchzusetzen. Versuche, den Bau mithilfe der EU-Gesetzgebung zu stoppen, wehrte sie erfolgreich ab. », Daniel BRÖSSLER, « Nawalny-Vergiftung: Berlin sucht den Preis der Empörung », in *Süddeutsche Zeitung*, 3 septembre 2020.

¹²⁰ « Damit meint er auch Nord Stream 2. Nun gelte es aber erst einmal, den Druck aufrechtzuerhalten und auf Antworten zu pochen », *Ibid.*

¹²¹ « Besonders schädlich sind Alleingänge wie der deutsche Sonderweg zur Gaspipeline Nord Stream 2, die außenpolitischen Zielen des Kremls dient », Friedrich SCHMIDT, « Der Fall Nawalnyj: Putin mit Stärke begegnen », in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 30 août 2020.

¹²² « Wladimir Putin wird seinen Charakter durch solche Maßnahmen nicht ändern. Aber es agiert nicht im luftleeren Raum und muss auf die wirtschaftlichen Interessen seiner Unterstützer Rücksicht nehmen. Sanktionen können deshalb die Kosten-Nutzen-Rechnung des Kremls vor neuen Gewalttaten verändern », Reinhard VESER, « Neue Sanktionen gegen Moskau: Die Geschäfte der mächtigen Russen im Westen », in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 3 septembre 2020.

¹²³ « Mit Putin wiederum könnte man dann Klartext reden », Konrad SCHULLER, « Russland und Deutschland: Neun Worte über Nord Stream 2 », in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 7 février 2021.

¹²⁴ « Nun muss die Bundesregierung ihre Drohung wahr machen und den Bau der Putin-Pipeline Nord Stream 2 sofort stoppen », Karina MOESSBAUER, « Kommentar - Kein Nord Stream 2 mit Putin », in *Bild*, 22 décembre 2020.

¹²⁵ « Sicherlich wären gezielte Sanktionen oder gar die Beschlagnahmung von Auslandsvermögen einzelner Figuren aus dem Putin-Orbit oder sogar des Präsidenten selbst denkbar. [...] Kern und Symbol der Beziehungen aber bleibt Nord Stream 2. Man könnte die Pipeline zu Ende bauen. Aber in Betrieb nehmen sollte man sie unter diesen Umständen nicht mehr », Stefan KORNELIUS, « Ein klares Signal », in *Süddeutsche Zeitung*, 9 septembre 2020.

¹²⁶ Stefan KORNELIUS, « Tiergarten - Bindungen an Russland sind zerschnitten », in *Süddeutsche Zeitung*, 7 octobre 2020.

allemand de stopper la construction du gazoduc, mais également une réduction massive des importations de gaz russe, pour porter un coup à la principale source de revenus du gouvernement de Poutine¹²⁷.

Le journaliste Stefan Kornelius, dans son article SZ du 22 février 2021, dénonce une « sanctionite » (« Sanktionitis ») occidentale, et pointe le problème d'une Russie tellement habituée aux sanctions que même leur caractère symbolique en devient absent. L'agitation des capitales occidentales ne débouche désormais sur aucun résultat, « la montagne crie mais n'accouche pas »¹²⁸. Pour lui, seules des sanctions fortes (comme l'abandon de *Nord Stream 2*) peuvent désormais produire un effet¹²⁹. Une opinion partagée par Hubert Wetzel (2021), pour qui les sanctions symboliques ne sont pas suffisantes¹³⁰, et pour qui l'UE et les États-Unis doivent agir plus fermement. Une position également partagée par le *Bild* dans un article du 7 septembre 2020¹³¹ et par le FAZ dans un article du 3 septembre 2020¹³².

Bild fait le lien entre les revenus issus du gaz russe et l'empoisonnement d'Alexei Navalny, accusant le projet *Nord Stream 2* de financer directement les caisses de l'État russe et donc des services secrets russes, mettant en cause la responsabilité future de l'Allemagne en cas de mise en service du gazoduc¹³³. Le journal demande aussi gouvernement allemand de stopper le projet de gazoduc pour éviter de financer indirectement de futures exactions du gouvernement russe¹³⁴.

Les trois journaux analysés ici plaident donc dans de nombreux articles pour l'arrêt de la construction du gazoduc en Mer du nord, tout en soulignant que cette action n'est pas suffisante pour amener Vladimir Poutine à la table des négociations.

3.2.2.3 Des sanctions plus fortes

Dans son article du 9 septembre 2020, Stefan Kornelius réitère son soutien à l'abandon du projet *Nord Stream 2*. Il plaide également pour que l'Allemagne, de manière plus générale, n'hésite plus à se servir de sa force de frappe économique de manière coercitive. Il plaide pour un monde où l'Allemagne se servirait de son économie comme d'un outil offensif et défensif face aux régimes autoritaires¹³⁵. Daniel Brössler, dans sa tribune du 25 janvier 2021, appelle l'Allemagne à arrêter la construction du gazoduc au plus vite, et rappelle que plus le temps passe, plus les dommages économiques seront élevés et plus la crédibilité du gouvernement allemand sera entachée¹³⁶. Dans son article du 10 février, il plaide pour des sanctions

¹²⁷ « Russland hat Erfahrung im Aussitzen von Sanktionen. Ein Baustopp an der Pipeline würde Moskau ärgern, aber nicht nachhaltig beeindrucken. Will die EU nicht nach jeder Annexion, jedem Fall Skripal oder Nawalny in der gleichen Klemme landen, braucht sie eine grundsätzliche Strategie weg vom russischen Gas. Diesmal aber wirklich », Michael BAUCHMÜLLER, « Nord Stream 2: Baustopp würde Russland nicht treffen », in *Süddeutsche Zeitung*, 7 septembre 2020.

¹²⁸ « Der Berg kreißt und gebiert nichts », Stefan KORNELIUS, « Sanktionitis », in *Süddeutsche Zeitung*, 22 février 2021).

¹²⁹ « Entweder muss die EU kräftiger zuschlagen (also Nord Stream 2 stoppen), oder sie muss andere Hebel finden, um ihre Interessen durchzusetzen », *Ibid.*

¹³⁰ « Daraus folgt dann aber auch, dass es mit ein paar symbolischen Sanktionen nicht getan ist », Hubert WETZEL, « USA und Russland: Symbolische Sanktionen », in *Süddeutsche Zeitung*, 2 mars 2021.

¹³¹ « Eine Lösung gibt es nur gegen Putins Regime: Dem Kremlherrscher müssen endlich Grenzen gesetzt werden. Das Ende von Nord Stream 2 wäre ein Anfang. », Björn STRITZEL, « Kommentar zur Kreml-Politik - Gegen Putins Regime! », in *Bild*, 7 septembre 2020.

¹³² « Auch die gegen Vertreter der politischen und wirtschaftlichen Elite gerichteten Sanktionen gelten als wirkungsvoll, da sie Angehörige des Machtzirkels rund um Präsident Waldimir Putin von Vermögen und Immobilien im Westen abschneiden. In Washington sind seit langem noch schärfere Sanktionen im Gespräch [...] », Julia LÖHR (et al.), « Sanktionen gegen Russland? : Die Waffen des Westens », in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 3 septembre 2020.

¹³³ « Wenn die Bundesregierung den Bau von Nord Stream 2 nicht abbricht, finanzieren wir mit Nord Stream 2 bald Putins Nowitschok-Anschläge », *Bild*, « Das meint BILD - Stoppt die Putin-Pipeline! », in *Bild*, 2 septembre 2020.

¹³⁴ Filipp PIATOV, « Sehr geehrte Frau Bundeskanzlerin, stoppen Sie Nord Stream 2! », in *Bild*, 1^{er} février 2021.

¹³⁵ « Deutschland hat dank seiner ökonomischen Macht in der Welt ein Werkzeug, das seiner Politik und seinen Interessen entspricht. Die Regierung sollte davon Gebrauch machen - aus Selbstrespekt, aber auch zum Selbstschutz », Stefan KORNELIUS, « Nord Stream 2 sollte nicht in Betrieb genommen werden », in *Süddeutsche Zeitung*, 3 septembre 2020.

¹³⁶ Daniel BRÖSSLER, « Nord Stream 2: Gestank aus der Röhre », in *Süddeutsche Zeitung*, 10 février 2021.

économiques et diplomatiques contre la Russie, en soulignant toutefois leur caractère relativement symbolique¹³⁷.

Dans un article du *Bild* du 22 août 2020, l'ancien dirigeant des Verts allemands Cem Özdemir plaide pour une économie allemande aussi indépendante des intérêts russes que possible¹³⁸. Le journaliste du *Bild* Julian Röpcke qualifiera le 28 août 2022 la coopération avec la Russie de « faiblesse »¹³⁹. Les journalistes Julian Röpcke et Philipp Piatov vont dresser le 4 février 2021 une liste d'actions qu'ils jugent nécessaire après l'affaire Navalny¹⁴⁰. Ils plaident pour l'arrêt du projet *Nord Stream 2*, pour la mise en place de sanctions économiques contre l'entreprise d'état russe Gazprom (en charge du projet), pour des sanctions économiques dirigées contre de riches hommes d'affaires proches de Poutine, ainsi que pour des sanctions diplomatiques contre le gouvernement russe. Le FAZ, dans un article du 16 septembre 2020, dresse une liste de sanctions individuelles déjà prises dans le passé et conclut à leur efficacité¹⁴¹.

Le FAZ, dans un article du 9 septembre 2020, relaie un point de vue légèrement différent. Le projet *Nord Stream 2* est jugé bien trop avancé pour être arrêté, d'autant plus que d'autres gazoducs existent déjà pour acheminer le gaz russe en Allemagne. En revanche, de fortes sanctions économiques contre la Russie, notamment le gel d'avoirs financiers d'individus proches du pouvoir et l'imposition de sanctions sectorielles serait efficace pour faire plier le Kremlin¹⁴². Toujours selon le FAZ, de fortes sanctions sont nécessaires car efficaces, au contraire de sanctions trop faibles qui pourraient à l'inverse renforcer la propagande du régime de Poutine¹⁴³.

Bild, dans plusieurs articles^{144, 145}, déplore le rôle capital des Länders d'Allemagne de l'Est dans le soutien du gouvernement fédéral allemand au projet *Nord Stream 2*¹⁴⁶. La dirigeante du land de Mecklembourg-Poméranie-Occidentale (où arrive le gazoduc) est particulièrement pointée du doigt¹⁴⁷.

¹³⁷ « Einreiseverbote und Kontensperren für Träger und Profiteure des Systems Putin werden das Verhalten der russischen Führung nicht unmittelbar verändern. Sie wären aber eine deutliche Botschaft und ganz sicher kein Angriff auf den Frieden », Daniel BRÖSSLER, « Nordstream 2: Merkel hat sich selbst betrogen », in *Süddeutsche Zeitung*, 25 janvier 2021.

¹³⁸ « Die Bundesregierung sollte Anreize schaffen, um die wirtschaftliche und politische Unabhängigkeit von Russland zu stärken, anstatt Geschäfte mit dem Kreml durch Unterstützung von Projekten wie Nord Stream 2 zu fördern. [...] Daher muss gelten: So wenig Zusammenarbeit mit dem Kreml wie möglich, so viel wie nötig », Cem ÖZDEMİR, « Gastkommentar - Das Putin-Regime geht über Leichen », in *Bild*, 22 août 2020.

¹³⁹ « Solange die Kanzlerin Putin die Hand reicht, wird er diese Schwäche gnadenlos ausnutzen – und seine Gegner weiter verfolgen. Auch bei uns », Julian RÖPCKE, « Kommentar zur Merkel-Presskonferenz: Putin nutzt jede Schwäche », in *Bild*, 28 août 2020.

¹⁴⁰ « Deshalb sagt jetzt BILD, was Deutschland und die EU sofort gegen die Kreml-Diktatur tun müssen! », Julian RÖPCKE et Philipp PIATO, « Putin stoppen! Diese fünf Sanktionen sind jetzt fällig », in *Bild*, 4 février 2021.

¹⁴¹ « [...] Dies dürfte ebenfalls als Beleg dafür gelten, dass sie wirken. », Katharina WAGNER, « EU-Sanktionen wegen Nawalnyj: Gegen die Villen der Putin-Elite », in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 16 septembre 2020.

¹⁴² « Und wenn man zu Sanktionen greift, muss man kraftvoll zulangen. Sanktionsregime, die nur kleine Teilbereiche umfassen, wirken empirisch gesehen gegenüber großen Ländern nicht », Johannes PENNEKAMP, « IFW-Ökonom Felbermayr: 'Wenn man zu Sanktionen greift, muss man kraftvoll zulangen' », in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 9 septembre 2020.

¹⁴³ « Die Politikwissenschaftlerin Marija Snegowaja meint, solche Sanktionen seien für die EU recht leicht zu verhängen, aber beunruhigten den Kreml wenig. Nur harte Wirtschaftssanktionen wie einst gegen Südafrikas Apartheid-Regime oder Iran würden aus ihrer Sicht wirklich helfen », Thomas GUTSCHKER et Friedrich SCHMIDT, « Russlandsanktionen: Wie kann man Putin weh tun? » in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 1^{er} mars 2021.

¹⁴⁴ Julian RÖPCKE, « Kommentar zu Nord Stream 2 - Putin vergiftet unsere Demokratie », in *Bild*, 8 janvier 2021.

¹⁴⁵ Angélique GEREY et Julian RÖPCKE, « 'Kein russisches Projekt': Schwesig gibt alles für Nord Stream 2 », in *Bild*, 11 septembre 2020.

¹⁴⁶ « [...] – doch die ostdeutschen Regierungschefs wollen von Sanktionen gegen die Pipeline Nord Stream 2 nichts wissen. Obwohl der Kreml deutsche Regierungsmitglieder, Ärzte und Behörden verleumdet, kämpfen die Ministerpräsidenten erbittert für Putins Lieblingsprojekt », Julian RÖPCKE, « Kommentar zur Merkel-Presskonferenz: Putin nutzt jede Schwäche », *op. cit.*

¹⁴⁷ « Um das Herzens-Projekt von Wladimir Putin zu retten, hat Manuela Schwesig eine Stiftung gegründet – zum Großteil finanziert mit Kreml-Millionen! [...] dass eine deutsche Ministerpräsidentin die Pipeline Nord Stream 2 derart dreist retten will, hat eine neue Dimension », Julian RÖPCKE, « Kommentar zu Nord Stream 2 - Putin vergiftet unsere Demokratie », *op. cit.*

Bild, *Süddeutsche Zeitung* et *Frankfurter Allgemeine Zeitung* sont donc trois quotidiens à plaider pour des sanctions économiques plus fortes qu'un simple arrêt de *Nord Stream 2*. Les trois journaux demandent des sanctions économiques plus larges, contre des individus du cercle rapproché de Poutine ou même contre des pans entiers de l'économie russe. Cependant ces appels aux sanctions ne sont pas homogènes, SZ et FAZ relaient également des avis plus nuancés, appelant à préserver les liens économiques entre les deux États. La majorité des articles des trois journaux, indépendamment de leur positionnement politique, relaient une opinion favorable à la mise en place de sanctions économiques contre la Russie.

3.2.2.4 Préserver les liens économiques

Süddeutsche Zeitung publie le 5 février 2021 une opinion de Rüdiger von Fritsch, un ancien diplomate allemand, ambassadeur d'Allemagne en Russie de 2014 à 2019. Ce dernier appelle à maintenir autant que possible des liens économiques, scientifiques et culturels avec la Russie, afin que les deux pays gardent des contacts quotidiens¹⁴⁸. Selon lui, le gazoduc en construction en Mer du nord doit être achevé. Arrêter la construction à ce stade serait un désastre économique et écologique, et ne ferait que rediriger les flux de gaz vers la Pologne, l'Ukraine et la mer Noire¹⁴⁹.

Toujours dans SZ, une tribune du 8 février 2021 de la journaliste Cerstin Gammelín appelle à ne pas imposer de sanctions à la Russie pour répondre à l'empoisonnement d'Alexeï Navalny. Elle rappelle que les sanctions économiques sont une situation perdant-perdant, et que l'économie allemande souffre déjà des sanctions imposées suite à l'annexion de la Crimée en 2014¹⁵⁰. Elle plaide pour des relations Russie-Allemagne plus fortes économiquement, centrées sur des projets bénéfiques aux deux nations¹⁵¹. Le FAZ rappelle également à quel point les relations économiques avec la Russie sont importantes pour l'Allemagne (y compris l'achat de gaz russe)¹⁵².

De plus, le FAZ rappelle dans deux articles du 30 août 2020¹⁵³ et du 1^{er} janvier 2021¹⁵⁴ qu'Alexeï Navalny ne doit pas être considéré automatiquement comme un allié, même s'il est désormais l'opposant principal à Poutine. S'il défend une Russie bien plus libérale et tournée vers l'UE que l'actuel gouvernement russe, ses positions parfois ambiguës concernant l'annexion de la Crimée ou les minorités ethniques doivent inciter l'occident à la retenue, bien que Navalny défendit l'État de droit et la démocratie.

Ces quelques articles de SZ et FAZ expriment donc la volonté d'une politique pragmatique, tournée vers la sauvegarde des liens économiques entre l'Allemagne et la Russie, pour garder les conditions d'un dialogue paisible entre les deux gouvernements, ou simplement par intérêt mercantile. La majorité des articles de presse analysés, 31 au total, plaident donc pour un arrêt de *Nord Stream 2* (pour deux tiers d'entre eux) ou pour des sanctions économique plus fortes (pour un tiers). Seul cinq articles, de SZ et FAZ, appellent à préserver les liens économiques existant et à ne pas imposer de sanctions en réponse à l'empoisonnement d'Alexeï Navalny.

¹⁴⁸ « Im Umgang mit autoritären Regimen, die solche Regeln verletzen, sollte der Westen dreierlei tun: entschlossen und geschlossen reagieren, das Angebot zum Gespräch und alle möglichen Pfade der Kultur und der Wissenschaft, des Handels und der Begegnung aufrechterhalten, um einander nicht völlig aus den Augen zu verlieren », Rüdiger VON FRITSCH, « Russland: Putin hat sich mit Nawalny selbst einen Gegner geschaffen », in *Süddeutsche Zeitung*, 5 février 2021.

¹⁴⁹ *Ibid.*

¹⁵⁰ « Sanktionen mögen ein beliebtes Mittel sein, um Handlungsfähigkeit zu demonstrieren. Es ist aber ein Trugschluss zu glauben, dass sie nur Wirkungen beim Bestraften haben », Cerstin GAMMELIN, « Russlandpolitik: Sputnik V bietet die Chance zur De-Eskalation », in *Süddeutsche Zeitung*, 8 février 2021.

¹⁵¹ *Ibid.*

¹⁵² « Russland bleibt für den Westen ein großer und schwieriger Wirtschaftspartner, mit dem man früher oder später die Beziehungen wiederherstellen muss. Russland ist für Europa wichtig, und sein Gas ist es auch », Andrei KURKOW, « Nord Stream 2: Im Namen des russischen Gases », in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 26 juillet 2021.

¹⁵³ « Ein Feind Putins ist noch lange kein Freund der Menschheit », Nikolai KLIMENIOUK, « Anschlag auf Nawalnyj: Gift und Feind », in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 30 août 2020.

¹⁵⁴ « Darin bezeichnet sich Nawalnyj zu Dudelmusik als „diplomierter Nationalist“ und ruft seine Zuschauer auf, ebenfalls Nationalisten zu werden », Friedrich SCHMIDT, « Russlands Oppositioneller: Wie nationalistisch ist Nawalnyj? », in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 1^{er} janvier 2021.

La presse allemande est donc majoritairement en faveur de sanctions contre la Russie dans le cadre de « l'affaire Navalny », une conclusion similaire à celle de l'analyse des débats au Parlement européen. Les journaux allemands vont même plus loin que les débats au Parlement européen, en demandant des sanctions fortes contre l'économie et les oligarques russes (pour un tiers des articles analysés), une position qui rejoint le contenu de la résolution du Parlement européen du 17 septembre 2020. Il est intéressant de constater que la presse allemande est relativement unanime sur le sujet, y compris les journaux proches des milieux économiques (comme le *Frankfurter Allgemeine Zeitung*), qui défendent l'imposition de sanctions malgré les effets à craindre sur les exportateurs allemands.

3.2.3 Remarques conclusives

Nous avons donc analysé trois débats au Parlement européen, ceux du 15 septembre 2020, du 19 janvier 2021 et du 28 avril 2021. Cette analyse nous a permis d'identifier la position générale des groupes parlementaires et des élus européens. Nous avons identifié le positionnement par rapport à d'éventuelles sanctions contre la Russie de chaque groupe et de chaque intervenant au débat de manière détaillée. Nous pouvons en conclure que le Parlement est extrêmement peu divisé sur la question, la différence majeure étant l'étendue et la force des sanctions demandées. La quasi-totalité des interventions des élus défendent des considérations idéalistes plutôt que pragmatiques, les Droits de l'Homme y sont abondamment discutés, et les considérations économiques ou géostratégiques bien moins présentes.

Nous avons pu identifier que la majorité du Parlement souhaite l'adoption de fortes sanctions diplomatiques et économiques contre la Russie, et souhaite une action de l'UE pour forcer le Kremlin à libérer Monsieur Navalny, y compris l'abandon du gazoduc *Nord Stream 2*. Une forte minorité souhaite également que le Conseil de l'UE adopte des sanctions économiques plus fortes, en ciblant des secteurs de l'économie russe ou de riches individus proches du régime russe.

Cette position se retrouve quasiment à l'identique dans la presse allemande. Nous avons analysé les articles publiés par les trois plus grands quotidiens du pays (*Bild*, *Süddeutsche Zeitung* et *Frankfurter Allgemeine Zeitung*), et trois grands axes ressortent de notre analyse. Le premier est que la presse allemande est quasiment unanime dans son appel à stopper *Nord Stream 2*. Les articles prônant une mise en service rapide du gazoduc sont extrêmement rares. Le deuxième point ressortant de notre analyse de presse est qu'une forte minorité des articles défendent l'adoption de sanctions économiques fortes, contre des secteurs économiques entiers ou contre des oligarques proches de Poutine. Là aussi, la presse allemande rejoint presque exactement la position ressortant des débats au Parlement européen.

Une faible minorité des articles analysés défendent une poursuite du projet *Nord Stream 2* et plus généralement des relations économiques germano-russes très fortes. L'objectif défendu est de favoriser un changement de régime politique en Russie grâce à une interaction forte avec la société et l'économie russe, ou au contraire un objectif purement mercantile pour favoriser sa situation socioéconomique des résidents allemands. Cette position est plus présente que dans les débats au Parlement européen, mais reste largement minoritaire.

Il existe donc une forte pression interne dans l'UE pour imposer des sanctions économiques à la Russie pour répondre à l'affaire Navalny. Ce fait est vérifiable à la fois en analysant les débats du Parlement européen, mais se retrouve également en analysant directement la presse allemande, aux premières loges de cette affaire. Nous pouvons donc, après notre analyse, valider notre hypothèse de départ. L'UE fait effectivement face à une forte pression interne pour sanctionner la Russie suite à l'affaire Navalny.

Pourtant, très peu de sanctions ont été prises par l'UE. En utilisant le GHRSR, seules quatre personnes ont vu leurs éventuels avoirs financiers gelés et des interdictions de visas prononcées (Règlement d'exécution UE 2021/371 du Conseil, 2021), des mesures sans réel impact sur l'économie russe ou le gouvernement russe. Nous avons jusqu'à maintenant analysé des forces demandant des sanctions contre la Russie (le Parlement européen et la presse allemande). Nous allons maintenant brièvement nous arrêter sur les acteurs qui pourraient potentiellement militer pour le statu quo économique entre l'UE et la Russie ou pour un développement de ces relations, ce qui apporterait une certaine lumière sur l'immobilité de l'UE dans cette affaire, malgré les claires demandes à l'interne de l'UE pour l'adoption de fortes sanctions.

3.3 Des pressions pour maintenir le statu quo

3.3.1 Intérêts économiques

Commençons tout d'abord par un très bref point théorique. Dans la partie précédente de notre travail, nous avons pu identifier que les médias allemands et le Parlement européen défendent vigoureusement l'adoption de sanctions économiques contre la Russie, en réponse à « l'affaire Navalny ». Les arguments idéalistes sont fortement présents, soulignant l'importance du respect des Droits de l'Homme et de l'État de Droit, y compris dans les relations internationales. Pourtant, nous ne pouvons que constater la faiblesse de la réponse de l'UE. Pour mieux comprendre ce paradoxe, nous allons dans cette partie tenter d'identifier s'il existe des forces militant pour une poursuite de *Nord Stream 2* et pour des liens économiques forts avec la Russie. Nous tenterons ici d'identifier ces potentielles forces en faveur de *Nord Stream 2*, qu'elles soient économiques ou politiques et tenterons de comprendre pourquoi.

Pour cela, nous nous placerons au niveau théorique dans une ligne proche de l'intergouvernementalisme libéral, en soulignant la force de persuasion des acteurs économiques et de leur importance dans le processus de prise de décision politique¹⁵⁵. Nous défendons donc l'argument que les groupes d'intérêts sont des acteurs au cœur de la prise de décision politique. Directement auprès de la Commission européenne ou plus simplement à travers les gouvernements des États membres, les *lobbys* se retrouvent donc au centre de la politique étrangère européenne. Cette notion est au cœur des travaux d'Andrew Moravcsik, que Sabine Saurugger résume de la manière suivante : « [L]es acteurs fondamentaux de la politique internationale sont des individus et des groupes privés rationnels. Si l'État reste l'acteur central des marchandages au niveau communautaire, il n'est en réalité que mandataire pour défendre les intérêts matériels et idéels des membres de la société civile »¹⁵⁶. Ce sera donc notre premier point théorique : l'État est le mandataire des intérêts privés, les groupes d'intérêts sont donc au cœur de l'analyse.

Un deuxième point théorique viendra renforcer ce point : l'UE est profondément divisée sur tous les sujets. Les consensus sont particulièrement difficiles à atteindre, tant l'UE est composée de volontés différentes et souvent contradictoires, aux niveaux géopolitique, économique ou sociétal¹⁵⁷. Nous argumentons donc que cette division constante, associée à la structure complexe et multiniveaux des prises de décisions dans l'UE favorise le *statu quo* et la prudence. La suite de notre analyse viendra donc renforcer ou affaiblir des deux points théoriques. La présence (ou l'absence) apparente de *lobbys* s'engageant en faveur du gazoduc *Nord Stream 2* viendra donc appuyer ou non les théories d'Andrew Moravcsik quant au pouvoir d'influence des *lobbys*.

3.3.1.1 Au niveau européen

L'entreprise *Nord Stream 2 SA* est basée dans le canton de Zug et est une propriété du géant russe *Gazprom*. Des entreprises européennes, sans être actionnaires de *Nord Stream 2 SA* faute d'avoir obtenu le feu vert des autorités de concurrence polonaises¹⁵⁸, sont partenaires financières du projet. Sont parties au projet : l'entreprise française *Engie*, l'autrichienne *OMV*, l'anglo-néerlandaise *Shell* et les allemandes *Uniper* et *Wintershall Dea*¹⁵⁹.

Ces entreprises ont donc des intérêts économiques dans le projet de gazoduc, et ont donc un intérêt important à le voir terminer et en service. Plusieurs États membres de l'UE (dont principalement l'Allemagne) ont décidé de tourner le dos à l'énergie nucléaire, tout en s'engageant activement dans une décarbonisation de leur approvisionnement en énergie. Les énergies renouvelables ne couvrant pas encore les besoins actuels, la différence doit être compensée par des énergies fossiles, particulièrement le charbon ou le gaz naturel. L'impact du charbon sur les émissions de gaz à effet de serre étant bien plus élevé que

¹⁵⁵ Liesbet HOOGHE et Gary MARKS, « Grand theories of European integration in the twenty-first century », in *Journal of European Public Policy*, 2019, Vol. 26, No. 8, pp. 1113-1133.

¹⁵⁶ Sabine SAURUGGER, *Théories et concepts de l'intégration européenne*, op. cit, p. 117.

¹⁵⁷ Andrew GAMBLE et David LANE, *The European Union and world politics*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2009.

¹⁵⁸ Kai-Olaf LANG et Kirsten WESTPHAL, « Nord Stream 2: a political and economic contextualisation », in *Stiftung Wissenschaft und Politik Research Paper*, Berlin, Deutsches Institut für Internationale Politik und Sicherheit, 2017, p. 9.

¹⁵⁹ *Nord Stream 2 - Shareholder & Financial Investors*, Nord-stream2.com.

celui du gaz, l'approvisionnement en gaz et le réseau de gazoduc à une importance stratégique plus élevée que jamais.

C'est dans ce contexte que les entreprises européennes finançant *Nord Stream 2 SA* cherchent à asseoir leur position de fournisseur de gaz naturel incontournable¹⁶⁰ ; ce d'autant plus que l'approvisionnement actuel de l'Union européenne en gaz russe se fait par trois gazoducs uniquement. Le premier est *Nord Stream*, immergé en mer du nord et doublé par *Nord Stream 2*. Le deuxième passe par le Belarus et la Pologne, puis le nord-est de l'Allemagne. Le troisième passe par l'Ukraine, puis la Slovaquie et enfin l'Allemagne et l'Autriche¹⁶¹ (image 3). D'autres sources alimentent également le marché gazier européen, comme la Norvège, mais la Russie reste le plus gros importateur de gaz dans l'UE¹⁶².

Les cinq entreprises précitées sont fortement présentes dans les couloirs des institutions européennes. D'après les données du *Registre européen de la transparence et des représentants d'intérêts*¹⁶³, les montants dépensés au total par ces compagnies est d'environ 7 350 000 à 8 150 000 euros pour l'année 2020¹⁶⁴. Ce montant correspond aux frais de *lobbying* engagés par ces entreprises pour assurer une présence à Bruxelles, Shell et Engie engageant la majorité des frais. Ces entreprises engagent donc des efforts considérables pour avoir une présence dans les institutions dirigeantes de l'UE.

3.3.1.2 Au niveau allemand

Si les *lobbys* économiques sont actifs au niveau européen pour défendre le projet *Nord Stream 2*, c'est également le cas au niveau du gouvernement fédéral allemand. L'économie allemande a en effet tout à perdre d'un arrêt du gazoduc. Tout d'abord en raison des retombées directes pour le *Land* de Mecklembourg-Vorpommern, puisque le gazoduc touche terre à cette endroit, fournissant des milliers d'emploi dans la construction et la maintenance à cette région défavorisée d'ex-RDA. Ensuite de manière générale, pour assurer un approvisionnement énergétique stable et continu indispensable à toute l'économie allemande, une diversification des sources d'énergie ne peut être qu'appréciée.

Dans un document de travail du Parlement fédéral allemand datant du 14 septembre 2020, on peut observer un résumé des positions de divers acteurs sur le projet *Nord Stream 2*¹⁶⁵. Il est mentionné que la « Ost-Ausschuss – der Deutschen Wirtschaft » est en faveur du gazoduc. Il s'agit d'une association de représentants de l'économie allemande s'engageant pour développer les liens entre l'Allemagne et son voisinage oriental, de la Pologne à l'Asie centrale.

Cette association, forte de plus de 350 membres, est à la fois composée de petites entreprises régionales et d'immenses multinationales, comme *Deutsche Bank*, *Siemens*, *Airbus* et *Lufthansa*¹⁶⁶. Les deux entreprises allemandes finançant *Nord Stream 2 SA* (*Uniper* et *Wintershall Dea*) en font également partie¹⁶⁷. Six fédérations économiques d'importance en font également partie : la Fédération de l'industrie allemande (BDI), la Fédération des assureurs allemands (GDV), la Fédération allemande du commerce de gros, du commerce extérieur et des services (BGA), la Fédération des artisans allemands (ZDH), la Fédération des banques allemandes (*Bankenverband*) et l'Association allemande des chambres de commerce et d'industrie (DIHK).

¹⁶⁰ Kai-Olaf LANG et Kirsten WESTPHAL, « Nord Stream 2: a political and economic contextualisation », *op. cit.*, p.9.

¹⁶¹ *Ibid.*, p. 8.

¹⁶² *EU energy in figures - Statistical pocketbook 2020*, Commission européenne - Direction générale de l'énergie, 15 septembre 2020.

¹⁶³ *Registre des représentants d'intérêts – Registre de la transparence*, Union européenne.

¹⁶⁴ Les montants disponibles pour l'entreprise *Uniper* concernent l'année 2019. Nous considérons ici qu'ils sont extrapolables à l'année 2020, d'autant plus qu'ils ne représentent que quelques pourcents du total engagé par les cinq entreprises citées.

¹⁶⁵ *Zum Erdgaspipeline-Projekt Nord Stream 2*, Deutscher Bundestag (Wissenschaftliche Dienste), Dokumentation WD 5-3000-094/20, 14 septembre 2020.

¹⁶⁶ *Mitglieder*, Ost-Ausschuss – der Deutschen Wirtschaft.

¹⁶⁷ *Ibid.*

Cette association représente donc une partie non négligeable de l'économie allemande, qui soutient donc officiellement la mise en service du gazoduc *Nord Stream 2*¹⁶⁸. L'argument principal défendu par l'association « Ost-Ausschuss » est la crainte de voir les entreprises allemandes dépenser des milliards supplémentaires pour se fournir en énergie si le projet *Nord Stream 2* devait être abandonné, et la répercussion sur toute l'économie allemande et européenne¹⁶⁹.

Nous pouvons donc conclure que des groupes d'intérêts économiques privés défendent le gazoduc *Nord Stream 2* auprès des institutions européennes et des gouvernements des États membres, en nous inscrivant dans l'intergouvernementalisme libéral d'Andrew Moravcsik et en nous appuyant sur les données fournies par le registre européen des représentants d'intérêts. Nous pouvons également conclure qu'une grande partie de l'économie allemande est favorable au gazoduc, et fait pression sur Berlin pour ne pas interférer dans sa construction et sa mise en service.

Mais les *lobbys* ne sont pas uniquement privés, ils peuvent également être composés d'entités publiques. L'Allemagne est un régime fédéral, où les régions constitutives possèdent un pouvoir de décision conséquent. Ces *Länder* influencent donc très fortement la politique étrangère du gouvernement fédéral allemand. Or, les *Länder* à l'est du pays sont particulièrement favorables au gazoduc *Nord Stream 2*¹⁷⁰. Ce gazoduc s'inscrit dans une politique énergétique allemande en pleine mutation ; le secteur industriel est loin de sa gloire passée et les mines de charbon cessent petit à petit leur production, faisant s'évaporer des milliers d'emplois dans des régions économiquement sinistrées. La construction de *Nord Stream 2* est donc une source d'activité économique importante pour les *Länder* concernés, tout particulièrement pour le *Land* de Mecklembourg-Poméranie-Occidentale (Mecklemburg-Vorpommern) à la pointe nord-est du pays. Ce *Land* est celui avec le plus faible PIB par habitant de toute l'Allemagne, représentant seulement 61% du PIB par habitant bavarois et 44% de celui de la ville-état de Hambourg¹⁷¹.

Pour contrer toute possibilité de sanctions économiques imposées par les États-Unis aux entreprises participant à la construction de *Nord Stream 2*, le *Land* de Mecklembourg-Vorpommern va jusqu'à créer en janvier 2021 une fondation publique, dotée d'un capital de 200 000 euros et complétée par Gazprom à hauteur de 20 millions d'euros, afin de profiter de la formulation ambiguë des sanctions américaines, dirigées exclusivement contre des entreprises privées¹⁷². Le *Land* concerné est donc particulièrement engagé dans la construction du gazoduc, en s'engageant activement pour aider à la construction de *Nord Stream 2*.

Nous avons identifié précédemment une forte pression de la part du Parlement européen et de la presse allemande pour adopter des sanctions contre la Russie. Nous pouvons donc y ajouter une pression inverse (difficilement quantifiable mais existante) venant des groupes d'intérêts économiques, à la fois à Berlin et à Bruxelles. S'y ajoute également un *lobbyisme* des *Länder* d'ex-RDA auprès du gouvernement fédéral allemand en faveur du projet *Nord Stream 2*.

3.3.2 Considérations géopolitiques

3.3.2.1 Pays destinataires du gaz russe

L'Union européenne n'est pas autosuffisante en énergie, plus de la moitié de ses besoins sont couverts par l'importation de sources d'énergies externes¹⁷³. Une grande partie est importée sous forme de charbon, de gaz et de pétrole. L'UE est donc particulièrement dépendante des États auprès desquels elle se fournit en ressources. La Russie est l'acteur clef de l'approvisionnement énergétique de l'UE : en 2018, 30% du pétrole,

¹⁶⁸ *Ibid.*

¹⁶⁹ *Zum Erdgaspipeline-Projekt Nord Stream 2*, Deutscher Bundestag (Wissenschaftliche Dienste), *op. cit.*, pp. 6-7.

¹⁷⁰ DEUTSCHE PRESSE-AGENTUR, « Ost-Bundesländer für Fertigstellung von Nord Stream 2 », in *Welt*, 18 septembre 2020.

¹⁷¹ *Bruttoinlandsprodukt je Einwohner nach Bundesländern 2020*, Statista.

<https://de.statista.com/statistik/daten/studie/73061/umfrage/bundeslaender-im-vergleich---bruttoinlandsprodukt/> (accessed 28 December 2021).

¹⁷² Vera ECKERT, « N.German state plans foundation to help complete Nord Stream 2 gas link », in *Reuters*, 6 janvier 2021.

¹⁷³ *EU energy in figures - Statistical pocketbook 2020*, *op. cit.*, p. 21.

40% du gaz et 42% du charbon importés par l'UE venaient de Russie¹⁷⁴. Si la part de pétrole importée par l'UE est restée stable, le charbon est progressivement délaissé au profit du gaz, moins polluant¹⁷⁵.

Le gaz est donc une ressource indispensable pour l'UE, tout particulièrement le gaz russe. Mais ce gaz importé impacte inégalement les pays de l'UE, certains en sont bien plus dépendants que d'autres. Sur le total du gaz importé par l'UE en 2018, l'Allemagne en utilise 21,4% juste devant l'Italie (16,9%), la France (13,3%), l'Espagne (13,2%) et la Belgique (9,2%)¹⁷⁶.

L'Allemagne est donc doublement dépendante du gaz russe. D'abord en quantités absolues, le pays est le plus gros consommateur de gaz importé dans l'Union européenne. Mais cette dépendance s'exprime également en pourcentage de l'énergie totale consommée en Allemagne. En 2018, l'Allemagne a consommé 314,4 Mtoe¹⁷⁷ d'énergie, dont deux tiers (201,0 Mtoe) importée. Plus d'un tiers de cette énergie importée (70,5 Mtoe) est faite de gaz, ce qui représente donc 22,4% de l'énergie totale consommée en 2018 en Allemagne¹⁷⁸.

En analysant ces chiffres, la dépendance de l'Allemagne au gaz importé (et donc à la Russie) est frappante. Elle explique probablement la position en faveur du gazoduc *Nord Stream 2* de l'association économique « Ost-Ausschuss – der Deutschen Wirtschaft » précédemment évoquée ; l'économie allemande se reposant fortement sur le gaz importé, elle est donc particulièrement sensible à l'évolution de son prix et de sa disponibilité. Cette constatation, valable pour l'Allemagne, est également valable pour les pays déjà évoqués important de grandes quantités de gaz. En effectuant le même calcul, on obtient un pourcentage de l'énergie consommée issue du gaz importé de 35,2% en Italie¹⁷⁹ ; 15,1% en France¹⁸⁰ ; 21,1% pour l'Espagne¹⁸¹ et 27,3% en Belgique¹⁸². Si certains États membres de l'UE n'utilisent que des quantités anecdotiques de gaz importé¹⁸³, cette ressource représente pour certains États un approvisionnement vital pour leur économie. Le gazoduc *Nord Stream 2*, s'il est particulièrement important pour l'économie allemande, entraîne donc des répercussions partout dans l'UE.

3.3.2.2 Pays de transit

La Russie exporte vers l'Europe son gaz par trois principaux canaux. Le premier passe par la mer du Nord, avec *Nord Stream* (actif) et *Nord Stream 2* (achevé mais inactif pour l'instant). Le deuxième passe par le Bélarus et la Pologne, avec le gazoduc *Yamal*. Le troisième et principal couloir passe à travers l'Ukraine, pour ensuite se séparer en plusieurs canaux en Slovaquie, Autriche et République Tchèque (et dans une moindre mesure en Roumanie). Un quatrième axe passe à travers la mer Noire et la Turquie, de plus faible importance pour l'UE. Il y a donc actuellement trois États absolument incontournables pour le transit du gaz russe : le Bélarus, la Pologne et l'Ukraine (image 3).

Le cas de la Biélorussie est très simple : bien que parfois tendues, les relations entre Minsk et Moscou sont fraternelles, les deux pays étant même membres d'une union de type confédéral depuis la fin des années 1990. Ce n'est pas pour autant que la relation entre la Russie et le Bélarus est égale : Minsk est dépendant économiquement et politiquement du Kremlin et leur relation est très asymétrique. Nous n'allons donc pas nous pencher plus longtemps sur la Biélorussie.

La Pologne et l'Ukraine sont en revanche deux États très critiques envers la Russie, et les relations russo-polonaises et russo-ukrainiennes sont exécrables, au bord de la guerre ouverte dans le cas ukrainien. Ces

¹⁷⁴ *Ibid.*, p. 26.

¹⁷⁵ *Ibid.*, p. 24.

¹⁷⁶ *Ibid.*, p. 60.

¹⁷⁷ Million de tonnes d'équivalent pétrole (Million Tonnes of Oil Equivalent), unité de mesure utilisée pour comparer les différentes sources d'énergies.

¹⁷⁸ *EU energy in figures - Statistical pocketbook 2020, op. cit.*, p. 192.

¹⁷⁹ 55,3 sur 157,0 Mtoe. *Ibid.*, p. 206.

¹⁸⁰ 38,5 sur 254,7 Mtoe. *Ibid.*, p. 202.

¹⁸¹ 15,0 sur 55,0 Mtoe. *Ibid.*, p. 200.

¹⁸² 15,0 sur 33,1 Mtoe. *Ibid.*, p. 184.

¹⁸³ *Ibid.*, p. 59.

États ont donc tout à perdre de voir la Russie diversifier son réseau de gazoducs exportateurs. En effet, ils tirent un double bénéfice du transit du gaz russe sur leur sol. D'abord financier : les taxes de transit sont des revenus confortables. Les revenus issus du transit du gaz russe sur le territoire ukrainien sont d'environ 2 à 3 milliards de dollars par année^{184, 185}. Pour mieux mettre ce chiffre en perspective, cela correspond à 5 à 8% du budget total¹⁸⁶ du gouvernement ukrainien pour l'année 2020¹⁸⁷. De plus, si l'UE est dépendante du gaz russe, la Russie est tout aussi dépendante de l'UE pour vendre son gaz. La position de Varsovie et de Kiev serait donc affaiblie si leur statut d'État-transit incontournable venait à être affaibli par la mise en service de *Nord Stream 2*. Malgré cela, les efforts diplomatiques de la Pologne et de l'Ukraine pour faire couler *Nord Stream 2* semblent relativement vains. Nous avons déjà évoqué l'attitude du gouvernement polonais et des élus polonais du Parlement européen. La Pologne est particulièrement engagée pour l'arrêt du gazoduc, et n'hésite pas à l'exprimer à travers toutes les institutions de l'UE.

Le cas ukrainien est légèrement différent. Hors de l'UE et fragilisée par des années de guerre civile avec les forces séparatistes soutenues par Moscou, Kiev peut difficilement faire cesser la construction de *Nord Stream 2*. Son principal levier diplomatique est son allié américain. Les États-Unis sont historiquement opposés au gazoduc *Nord Stream 2*, le voyant comme un projet russe visant à fragiliser l'Ukraine. Ils ont imposé des sanctions économiques destinées à empêcher la construction du gazoduc, d'abord sous l'administration Trump puis à nouveau sous l'administration Biden¹⁸⁸. Washington est donc très investi dans ce dossier, et utilise l'arme des sanctions économiques pour empêcher la construction de *Nord Stream 2*. La construction a été stoppée à plusieurs reprises, et les États-Unis ont le pouvoir d'empêcher la mise en service du gazoduc en sanctionnant l'entreprise en charge de la gestion de la portion allemande du pipeline, qu'elle soit russe ou européenne¹⁸⁹.

Mais en juillet 2021 l'Allemagne et les États-Unis parviennent à un accord : en échange de la fin des tentatives américaines de stopper le projet *Nord Stream 2*, l'Allemagne s'engage à aider économiquement et diplomatiquement l'Ukraine. Tout d'abord économiquement, Berlin s'engage à aider financièrement l'Ukraine à diversifier ses sources d'approvisionnement en énergie afin de réduire sa totale dépendance à la Russie. Diplomatiquement ensuite, l'Allemagne s'engage à aider Kiev dans ses négociations avec Moscou concernant les contrats d'approvisionnement et de transit. Berlin s'engage également à immédiatement stopper ses importations de gaz et à sanctionner le secteur énergétique russe en cas de conflit armé entre la Russie et l'Ukraine¹⁹⁰.

Cette solution se rapproche de l'objectif principal des États-Unis dans la région : une Ukraine stable économiquement et politiquement, alliée de l'OTAN et permettant à Washington de disposer d'un allié militaire au cœur de la zone d'influence russe en Europe de l'Est. Nous pouvons donc ici nous inscrire dans une posture réaliste : les protestations des pays de transit sont fortes, mais les considérations géopolitiques globales sont plus importantes. Les éventuelles pertes financières subies par la Pologne et l'Ukraine sont des préoccupations majeures, mais l'impact d'une éventuelle pénurie de gaz serait bien plus élevé pour certains États membres de l'UE. Dans la même ligne de réflexion, les États-Unis voient d'un mauvais œil un affaiblissement de leur partenaire ukrainien, mais préfèrent une solution négociée avec leur allié allemand pour autant que leur présence stratégique dans la région ne soit pas mise en danger.

Nous constatons donc que les considérations économiques et géopolitiques sont très présentes. Malgré une prédominance des arguments idéalistes demandant des sanctions fortes en réponse à l'affaire Navalny, dans

¹⁸⁴ Roland GÖTZ, « The Nord Stream 2 Dispute: Legal, Economic, Environmental and Political Arguments », in *Russian Analytical Digest*, 2018, Vol. 221, p. 7.

¹⁸⁵ Marco SIDDI, « The EU's gas relationship with Russia: solving current disputes and strengthening energy security », in *Asia Europe Journal*, 2017, Vol. 15, No. 1, p. 112.

¹⁸⁶ Le budget ukrainien pour 2020 était de 1180,1 milliards de hryvnia, soit environ 40 milliards de francs suisses.

¹⁸⁷ *The parliament adopted Ukraine State Budget 2020*, Ministère ukrainien des finances, 14 novembre 2019.

¹⁸⁸ Timothy GARDNER, « U.S. imposes Nord Stream 2 sanctions; opponents say they won't halt project », in *Reuters*, 20 août 2021.

¹⁸⁹ Alan RILEY, « TCUP Report: Nord Stream 2: Sanctions, Snapbacks, and Solution », in *Ukrainian Research Institute*, Cambridge, Harvard University, 2021.

¹⁹⁰ Ryszarda FORMUSZEWICZ et Agata LOSKOT-STRACHOTA, « Deal between Germany and the US on Nord Stream 2 », in *OSW Centre for Eastern Studies*, Warszawa, 2021.

la presse allemande et au Parlement européen, la réponse de l'UE est restée très timide. L'Allemagne et l'UE ne souhaitent pas particulièrement la mise en service de *Nord Stream 2*, en revanche les coûts économiques liés à une éventuelle pénurie de gaz russe seraient si élevés que les considérations idéalistes liées au respect des droits humains sont reléguées au second plan. Ces considérations économiques sont relayées à Bruxelles et à Berlin par des *lobbys* économiques composés des entreprises qui seraient positivement impactées par la mise en service du gazoduc (*Shell, Engie, etc.*) et surtout par les acteurs économiques qui seraient à l'inverse fortement impactés par un gel définitif de *Nord Stream 2* (divers secteurs économiques allemands). Ces *lobbys* sont également rejoints dans leurs efforts par diverses entités étatiques régionales, dont les six *Länder* d'ex-RDA, profitant de structure multiniveaux de la gouvernance en Allemagne pour faire pression sur le gouvernement fédéral.

Natural gas pipelines from Russia

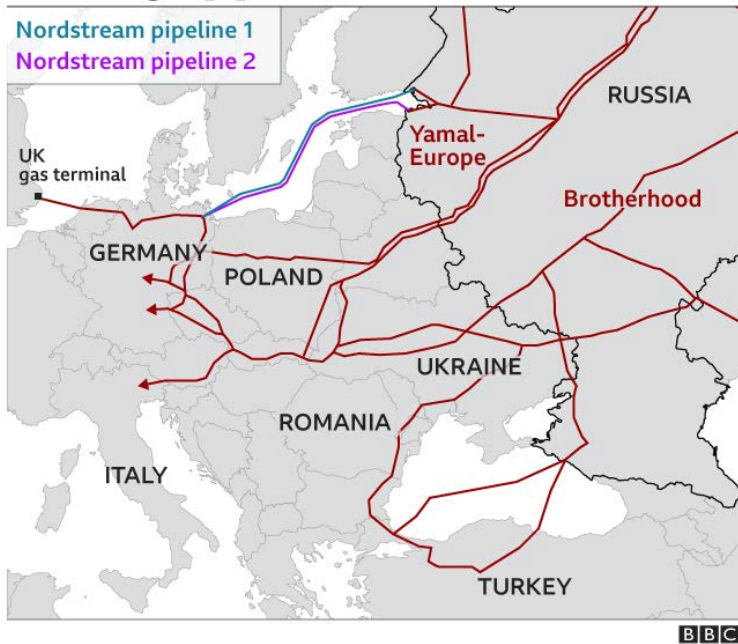


Image 3 : Jake HORTON, « Europe gas prices: How far is Russia responsible? », in *BBC News*, 2021.

3.4 Entretien avec Monsieur Bernard Guetta

Comme mentionné dans notre introduction, nous nous sommes entretenus avec Monsieur Bernard Guetta, journaliste français et élu au Parlement européen (FR-*Renew*). Cet entretien nous est utile pour éclairer nos conclusions d'un œil différent, et sera un élément supplémentaire allant dans le sens d'une validation de nos résultats, ou au contraire y apportera des nuances. Bernard Guetta est un fin connaisseur de l'Europe de l'Est et de la Russie en particulier. Correspondant de divers journaux à Varsovie et à Moscou pendant plusieurs années à la fin des années 1980 (particulièrement pour le journal *Le Monde*), il connaît particulièrement bien la politique étrangère russe et européenne, et publie régulièrement des articles sur le sujet¹⁹¹. Il est membre du Parlement européen depuis 2019, élu en France et membre du groupe parlementaire centriste *Renew*. Il y est vice-président de la sous-commission « Droits de l'homme », membre de la commission des affaires étrangères et de la « délégation à la commission de coopération parlementaire UE-Russie »¹⁹². Son engagement spécifique au sein du Parlement européen et sa carrière journalistique en font donc un excellent connaisseur des rouages internes de l'Union européenne et de « l'affaire Navalny ».

Cet entretien (semi-dirigé) s'est déroulé en vidéoconférence le jeudi 13 janvier 2022. Le résumé complet se trouve en annexe de ce travail (annexe 1). Lors de cette conversation, nous avons dirigé notre attention sur les acteurs importants dans la mise en place de sanctions. Il ressort plusieurs points de cet entretien, qui viennent tous renforcer les conclusions de notre travail. Le premier point est lié au pouvoir normatif de

¹⁹¹ Bernard Guetta - *Le site de Bernard Guetta - Député européen*, bernard-guetta.eu.

¹⁹² *Accueil - Bernard GUETTA*, europarl.europa.eu.

l'Union européenne. Selon Monsieur Guetta, l'UE renforce son pouvoir normatif en prenant des sanctions, tant que celles-ci ne sont pas dirigées contre la population russe dans son ensemble. Il rappelle qu'une stratégie normative n'est pas dénuée de pragmatisme. En « séduisant » la jeunesse russe, « l'utilité politique s'ajoute à la vertu », car la future génération politique russe sera plus encline à avoir de bonnes relations avec l'Union européenne. Le deuxième point évoqué par Monsieur Guetta concerne le rôle et l'influence des gouvernements nationaux au sein des institutions européennes, particulièrement de l'Allemagne. Selon lui, le gouvernement allemand aurait probablement empêché l'UE d'imposer des sanctions au projet *Nord Stream 2*, même s'il rappelle que les relations UE-Russie ont évolué depuis (particulièrement au sujet de l'Ukraine) et que ce n'est plus forcément le cas désormais. Cette affirmation rejoint en partie nos propres conclusions, même si Monsieur Guetta souligne que lorsque l'idée d'imposer des sanctions à l'entreprise Nord Stream 2 SA a émergé, la situation avait probablement déjà dépassé le stade où ces sanctions auraient été souhaitables. Le troisième et dernier point évoqué par Bernard Guetta concerne les rôles respectifs de la Commission et du Parlement.

Nous avons conclu, suite à notre analyse des débats du Parlement européen, que les arguments idéalistes sont particulièrement présents dans les interventions parlementaires. Les élus du Parlement européen sont presque exclusivement favorables à l'imposition de sanctions très fortes contre la Russie suite à « l'affaire Navalny ». Les voix défendant une position plus modérée y sont très rares. Pour Monsieur Guetta, il s'agit tout simplement du rôle du Parlement européen. Selon lui, il a pour rôle de « bousculer les gouvernements, les exécutifs. Non seulement les gouvernements des 27, mais également la Commission ». La Commission est à l'inverse nécessaire pour « peser le pour et le contre des sanctions, pas seulement d'un point de vue éthique et moral ». Nous retrouvons ici les mêmes conclusions que nous avons formulées à la fin de notre analyse. Le Parlement défend une position très idéaliste, mettant l'accent sur le respect des Droits de l'Homme. La Commission, au contraire, défend une position bien plus pragmatique, prenant en compte les impératifs économiques et stratégiques de l'UE et de ses États membres. Cet entretien avec Monsieur Bernard Guetta nous a donc permis de renforcer en partie nos propres conclusions, tout particulièrement la différence apparente entre un Parlement très idéaliste et prônant le respect des Droits de l'Homme d'une part, et une Commission très pragmatique et à l'écoute des réalités économiques et géostratégiques d'autre part.

3.5 Remarques conclusives

Nous pouvons donc conclure que malgré une très forte présence d'arguments idéalistes en faveur de l'adoption de sanctions au Parlement européen et dans la presse allemande, il existe également des efforts de *lobbyisme* allant dans le sens inverse. Il y a donc une tension entre des arguments mettant en avant le respect des Droits de l'Homme et l'adoption de sanctions d'une part, et un pragmatisme encourageant la mise en service de *Nord Stream 2* pour des raisons économiques d'autre part. Nous avons pu constater que les *lobbys* économiques défendent la construction du gazoduc, tant à Bruxelles qu'à Berlin, une constatation qui vient s'inscrire dans le courant théorique représenté par Andrew Moravcsik.

Nous avons également pu constater que les considérations géostratégiques renforcent le besoin de maintenir de bonnes relations économiques avec la Russie. La dépendance au gaz russe que subissent de nombreux États membres de l'UE, l'Allemagne en tête, est telle que l'adoption de réelles sanctions économiques contre la Russie semble difficile. Le gaz importé (dont 40% vient de Russie) représente en effet pour certains États membres de l'UE une part de l'énergie consommée dépassant un quart, voire dépassant un tiers de l'énergie totale consommée. Cette très forte dépendance énergétique explique également en partie pourquoi les efforts américains pour bloquer la construction de *Nord Stream 2* se sont révélés pour l'instant vains.

4. Conclusion

Notre question de départ consistait à nous demander pourquoi l'Union européenne réagissait si faiblement à l'empoisonnement et à l'emprisonnement d'Alexei Navalny. Nous avons donc élaboré une hypothèse de travail, à savoir que l'Union européenne fait face à une forte pression interne pour sanctionner la Russie.

Nous avons, dans une première partie, posé le cadre théorique de notre travail. Nous avons tout d'abord rappelé les principales approches théoriques des relations internationales et de l'étude de l'intégration européenne pertinentes pour notre analyse. Le paradigme réaliste et l'approche intergouvernementaliste libérale sont notamment particulièrement importants pour ce travail.

Dans une deuxième partie, nous nous sommes penchés sur le pouvoir normatif de l'Union européenne et sur son action extérieure. Nous en avons tiré plusieurs conclusions. Tout d'abord, l'UE a la *capacité* de réagir à « l'affaire Navalny », si elle le désire. L'UE n'est pas une puissance militaire, mais ce n'est pas une puissance pacifique pour autant. Un pouvoir normatif, que l'UE souhaite consolider, n'exclut pas l'adoption de sanctions économiques. Nous avons également constaté que l'UE dispose de la *volonté* de réagir à cette affaire. Tout d'abord juridiquement, la défense des Droits de l'Homme dans le monde est une obligation prévue par le Traité sur l'Union européenne. Nous avons ensuite tenté de définir le contenu des Droits de l'Homme tels que compris par l'UE, et l'influence que cette compréhension a sur l'interaction de l'UE avec le reste du monde. Nous avons également noté que selon toutes les définitions européennes, « l'affaire Navalny » est une violation grave des Droits de l'Homme, qui appelle donc à une réaction.

Nous avons ensuite précédé à une analyse de cette affaire, en étudiant les débats au parlement concernant Monsieur Navalny. Il apparaît que le Parlement européen est bien moins divisé que l'on pourrait le croire. Les opinions voulant garder de bonnes relations avec la Russie et s'opposant à la mise en place de sanctions sont très rares, et cantonnées à l'extrême gauche et à l'extrême droite de l'hémicycle. Après une analyse des débats présents dans la presse allemande, il apparaît que les mêmes conclusions émergent. Les articles analysés sont dans leur grande majorité pour l'adoption de sanctions économiques contre la Russie, et cette conclusion est valable pour les trois journaux analysés, y compris les journaux proches des milieux économiques comme le FAZ.

Ces milieux économiques sont également un élément de réponse à l'apparent paradoxe qui émerge de ces conclusions. Notre hypothèse semble validée, l'UE fait face à une forte pression interne pour l'adoption de sanctions contre la Russie. Pourtant, la réalité empirique démontre que l'UE n'a adopté que des sanctions principalement symboliques contre Moscou. Nous avons donc étudié la présence de *lobbys* économiques (à Bruxelles et surtout à Berlin) défendant la construction de *Nord Stream 2* et s'opposant à des sanctions contre la Russie. Ces groupes de pression économiques semblent fortement présents et actifs. Les considérations géostratégiques jouent également un rôle capital dans cette tension interne à l'UE. Les pressions américaines pour stopper *Nord Stream 2* et leurs inquiétudes sur la position stratégique de leur allié ukrainien dans la région n'ont-elles pas abouti. En effet, il apparaît que la dépendance de l'UE (et particulièrement d'États membres comme l'Allemagne ou l'Italie) au gaz russe est extrêmement importante. Avec régulièrement un quart ou un tiers de leur énergie totale consommée issue du gaz importé, et avec la Russie comme principal importateur, certains États membres de l'UE se retrouvent dans une relation de dépendance ne favorisant pas l'adoption de sanctions économiques.

Il est donc possible d'affirmer que l'Union européenne est déchirée par deux visions du monde et de ses relations avec la Russie. Le Parlement européen et la presse (allemande, pour cette analyse) se font le relai de considérations idéalistes, mettant en avant l'importance de la défense des Droits de l'Homme en Europe et dans le monde. Les groupes de pression économiques et la simple réalité géostratégique montrent à l'inverse que l'économie européenne est encore fortement dépendante du gaz russe, une situation qui bloque donc l'adoption de toute sanctions autres que symboliques. Cette constatation rejoint l'opinion de Monsieur Bernard Guetta, qui évoque ces mêmes thèmes lors de l'entretien qu'il nous a accordé. À notre interrogation de départ, qui cherchait à comprendre pourquoi l'UE n'adopte pas de réelles sanctions contre la Russie suite à « l'affaire Navalny », nous pouvons donc répondre ceci : l'Union européenne aimerait sanctionner la

Russie, elle en est d'ailleurs pressée par le Parlement européen et les médias (notre hypothèse est bien validée). En revanche l'économie de l'UE, tout particulièrement de certains États membres importants, est dépendante du gaz russe. L'UE ne peut donc pas se passer de la Russie, et les arguments pragmatiques prennent le dessus sur toute volonté de sanctions économiques.

Cette réalité n'est peut-être pas éternelle pour autant. Le système d'approvisionnement en énergie de l'UE est en perpétuelle mutation. La transformation écologique en cours en Europe favorise pour le moment les importations de gaz, pour palier à l'abandon de l'énergie nucléaire dans certains États et à la fermeture progressive des centrales à charbon. Mais cette transition énergétique vers des énergies renouvelables produites localement pourrait à terme faire diminuer les besoins d'importation de combustibles fossiles comme le pétrole ou le gaz. L'interconnexion de plus en plus grande des réseaux électriques européens et les efforts constants de diversification de l'approvisionnement pourraient également réduire la dépendance de l'UE à la Russie. Une diminution de la pertinence des arguments qui aujourd'hui bloquent l'adoption de sanctions fortes pourrait, demain, placer la Russie dans une situation plus délicate vis-à-vis de ses partenaires européens.

5. Bibliographie

5.1 Ouvrages et articles

- BATTISTELLA, Dario (et al.), *Théories des relations internationales (6^e édition)*, Paris, Presses de Sciences Po, 2019.
- BALDUCCI, Giuseppe, « The Limits of Normative Power Europe in Asia : The Case of Human Rights in China », in *East Asia*, 2010, Vol. 27, pp. 35-55.
- BRAGHIROLI, Stefano et MAKARYCHEV, Andrey, « Redefining Europe: Russia and the 2015 Refugee Crisis », in *Geopolitics*, 2017, Vol. 23, No. 4, pp. 823-848.
- CARR, Edward Hallett et COX, Michael, *The twenty years' crisis, 1919-1939*, London, Palgrave Macmillan, 2016, pp. 65-78.
- CHABOT, Charles, « Le pacifisme de Kant », in *La revue pédagogique*, 1915, Vol. 67, No. 11, pp. 317-330.
- DIEZ, Thomas, « Normative power as hegemony », in *Cooperation and Conflict*, 2013, Vol. 48, No. 2, pp. 194-210.
- EILDERS, Christiane, « Conflict and Consonance in Media Opinion », in *European Journal of Communication*, 2002, Vol.17, No. 1, pp. 25-63.
- FALCK, Fabian (et al.), « Measuring Proximity Between Newspapers and Political Parties: The Sentiment Political Compass », in *Policy & Internet*, 2019, Vol. 12, No. 3, pp. 367-399.
- FORMUSZEWICZ, Ryszarda et LOSKOT-STRACHOTA, Agata, « Deal between Germany and the US on Nord Stream 2 », in *OSW Centre for Eastern Studies*, Warszawa, 2021.
- FRIEDBERG, Aaron, « The Future of U.S.-China Relations: Is Conflict Inevitable? », in *International Security*, 2005, Vol. 30, No. 2, pp. 7-45.
- GAMBLE, Andrew et LANE, David, *The European Union and world politics*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2009.
- GÖTZ, Roland, « The Nord Stream 2 Dispute: Legal, Economic, Environmental and Political Arguments », in *Russian Analytical Digest*, 2018, Vol. 221, pp. 7-10.
- HOOGHE, Liesbet et MARKS, Gary, « Grand theories of European integration in the twenty-first century », in *Journal of European Public Policy*, 2019, Vol. 26, No. 8, pp. 1113-1133.
- HUNYADI, Mark, « L'Europe, foyer de l'universel ? Réflexions contextualistes sur une extrapolation idéaliste », in *Revue philosophique de Louvain*, 2011, Vol. 109, No. 1, pp. 51-72.
- LANG, Kai-Olaf et WESTPHAL, Kirsten, « Nord Stream 2: a political and economic contextualisation », in *Stiftung Wissenschaft und Politik Research Paper*, Berlin, Deutsches Institut für Internationale Politik und Sicherheit, 2017, pp. 1-39.
- KAVALSKI, Emilian, « The struggle for recognition of normative powers: Normative power Europe and normative power China in context », in *Cooperation and Conflict*, 2013, Vol. 48, No. 2, pp. 247-267.
- KAVALSKI, Emilian et CHO, Young Chul, « Worlding the Study of Normative Power: Assessing European and Chinese Definitions of the “Normal” », in *Uluslararası İlişkiler/International Relations*, 2018, pp. 49-65.
- KORAB-KARPOWICZ, Julian, « Political Realism in International Relations », in ZALTA, Edward (ed.), *The Stanford Encyclopedia of Philosophy (Fall 2020 Edition)*, Stanford, Stanford University, 2020. <https://plato.stanford.edu/archives/fall2020/entries/realism-intl-relations/#toc>
- KUBE, Vivian, « EU Human Rights as a Framework for Foreign Policies », in *EU Human Rights, International Investment Law and Participation*, 2019, pp. 11-91.

- LOMIA, Ekaterine, « Political Realism in International Relations: Classical Realism, Neo-realism, and Neo-Classical Realism », in *International Journal of Social, Political and Economic Research*, 2020, Vol. 7, No. 3, pp. 591-600.
- MANNERS, Ian, « Normative Power Europe: A Contradiction in Terms? », in *Journal of Common Market Studies*, 2002, Vol. 40, No. 2, pp. 235-258.
- MANNERS, Ian, « Normative Power Europe reconsidered: beyond the crossroads. » in *Journal of European Public Policy*, 2006, Vol. 13, No. 2, pp. 182-199.
- MANNERS, Ian et DIEZ, Thomas, « Reflecting on Normative Power Europe », in BERENSKOETTER, Felix et WILLIAM, Michael (eds.), *Power in World Politics*, New York, Routledge, 2007, pp. 173-188.
- MORAVCSIK, Andrew, *The Choice for Europe. Social Purpose and State Power from Messina to Maastricht*, Ithaca, Cornell University Press, 1998.
- NYE, Joseph, « Soft Power », in *Foreign Policy*, 1990, Vol. 80, pp. 153-171.
- ONUF, Nicholas, « Constructivism: A User's Manual », in KUBALKOVA, Vendulka (et al.) (eds.), *International Relations in a Constructed World*, New York, Routledge, 1998, pp. 58-78.
- PACE, Michelle, « The Construction of EU Normative Power », in *Journal of Common Market Studies*, 2007, Vol. 45, No. 5, pp. 1041-1064.
- RILEY, Alan, « TCUP Report: Nord Stream 2: Sanctions, Snapbacks, and Solution », in *Ukrainian Research Institute*, Cambridge, Harvard University, 2021.
- ROBERTS, Kari, « Understanding Putin: The politics of identity and geopolitics in Russian foreign policy discourse », in *International Journal: Canada's Journal of Global Policy Analysis*, 2017, Vol. 72, No. 1, pp. 28-55.
- SAURUGGER, Sabine, *Théories et concepts de l'intégration européenne*, Paris, Presses de Sciences Po, 2010.
- SCHEIPERS, Sibylle et SICURELLI, Daniela, « Normative Power Europe: A Credible Utopia? », in *Journal of Common Market Studies*, 2007, Vol. 45, No. 2, pp. 435-457.
- SCHWOK, René, *Théories de l'intégration européenne*, Paris, Montchrestien, 2005.
- SIDDI, Marco, « The EU's gas relationship with Russia: solving current disputes and strengthening energy security », in *Asia Europe Journal*, 2017, Vol. 15, No. 1, pp. 107-117.
- SJURSEN, Helene, « The EU as a 'normative' power: how can this be? », in *Journal of European Public Policy*, 2006, Vol. 13, No. 2, pp. 235-251.
- TOCCI, Nathalie, « Profiling Normative Foreign Policy : The European Union and its Global Partners », in *CEPS Working Document no. 279*, Brussels, Center for European Policy Studies, 2007, pp. 1-15.
- TOCCI, Nathalie (et al.), « The European Union as a normative foreign policy actor », in *CEPS Working Document no. 281*, Brussels, Center for European Policy Studies, 2008.
- WALT, Stephen, « International Relations: One World, Many Theories », in *Foreign Policy*, 1998, Vol. 110, pp. 29-46.

5.2 Textes juridiques

5.2.1 Jurisprudence

Internationale Handelsgesellschaft mbH contre Einfuhr- und Vorratsstelle für Getreide und Futtermittel, Cour de justice des Communautés européennes, Affaire 11-70, 17 décembre 1970.

<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:61970CJ0011>

Roland Rutili contre Ministre de l'intérieur, Cour de justice des Communautés européennes, Affaire 36-75, 28 octobre 1975. <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/ALL/?uri=CELEX:61975CJ0036>

5.2.2 Règlements, résolutions et accords internationaux

Accord de partenariat et de coopération établissant un partenariat entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la Fédération de Russie, d'autre part, Journal officiel des Communautés européennes, Document 21997A1128(01), 28 novembre 1997.

[https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:21997A1128\(01\)](https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:21997A1128(01))

Intégrité territoriale de l'Ukraine, Assemblée générale des Nations Unies, A/RES/68/262, 27 mars 2014.

<https://digitallibrary.un.org/record/767883?ln=fr>

Règlement (UE) 2020/1998 du Conseil concernant des mesures restrictives en réaction aux graves violations des droits de l'homme et aux graves atteintes à ces droits, Journal officiel de l'Union européenne, Document 32020R1998, 7 décembre 2020. <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:32020R1998>

Règlement d'exécution (UE) 2021/371 du Conseil mettant en œuvre le règlement (UE) 2020/1998 concernant des mesures restrictives en réaction aux graves violations des droits de l'homme et aux graves atteintes à ces droits, Journal officiel de l'Union européenne, Document 32021R0371, 2 mars 2021.

<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:32021R0371&from=FR>

Résolution du Parlement européen du 17 septembre 2020 sur la situation en Russie: l'empoisonnement d'Alexeï Navalny, Parlement européen, P9_TA(2020)0232, 17 septembre 2020.

https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-9-2020-0232_FR.pdf

5.3 Articles de journaux

5.3.1 Bild

BILD, « Das meint BILD - Stoppt die Putin-Pipeline! », in *Bild*, 2 septembre 2020. <https://www.bild.de/politik/kolumnen/kolumne/das-meint-bild-stoppt-die-putin-pipeline-72713166.bild.html> (accessed 17 November 2021).

GEREY, Angélique et RÖPCKE, Julian, « 'Kein russisches Projekt': Schwesig gibt alles für Nord Stream 2 », in *Bild*, 11 septembre 2020. <https://www.bild.de/politik/inland/politik-inland/kein-russisches-projekt-schwesig-gibt-alles-fuer-nord-stream-2-72865360.bild.html> (accessed 17 November 2021).

MOESSBAUER, Karina, « Kommentar - Kein Nord Stream 2 mit Putin », in *Bild*, 22 décembre 2020. <https://www.bild.de/politik/kolumnen/kolumne/kommentar-kein-nord-stream-2-mit-putin-74587060.bild.html> (accessed 17 November 2021).

ÖZDEMİR, Cem, « Gastkommentar - Das Putin-Regime geht über Leichen », in *Bild*, 22 août 2020. <https://www.bild.de/politik/kolumnen/kolumne/gastkommentar-das-putin-regime-geht-ueber-leichen-72524060.bild.html> (accessed 17 November 2021).

PIATOV, Philipp, « Sehr geehrte Frau Bundeskanzlerin, stoppen Sie Nord Stream 2! », in *Bild*, 1^{er} février 2021. <https://www.bild.de/politik/kolumnen/kolumne/kommentar-sehr-geehrte-frau-bundeskanzlerin-75153916.bild.html> (accessed 17 November 2021).

RÖPCKE, Julian, « Kommentar zur Merkel-Pressekonferenz: Putin nutzt jede Schwäche », in *Bild*, 28 août 2020. <https://www.bild.de/politik/kolumnen/kolumne/kommentar-zur-merkel-pressekonferenz-putin-nutzt-jede-schwaeche-72631482.bild.html> (accessed 17 November 2021).

RÖPCKE, Julian, « Kommentar zu Nord Stream 2 - Kurs halten! », in *Bild*, 17 septembre 2020. <https://www.bild.de/politik/inland/politik-inland/kommentar-zu-nord-stream-2-kurs-halten-72970840.bild.html> (accessed 17 November 2021).

RÖPCKE, Julian, « Kommentar zu Nord Stream 2 - Putin vergiftet unsere Demokratie », in *Bild*, 8 janvier 2021. <https://www.bild.de/politik/kolumnen/kolumne/kommentar-zu-nord-stream-2-putin-vergiftet-unsere-demokratie-74808956.bild.html> (accessed 17 November 2021).

RÖPCKE, Julian et PIATOV, Philipp, « Putin stoppen! Diese fünf Sanktionen sind jetzt fällig », in *Bild*, 4 février 2021. <https://www.bild.de/politik/ausland/politik-ausland/putin-stoppen-diese-fuenf-sanktionen-sind-jetzt-faellig-75197302.bild.html> (accessed 17 November 2021).

STRITZEL, Björn, « Kommentar zur Kreml-Politik - Gegen Putins Regime! », in *Bild*, 7 septembre 2020. <https://www.bild.de/politik/kolumnen/kolumne/kommentar-zur-kreml-politik-gegen-putins-regime-72791106.bild.html> (accessed 17 November 2021).

5.3.2 *Süddeutsche Zeitung*

BAUCHMÜLLER, Michael, « Nord Stream 2: Baustopp würde Russland nicht treffen », in *Süddeutsche Zeitung*, 7 septembre 2020. <https://www.sueddeutsche.de/politik/nawalny-nordstream2-russland-putin-energie-1.5023189> (accessed 17 November 2021).

BIGALKE, Silke, « Nawalny: Der Kreml ist nicht an Aufklärung interessiert », in *Süddeutsche Zeitung*, 3 septembre 2020. <https://www.sueddeutsche.de/politik/nawalny-nowitschok-putin-kreml-1.5019270> (accessed 17 November 2021).

BRÖSSLER, Daniel, « Nawalny-Vergiftung: Berlin sucht den Preis der Empörung », in *Süddeutsche Zeitung*, 3 septembre 2020. <https://www.sueddeutsche.de/politik/nawalny-berlin-bundesregierung-russland-vergiftung-1.5019479> (accessed 17 November 2021).

BRÖSSLER, Daniel, « Nordstream 2: Merkel hat sich selbst betrogen », in *Süddeutsche Zeitung*, 25 janvier 2021. <https://www.sueddeutsche.de/meinung/nordstream-merkel-putin-1.5185252> (accessed 17 November 2021).

BRÖSSLER, Daniel, « Nord Stream 2: Gestank aus der Röhre », in *Süddeutsche Zeitung*, 10 février 2021. <https://www.sueddeutsche.de/meinung/nord-stream2-russland-usa-1.5202014> (accessed 17 November 2021).

GAMMELIN, Cerstin, « Russlandpolitik: Sputnik V bietet die Chance zur De-Eskalation », in *Süddeutsche Zeitung*, 8 février 2021. <https://www.sueddeutsche.de/meinung/nord-stream-2-nawalny-sputnik-v-putin-sanktionen-russland-virus-1.5200069> (accessed 17 November 2021).

KORNELIUS, Stefan, « Nord Stream 2 sollte nicht in Betrieb genommen werden », in *Süddeutsche Zeitung*, 3 septembre 2020. <https://www.sueddeutsche.de/politik/nawalny-sanktionen-nord-stream-1.5019435> (accessed 17 November 2021).

KORNELIUS, Stefan, « Ein klares Signal », in *Süddeutsche Zeitung*, 9 septembre 2020. <https://www.sueddeutsche.de/politik/sanktionen-gegen-russland-ein-klares-signal-1.5025637> (accessed 17 November 2021).

KORNELIUS, Stefan, « Tiergarten - Bindungen an Russland sind zerschnitten », in *Süddeutsche Zeitung*, 7 octobre 2020. <https://www.sueddeutsche.de/politik/tiergarten-mord-russland-1.5057740> (accessed 17 November 2021).

KORNELIUS, Stefan, « Sanktionitis », in *Süddeutsche Zeitung*, 22 février 2021. <https://www.sueddeutsche.de/meinung/russland-sanktionen-eu-1.5214446> (accessed 17 November 2021).

VON FRITSCH, Rüdiger, « Russland: Putin hat sich mit Nawalny selbst einen Gegner geschaffen », in *Süddeutsche Zeitung*, 5 février 2021. <https://www.sueddeutsche.de/meinung/russland-putin-nawalny-1.5196131> (accessed 17 November 2021).

WETZEL, Hubert, « USA und Russland: Symbolische Sanktiönchen », in *Süddeutsche Zeitung*, 2 mars 2021. <https://www.sueddeutsche.de/meinung/russland-usa-sanktionen-1.5222745> (accessed 17 November 2021).

5.3.3 *Frankfurter Allgemeine Zeitung*

GUTSCHKER, Thomas et SCHMIDT, Friedrich, « Russlandsanktionen: Wie kann man Putin weh tun? » in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 1^{er} mars 2021. <https://www.faz.net/aktuell/politik/ausland/wegen-nawalny-was-eu-sanktionen-bewirken-koennen-17218234.html?premium> (accessed 23 November 2021).

KLIMENIOUK, Nikolai, « Anschlag auf Nawalnyj: Gift und Feind », in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 30 août 2020. <https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/welche-politik-vertritt-aleksej-nawalnyj-16928138.html> (accessed 20 November 2021).

KURKOW, Andrei, « Nord Stream 2: Im Namen des russischen Gases », in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 26 juillet 2021. <https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/debatten/was-die-einigung-ueber-nord-stream-2-bedeutet-17453511.html?premium> (accessed 23 November 2021).

LÖHR, Julia (et al.), « Sanktionen gegen Russland?: Die Waffen des Westens », in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 3 septembre 2020. <https://www.faz.net/aktuell/wirtschaft/sanktionen-gegen-russland-die-waffen-des-westens-und-der-eu-16936973.html> (accessed 20 November 2021).

PENNEKAMP, Johannes, « IFW-Ökonom Felbermayr: 'Wenn man zu Sanktionen greift, muss man kraftvoll zulangen' », in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 9 septembre 2020. <https://www.faz.net/aktuell/wirtschaft/ifw-oekonom-felbermayr-wie-sanktionen-gegen-russland-funktionieren-koennen-16943868.html?premium> (accessed 23 November 2021).

SCHMIDT, Friedrich, « Der Fall Nawalnyj: Putin mit Stärke begegnen », in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 30 août 2020. <https://www.faz.net/aktuell/politik/ausland/fall-nawalnyj-putin-muss-endlich-konsequenzen-spueren-16927063.html?premium> (accessed 23 November 2021).

SCHMIDT, Friedrich, « Russlands Oppositioneller: Wie nationalistisch ist Nawalnyj? », in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 1^{er} janvier 2021. <https://www.faz.net/aktuell/politik/ausland/warum-alexey-nawalnyj-kein-nationalist-ist-17124550.html> (accessed 23 November 2021).

SCHULLER, Konrad, « Russland und Deutschland: Neun Worte über Nord Stream 2 », in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 7 février 2021. <https://www.faz.net/aktuell/politik/inland/russland-und-nawalnyj-merkels-umgang-mit-nord-stream-2-17183727.html?premium> (accessed 23 November 2021).

VESER, Reinhard, « Neue Sanktionen gegen Moskau: Die Geschäfte der mächtigen Russen im Westen », in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 3 septembre 2020. <https://www.faz.net/aktuell/politik/inland/nawalny-und-nord-stream-2-welche-sanktionen-russland-treffen-koennten-16935908.html?premium> (accessed 23 November 2021).

WAGNER, Katharina, « EU-Sanktionen wegen Nawalnyj: Gegen die Villen der Putin-Elite », in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 16 septembre 2020. <https://www.faz.net/aktuell/wirtschaft/eu-sanktionen-wegen-nawalnyj-gegen-die-russische-putin-elite-16951486.html?premium> (accessed 23 November 2021).

5.3.4 Autres journaux

BARLUET, Alain, « Inaugurée face à l'ambassade de Russie, la place Nemtsov à Prague irrite Moscou », in *Le Figaro*, 26 février 2020. <https://www.lefigaro.fr/international/inauguree-face-a-l-ambassade-de-russie-la-place-nemtsov-a-prague-irrite-moscou-20200226> (accessed 12 June 2021).

DEUTSCHE PRESSE-AGENTUR, « Ost-Bundesländer für Fertigstellung von Nord Stream 2 », in *Welt*, 18 septembre 2020. https://www.welt.de/newsticker/dpa_nt/infoline_nt/brennpunkte_nt/article216054288/Ost-Bundeslaender-fuer-Fertigstellung-von-Nord-Stream-2.html (accessed 29 December 2021).

ECKERT, Vera, « N.German state plans foundation to help complete Nord Stream 2 gas link », in *Reuters*, 6 janvier 2021. <https://www.reuters.com/business/energy/ngerman-state-plans-foundation-help-complete-nord-stream-2-gas-link-2021-01-06> (accessed 7 January 2022).

GARDNER, Timothy, « U.S. imposes Nord Stream 2 sanctions; opponents say they won't halt project », in *Reuters*, 20 août 2021. <https://www.reuters.com/world/us-issues-nord-stream-2-related-sanctions-russians-blinken-2021-08-20/> (accessed 25 December 2021).

GRIERSON, Jamie, « Litvinenko inquiry: Russia involved in spy's death, Scotland Yard says », in *The Guardian*, 30 juillet 2015. <https://www.theguardian.com/world/2015/jul/30/litvinenko-inquiry-russia-involved-spy-death-scotland-yard> (accessed 30 June 2021).

HORTON, Jake, « Europe gas prices: How far is Russia responsible? », in *BBC News*, 2021. <https://www.bbc.com/news/58888451> (accessed 30 December 2021).

MANDRAUD, Isabelle, « Pour Alexei Navalny, le Kremlin a donné son 'feu vert' à l'assassinat de Boris Nemtsov », in *Le Monde*, 17 mars 2015. <https://www.lemonde.fr/europe/article/2015/03/17/pour-alexei>

navalny-le-kremlin-a-donne-son-feu-vert-a-l-assassinat-de-boris-nemtsov_4595355_3214.html (accessed 30 June 2021).

RICHARD, Hélène, « Alexeï Navalny, prophète en son pays ? », in *Le Monde diplomatique*, mars 2021. <https://www.monde-diplomatique.fr/2021/03/RICHARD/62870> (accessed 10 June 2021).

MARCUS, Jonathan, « Spy poisoning: Russian diplomats expelled across US and Europe », in *BBC News*, 26 mars 2018. <https://www.bbc.com/news/world-us-canada-43545565> (accessed 30 June 2021).

ULLAH, Zarah et CHANCE, Matthew, « Russian activist Navalny's foundation calls on Biden to sanction Putin's closest allies », in *CNN*, 30 janvier 2021. <https://edition.cnn.com/2021/01/30/europe/russia-navalny-foundation-biden-letter-intl/index.html> (accessed 2 September 2021).

5.4 Ressources web

Accueil - Bernard GUETTA, euoparl.europa.eu.

https://www.euoparl.europa.eu/meps/fr/197543/BERNARD_GUETTA/home (accessed 14 January 2022).

Bernard Guetta - Le site de Bernard Guetta - Député européen, bernard-guetta.eu. <https://www.bernard-guetta.eu/> (accessed 14 January 2022).

Bruttoinlandsprodukt je Einwohner nach Bundesländern 2020, Statista.

<https://de.statista.com/statistik/daten/studie/73061/umfrage/bundeslaender-im-vergleich---bruttoinlandsprodukt/> (accessed 28 December 2021).

EU action plan on human rights and democracy 2020-2024, Commission européenne - Service européen pour l'action extérieure, 2 décembre 2020.

EU energy in figures - Statistical pocketbook 2020, Commission européenne - Direction générale de l'énergie, 15 septembre 2020. <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/87b16988-f740-11ea-991b-01aa75ed71a1> (accessed 22 June 2021).

EU-Russia Energy dialogue : the first ten years (2000-2010). Commission européenne – Direction générale de l'énergie, 27 octobre 2014. https://ec.europa.eu/energy/sites/ener/files/documents/2011_eu-russia_energy_relations.pdf (accessed 17 June 2021).

European Union Consolidated Financial Sanctions List, Commission européenne - Direction générale de la stabilité financière et des marchés des capitaux.

EU Sanctions Map, Sanctionsmap.eu. <https://sanctionsmap.eu> (accessed 17 June 2021).

Human Rights & Democracy, Commission européenne - Service européen pour l'action extérieure. https://eeas.europa.eu/topics/human-rights-democracy/414/human-rights-democracy_fr (accessed 20 May 2021).

L'arrestation d'Alexeï Navalny (débat), Parlement européen, CRE 19/01/2021 – 9, 19 janvier 2021. https://www.euoparl.europa.eu/doceo/document/CRE-9-2021-01-19-ITM-009_FR.html (accessed 22 June 2021).

La Russie, le cas d'Alexeï Navalny, le déploiement militaire à la frontière ukrainienne et l'attaque russe en République tchèque (débat), Parlement européen, CRE 28/04/2021 – 10, 28 avril 2021. https://www.euoparl.europa.eu/doceo/document/CRE-9-2021-04-28-ITM-010_FR.html (accessed 22 June 2021).

Media Bias/Fact Check News, Media Bias/Fact Check LLP. <https://mediabiasfactcheck.com> (accessed 20 December 2021).

Mitglieder, Ost-Ausschuss – der Deutschen Wirtschaft. <https://www.ost-ausschuss.de/de/mitglieder> (accessed 10 August 2021).

National newspapers in Germany, deutschland.de.

<https://www.deutschland.de/en/topic/knowledge/national-newspapers> (accessed 10 August 2021).

Nord Stream 2 - Shareholder & Financial Investors, Nord-stream2.com. <https://www.nord-stream2.com/company/shareholder-and-financial-investors/> (accessed 26 December 2021).

OPCW Issues Report on Technical Assistance Requested by Germany, Organisation for the Prohibition of Chemical Weapons, 6 octobre 2020. <https://www.opcw.org/media-centre/news/2020/10/opcw-issues-report-technical-assistance-requested-germany> (accessed 30 June 2021).

Publisher Information – deutschland.de, Fazit Communication GmbH. <https://www.deutschland.de/en/publisher-information> (accessed 10 August 2021).

Questions and Answers: EU Global Human Rights Sanctions Regime, Commission européenne - Service européen pour l'action extérieure, 7 décembre 2020. https://eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage_en/90013/Questions%20and%20Answers:%20EU%20Global%20Human%20Rights%20Sanctions%20Regime (accessed 20 November 2021).

Registre des représentants d'intérêts – Registre de la transparence, Union européenne. <https://ec.europa.eu/transparencyregister/public/consultation/search.do?locale=fr&reset=> (accessed 27 December 2021).

Restrictive measures in view of Russia's actions destabilising the situation in Ukraine (sectoral restrictive measures), EU sanction map. [https://www.sanctionsmap.eu/api/v1/pdf/registre?id\[\]=26&include\[\]=lists&include\[\]=acts&include\[\]=guidances&lang=en](https://www.sanctionsmap.eu/api/v1/pdf/registre?id[]=26&include[]=lists&include[]=acts&include[]=guidances&lang=en) (accessed 17 June 2021).

RUSSEL, Martin, « Briefing – The EU and Russia: Locked into confrontation », in *European Parliamentary Research Service*, PE 652.030, 2020.

SEAE – Ce que nous faisons, Commission européenne - Service européen pour l'action extérieure. https://eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage/area/foreign-affairs_fr (accessed 17 June 2021).

Situation en Biélorussie - Situation au Liban - Situation en Russie, empoisonnement d'Alexeï Navalny (débat), Parlement européen, CRE 15/09/2020 – 7, 15 septembre 2020. https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/CRE-9-2020-09-15-ITM-007_FR.html (accessed 22 June 2021).

The European union's global strategy : Three years on, looking forward, Commission européenne - Service européen pour l'action extérieure, 14 juin 2019. https://www.eeas.europa.eu/sites/default/files/eu_global_strategy_2019.pdf

The parliament adopted Ukraine State Budget 2020, Ministère ukrainien des finances, 14 novembre 2019. https://www.mof.gov.ua/en/news/verkhovna_rada_skhvalila_derzhavnii_biudzhet_na_2020_rik-1884 (accessed 5 January 2022).

Zum Erdgaspipeline-Projekt Nord Stream 2, Deutscher Bundestag (Wissenschaftliche Dienste), Dokumentation WD 5 - 3000 - 094/20, 14 septembre 2020. <https://www.bundestag.de/resource/blob/799174/f1a1829cf4cb1e267482185e29203240/WD-5-094-20-pdf-data.pdf>

6. Annexes

6.1 Résumé de l'entretien avec M. Bernard Guetta, journaliste et parlementaire européen (FR-Renew)

Entretien semi-dirigé, sujet : l'affaire Navalny et la réponse de l'UE. L'accent est mis sur les différents acteurs impliqués dans la décision d'imposer (ou non) des sanctions.

Résumé des points principaux de la vidéoconférence du 13 janvier 2022, 11H30.

Question d'ouverture : Quelle est votre opinion sur le GHRSR ?

Bernard Guetta : Il est difficile à manier, peut être très efficace mais demande une grande prudence. Attention à ne pas le rendre automatique : « Il faut examiner une situation, il ne doit pas y avoir d'automatisme, pas plus qu'il ne doit y avoir d'automatisme dans un jugement devant une cour. » Importance de la notion « d'opportunité des poursuites », parfois il est inopportun de poursuivre ou condamner. C'est dangereux mais nécessaire.

Question de relance : Vous parlez d'opportunité, est-ce qu'il y a cette volonté dans l'UE actuellement (spécifiquement pour imposer des sanctions dans le cadre de l'affaire Navalny) ?

Bernard Guetta : Ce qui s'est passé est doublement criminel. D'abord une tentative d'empoisonnement et ensuite un emprisonnement. C'est effarant et consternant. Nous avons imposé des sanctions, je m'en félicite. Ça s'inscrit dans un débat plus grand : faut-il toujours sanctionner les gouvernements ou groupes paraétatiques, presque systématiquement ? Ne vaut-t-il pas mieux parfois négocier des compromis avec les criminels plutôt que de les sanctionner, quitte à leur offrir une certaine immunité ? Les sanctions ne doivent pas être automatiques, parfois il est plus efficace de négocier.

Question de recentrage : Vous parlez de sanctions fortes déjà mises en place. Pourtant vous et vos collègues du Parlement européen avez demandé des sanctions bien plus fortes, visant par exemple directement les oligarques, une demande ignorée pour l'instant par la Commission.

Bernard Guetta : Oui c'est exact, mais le rôle d'un parlement, surtout le Parlement européen, « est de bousculer les gouvernements, les exécutifs. Non seulement les gouvernements des 27, mais également la Commission ». Les exécutifs ont pour rôle de « peser le pour et le contre des sanctions, pas seulement d'un point de vue éthique et moral ». Ils doivent étudier les conséquences (politiques, économiques, militaires et géopolitiques).

[M. Guetta donne l'exemple de l'Égypte :] le Maréchal Sissi est un « abominable personnage » qui ne voulait pas que la démocratie s'implante en Égypte et a donc imposé un coup d'État. Malgré ça il faut peut-être maintenant travailler avec lui, au nom de la stabilité régionale.

Le Parlement européen a pour rôle de « bousculer » la Commission avec des arguments idéalistes. Le rôle de la Commission est de faire la balance entre idéalisme et pragmatisme (les Droits humains d'un côté, l'économie et la politique de l'autre).

Question de recentrage : est-ce que donc des sanctions contre la Russie dans le cadre de l'affaire Navalny sont souhaitables à la fois éthiquement et politiquement pour l'UE ?

Bernard Guetta : Oui je le pense, car la jeunesse urbaine russe, qui est l'avenir politique du pays, mérite un soutien à la fois éthiquement et par un calcul politique sur le très long terme. Mais les sanctions que nous prenons doivent viser des individus « détestables » mais pas la société entière. De plus « la morale est aussi un outil politique ». Vous devenez alors un symbole, un exemple pour la jeunesse russe : « l'utilité politique s'ajoute à la vertu ».

Un pouvoir normatif, idéaliste, peut avoir des effets très pragmatiques sur le long terme. « L'utilité politique s'ajoute à la vertu ».

Question de relance : Même pour l'Allemagne, même avec Nord Stream 2 ? Les sanctions seraient souhaitables ?

Bernard Guetta : L'Allemagne aurait été un frein il y a encore très peu de temps. Mais maintenant avec la situation en Ukraine, Nord Stream 2 est lié à l'Ukraine plutôt qu'à Navalny. La non-mise en service coûterait énormément à l'Allemagne, mais si Poutine envahit l'Ukraine il [Nord Stream 2] sera gelé.

Les médias, les journalistes et les commentateurs « mènent toujours l'analyse d'avant. » Beaucoup analysent une situation qui est aujourd'hui dépassée. L'UE resserre les liens autour d'une « autonomie stratégique », particulièrement « depuis Monsieur Trump ». Même la Hongrie de Orban vote tous les six mois les sanctions contre la Russie [liées à l'annexion de la Crimée].

[quelques exemples liés à un nouveau consensus européen sur la nécessité de construire une défense européenne, et même l'est de l'UE défend maintenant des arguments fédéralistes, malgré une rhétorique souverainiste]

L'Allemagne était plutôt contre des sanctions au début de l'affaire Navalny en raison de Nord Stream 2. Mais la situation a déjà changé, et la tendance générale va vers plus de consensus de l'UE dans ce domaine.

Question de clôture : Si je vous dis « Navalny », vous me répondez en un mot :

Bernard Guetta : « Le prochain président russe ».

6.2¹⁹³ Retranscription des débats du 15 septembre 2020. Sujet : « Bélarus, Liban, Navalny »¹⁹⁴.

Nom (+titre)	État	Groupe	Intervention	Langue	Traduction libre
Josep Borrell Fontelles (VP-C, HR)			<p>Mr President, you have invited me to address the plenary on three very important issues. Altogether, the three of them are going to be a lot of work and we do not have enough time to deal with them as much as needed, but let's try to summarise what has indeed been a summer of crisis.</p> <p>Let us start with Belarus. [...] Let's now focus, as you have requested, on the difficult situation in Lebanon. [...] And now, let's have a look at the situation, as you have requested, in Russia, and particularly the poisoning of the Opposition Leader Mr Alexei Navalny, which has shocked all of us. I would like to take this opportunity to transmit, once again, my best wishes to him and his family, and the fact that we condemn in the strongest possible terms this assassination attempt. Because this is the word we have to use: assassination attempt. I personally issued two statements immediately after this event happened, on 24 August and 2 September, and the EU 27 issued a declaration on 3 September. The German Government confirmed on 2 September that Mr Navalny was poisoned by a military chemical and yesterday we learned that French and Swedish laboratories have ratified this conclusion. There is now irrefutable evidence that a nerve agent from the Novichok group, similar to the one used in the</p>	anglais	

¹⁹³ Les annexes de ce travail se présentent principalement sous forme de tableaux, à l'exception de l'entretien avec Monsieur Bernard Guetta (point 6.1). Par soucis de clarté et de lisibilité, nous avons fait le choix de présenter ces tableaux au format horizontal.

¹⁹⁴ Les interventions ne concernant pas Monsieur Navalny ne sont pas retranscrites.

			<p>assassination attempt on Sergei and also on Yulia Skripal in March 2018, was used to try to assassinate Mr Navalny.</p> <p>The use of chemical weapons by anyone, anywhere, and at any time and under any circumstances constitutes a serious breach of international law and international human rights standards. So we will keep calling upon the Russian authorities to cooperate fully in this investigation and particularly with the Organisation for the Prohibition of Chemical Weapons. This is all I have to inform you of and I am looking forward to hearing your contribution to these three very important issues of our foreign policy.</p>		
Michael Gahler (pour le PPE)	DE	PPE	<p>Herr Präsident! Ich habe gerade eben den ersten Tweet von Alexei Nawalny mit einem Foto aus dem Krankenhaus gesehen. Er hat jetzt die erste Nacht hindurch ohne Hilfe und aus eigener Kraft geatmet. Wir wünschen ihm hier alle, glaube ich, gute weitere Genesung.</p> <p>Er ist mit Nowitschok vergiftet worden. Das hat ein deutsches Labor festgestellt, und über die Organisation für das Verbot von Chemiewaffen haben das auch Labore in Frankreich und Schweden bestätigt. In der langen Serie politischer Morde im In- und Ausland ist das nur der jüngste Fall. Es gibt wenig Zweifel, wer dafür – wenn nicht strafrechtlich, dann jedenfalls politisch – verantwortlich ist: der Herr im Kreml.</p> <p>Ich denke, wir dürfen diesen Anschlag nicht isoliert betrachten, wenn wir uns gemeinsam überlegen, wie wir reagieren. Es gibt nur eine russische Regierung, die im Inland, aber auch außerhalb Russlands in vielfältiger Weise nicht für Freiheit, Demokratie, Zusammenarbeit und Transparenz unterwegs ist. Ein ganzheitlicher</p>	allemand	<p>Monsieur le Président, je viens de voir le premier tweet d'Alexei Navalny avec une photo de l'hôpital. Il a maintenant respiré pendant la première nuit sans aide et par ses propres moyens. Je pense que nous lui souhaitons tous un bon rétablissement ici.</p> <p>Il a été empoisonné avec du Novichok. Cela a été confirmé par un laboratoire allemand, et par l'intermédiaire de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, des laboratoires en France et en Suède l'ont également confirmé. Dans la longue série de meurtres politiques commis dans le pays et à l'étranger, ce n'est que le dernier cas en date. Il n'y a guère de doute quant à l'identité du responsable - si ce n'est criminel, du moins politique - de cette situation : le maître du Kremlin.</p> <p>Je pense que nous ne devons pas considérer cette attaque de manière isolée alors que nous réfléchissons ensemble à la manière de réagir. Il n'y a qu'un seul gouvernement russe qui ne défend pas la liberté, la démocratie, la coopération et la</p>

			<p>Ansatz muss diese Tat zum Anlass nehmen, auch das Verhalten in Belarus, im Donbass, auf der Krim, in Georgien, Moldawien, Syrien wirksam zu sanktionieren.</p> <p>Allen, die es betrifft, rufe ich zu: Hören Sie auf, sich dieses putinistische Russland schönzusehen und schönzureden! Es handelt sich leider um einen systemischen Gegner, der alles daransetzt, die EU zu schwächen, die demokratischen Staaten insgesamt zu destabilisieren, weil unsere Art, Gesellschaft zu organisieren, in seinem Einflussbereich attraktiver und faszinierender ist als das, was seine Strukturen hinter der Staatsfassade zu bieten haben. Also, seien wir uns einig in dem Ansatz gegenüber diesem Land und treffen die notwendigen</p>		<p>transparence à bien des égards, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la Russie. Une approche globale doit considérer cet acte comme une occasion de sanctionner également de manière efficace les comportements au Belarus, dans le Donbass, en Crimée, en Géorgie, en Moldavie et en Syrie.</p> <p>A tous ceux qui sont concernés, je lance un appel : arrêtez de regarder cette Russie poutiniste et de vous faire mousser ! Malheureusement, c'est un adversaire systémique qui fait tout ce qu'il peut pour affaiblir l'UE, pour déstabiliser les États démocratiques dans leur ensemble, parce que notre mode d'organisation de la société est plus attrayant et plus fascinant dans sa sphère d'influence que ce que ses structures ont à offrir derrière la façade de l'État. Alors, soyons unis dans l'approche envers ce pays et prenons les mesures nécessaires.</p>
Kati Piri (pour le S&D)	NL	S&D	<p>Mr President, 'Alexei Navalny' is a name President Putin refuses to say out loud, hoping this will make him irrelevant. But Navalny's popular support, his intimidation and arrest by the authorities, and now his poisoning actually show the opposite. This is a man with impact, exposing the massive corruption by the Kremlin and its allies. Following this assassination attempt, Navalny is now added to a long list of Russian citizens who have been a thorn in the side of the authorities.</p> <p>Navalny was poisoned with a chemical nerve agent to which only the Russian military and intelligence agencies have access, so there is no need for a guessing game as to who bears responsibility. To demand a real investigation by the Kremlin would – we can say from experience – be wishful thinking. It won't happen, just as it never happened with the other poisonings or the shooting down of Malaysia Airlines flight 17 (MH17).</p>	anglais	

			<p>The Kremlin's denial, however, is not a reason to fail to hold Moscow accountable for a very serious violation of international law. If ever we were serious about the EU's strategic autonomy, this is the moment to put that theoretical academic concept into practice, and to do so by cancelling Nord Stream 2.</p> <p>I wish Mr Navalny a speedy recovery.</p>		
Bernard Guetta (pour Renew)	FR	Renew	<p>Monsieur le Président, non, nous ne savons pas qui a commandité ce crime, mais nous savons que l'opposition est une maladie mortelle sous M. Poutine. Laissons donc la question du qui, car la seule question qui se pose est celle du pourquoi.</p> <p>Pour le régime russe, rien ne va plus. À l'Est, les manifestations de Khabarovsk ne cessent pas, tandis qu'à l'Ouest, chaque dimanche, la Biélorussie descend dans la rue pour exiger sa liberté. Tandis que les cours du pétrole s'écroulent et que les caisses se vident, le niveau de vie dégringole en Russie et même en Syrie. M. Poutine se retrouve bien seul depuis que le clan Assad se fractionne et que la théocratie iranienne perd pied. Alors ce régime a peur car Victor Hugo le disait: «rien n'est plus imminent que l'impossible». La Pologne communiste n'avait pas vu Solidarité venir, M. Loukachenko n'avait pas senti la colère monter autour de lui et tout peut arriver dans ce magasin de poudre que devient la Russie.</p> <p>Alors, oui, M. Poutine, vous avez raison d'avoir peur et, avant qu'il ne soit trop tard, avant que des troubles ne gagnent votre pays et ne vous acculent à pire encore que cet empoisonnement, facilitez un compromis en Biélorussie, retirez-vous d'Ukraine, rendez sa liberté au peuple russe, laissez-le respirer plutôt que de lui faire</p>	français	

			pleurer l'un après l'autre les meilleurs et les plus courageux de ses enfants, M. Navalny empoisonné et tous vos opposants disparus.		
Thierry Mariani (pour ID)	FR	ID	<p>Monsieur le Président, Monsieur le Haut représentant, pour une fois, j'ai trouvé votre position parfaitement équilibrée.</p> <p>Oui, bien sûr, nous souhaitons tous le rétablissement de M. Navalny. Oui, nous souhaitons avant tout une enquête indépendante et attendons avant de savoir qui est le véritable coupable.</p> <p>Quand j'écoute, dans cet hémicycle, certains diabolisent la Russie à longueur de journée et connaissent déjà les résultats de l'enquête avant même qu'elle n'ait commencé. Certains, ensuite, sont des fauteurs de guerre qui n'ont même pas attendu une journée pour réclamer de nouvelles sanctions contre la Russie. Ces nostalgiques de la guerre froide veulent utiliser tous les drames pour recommencer un affrontement Est-Ouest.</p> <p>Mais les devins et les fauteurs de guerre ont oublié une chose: la Russie est signataire de la convention sur les armes chimiques. Le Novitchok fait partie des substances intégrées au protocole de l'OIAC depuis l'année dernière. L'enquête internationale est donc prévue dans le droit international, sauf que le droit dispose que la première enquête soit d'abord menée par la Russie qui, jusqu'à preuve du contraire, est un État souverain.</p> <p>La Russie n'est ni en dessous ni au-dessus du droit international. Les fauteurs de guerre et les devins du Parlement européen non plus. Attendons les résultats d'une véritable enquête.</p>	français	

<p>Sergey Lagodinsky (pour les Verts/ALE)</p>	<p>DE</p>	<p>Verts/ALE</p>	<p>Mr President, our sympathy is with Alexei Navalny and his family. The attempt on his life is something that we have known before, for many years. Opposition leaders and independent journalists in Russia are not safe – from Politkovskaya to Nemtsov, from Kara—Murza to Verzilov. Those are just the names that we know. The list of victims pains us, because we have grown with pain together with the Russian people: with the parents and brother of Navalny, with the daughter of Nemtsov, with the daughter of Anastasia Shevchenko, who has been locked up for months without any reason. The only reason is that they dared to dream. They dared to dream about freedom – something which is absolutely natural to us – and yet they are branded as foreign agents, they are called undesirable organisations, and they are dehumanised on the propaganda TV.</p> <p>Anyone who claims that Europe doesn't care about Russia, listen to these words. We want a strategic partnership with Russia, but we want this strategy to be a strategy towards democracy and towards civil rights, a strategy for people and not for corrupt Russian elites, and not for a gas project to undermine our neighbours, not for a nuclear plant in Hungary, and not a strategy on how to harbour the assets of corrupt individuals in the European Union.</p> <p>Until this strategy exists, we need truth. We need truth about the poisoning. For that, we wrote to Mr Borrell and the German Presidency and called for an international investigation. We know the truth about the assets of corrupt individuals in Europe. For this we can use the list drawn up by Navalny's organisation itself in order to go for them.</p>	<p>anglais</p>	
------------------------------------------------------	-----------	------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------	--

<p>Anna Fotyga (pour ECR)</p>	<p>PL</p>	<p>ECR</p>	<p>Mr President, Politkovskaya, Magnitsky, Litvinenko, Nemtsov, Skripal, opponents of the Kremlin, victims of Kremlin and now Alexei Navalny poisoned with the military-grade nerve agent Novichok.</p> <p>It is time to stop Putin's impunity. It is time to impose broader sectoral sanctions. Let us start with stopping Nord Stream 2.</p>	<p>anglais</p>	
<p>Idoia Villanueva Ruiz (pour GUE/NGL)</p>	<p>ES</p>	<p>GUE/NG L</p>	<p>Señor presidente, condenamos lo sucedido y transmitimos nuestros mejores deseos de recuperación y nuestra solidaridad al señor Navalny.</p> <p>Cualquier utilización de sustancias o armas químicas es inhumana, ilegal e intolerable; un asunto complicado y preocupante que exige un posicionamiento independiente. Pero debemos preguntarnos qué queremos conseguir con la Resolución de este Parlamento. Cada vez que hablamos de Rusia o de los países del Este no hacemos más que tensar las relaciones de la Unión Europea, de una manera un tanto hipócrita porque todas las partes saben que tenemos relaciones comerciales y energéticas estrechas; el proyecto Nord Stream es ejemplo de ello. Y yo pregunto: ¿qué beneficios puede tener sobre los pueblos de la Unión Europea y sobre el pueblo ruso el posible uso de las sanciones?</p> <p>Seguimos atados a unas alianzas del siglo pasado. Ucrania es ejemplo de ello. Renunciamos a construir una política de vecindad y exterior independiente y contribuimos a una escalada de tensiones que, por cierto, no hace de la Unión Europea un lugar más seguro.</p> <p>Debemos construir unas relaciones comerciales justas, denunciar las violaciones de derechos humanos y no permitir su instrumentalización constante. Promover la</p>	<p>español</p>	<p>Monsieur le Président, nous condamnons ce qui s'est passé et transmettons nos meilleurs vœux de rétablissement et notre sympathie à M. Navalny.</p> <p>Toute utilisation de substances ou d'armes chimiques est inhumaine, illégale et intolérable ; il s'agit d'une question complexe et préoccupante qui nécessite une position indépendante. Mais nous devons nous demander ce que nous voulons atteindre avec la résolution de ce Parlement. Chaque fois que nous parlons de la Russie ou des pays de l'Est, nous ne faisons que mettre à mal les relations de l'Union européenne, de manière quelque peu hypocrite car toutes les parties savent que nous avons des relations commerciales et énergétiques étroites ; le projet Nord Stream en est un exemple. Et je pose la question suivante : quel avantage l'utilisation éventuelle de sanctions peut-elle avoir pour les peuples de l'Union européenne et pour le peuple russe ?</p> <p>Nous sommes toujours liés à des alliances du siècle dernier. L'Ukraine en est un bon exemple. Nous renonçons à construire un voisinage et une politique étrangère indépendants et contribuons à une escalade des tensions qui, soit dit en passant, ne rend pas l'Union européenne plus sûre.</p> <p>Nous devons établir des relations commerciales</p>

			paz y los derechos humanos empieza por cambiar estas políticas de vecindad, y hoy no puedo dejar de hacer mención, en este Parlamento, de que también debemos cumplir los derechos humanos dentro del territorio y de que lo que estamos... (el presidente retira la palabra a la oradora).		équitables, dénoncer les violations des droits de l'homme et ne pas permettre leur instrumentalisation constante. La promotion de la paix et des droits de l'homme commence par le changement de ces politiques de voisinage, et aujourd'hui je ne peux pas ne pas mentionner, dans ce Parlement, que nous devons également respecter les droits de l'homme sur le territoire et que ce que nous sommes (le Président coupe la parole à l'orateur).
Andrius Kubilius	LT	PPE	<p>Mr President, there is no need to explain what a brutal crime was executed against Alexei Navalny, the leader of the political opposition in Russia. Novichok, regular attempts to kill opposition leaders, and permanent support to all dictators, from Maduro to Lukashenko – these are the main features of Kremlin policies.</p> <p>That is why today we need to speak not only about the Navalny case. We need to speak about our policy towards Russia – or, more precisely, towards Putin. I have a dream that Russia can be different. The democratic revolution in Belarus makes this dream much more realistic. Alexei Navalny is fighting for this dream to become a reality, and the EU needs to stand together with the people of Russia, who want to live in a democracy. Let's stop our attempts to build an unconditional friendship with Putin, who is stealing that dream, not only from the Russian people.</p> <p>The poisoning of Navalny is a wake-up call to all of us! We need to make an in-depth review of our strategy towards Russia: democracy in Russia should be our priority, not business as usual of the Nord Stream 2 type.</p>	anglais	
Tonio Picula	HR	S&D	Mr President, we deeply regret the assassination attempt against Alexei Navalny and express our utmost concern about this repeated use of chemical and nerve agents	anglais	

			<p>against Russian citizens.</p> <p>Russian authorities should finally put an end to the harassment, intimidation, violence and repression against their political opponents by ending the prevailing impunity. Journalists, human rights defenders and opposition politicians have to be able to conduct their legitimate activities without fear for their lives.</p> <p>Our relations with Russia are at a low point; characterised by mistrust caused by Russia's actions in violation of international law in Ukraine, intervention in Syria, the spread of disinformation and fake news.</p> <p>Of particular concern is the high-level support by Russia to extreme anti-European forces in the European Union. Nevertheless, some pragmatic engagement with Russia should continue in areas where it is still possible and necessary for the interest of global governance.</p> <p>This is why the five guiding principles for the EU policy towards Russia should serve as a base for a much-needed new comprehensive strategy towards Russia. A strategy that should primarily be based on the need for respect for international law and human rights standards, while strengthening peace and security.</p>		
Hilde Vautmans	BE	Renew	<p>Mr President, I say to the High Representative and the House: it's incredible I think that in 2020 people are poisoned to silence them for their political ideas, and it's not the first time this has happened. I would like to wish Mr Navalny a quick recovery. Our group condemns firmly the poisoning of Mr Navalny.</p> <p>We ask Russia to investigate in a transparent and impartial manner the assassination attempt on Alexei Navalny, and we ask Russia to bring to justice those</p>	anglais	

			responsible for it on whatever level they might be. For me, it's very clear with everything that happens with Russia, and colleagues have said it already: we need, Mr Borrell, a new EU-Russia strategy, one of sticks and carrots and we need to adopt an ambitious EU human rights sanctions regime. Let's make work of it.		
Gunnar Beck	DE	ID	<p>Herr Präsident, werte Kollegen! Laut der Bundesregierung wurde Alexei Nawalny zweifelsfrei Nowitschok-Nervengift verabreicht.</p> <p>Scheinbar unabhängige, aber doch wohl handverlesene Labore in Schweden und Frankreich hätten diesen Bundeswehrbefund bestätigt. Nawalyns russische Ärzte indes fanden keinen Beweis für Vergiftung. Das Votum der Organisation for the Prohibition of Chemical Weapons steht noch aus. Unstreitig ist, dass seit den 90er Jahren mindestens 20 Staaten und organisierte Kriminelle Besitz des Giftes erlangten.</p> <p>Was also wissen wir? Vergiftung scheint durchaus möglich, ist aber nicht zweifelsfrei erwiesen. Wurde vergiftet, dann scheinbar in Sibirien. Der Täter bleibt freilich unklar, nur Motive hat Mancher. Wir wissen nicht viel mehr als fast nichts, und debattieren beherzt, aber wohl vorzeitig und fast faktenfrei.</p>	allemand	<p>Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs. Selon le gouvernement fédéral, Alexei Nawalny a sans aucun doute reçu du poison neurotoxique Novichok.</p> <p>Des laboratoires apparemment indépendants, mais probablement triés sur le volet, en Suède et en France, auraient confirmé ce résultat fédéral. Les médecins russes de Nawalny n'ont toutefois trouvé aucune preuve d'empoisonnement. Le vote de l'Organisation pour l'Interdiction des Armes Chimiques est toujours en suspens. Il est incontestable qu'au moins 20 États et criminels organisés ont obtenu la possession du poison depuis les années 1990.</p> <p>Alors, que savons-nous ? L'empoisonnement semble tout à fait possible, mais n'a pas été prouvé de manière irréfutable. S'il a été empoisonné, cela semble avoir été en Sibérie. L'auteur, bien sûr, reste incertain, seuls certains ont des motifs. Nous ne savons pas beaucoup plus que presque rien, et nous débattons courageusement, mais probablement prématurément et presque sans faits.</p>
Pär Holmgren	SE	Verts/AL E	<p>Herr talman! I går var det 37,9 grader i Frankrike. Det är ett nytt septemberrekord för det landet. På hundratals platser här i västra Europa slogs det nya värmerekord, och ännu fler lär det bli i dag.</p> <p>Den här extremt sena högsommarvärmen är ytterligare ett exempel på och en påminnelse om den globala</p>	suédois	<p>Monsieur le Président, hier, il faisait 37,9 degrés en France. Il s'agit d'un nouveau record pour le mois de septembre dans ce pays. Dans des centaines d'endroits, ici en Europe occidentale, de nouveaux records de chaleur ont été établis, et il y en aura encore plus aujourd'hui.</p>

			<p>uppvärmningen. Mitt i denna, bokstavligen, brinnande klimatkrisen vill Ryssland bygga fast EU, inte minst Tyskland, i ett långsiktigt beroende av fossil energi genom gasledningen Nord Stream 2.</p> <p>Om Nord Stream 2 stoppas, ökar möjligheten att vi trots allt ska lyckas med de klimatmål som vi röstade om förra veckan i bland annat miljöutskottet. Den tyska regeringen får dessutom en möjlighet att kraftfullt markera mot Ryssland och mot Putin, med tanke på hur dessa återkommande behandlar politiska motståndare och oliktankande på ett fullständigt oacceptabelt vis.</p>		<p>Cette chaleur estivale extrêmement tardive est un autre exemple et un rappel du réchauffement climatique. Au milieu de cette crise climatique littéralement brûlante, la Russie veut ancrer l'UE, et notamment l'Allemagne, dans une dépendance à long terme à l'égard des énergies fossiles grâce au gazoduc Nord Stream 2.</p> <p>Si Nord Stream 2 est arrêté, la possibilité augmente que nous réussissions, après tout, à atteindre les objectifs climatiques que nous avons votés la semaine dernière en commission de l'environnement, de la santé publique et de la sécurité alimentaire, entre autres. Le gouvernement allemand aura également l'occasion de faire une déclaration forte contre la Russie et contre Poutine, étant donné la manière dont ils traitent de manière répétée les opposants politiques et les dissidents de manière totalement inacceptable.</p>
Ryszard Czarnecki	PL	ECR	<p>Panie Przewodniczący! Po pierwsze, wyrazy współczucia dla pana Nawalnego i jego rodziny, i życzenia powrotu do zdrowia. Po drugie, konieczność szybkiego i wiarygodnego śledztwa. Po trzecie, Rosja słabnie ekonomicznie i wbrew pozorom traci wpływy w swoich tradycyjnych regionach wpływów, takich jak Azja Centralna, Kaukaz Południowy czy Europa Środkowo-Wschodnia.</p> <p>To – jak sądzę – jest sygnał dla Moskwy, że powinna starać się o dialog z Unią Europejską, o dialog z Zachodem. Sytuacje takie jak z panem Nawalnym, próby morderstwa, wcześniej casus Litwinienki, Niemcowa, Skripala – to psuje wizerunek Rosji, to zachęca do nakładania sankcji na Rosję i to jest najgorsza droga dla Rosji do tego, by być partnerem Europy.</p>	polonais	<p>Monsieur le Président, tout d'abord, je présente mes condoléances à M. Navalny et à sa famille, et je lui souhaite un bon rétablissement. Deuxièmement, la nécessité d'une enquête rapide et crédible. Troisièmement, la Russie s'affaiblit économiquement et, malgré les apparences, perd de son influence dans ses régions d'influence traditionnelles, comme l'Asie centrale, le Caucase du Sud et l'Europe centrale et orientale.</p> <p>Il s'agit, je crois, d'un signal envoyé à Moscou pour qu'il cherche le dialogue avec l'Union européenne et le dialogue avec l'Occident. Des situations comme celle de M. Navalny, les tentatives d'assassinat, les cas précédents de Litvinienko, Nemtsov et Skripal, tout cela nuit à l'image de la Russie et encourage</p>

					l'imposition de sanctions à la Russie, et c'est la pire façon pour la Russie d'être un partenaire de l'Europe.
Peter van Dalen	NL	PPE	Voorzitter, Sergej Joesjtsjenko, Anna Politkovskaja, Boris Nemtsov en nu Aleksej Navalny. Enkele namen op de lange lijst van Russen die vermoord zijn of vergiftigd door de dictator in Moskou. En als Nederlander denk ik hierbij natuurlijk extra nog aan een andere misdaad van de Russen: een Boek-raket die de vlucht MH17 heeft neergehaald. Wij moeten nu krachtig stelling nemen tegen Rusland en tegen dit regime. En dat kan ook. Laten we de grootste West-Europese geostrategische blunder ooit nu corrigeren! Stoppen met Nord Stream 2. Welke sufferd heeft ooit bedacht dat wij meer afhankelijk moeten worden van Poetins gasvoorraad? Kortom, dit regime moeten we nu volledig isoleren.	néerlandais	Président, Sergei Yushchenko, Anna Politkovskaya, Boris Nemtsov et maintenant Aleksey Navalny. Ce ne sont que quelques noms sur la longue liste des Russes qui ont été assassinés ou empoisonnés par le dictateur de Moscou. Et, bien sûr, en tant que Néerlandais, je pense ici à un autre crime commis par les Russes : un missile Buch qui a abattu le vol MH17. Nous devons maintenant prendre une position forte contre la Russie et contre ce régime. Et nous pouvons le faire. Corrigeons maintenant la plus grande erreur géostratégique jamais commise par l'Europe occidentale ! Arrêtez Nord Stream 2. Quel idiot a jamais pensé que nous devrions devenir plus dépendants de l'approvisionnement en gaz de Poutine ? En bref, nous devons maintenant isoler complètement ce régime.
Isabel Santos	PT	S&D	<p>Senhor Presidente, junto a minha voz ao meu colega van Dalen para aqui lembrar Serguei Iuchtchenko, Alexander Litvitiniov, Anna Politkowskaja, Natalia Estemirova, Sergei Magnitski, Boris Nemtsov, uma lista demasiado longa de opositores políticos do Senhor Putin, jornalistas, ativistas de direitos humanos assassinados e cujas mortes ocorreram em circunstâncias misteriosas.</p> <p>Sejamos claros, há um padrão de eliminação física de figuras incómodas ao regime do Senhor Putin e que não pode continuar impune. No caso do envenenamento de Alexei Navalny impõe-se a entrega rápida de provas do uso do agente neurológico da família do Novichok reunidas pelas autoridades alemãs e confirmadas por laboratórios franceses e suecos e que a Federação Russa coopere numa investigação independente e imparcial e que todos os responsáveis</p>	portugais	<p>Monsieur le Président, je me joins à mon collègue M. van Dalen pour rappeler Serguei Yushchenko, Alexander Litvitiniov, Anna Politkowskaja, Natalia Estemirova, Sergei Magnitski, Boris Nemtsov, une liste trop longue d'opposants politiques de M. Poutine, de journalistes, de militants des droits de l'homme assassinés et dont la mort est survenue dans des circonstances mystérieuses.</p> <p>Soyons clairs, il existe une tendance à l'élimination physique des personnalités qui ne sont pas à l'aise avec le régime de M. Poutine et qui ne peuvent rester impunies. Dans le cas de l'empoisonnement d'Alexei Navalny, il est impératif que les preuves de l'utilisation de l'agent neurotoxique de la famille Novichok, recueillies par les autorités allemandes et confirmées par les laboratoires français et suédois, soient livrées rapidement, que la Fédération de</p>

					Russie coopère à une enquête indépendante et impartiale et que tous les responsables
Hermann Tertsch	ES	ECR	<p>Señor presidente, se han dicho aquí los nombres de muchas de las víctimas de estos envenenamientos; en parte eran traidores que habían huido — desertores, como los calificarían en el Kremlin—, ahora son opositores.</p> <p>Rusia entra en una situación económica muy, muy difícil: Putin ha tenido veinte años y Putin ha hecho muy pocas cosas aparte de reforzarse en el poder. Ahora entra en una situación mucho más inestable para él y está claro que lo que quiere es sembrar terror y crear miedo con este caso. Por eso creo que las señales para que esa lista no se agrande y no se amplíe infinitamente tienen que ser muy, muy claras, y las señales ya no pueden ser unas sanciones cualquiera, como las que está habiendo —que en parte se ignoran y se camuflan—; tienen que ser señales claras, como, por ejemplo, la suspensión inmediata de Nord Stream 2, que sería una señal clarísima de que la Unión Europea y, sobre todo, Alemania no toleran que sucedan estas cosas y que se haga business as usual con estos crímenes.</p>	español	<p>Monsieur le Président, les noms de nombreuses victimes de ces empoisonnements ont été mentionnés ici ; certains d'entre eux étaient des traîtres qui avaient fui - des transfuges, comme on les appelle au Kremlin - ils sont maintenant des opposants.</p> <p>La Russie entre dans une situation économique très, très difficile : Poutine a eu vingt ans et Poutine n'a pas fait grand-chose à part renforcer son emprise sur le pouvoir. Il entre maintenant dans une situation beaucoup plus instable pour lui et il est clair que ce qu'il veut faire, c'est semer la terreur et créer la peur avec cette affaire. C'est pourquoi je pense que les signaux pour que cette liste ne s'allonge pas et ne s'étende pas à l'infini doivent être très, très clairs, et les signaux ne peuvent plus être n'importe quelles sanctions, comme celles qui sont actuellement en place - qui sont partiellement ignorées et camouflées - ils doivent être des signaux clairs, comme, par exemple, la suspension immédiate de Nord Stream 2, qui serait un signal très clair que l'Union européenne et, surtout, l'Allemagne ne tolèrent pas que ces choses se produisent et que l'on fasse comme si de rien n'était avec ces crimes.</p>
Vladimír Bilčík	SK	PPE	<p>Mr President, first I would like to wish Alexei Navalny a speedy and full recovery. For years now, we have seen a consistent trend in Russia: elimination of opposition and critics of the regime with the most brutal tactics. We cannot accept that in Europe in the 21st century we witness the use of chemical weapons against political opponents.</p> <p>We must act united in our response, and I'm sorry to say</p>	anglais	

			<p>that the representatives of the German EU Council Presidency have left the room before this debate. We cannot be engaged in any other conversation with Russia besides the one in which together in the European Union we hold Russia responsible, and demand clear answers and explanations from Moscow. And we must act in line with our words. Indeed, in this situation, we cannot conduct business deals or carry out strategic infrastructure projects with Moscow.</p> <p>Europe's economic relations with Russia must depend on acceptable political relations, not the other way around.</p>		
Andreas Schieder	AT	S&D	<p>Herr Präsident, Herr Kommissar! Alexei Nawalny ist vergiftet worden, weil er die Missstände in Russland angeprangert hat. Nawalny sollte zum Schweigen gebracht werden, und mit ihm sollten die Kritik und der Widerspruch und die Opposition vergiftet werden. Immer wieder werden in Russland Oppositionelle aus dem Weg geräumt, aber die Stimme der Opposition konnte bei den Regionalwahlen zum Beispiel nicht ganz zum Verstummen gebracht werden – und das ist gut so.</p> <p>Die Demokratie ist eine schwache Pflanze in Russland und gehört gestärkt. In Nowosibirsk hat „Einiges Russland“ immerhin Verluste hinnehmen müssen. Aber – und das ist, glaube ich, ganz wichtig zu betonen –, auch wenn versucht wird, immer wieder Oppositionelle zu vergiften und aus dem Weg zu räumen, der Wunsch nach Demokratie, der Kampf um Demokratie kann nicht vergiftet werden.</p>	allemand	<p>Monsieur le Président, Monsieur le Commissaire. Alexei Navalny a été empoisonné parce qu'il a dénoncé les abus en Russie. Navalny devait être réduit au silence et, avec lui, la critique, la dissidence et l'opposition devaient être empoisonnées. À maintes reprises, les figures de l'opposition sont réduites au silence en Russie, mais la voix de l'opposition n'a pas pu être complètement étouffée lors des élections régionales, par exemple - et c'est une bonne chose.</p> <p>La démocratie est une plante faible en Russie et doit être renforcée. A Novosibirsk, Russie Unie a au moins subi des pertes. Mais - et je pense qu'il est très important de le souligner - même si l'on tente encore et encore d'empoisonner les membres de l'opposition et de les écarter du chemin, le désir de démocratie, la lutte pour la démocratie ne peuvent être empoisonnés.</p>
Rasa Juknevičienė	LT	PPE	<p>Mr President, I will start by saying that Germany has played a decisive role by taking Navalny to a safe environment, by saving Navalny's life and by establishing that this was indeed a military chemical</p>	anglais	

			<p>weapon attack.</p> <p>But we need another important step: to withdraw from the Nord Stream 2 project. Why? Because with the money for gas, the Kremlin regime is able to develop such chemical weapons as Novichok and to finance such operations as the poisoning of Alexei Navalny.</p> <p>The EU countries cannot be complicit. Putin is guilty of this and a series of other murders. The Russian authorities cannot be trusted with an investigation. The EU must lead the initiative for an international investigation into the poisoning of Navalny and into the breach of Russia's international commitments by using chemical weapons.</p>		
Riho Terras	EE	PPE	<p>Lugupeetud härra asepresident! Täna arutame Aleksei Navalnõi mürgitamise juhtumit. Erinevad laborid on juba kinnitanud, et vene opositsionäär mürgitati novitšokiga, mille tootmise võimekus on vaid Vene Föderatsiooni riiklikel laboritel ning selle kasutamise sai heaks kiita vaid kõrgem juhtkond, see tähendab Vladimir Putin.</p> <p>Me soovime loomulikult Aleksei Navalnõile kiiret paranemist ja loodame, et tema tervis taastub sellest argpükslikust rünnakust.</p> <p>Oma kodanike kõrvaldamine on vaid üks selle KGB alampolkovniku arsenalis kuuluvatest räpastest meetoditest.</p> <p>Putini režiim kujutab endast ohtu tervele Euroopale. Minu küsimus on, et kuidas plaanib Euroopa Liit kaitsta oma kodanikke Venemaa agressiivse tegevuse eest olukorras, kus Euroopa Liidu järgmise pikaajalise eelarve kaitsevaldkonda suunatud kulusid on olulisel määral kärbitud?</p>	estonien	<p>Monsieur le Vice-président. Nous discutons aujourd'hui de l'affaire de l'empoisonnement d'Alexei Navalny. Il a déjà été confirmé par différents laboratoires que le chef de l'opposition russe a été empoisonné au novichok, que seuls les laboratoires d'État de la Fédération de Russie ont la capacité de produire, et dont l'utilisation ne pouvait être approuvée que par les hauts dirigeants, c'est-à-dire Vladimir Poutine. Nous souhaitons bien sûr un prompt rétablissement à Alexei Navalny et espérons que sa santé se remettra de cette lâche attaque. L'élimination de ses propres citoyens n'est qu'une des sales méthodes de l'arsenal de ce sous-commandant du KGB. Le régime de Poutine est une menace pour l'ensemble de l'Europe. Ma question est la suivante : comment l'Union européenne envisage-t-elle de protéger ses citoyens contre l'agression russe dans une situation où les dépenses de défense de l'Union européenne dans le prochain budget à long terme ont été considérablement réduites ?</p>

Eugen Tomac	RO	PPE	<p>Domnule vicepreședinte, cui servește otrăvirea lui Navalnii? Nu mai este vorba aici de un caz izolat, ci asistăm, iată, la un mod stalinist de acțiune prin care opoziții regimului Putin sunt eliminate. Mai mult, această politică a agresivității nu se oprește la graniță. Moscova practică și înțelege doar limbajul puterii și în plan extern, sfidând orice principiu de drept internațional. Ce putem face noi: să acționăm unitar și mai dur ca niciodată pentru a opri acest mod primitiv prin care democrația este lichidată de Kremlin. Rusia trebuie sancționată. Rusia are obligația să accepte rapid o anchetă internațională în cazul Navalnii. Sancțiunile trebuie să vizeze instituțiile și companiile care girează regimul Putin. Acest regim poate fi oprit doar dacă acționăm acum ferm și fără nici o concesie, indiferent de consecințe. Aici vorbim de viață și de valori care nu pot fi negociate cu nimeni. Domnule vicepreședinte Borrell, aveți responsabilitatea de a acționa ferm și categoric pentru a promova valorile europene în vecinătatea noastră. Politica externă începe în vecinătate.</p>	roumain	<p>M. le Vice-président, à qui sert l'empoisonnement de Navalny ? Il ne s'agit plus d'un cas isolé, mais nous assistons à un mode de fonctionnement stalinien qui consiste à éliminer les opposants au régime de Poutine. De plus, cette politique d'agression ne s'arrête pas à la frontière. Moscou ne pratique et ne comprend que le langage du pouvoir à l'étranger, au mépris de tout principe de droit international. Ce que nous pouvons faire : agir de manière unie et plus ferme que jamais pour arrêter cette manière primitive dont la démocratie est liquidée par le Kremlin. La Russie doit être sanctionnée. La Russie doit rapidement accepter une enquête internationale sur le cas de Navalny. Les sanctions doivent viser les institutions et les entreprises qui dirigent le régime de Poutine. Ce régime ne peut être arrêté que si nous agissons maintenant avec fermeté et sans compromis, quelles qu'en soient les conséquences. Nous parlons ici de la vie et de valeurs qui ne peuvent être négociées avec personne. Monsieur le Vice-président Borrell, vous avez la responsabilité d'agir de manière ferme et catégorique pour promouvoir les valeurs européennes dans notre voisinage. La politique étrangère commence dans le voisinage.</p>
Josep Borrell Fontelles (VP-C/HR)			<p>Mr President, thank you and I thank the Members for all their contributions to the debate. I don't have a lot of time to summarise. [...]</p> <p>Finally, on the situation in Russia, and in particular about Mr Navalny, we continue calling on Russia to investigate this crime through a fully transparent procedure under the auspices of the Organisation for the Prohibition of Chemical Weapons.</p> <p>For sure, we can expect that the poisoning of Mr Navalny will have an impact on European Union-Russia</p>	anglais	

			<p>relations. We are going to discuss that at the next Foreign Affairs Council.</p> <p>Some of you talk about the possibility of this affecting Nord Stream 2, well this is the once again something that is out of the possibilities of the European institutions. What I can tell you is that the Commission has never shown a lot of enthusiasm for this gas pipeline. The Commission does not consider it a relevant infrastructure priority, but it is something that is up to the Member States that have been pushing for this infrastructure to be built. This is apart from the scepticism from the Commission, which has never shown a strong support for it.</p> <p>And finally, about the possibility of a sanction in Russia with a kind of Magnitsky-style regime. Since I took office, I immediately launched a global human rights sanctions regime, which has been discussed once again in the last Foreign Affairs Council. Discussion continues in the Council, legal acts are currently being drafted.</p> <p>I hope that what has happened with Mr Navalny will represent encouragement for the Member States to stop discussing and start acting, and approving this human rights sanctions regime. In the same way that the Americans speak of Magnitsky legislation, we could call it our Navalny sanctions regime. This would be a good way of taking stock of what is happening and to keep on the record for the future the fact that Mr Navalny's name is associated with a sanctions regime for people who have violated human rights.</p>		
Patryk Jaki	PL	ECR	<p>Wiarygodność Federacji Rosyjskiej w stosunkach międzynarodowych w ostatnich latach została zachwiana przede wszystkim z powodu jej działań w Gruzji oraz na Ukrainie, w wyniku których Federacja</p>	polonais	<p>La crédibilité de la Fédération de Russie dans les relations internationales a été ébranlée ces dernières années, principalement en raison de ses actions en Géorgie et en Ukraine, qui ont violé la souveraineté</p>

		<p>Rosyjska – z pogwałceniem wszelkich zasad – naruszyła suwerenność i integralność terytorialną tych państw.</p> <p>Również inne działania podejmowane z pogwałceniem wszelkich międzynarodowych reguł i norm wymagają wyjaśnień. Potwierdzeniem tego są m.in. podejrzenia kierowane pod adresem Kremla o otrucie Siergieja Skripala w Wielkiej Brytanii, z mordowanie czeczeńskiego uciekiniera w berlińskim parku Tiergarten czy przeprowadzenie ataku hakerskiego na Bundestag. Istnieje realne podejrzenie, że Federacja Rosyjska stoi za atakiem na Aleksieja Nawalnego.</p> <p>Powyższe przykłady obrazują brutalną politykę Federacji Rosyjskiej, stojącą w sprzeczności z zasadami stanowiącymi fundamenty Unii Europejskiej. UE powinna podjąć wspólne i zdecydowane działania przeciwdziałające praktykom Federacji Rosyjskiej. Mając na uwadze fakt, iż Republika Federalna Niemiec sprawuje obecnie prezydencję w Radzie Unii Europejskiej, to na niej ciąży tym większa odpowiedzialność za przestrzeganie przede wszystkim europejskiej solidarności, będącej jedną z podstawowych zasad Unii Europejskiej. Rząd RFN winien natychmiast porzucić partykularne interesy i zacząć kierować się przede wszystkim interesem UE jako wspólnoty państw członkowskich. Wobec tego podjęcie przez rząd RFN decyzji o zaprzestaniu dalszej budowy szkodliwego dla UE projektu Nord Stream 2, który może uzależnić UE od rosyjskiego gazu.</p>	<p>et l'intégrité territoriale de ces États en violation de toutes les règles.</p> <p>D'autres actions prises en violation de toutes les règles et normes internationales nécessitent également une explication. Cela a été confirmé, par exemple, par les soupçons qui pèsent sur le Kremlin à propos de l'empoisonnement de Sergueï Skripal au Royaume-Uni, du meurtre d'un réfugié tchétchène dans le parc Tiergarten de Berlin ou du piratage informatique du Bundestag. Il existe une réelle suspicion que la Fédération de Russie est derrière l'attaque contre Alexei Navalny.</p> <p>Les exemples ci-dessus illustrent la politique brutale de la Fédération de Russie, qui est contraire aux principes sur lesquels repose l'Union européenne. L'UE devrait prendre des mesures conjointes et décisives contre les pratiques de la Fédération de Russie. Étant donné que la République fédérale d'Allemagne assure actuellement la présidence du Conseil de l'Union européenne, elle a une responsabilité encore plus grande de respecter avant tout la solidarité européenne, qui est l'un des principes fondamentaux de l'Union européenne. Le gouvernement allemand devrait immédiatement abandonner les intérêts particuliers et commencer à être guidé principalement par les intérêts de l'UE en tant que communauté d'États membres. Dans ce contexte, la décision du gouvernement allemand d'arrêter la poursuite de la construction du projet Nord Stream 2, qui est préjudiciable à l'UE et pourrait rendre l'UE dépendante du gaz russe.</p>
--	--	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

6.3 Retranscription des débats du 19 janvier 2021. Sujet : « L'arrestation d'Alexei Navalny ».

Nom (+titre)	État	Groupe	Intervention	Langue	Traduction libre
Roberta Metsola (P-P)	MT	PPE	<p>Il-punt li jmiss fuq l-aġenda huwa d-dibattitu dwar id-dikjarazzjoni tal-Viċi President tal-Kummissjoni/Rappreżentant Għoli tal-Unjoni għall-Affarijiet Barranin u l-Politika ta' Sigurtà dwar l-arrest ta' Aleksei Navalny (2021/2513(RSP)).</p> <p>Nixtieq ninforma lill-onorevoli Membri li, għad-dibattiti kollha ta' din is-sessjoni parzjali, mhux se jkun hemm proċedura "catch-the-eye" u mhux se jiġu aċċettati karti blu.</p> <p>Barra minn hekk, huma previsti interventi mill-bogħod mill-Uffiċċji ta' Kollegament tal-Parlament fl-Istati Membri.</p>	maltais	n.a.
Josep Borrell (VP-C, HR)			<p>Madam President, the arrest on live TV of the Russian opposition leader, Alexei Navalny, upon his return to Moscow last Sunday, is unacceptable both to Europe and to the international community, who believe in the protection of human rights and fundamental freedoms. Yesterday, I issued, on behalf of the European Union, a declaration with a clear message that we condemn the arrest of Mr Navalny, and that we stand in strong solidarity with him. The President of the European Council and the President of the Commission also issued a statement in this sense. Mr Navalny's rights must be fully and unconditionally respected and enforced, and the politicisation of justice is unacceptable. We call upon the Russian authorities to release Mr Navalny and all the journalists and activists who have been detained in connection with his return. Let me also share how glad I am that Mr Navalny has recovered from the severe poisoning he suffered in August 2020. My biggest recognition goes to all those, especially the medical staff and the team around Mr Navalny, who have been treating and supporting him over the last months. As I said, in our plenary discussion on the case of Mr Navalny that we had here in September, the EU condemns in the strongest</p>	anglais	

			possible terms the assassination attempt, through poisoning, using a military chemical nerve agent from the Novichok group. As a reaction, the European Union, in October 2020, responded by imposing in a strict manner restrictive measures on six individuals and one entity involved in the assassination attempt. These are highly ranked officials in Russia, including the Director of the Federal Security Service of the Russian Federation (FSB). As you know, any further decision on sanctions is for the Council to take. I am looking forward to this very timely discussion about such an important issue.		
David McAllister (au nom du PPE)	DE	PPE	Madam President, dear colleagues, I am very concerned and strongly condemn the arrest of Mr Aleksei Navalny upon his return to Russia, just as I am very concerned and condemn the detention of several dozen of his supporters and journalists across the country. The arrest of Mr Navalny and its modalities clearly contravene international law and the Russian constitution. I urge the authorities in Moscow to release him and his supporters immediately. Their rights need to be fully and unconditionally respected and enforced. These latest developments further deteriorate the already strained relations between the European Union and Russia. The intimidation and political persecution of government critics in Russia must stop. Dear Josep Borrell, I am thankful for your strong and clear words immediately after the arrest of Mr Navalny, and again this afternoon. Indeed, the politicisation of the Russian judiciary is unacceptable. The poisoning and the arrest of Mr Navalny are just the latest of many arguments to reassess our relations with Russia. As the European Union, we should be very clear in our response and expand the so far introduced sanctions to individuals implicated in his arrest and those who gave orders to do so. As of December 2020, the EU has the instrument of a global human rights sanctions regime. We	anglais	

			shouldn't hesitate to use this tool when and where necessary.		
Isabel Santos (au nom du S&D)	PT	S&D	Senhora Presidente, a perseguição, detenção e até eliminação física de opositores políticos, jornalistas e ativistas constitui um padrão na Federação Russa. Nemtsov, Politkovskaya, Yushenkov, são nomes que devemos recordar como alguns dos exemplos de críticos do regime de Putin assassinados. Depois de sobreviver à tentativa de envenenamento e inúmeras perseguições, Navalny foi agora preso por uma pena que, em 2013, denunciei como estando ferida de irregularidades e atentar contra o Estado de Direito, tendo sido também em 2018 declarada pelo Tribunal Europeu de Direitos Humanos como sendo politicamente condicionada. Enquanto os responsáveis do seu envenenamento continuam em liberdade, Navalny encontra-se detido na prisão onde Magnistky morreu. Isto é uma afronta clara à União Europeia e a toda a comunidade internacional. Saúdo o pedido de libertação imediata de Navalny feito pelo Senhor Alto Representante e exigimos que os responsáveis por esta detenção sejam integrados na lista de sanções.	portu- gais	Madame la Présidente, la persécution, la détention et même l'élimination physique des opposants politiques, des journalistes et des activistes est une habitude dans la Fédération de Russie. Nemtsov, Politkovskaya, Yushenkov, sont des noms que nous devrions retenir comme certains des exemples de critiques assassinés du régime de Poutine. Après avoir survécu à la tentative d'empoisonnement et aux innombrables poursuites, Navalny est maintenant emprisonné pour une peine que j'ai dénoncée en 2013 comme étant viciée et portant atteinte à l'État de droit, et qui a également été déclarée en 2018 par la Cour européenne des droits de l'homme comme étant politiquement conditionnée. Alors que les responsables de son empoisonnement sont toujours en liberté, Navalny est détenu dans la prison où Magnistky est mort. C'est un affront évident à l'Union européenne et à l'ensemble de la communauté internationale. Je me félicite de l'appel lancé par le Haut Représentant en faveur de la libération immédiate de Navalny et nous demandons que les responsables de sa détention soient inscrits sur la liste des sanctions.
Urmaz Paet (au nom du Renew)	EE	Renew	Madam President, dear High Representative, dear colleagues, Aleksei Navalny must be released immediately. His arrest is wrong on so many levels – like the legal level, domestic politics level and from an international point of view, not to mention on a human level. It takes guts for Alexei Navalny, who has been subject to beatings, harassment, attacks, arrests and poisoning with a chemical	anglais	

			<p>weapon to return to his homeland and face yet another arrest and sentencing immediately upon his arrival. Once again we are facing a situation in Russia where the victim is jailed and those responsible for his poisoning walk free. The EU must influence Russia to release Navalny immediately, to stop harassing opposition activists and the political opposition, to stop using chemical weapons on its own people and start following international law and its obligations taken thereunder. The EU must be united in its approach to Russia regarding its sanctions policy, but also in its other policy spheres, like energy policy for example. Clearly if somebody like Navalny, who has been so badly treated by its own government, the security forces and its political system, still finds in himself such a calling or a mission to return to his homeland to keep fighting for human rights and democratic principles, this must find adequate support on the European Union level as well. Also the people of Russia deserve full respect of human rights and fundamental freedoms.</p>		
Marco Zanni (au nom du ID)	IT	ID	<p>Signora Presidente, onorevoli colleghi, signor Commissario Borrell, quanto accaduto negli ultimi mesi nella vicenda Naval'nyj è inaccettabile. La democrazia deve seguire certi principi, deve seguire certe regole: l'Unione europea e gli Stati membri hanno fatto bene a condannare fermamente quanto accaduto. Non possiamo permettere che vicino a noi ci siano Stati con cui cooperiamo e con cui dialoghiamo che utilizzano l'arma giudiziaria o addirittura, potenzialmente, l'arma dell'attentato per mettere a tacere l'opposizione politica. Il rispetto dei diritti civili, dei diritti umani e dei diritti politici deve sempre essere al centro delle relazioni tra i nostri Stati membri, tra l'Unione europea e i paesi terzi. Bene quindi abbiamo fatto a più livelli e bene ha fatto la comunità internazionale a condannare quanto accaduto e a chiedere chiarezza, per far sì che le autorità russe permettano alla comunità internazionale di fare chiarezza su quanto accaduto a Naval'nyj. Però credo, Commissario</p>	italien	<p>Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs, Monsieur le Commissaire Borrell, ce qui s'est passé ces derniers mois dans l'affaire Naval'nyj est inacceptable. La démocratie doit suivre certains principes, elle doit suivre certaines règles : l'Union européenne et les États membres ont eu raison de condamner fermement ce qui s'est passé. L'Union européenne et les États membres ont eu raison de condamner ce qui s'est passé dans les termes les plus forts possibles. Nous ne pouvons pas permettre que des États avec lesquels nous coopérons et avec lesquels nous entretenons un dialogue utilisent l'arme judiciaire ou même, potentiellement, l'arme de l'attaque pour faire taire l'opposition politique. Le respect</p>

			<p>Borrell, che per essere completamente credibile in questa sua richiesta l'Unione europea dovrebbe avere un approccio comune con tutti gli Stati terzi con cui ci troviamo a dialogare e a collaborare. Credo che quanto accaduto proprio di recente con la Cina non sia un esempio cristallino di come l'Unione europea, all'unanimità e in maniera uniforme, debba condannare questi comportamenti. Nonostante sappiamo chiaramente che in Cina il rispetto dei diritti umani, dei diritti civili e dei diritti politici non viene garantito – e quanto sta accadendo a Hong Kong ne è una riprova – noi decidiamo di firmare accordi con questo paese chiudendo gli occhi per gli interessi commerciali di qualcuno. Credo che questo atteggiamento vada cambiato, altrimenti l'Unione europea e gli Stati membri non saranno e non potranno essere efficaci nella loro richiesta di rispetto dei diritti umani.</p>		<p>des droits civils, des droits de l'homme et des droits politiques doit toujours être au cœur des relations entre nos États membres, entre l'Union européenne et les pays tiers. Nous avons donc bien agi à différents niveaux, et la communauté internationale a bien agi, en condamnant ce qui s'est passé et en appelant à la clarté, pour faire en sorte que les autorités russes permettent à la communauté internationale de faire la lumière sur ce qui s'est passé à Naval'nyj. Mais je crois, Monsieur Borrell, que pour être tout à fait crédible dans votre demande, l'Union européenne devrait avoir une approche commune avec tous les pays tiers avec lesquels nous dialoguons et coopérons. Je pense que ce qui s'est passé tout récemment avec la Chine n'est pas un exemple limpide de la manière dont l'Union européenne, à l'unanimité et de manière uniforme, devrait condamner un tel comportement. Malgré le fait que nous savons clairement que le respect des droits de l'homme, des droits civils et des droits politiques n'est pas garanti en Chine - et ce qui se passe à Hong Kong en est la preuve - nous décidons de signer des accords avec ce pays, en fermant les yeux sur les intérêts commerciaux de certains. Je crois qu'il faut changer cette attitude, sinon l'Union européenne et les États membres ne seront pas et ne pourront pas être efficaces dans leur demande de respect des droits de l'homme.</p>
Sergey Lagodinsky	DE	Verts/AL E	Madam President, Aleksei Navalny is being punished for doing nothing wrong. He is being punished for daring: for daring to survive, for daring to return, for daring to continue	anglais	

<p>(au nom des Verts/ALE)</p>			<p>fighting. He is being punished for having no fear. We have long forgotten how it is to see people who have no fear. People who are ready to fight, who are ready to go to prison, and yes, who are ready to die for democracy.</p> <p>Now we see those people – in Belarus, in Turkey and now we see them also in Russia and have been seeing them for many years. Some of the names were already mentioned, and Navalny is one of them. One of the people whose term and characterisation we forgot to pronounce, one of the heroes – and that’s him, and that’s his family, and that’s his wife, Yulia, who is always on his side. It’s important that we mention that. That we see the human story behind this political story.</p> <p>But Navalny didn’t return for a human story, he returned for political work, and it is our responsibility to make sure that his political work, and the work of his party, of his foundations, of many other opposition parties in the country where he returned, is possible, and we have to call on Putin to allow free space for the upcoming elections – as free as possible under Russian circumstances.</p> <p>It is important that we also pronounce our responsibility and the responsibility of our governments, just like my national government, the government of Germany, and the government of our federal lands, like the government of Mecklenburg-Vorpommern, and the responsibility of the prime minister of Mecklenburg-Vorpommern, who is defending, and continues to defend, a project that undermines democracy and solidarity with Russian society, with Ukrainian society, with Polish society and many others. Manuela Schwesig, you have to think about your shameful decisions. Let’s stop Nord Stream 2.</p>		
<p>Witold Waszczykowski</p>	<p>PL</p>	<p>ECR</p>	<p>Czy nie powinniśmy domagać się większych sankcji, np. wyrzucenia z rozliczeń finansowych SWIFT, zamrożenia</p>	<p>polonais</p>	<p>Madame la Présidente, je voudrais vous remercier. Oups ! La Russie l'a encore fait.</p>

<p>(au nom du ECR)</p>		<p>aktywów bankowych, wykluczenia rosyjskich towarów z naszych rynków? To są oczywiście kosztowne rozwiązania, ale są i mniej kosztowne. Koszty musi ponosić rosyjskie społeczeństwo, rosyjska klasa średnia – oligarchowie, artyści, sportowcy, naukowcy. Czy oni także nie powinni być wykluczeni z naszego życia? Oligarchowie przecież nie przeniosą swoich aktywów z Londynu do Pekinu, naukowcy rosyjscy nie wyjadą z Harvardu i nie przeniosą się na uniwersytety afrykańskie. Rosyjscy celebryci nie zechcą zrezygnować z zakupów w Paryżu na rzecz bazarów bliskowschodnich, a więc społeczeństwo rosyjskie, a przynajmniej jego część, która popiera Putina, musi poznać koszty tej polityki imperialnej, musi zacząć ponosić cenę tej polityki. Musimy spróbować różnych instrumentów, aby powstrzymać imperialne zapędy Rosji.</p>	<p>La Russie a de nouveau utilisé des armes chimiques contre son propre peuple. Nous avons donc un crime. Comme Dostoïevski, nous nous demandons si nous avons aussi une punition pour ce crime. Alors que la Russie poursuit sa politique d'oppression, tant sur son territoire qu'à l'étranger, nous avons raison d'exiger une enquête internationale impliquant les institutions qui s'occupent de l'exclusion des armes chimiques. Nous devons probablement activer toute la procédure prévue par la loi Magnitsky pour défendre l'opposition et les militants. Mais est-ce suffisant ?</p> <p>Ne devrions-nous pas exiger des sanctions plus importantes, par exemple l'expulsion de SWIFT des règlements financiers, le gel des avoirs bancaires, l'exclusion des marchandises russes de nos marchés ? Ce sont évidemment des solutions coûteuses, mais il en existe aussi de moins coûteuses. Les coûts doivent être supportés par la société russe, par la classe moyenne russe - les oligarques, les artistes, les sportifs et les scientifiques. Ne devraient-ils pas également être exclus de nos vies ? Après tout, les oligarques ne déplaceront pas leurs avoirs de Londres à Pékin, et les scientifiques russes ne quitteront pas Harvard pour s'installer dans des universités africaines. Les célébrités russes ne voudront pas abandonner le shopping à Paris pour les bazars du Moyen-Orient. La société russe, ou du moins la partie d'entre elle qui soutient Poutine, doit donc apprendre le coût de cette politique</p>
------------------------	--	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

					impériale, doit commencer à en payer le prix. Nous devons essayer différents instruments pour stopper l'élan impérial de la Russie.
Idoia Villanueva Ruiz (au nom du The Left)	ES	The Left	Señora presidenta, nos sumamos a la denuncia de la detención del señor Navalny a su llegada a Moscú, meses después de ser envenenado. Nos alegramos de su recuperación y condenamos un hecho ilegal, intolerable e inhumano. No puede ser de otro modo, ya que condenamos la persecución de personas en cualquier lugar del mundo. Es la segunda vez que debatimos en este Parlamento sobre este caso. Y, ¿qué es lo que buscamos? ¿Estamos buscando nuestro liderazgo en defensa de la democracia, de los derechos humanos, de la política exterior? Rusia no está incluida en la política de vecindad de la Unión Europea, porque es entendida —como deja bien claro esta institución— como una amenaza para la seguridad europea. Dependiendo del interés del país con el que tratamos, la relación la abordamos desde la denuncia de los derechos humanos, de las bonanzas económicas o directamente la silenciamos. Creemos que este Parlamento debe ser un instrumento para construir una política exterior europea que defienda la democracia, los derechos humanos, en nuestro territorio y en el mundo. Condenamos sin ambages la actuación con el señor Navalny en Rusia y pedimos a este Parlamento que también se pronuncie y no se silencien barbaries que hoy ocurren, como la condena saudí de cinco años a Luyain al-Hazlul por defender los derechos de las mujeres, el apartheid israelí, consolidado más aún con la vacunación solo para israelíes, o los ocho asesinatos en quince días de defensores y defensoras de derechos humanos en Colombia.	español	Madame la Présidente, nous nous associons pour dénoncer l'arrestation de M. Navalny à son arrivée à Moscou, plusieurs mois après son empoisonnement. Nous saluons son rétablissement et condamnons un acte illégal, intolérable et inhumain. Il ne peut en être autrement, car nous condamnons la persécution des personnes partout dans le monde. C'est la deuxième fois que nous débattons de ce cas dans ce Parlement. Et qu'est-ce que nous recherchons ? Est-ce que nous recherchons notre leadership en matière de défense de la démocratie, des droits de l'homme, de la politique étrangère ? La Russie n'est pas incluse dans la politique de voisinage de l'Union européenne, car elle est considérée - comme cette institution l'indique clairement - comme une menace pour la sécurité européenne. En fonction de l'intérêt du pays avec lequel nous traitons, nous abordons la relation sous l'angle des droits de l'homme, des avantages économiques, ou nous la taisons directement. Nous pensons que ce Parlement doit être un instrument pour construire une politique étrangère européenne qui défende la démocratie et les droits de l'homme sur notre territoire et dans le monde. Nous condamnons sans équivoque les actions avec M. Navalny en Russie et nous demandons à ce Parlement de s'exprimer et de ne pas taire les barbaries qui ont lieu aujourd'hui, comme la

					condamnation de Luyain al-Hazlul à cinq ans de prison en Arabie saoudite pour avoir défendu les droits des femmes, l'apartheid israélien, encore renforcé par la vaccination réservée aux Israéliens, ou les huit meurtres de défenseurs des droits de l'homme en quinze jours en Colombie.
Fabio Massimo Castaldo	IT	Non inscrit	Signora Presidente, onorevoli colleghi, nella giornata di domenica, in un aeroporto cambiato pochi minuti prima dell'atterraggio e blindato per l'occasione, Aleksej Naval'nyj ha mosso i primi passi nel suo paese dopo la lunga degenza ospedaliera in Germania. Questi passi l'hanno condotto però a una centrale di polizia, dove lo attendeva una giuria improvvisata e pronta a firmare l'ordinanza che ne conferma lo stato di arresto per trenta giorni. Adesso il coraggioso Naval'nyj rischia una commutazione della pena, da sospesa a effettiva per tre anni e mezzo, e rischiamo che la storia si ripeta: com'era già accaduto nel 2018 per le presidenziali, una sentenza sotto l'influenza politica potrebbe escluderlo dalle elezioni del 19 settembre prossimo alla Duma. Signor Presidente, colleghi, difendiamo la democrazia e lo Stato di diritto per impedire gli abusi, gli abusi del diritto degli Stati e dei loro governi. Democrazia vuol dire non pretesa delle maggioranze di imporsi a tutti i costi, ma soprattutto tutela dei diritti delle opposizioni. Ecco perché la nostra voce si deve levare forte e chiara verso le autorità russe: no a processi politici, sì al rilascio immediato di Aleksej Naval'nyj.	italien	Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs, dimanche, dans un aéroport modifié quelques minutes avant l'atterrissage et blindé pour l'occasion, Aleksej Naval'nyj a fait ses premiers pas dans son pays après son long séjour à l'hôpital en Allemagne. Ces démarches l'ont toutefois conduit à un poste de police, où l'attendait un jury improvisé, prêt à signer l'ordre confirmant son arrestation pour trente jours. Aujourd'hui, le courageux Naval'nyj risque une commutation de sa peine, passant du sursis au réel pour trois ans et demi, et nous risquons que l'histoire se répète : comme ce fut le cas en 2018 pour les élections présidentielles, un jugement sous influence politique pourrait l'exclure des élections à la Douma du 19 septembre. Monsieur le Président, chers collègues, défendons la démocratie et l'État de droit pour empêcher les abus, les dérives de la loi par les États et leurs gouvernements. La démocratie, c'est ne pas exiger que les majorités s'imposent à tout prix, mais surtout protéger les droits des oppositions. C'est pourquoi nous devons faire entendre notre voix haut et fort aux autorités russes : non aux procès politiques,

					oui à la libération immédiate d'Alexey Naval'ny.
Andrius Kubilius	LT	PPE	Madam President, first of all, we of course express our solidarity with Aleksei Navalny and his family. Obviously we are demanding freedom for Navalny and we are demanding sanctions to punish those who did it. If Putin were not afraid of Navalny and of the Russian people's demand for change, Navalny would stay free. This is a manifestation of Putin following in the footsteps of dictator Lukashenko. Putin shares with Lukashenko the same fear of real elections. Lukashenko was stealing elections from the Belarusian people by jailing potential candidates Viktor Babaryka, and Sergey Tikhanovski. Putin is doing the same by arresting Aleksei Navalny. Lukashenko has finished the year 2020 with a single question, addressed globally and domestically, namely when and how he will be ousted from power. Putin is starting to move in the same direction, which may have the same outcome at the end of this year. Putin in some ways is a delayed Lukashenko. The people of Belarus have clearly shown that the majority of them are for change. The Russian people are not different and that is why Navalny was arrested. What we saw during those days is an additional reason to repeat what we said last year in September: the EU needs to launch a thorough reassessment of its relations with Russia and to consider that the pursuit of democracy should be the centrepiece of this new EU strategy towards the Russian Federation. Democracy is possible in Ukraine, it is possible in Belarus, and it is also possible in Russia. We are standing together with the Russian people.	anglais	
Kati Piri	NL	S&D	Madam President, colleagues, High Representative, the arrest of Aleksei Navalny upon his return to Moscow is a show of lawlessness and Putin's utter contempt for the civil rights of his own citizens. Just four months ago, Navalny barely survived an FSB assassination attempt and on Sunday, he returned home defiant, willing to risk his freedom for his cause to display the corruptness of this	anglais	

			regime. Putin did not succeed in killing him, so now he jails him. And, this means that the EU must hold the Kremlin accountable, and not with the weak sanctions we imposed on six individuals after Navalny's poisoning. We need to discuss serious sanctions if Navalny remains in jail. And honestly, anyone who still believes that we should continue with Nord Stream 2 is blind for what kind of regime we are dealing with in Moscow. It is time we as well show some bravery.		
Bernard Guetta	FR	Renew	Madame la Présidente, chers collègues, regardons bien et regardons mieux car, dans cette affaire Navalny; il n'y a pas qu'un invraisemblable déni de droit et de toutes les libertés à la fois. Cela c'est l'intolérable évidence, celle que ce Parlement doit dénoncer et sanctionner mais ce que nous dit d'abord l'affaire Navalny est que ce régime est maintenant affaibli. S'il n'avait pas fait arrêter l'homme revenu le défier, sans doute aurait-il enhardi l'opposition? Il pouvait en tout cas le craindre, mais en le faisant arrêter il fait d'un opposant aux mains nues un héros national engagé dans un combat singulier contre un président qui s'essouffle. M. Poutine s'embourbe en Syrie, piétine en Ukraine, hésite au Bélarus. M. Poutine perd la main, ses caisses se vident, sa popularité recule. Regardons mieux et nous verrons le désarroi d'un homme vieillissant qui ne sait plus comment faire taire ce vengeur téméraire.	français	
Thierry Mariani	FR	ID	Madame la Présidente, le 8 juin 1978 à Harvard, Alexandre Soljenitsyne a prononcé un discours souvent qualifié de prophétique. Il disait notamment, je cite: «le mode de vie occidental apparaît de moins en moins comme le modèle directeur, il est le symptôme des révélateurs par lequel l'histoire lance des avertissements à une société menacée ou en péril. De tels avertissements sont, en l'occurrence, le déclin des arts, ou le manque des grands hommes d'État». L'Union européenne n'a pas écouté Alexandre Soljenitsyne. Pire, elle présente le redressement de la Russie opéré par Vladimir Poutine comme un danger pour elle. Qui croit	français	

			<p>vraiment que Moscou soit un danger pour Paris, Rome ou Berlin? Pour ne pas voir que l'influence de l'Europe se réduit, nous inventons des fantômes. Pour ne pas avoir le courage de s'émanciper de la tutelle des États-Unis et de l'OTAN, l'Union est prête à toutes les sanctions, à toutes les provocations envers Moscou. Alexei Navalny n'est pas un acteur majeur de la politique russe, ses prises de position sont d'ailleurs parfois aux antipodes des idées que nous défendons ici. Je vous rappelle ainsi que M. Navalny affirme que la Crimée restera russe pour très longtemps. Son empoisonnement, oui, mérite une enquête internationale, selon le droit en vigueur, c'est-à-dire après avoir apprécié la qualité de l'enquête russe. Par aveuglement, l'Union européenne s'entête donc à soutenir toute opposition à Poutine. C'est l'inverse de la diplomatie et le contraire de ce à quoi l'Union doit servir: soutenir les intérêts de nos nations. À moins bien sûr que l'Union cherche à soutenir les intérêts d'un autre État qui nous a récemment donné le spectacle de la fin de sa domination mondiale, c'est d'ailleurs ce que Soljenitsyne annonçait. Aveuglés, nous ne voyons plus que les discussions, comme celle que nous avons en ce moment, ne provoquent plus l'admiration du monde, elles provoquent plutôt sa consternation.</p>		
Heidi Hautala	FI	Verts/AL E	<p>Madam President, High Representative, it's very important that this House condemn in its strongest terms the treatment of Aleksei Navalny by the Kremlin and the Russian regime. This has been the most severe breach of human rights that one can imagine – an attempted murder by the regime, very well exposed – and now that the European Union has the fresh mechanism on dealing with human rights violations anywhere in the world, we have to put this into action. I think the whole chain of command must be exposed. A lot of it is already known. We also need an international independent investigation into what actually has happened. Now this is a great opportunity to shed light on the forthcoming elections in Russia, what could happen</p>	anglais	

			to all of the opposition, and this Parliament and the European Union has to give all its support to the opposition to have a full role in the Russian system to turn it slowly into a democracy. So the elections by September 2021 will be a very crucial moment.		
Hermann Tertsch	ES	ECR	Señora presidenta, la detención de Alexéi Navalny a su llegada a Rusia es, por supuesto, un insulto a todos nosotros, a toda la comunidad internacional y, especialmente, a Europa. Europa necesita realmente pensar por qué le resulta tan fácil escupirnos a la cara a una gente que tiene tantos tratos con nosotros, un vecino tan importante nuestro. Y es que Europa no tiene credibilidad. Hemos creado la ley Magnitsky, pero carecemos de esa credibilidad, porque Putin sabe muy bien que en China hay en este momento unas violaciones de derechos humanos muchísimo más brutales que las de ellos y, sin embargo, para Navidades, le hemos regalado un acuerdo de inversión al señor Xi Jinping, que viola mucho más las leyes que ellos. Cuba machaca a sus opositores todos los días —estas Navidades, como nunca— y dirige centros de torturadores en Venezuela: pues le estamos regalando dinero con un acuerdo que jamás cumple. Turquía ejerce una brutal represión, y desde Bruselas se le regaña mucho, pero nunca se le impone una sanción. Y, desde luego, Putin sabe que tiene Nord Stream; un Nord Stream que sigue ahí, con la primera y la segunda en marcha. Y lo sabe muy bien.	español	Madame la Présidente, l'arrestation d'Alexei Navalny à son arrivée en Russie est, bien sûr, une insulte pour nous tous, pour l'ensemble de la communauté internationale et surtout pour l'Europe. L'Europe doit vraiment réfléchir à la raison pour laquelle il lui est si facile de cracher au visage de personnes qui ont tant de relations avec nous, un voisin aussi important que le nôtre. L'Europe n'a aucune crédibilité. Nous avons créé la loi Magnitsky, mais nous manquons de crédibilité, car Poutine sait très bien que les violations des droits de l'homme en Chine sont bien plus brutales qu'elles ne le sont actuellement [en Russie], et pourtant, pour Noël, nous avons donné un accord d'investissement à M. Xi Jinping, qui viole bien plus de lois qu'eux. Cuba écrase chaque jour ses opposants - ce Noël, comme jamais auparavant - et gère des centres de torture au Venezuela : eh bien, nous leur donnons de l'argent avec un accord qu'ils ne respectent jamais. La Turquie est brutalement répressive, et est beaucoup grondée par Bruxelles, mais jamais sanctionnée. Et, bien sûr, Poutine sait qu'il a Nord Stream ; un Nord Stream qui est toujours là, avec le premier et le second en place. Et il le sait très bien.
Michael Gahler	DE	PPE	Frau Präsidentin, liebe Kolleginnen und Kollegen! Die erneute Verhaftung von Alexei Nawalny ist Ausdruck von	allemand	Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs. La nouvelle arrestation d'Alexei

			<p>Schwäche, aber auch von Ratlosigkeit des Regimes. Putin weiß nicht, wie er mit Nawalny umgehen soll, außer dass er ihn verhaftet, denn mit Argumenten kann er ihn nicht zum Schweigen bringen. Im Gegenteil, Nawalny hat die besseren Argumente, wenn es um good governance, wenn es um Demokratie und Menschenrechte und die Entwicklung Russlands geht. Es ist schon perfide, wenn ein Staat, der einem Oppositionellen nach dem Leben trachtet, ihn dafür zur Haft verurteilt, dass er Bewährungsauflagen nicht einhält. Aber die hält er deswegen nicht ein, weil er sich eben gerade in Behandlung befindet wegen dieses Anschlags, der von eben diesem Staat ausgegangen ist. Ich denke, wir sollten als Reaktion darauf nicht nur unsere Empörung zum Ausdruck bringen, sondern das Instrument, das wir uns neu geschaffen haben, unser globales Menschenrechtssanktionierungsregime, zum Einsatz bringen, den europäischen Magnitsky Act. Wir sollten zum Beispiel die Richter, die sich für solche politischen Urteile hergeben, automatisch auf so eine Liste setzen. Da gibt es ein Gericht, das ihn jetzt zu 30 Tagen verurteilt hat. Diese Richter und die Staatsanwälte, die das verlangt haben, gehören darauf. Wenn wir das systematisch tun, aber auch ansonsten dem Wunsch von Herrn Nawalny entsprechen, nämlich die Entourage um Herrn Putin, die ihn trägt, tatsächlich mit Sanktionen zu belegen, dann, glaube ich, werden die es merken, dass sie eine andere Politik betreiben müssen.</p>		<p>Navalny est une expression de faiblesse, mais aussi de l'impuissance du régime. Poutine ne sait pas comment traiter Navalny, sauf en l'arrêtant, car il ne peut pas le faire taire avec des arguments. Au contraire, Navalny a les meilleurs arguments quand il s'agit de bonne gouvernance, quand il s'agit de démocratie et de droits de l'homme et du développement de la Russie. Il est perfide qu'un État qui tente de tuer une figure de l'opposition condamne celle-ci à la prison pour ne pas avoir respecté les conditions de sa libération conditionnelle. Mais il ne s'y plie pas car il est actuellement sous traitement pour cette attaque, qui a été perpétrée par cet État même. Je pense qu'en réponse à cela, nous devrions non seulement exprimer notre indignation, mais aussi utiliser l'instrument que nous venons de créer pour nous-mêmes, notre régime mondial de sanction des droits de l'homme, le Magnitsky Act européen. Nous devrions, par exemple, inscrire automatiquement sur une telle liste les juges qui se prétent à de tels jugements politiques. Un tribunal l'a maintenant condamné à 30 jours. Les juges et les procureurs qui ont demandé ça doivent y figurer. Si nous le faisons systématiquement, mais que nous répondons également au souhait de M. Nawalny, à savoir imposer des sanctions à l'entourage de M. Poutine qui le soutient, je pense qu'ils se rendront compte qu'ils doivent mener une politique différente.</p>
Tonino Picula	HR	S&D	<p>Madam President, Mr High Representative, we condemn in the strongest terms the arrest of Mr Navalny and others. Today we call for their instant release. Once again, we</p>	anglais	

			<p>deeply regret the assassination attempt against him. It was clearly an attempt to silence one of Russia's most outspoken anti-corruption activists. The attacks on the life and freedom of Aleksei Navalny illustrate the shrinking space for democracy, rule of law, fundamental freedoms and human rights in Russia, but they also have an international dimension. The use of prohibited chemical nerve agent Novichok constitutes a breach of international law, as it violates the Chemical Weapons Convention. Russian authorities should finally put an end to the harassment, intimidation, violence and oppression against its political opponents by ending the prevailing impunity. Journalists, human rights defenders and opposition politicians have to be able to conduct their legitimate activities without fear for their lives.</p>		
Michal Šimečka	SK	Renew	<p>Madam President, the unlawful arrest and jailing of Aleksei Navalny is not just a manifestation of Russia's increasingly authoritarian regime but also of that regime's increasing fear. Fear that their corruption will be exposed or fear that they will lose political power. Because, regardless of the outcome, the Navalny affair will go down as a huge embarrassment for Vladimir Putin and his lackeys. They tried to poison Navalny only for him to survive thanks to European doctors and now he willingly walks back to a Russian jail so that he can inspire a democratic movement in Russia. So, obviously, I join the call and this Parliament should join the call on the Russian Government to abide by its international obligations and release Navalny. But, as has been said, words are not enough and the EU and its Member States should freeze assets and restrict travel for those responsible for the repression in Russia. We must do more to counteract the influence of Russian money and disinformation and support human rights defenders; but also, now, it is clear that restoring Russia's voting rights in the Council of Europe, which it now ignores, has been a mistake that needs to be rectified.</p>	anglais	

Viola Cramon-Taubadel	Von	DE	Verts/AL E	Madam President, High Representative, colleagues, Aleksei Navalny was now arrested because he dared to be in a coma after being poisoned by Putin's FSB criminals. The only thing outdoing the Kremlin's bottomless cynicism is their own horrifying cruelty. Occupying and annexing sovereign countries, displacing millions, poisoning and murdering political opponents in Russia and on the territory of the EU, abducting, torturing and killing journalist and minorities – and those are only a few of many crimes that Putin's regime is built on. What does the EU do? We always react to individual incidents instead of proactively finding a consistent approach. We extend our occasional concerns and hope to go back to business as usual as soon as possible. This has to end. The Kremlin needs to learn that their crimes come with a very high price. I demand: Nord Stream must be scrapped immediately, heavier individual plus sectoral sanctions have to be introduced and more support should be offered to the liberal opposition.	anglais	
Jadwiga Wiśniewska		PL	ECR	Pani Przewodnicząca! Zatrzymanie Nawalnego to kolejna próba zastraszania demokratycznej opozycji w Rosji. Apelujemy oczywiście do władz rosyjskich o natychmiastowe uwolnienie Nawalnego, ale same apele absolutnie są niewystarczające. Potrzebna jest szybka i jednoznaczna reakcja na poziomie unijnym. A więc Rada powinna zablokować dostęp Rosji do systemu bankowego Swift. Czas zatrzymać wreszcie Nord Stream II – projekt polityczny, który zwiększa zależność Unii Europejskiej od dostaw rosyjskiego gazu. Czas zatrzymać Nord Stream II, który jest niezgodny z unijną polityką energetyczną. Solidarność unijna zakopywana jest na dnie Bałtyku razem z Nord Stream II. Nazwijmy sprawy po imieniu: wspieranie Nord Stream II jest wspieraniem reżimu putinowskiego. Tak więc powinniśmy mieć pełną świadomość, że dziś powinniśmy wezwać państwo członkowskie, które uczestniczy w tym haniebnym projekcie, czyli Niemcy, do odstąpienia do wspierania reżimu Putina.	polonais	Madame la Présidente, la détention de Navalny est une nouvelle tentative d'intimidation de l'opposition démocratique en Russie. La détention de Navalny est une nouvelle tentative d'intimidation de l'opposition démocratique en Russie. Nous demandons bien sûr aux autorités russes la libération immédiate de Navalny, mais les appels seuls sont absolument insuffisants. Ce qu'il faut, c'est une réaction rapide et sans équivoque au niveau de l'UE. Le Conseil devrait donc bloquer l'accès de la Russie au système bancaire Swift. Il est temps de mettre un terme à Nord Stream II, un projet politique qui accroît la dépendance de l'Union européenne vis-à-vis des approvisionnements en gaz russe. Il est temps d'arrêter Nord Stream II, qui est

					incompatible avec la politique énergétique de l'UE. La solidarité européenne est en train d'être enterrée au fond de la Baltique avec le Nord Stream II. Appelons un chat un chat : le soutien au Nord Stream II est un soutien au régime de Poutine. Nous devons donc être pleinement conscients qu'aujourd'hui, nous devons appeler l'État membre qui participe à ce projet honteux, à savoir l'Allemagne, à renoncer à son soutien au régime de Poutine.
Tomasz Frankowski	PL	PPE	Pani Przewodnicząca! W imieniu polskiej delegacji PO-PSL chciałbym powiedzieć, iż to bardzo ważne, że Parlament Europejski nie przygląda się milcząco bezprawnemu aresztowaniu Aleksieja Nawalnego. To istotny sygnał dla wszystkich Rosjan, a także dla obywateli Unii Europejskiej, którzy chcą wyraźnego potępienia kolejnych naruszeń praw człowieka, w tym praw politycznych i obywatelskich, przez autorytarny rząd Rosji. Unia Europejska ma odpowiednie instrumenty, aby zareagować na to, co wydarzyło się w niedzielę, i są to argumenty siły, bo ten język rozumie Władimir Putin. Chodzi o twarde sankcje ekonomiczne i personalne. Te ekonomiczne powinny zostać przez Radę rozszerzone i dotyczyć projektu Nord Stream 2. W tej sprawie możemy liczyć na współpracę transatlantycką ze Stanami Zjednoczonymi. Te personalne zaś powinny dotknąć oligarchów rosyjskich. Jak mówił sam Aleksiej Nawalny, gdy był gościem Komisji Spraw Zagranicznych Parlamentu Europejskiego 27 listopada 2020 r., „strach wobec unijnych sankcji pojawi się w Rosji dopiero wtedy, gdy zagrożą one najbogatszym i najbardziej uwikłanym w interesy Putina oligarchom. Co więcej, takie sankcje zostaną pozytywnie ocenione przez 99% rosyjskiego społeczeństwa”.	polonais	Madame la Présidente, la détention de Navalny est une nouvelle tentative d'intimidation de l'opposition démocratique en Russie. Au nom de la délégation du Parti populaire polonais , je tiens à dire qu'il est très important que le Parlement européen ne regarde pas en silence l'arrestation illégale d'Alexei Navalny. Il s'agit d'un signal important pour tous les Russes, mais aussi pour les citoyens de l'Union européenne, qui souhaitent une condamnation claire des violations successives des droits de l'homme, y compris des droits politiques et civils, par le gouvernement autoritaire de la Russie. L'Union européenne dispose des instruments appropriés pour répondre à ce qui s'est passé dimanche, et ce sont des arguments de force, car c'est le langage que comprend Vladimir Poutine. Je parle de sanctions économiques et personnelles sévères. Le Conseil devrait étendre les sanctions économiques au projet Nord Stream 2. Nous pouvons compter sur la coopération transatlantique avec les États-

					Unis dans ce domaine. Les sanctions personnelles devraient toucher les oligarques russes. Comme l'a dit Alexei Navalny lui-même lorsqu'il était l'invité de la commission des affaires étrangères du Parlement européen le 27 novembre 2020, "la peur des sanctions de l'UE n'apparaîtra en Russie que lorsqu'elles menaceront les oligarques les plus riches et les plus empêtrés dans les intérêts de Poutine". De plus, ces sanctions seront perçues positivement par 99% de la société russe".
Raphaël Glucksmann	FR	S&D	Madame la Présidente, Monsieur le Haut-représentant, chers collègues, aujourd'hui Vladimir Poutine a peur, non pas de l'Europe ou des États-Unis, mais d'un simple citoyen russe ayant pour seules armes son courage et ses comptes YouTube ou Instagram. L'arrestation pathétique d'Alexei Navalny révèle une fois de plus la nature tyrannique du régime de Poutine. Alors bien sûr, dans cette enceinte, ses petits télégraphistes d'extrême droite, de l'AFD au rassemblement national, viendront encore le défendre ici même. C'est pour cela qu'ils sont payés. Mais leurs électeurs doivent le savoir: voter pour eux, ce n'est pas voter pour la souveraineté des nations, c'est voter pour la soumission à ces tyrannies étrangères. Alors, chers collègues, souvenons-nous des mots prononcés dans ce Parlement par M. Navalny lui-même. Si vous voulez, nous dit-il, nous aider à combattre ce régime, alors sanctionnez les oligarques qui dépensent chez vous l'argent qu'ils volent chez nous. Faisons-le enfin, passons des mots aux actes, montrons qu'on ne peut pas à la fois violer les droits humains à Moscou et dépenser son argent à Courchevel ou sur la Côte d'Azur. Soyons dignes, ici, du courage des démocrates russes, là-bas.	français	
Petras Auštrevičius	LT	Renew	Madam President, the arrest of Aleksei Navalny once again confirms that our appeals to Moscow to respect its international obligations to the rule of law and the	anglais	

			protection of civil rights are not being heard. Moreover, we live under conditions of a new systemic conflict: our democratic processes are targeted by disinformation and cyberattacks; our population is exposed to military-grade nerve agents. And again, our political system is being weakened by our own actions allowing deals with the corrupt Putin's regime. I urge, once again, to halt the Nord Stream 2 project. By stopping Gazprom gas, we will stop the Kremlin. And I ask the High Representative Mr Borrell whether, given the recent events, his planned visit to Moscow next month is still on the agenda? If so, will it be made conditional upon meeting Aleksei Navalny at the place of his incarceration?		
Eugen Tomac	RO	PPE	Doamna președintă, domnule vicepreședinte, este absolut șocant ceea ce se întâmplă în aceste zile, în primul rând pentru că asistăm la ceva la ce nu se aștepta nimeni, pentru că după ce medicii europeni au demonstrat că Rusia lui Putin a încercat să lichideze fizic o voce care deranjează Kremlinul, răspunsul primit este că atunci când această voce se întoarce acasă este din nou reținută. Aveți în fața dumneavoastră, domnule vicepreședinte, o mare provocare. Ea implică acțiune din partea Uniunii Europene, pentru că milioane de oameni cu același curaj pe care-l are Navalnii în Rusia se uită cu speranță spre Europa. Rusia de astăzi se transformă pe zi ce trece într-un Gulag și avem obligația să acționăm, pentru că ceea ce demonstrează în aceste zile Putin prin comportamentul său, impunând practic practici staliniste prin care încearcă să-și elimine opoziția, ne obligă pe toți la acțiune.	roumain	Madame la Présidente, Monsieur le Vice-président, ce qui se passe ces jours-ci est absolument choquant, tout d'abord parce que nous assistons à quelque chose que personne n'attendait, parce qu'après que des médecins européens ont montré que la Russie de Poutine a tenté de liquider physiquement une voix qui dérange le Kremlin, la réponse que nous obtenons est que lorsque cette voix revient au pays, elle est à nouveau retenue. Vous avez devant vous, Monsieur le Vice-président, un grand défi. Cela implique une action de la part de l'Union européenne, car des millions de personnes ayant le même courage que Navalny en Russie se tournent vers l'Europe avec espoir. La Russie d'aujourd'hui se transforme chaque jour en goulag, et nous avons l'obligation d'agir, car ce que Poutine démontre ces jours-ci par son comportement, en imposant pratiquement des pratiques staliniennes par lesquelles il

					tente d'éliminer son opposition, nous oblige tous à agir.
Pierfrancesco Majorino	IT	S&D	Signora Presidente, onorevoli colleghi, "Putin ha paura che la gente scenda in piazza, perché il fattore che non può essere ignorato è l'essenza della politica". Sono le parole di Aleksej Naval'nyj, le parole che ci ricordano perché si è consumato questo ennesimo ignobile arresto. Putin ha infatti paura della democrazia, del pluralismo, della libertà di parola, del confronto tra opinioni diverse, ha paura dei cittadini russi che vogliono manifestare il proprio dissenso, ha paura delle voci libere. In questi giorni la comunità internazionale e le voci più autorevoli dell'Unione europea hanno duramente e giustamente condannato questo arresto. Dobbiamo andare avanti, sostenendo i cittadini che si mobiliteranno, chiedendo l'immediata scarcerazione di Naval'nyj. Naval'nyj che aspettiamo qui al Parlamento europeo, e dobbiamo dirlo anche agli amici e ai complici che sono presenti al Parlamento europeo, gli amici di Putin: la Russia è protagonista di numerosi casi di interferenze nei processi democratici europei e anche per difendere l'Europa dobbiamo difendere la libertà di Naval'nyj.	italien	Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs, "Poutine a peur que les gens descendent dans la rue, car le facteur incontournable est l'essence de la politique". Ce sont les mots d'Aleksej Naval'nyj, les mots qui nous rappellent pourquoi cette énième arrestation méprisante a eu lieu. Poutine a en fait peur de la démocratie, du pluralisme, de la liberté d'expression, de la confrontation d'opinions différentes, il a peur des citoyens russes qui veulent exprimer leur désaccord, il a peur des voix libres. Ces derniers jours, la communauté internationale et les voix les plus autorisées de l'Union européenne ont fermement et à juste titre condamné cette arrestation. Nous devons aller de l'avant, en soutenant les citoyens qui se mobiliseront, en exigeant la libération immédiate de Naval'nyj. Naval'nyj nous attendons ici au Parlement européen, et nous devons aussi dire à nos amis et complices ici au Parlement européen, les amis de Poutine : la Russie est le protagoniste de nombreux cas d'ingérence dans les processus démocratiques européens, et pour défendre l'Europe nous devons aussi défendre la liberté de Naval'nyj.
Guy Verhofstadt	BE	Renew	Madam President, at the end of the debate, I want to say something about the hypocrisy that I have heard here in this debate from Mr Zanni, the representative of the ID extreme right—wing group here. He is criticising the arrest of Navalny, but his master, Mr Salvini, is paid by Mr Putin, like Ms Le Pen is paid by Mr Putin. Half of the ID Group have links with Russia and Putin. And it's not the end. Mr Putin	anglais	

			is continuing his in—fight against Europe. Ponder, for example, that this right—wing Twitter thing is now using servers – because they are forbidden in the US – where? In Russia – Russian servers with their extreme right—wing policy. So my plea to you, Mr Borrell, is we need, as fast as possible, more sanctions, broader sanctions on more Russians, on the oligarchs. I think, even if I have never said it before, that even Nord Stream 2 has to be reconsidered in that respect.		
Peter van Dalen	NL	PPE	Voorzitter, het misdadige regime in Moskou heeft weer toegeslagen. Na moorden en vergiftigingen van talloze critici van het regime was nu Navalny aan de beurt. Hij is onterecht gearresteerd, nota bene op grond van de aanklacht dat hij zich had moeten melden bij een politiebureau in Moskou. Ja, dat is een beetje lastig als je in een ziekenhuis ligt te herstellen van een gifaanslag door je eigen Russische geheime dienst. Voorzitter, de maat is vol. We moeten nu sancties invoeren tegen Rusland. En dat begint met het stoppen van de gaspijplijn Nord Stream 2. Het is dom en onjuist dat Europa afhankelijker wordt van Russisch gas. En dan ook sancties tegen Poetin en zijn kliek. Mijnheer Borrell, ik kijk uit naar uw voorstellen voor een pakket van sancties.	néerlandais	Monsieur le Président, le régime criminel de Moscou a encore frappé. Après le meurtre et l'empoisonnement d'innombrables critiques du régime, c'est au tour de Navalny. Il a été arrêté à tort, nota bene au motif qu'il aurait dû se présenter à un poste de police de Moscou. Oui, c'est un peu délicat si vous êtes dans un hôpital en train de vous remettre d'une attaque au poison par vos propres services secrets russes. Monsieur le Président, ça suffit. Nous devons maintenant introduire des sanctions contre la Russie. Et cela commence par l'arrêt du gazoduc Nord Stream 2. Il est stupide et injuste que l'Europe devienne plus dépendante du gaz russe. Et puis aussi des sanctions contre Poutine et sa clique. Monsieur Borrell, j'attends avec impatience vos propositions pour un ensemble de sanctions.
Andreas Schieder	AT	S&D	Frau Präsidentin, Herr Vizepräsident! Die Verhaftung von Alexei Nawalny am Sonntag in Moskau ist unrechtmäßig. Nawalny ist unverzüglich freizulassen. Und es ist wieder einmal ein Zeichen der fürchterlichen Menschenrechtslage in Russland. Die Medienfreiheit ist unter Druck, Oppositionelle werden verfolgt, vergiftet, eingesperrt und ermordet. Mit der Verhaftung und Verurteilung von Nawalny werden in der russischen Scheinjustiz die Opfer zu	allemand	Madame la Présidente, Monsieur le Vice-président, l'arrestation d'Alexei Navalny à Moscou dimanche est illégale. Navalny doit être libéré immédiatement. Et c'est une fois de plus un signe de la terrible situation des droits de l'homme en Russie. La liberté des médias est sous pression, les figures de l'opposition sont persécutées,

			Tätern gemacht. Dieser Zustand und die immer schlimmere Situation können nicht weiter hingenommen werden. Wir müssen eindeutig aufseiten der unterdrückten Opposition, der Künstler, der Medien stehen. Wir stehen aufseiten der russischen Bevölkerung. Es ist höchste Zeit, über zielgerichtete Sanktionen, ähnlich dem Magnitsky Act, zu diskutieren. Und ja, ich gebe auch dem Kollegen Verhofstadt Recht: Wir müssen die Zahlungen, die von Putin immer wieder an die europäischen Rechtsextremen geleistet werden – wo er sich Europas Rechte kauft –, unterbinden und verbieten.		empoisonnées, emprisonnées et assassinées. Avec l'arrestation et la condamnation de Nawalny, les victimes sont transformées en coupables dans le système judiciaire fictif de la Russie. Cet état de fait et la situation qui ne cesse de se dégrader ne peuvent être tolérés plus longtemps. Nous devons nous tenir sans équivoque du côté de l'opposition réprimée, des artistes, des médias. Nous sommes du côté du peuple russe. Il est grand temps de discuter de sanctions ciblées, similaires à la loi Magnitsky. Et oui, je suis également d'accord avec M. Verhofstadt : nous devons arrêter et interdire les paiements que Poutine continue de faire à l'extrême droite européenne - où il achète les droits de l'Europe.
Rasa Juknevičienė	LT	PPE	Madam President, Putin is afraid as never before. He is less afraid of what we say here, but is very afraid of his own people. People of Belarus and Khabarovsk have shown courage and both European dictators are afraid. Therefore, brave people in Russia need our support messages, but even more – actions! That is why today the EU has to choose: with whom are we? The dictator Putin, asking for dialogues with him, or the alternative, the Russian people led by Navalny? Certainly we are with the people. It's time to think not about dialogue but about Putin's containment strategy. It must be comprehensive, including the suspension of Nord Stream 2. Let's stop financing Novichok! Today, I have more hope to see a different Russia in my lifetime. It may be a long way, but in 1985 I did not imagine that the USSR would collapse so quickly and that I'd speak here, and we need to be prepared.	anglais	
Vladimír Bilčík	SK	PPE	Vážená pani predsedajúca. Alexej Navalnyj jasne avizoval všetkým, že sa do svojej vlasti vráti. A svoj sľub splnil, aby mohol politicky bojovať proti putinovskému režimu	slovaque	Madame la Présidente. Alexei Navalny a clairement annoncé à tous qu'il allait retourner dans son pays. Et il a tenu sa

		<p>riadnou účasťou na politickej súťaži. A ten istý ruský režim, ktorý ho pred niekoľkými mesiacmi takmer pripravil o život, ho tento týždeň hneď po prilete naspäť odviezol do politickej cely. V politickej aréne potrebujeme aktívnych ľudí, nie väzňov. Politik musí byť schopný konať slobodne, mať možnosť usilovať sa o hlas voličov v predvolebnej kampani a účastniť sa vo voľbách. Tieto základné princípy však Rusko systematicky potláča. Moskva nepripúšťa slobodnú súťaž, pričom Alexej Navalnyj je práve dnes symbolom takejto súťaže. To sa ho tak veľmi bojíte, pán Putin, že musíte poslať Alexeja Navalného z letiska priamo do väzenia? Alexej Navalnyj patrí na slobodu. Rusko dlhodobo sabotuje a podkopáva slobodu nielen vo vzťahu k svojim vlastným ľuďom, podkopáva a sabotuje slobodu vo vzťahu k nám, Európanom. A je načase povedať dosť. Dnes sme tu nielen rozčúlení. Dnes naozaj potrebujeme jasne povedať dosť, postaviť sa Rusku podobným spôsobom, ako sme sa postavili Bielorusku, sankciami, ekonomicky, finančne aj politicky. Navalnyj patrí na slobodu a Rusko v dnešnej situácii nepatrí do Európy.</p>		<p>promesse afin de pouvoir combattre le régime de Poutine sur le plan politique en participant correctement à la compétition politique. Et le même régime russe qui a failli lui ôter la vie il y a quelques mois l'a remis dans une cellule politique cette semaine dès son arrivée. Nous avons besoin de personnes actives dans l'arène politique, pas de prisonniers. Un homme politique doit pouvoir agir librement, être en mesure de solliciter le vote de l'électorat lors de la campagne électorale et de participer aux élections. Cependant, ces principes de base sont systématiquement supprimés par la Russie. Moscou ne permet pas la libre concurrence, et Alexei Navalny en est le symbole aujourd'hui. Avez-vous tellement peur de lui, M. Poutine, que vous devez envoyer Alexei Navalny directement de l'aéroport à la prison ? Alexei Navalny est en liberté. La Russie a longtemps saboté et sapé la liberté non seulement vis-à-vis de son propre peuple, mais aussi vis-à-vis de nous, Européens. Et il est temps de dire assez. Nous ne sommes pas seulement en colère ici aujourd'hui. Aujourd'hui, nous devons vraiment dire que ça suffit, tenir tête à la Russie de la même manière que nous avons tenu tête au Belarus, avec des sanctions, sur le plan économique, financier et politique. Navalny appartient à la liberté, et la Russie, dans la situation actuelle, n'appartient pas à l'Europe.</p>
Josep Borrell (VP-C, HR)		<p>Madam President, I would like to thank honourable Members for their participation in this debate. The question is what is the timeline for the European Union to continue</p>	anglais	

		<p>addressing this matter further, in what fora and doing what. Well, first of all, the arrest of Navalny will be discussed in the relevant bodies in the Council. We expect it to be raised in current affairs in the upcoming Foreign Affairs Council on 25 January. We will continue to follow the situation closely and consider its implications. Any further listings in sanctions, as some of you have proposed, are subject to a decision of the Council by unanimity under the proposal of some Member States. We have called, and will continue to call, on the Russian authorities to investigate this crime thoroughly and transparently and to cooperate fully with the Organisation for the Prohibition of Chemical Weapons – Russia has signed this Treaty – and to ensure an international investigation. In calling for a joint response, the European Union will do whatever it takes, including through restrictive measures if the Member States consider them appropriate, and it will be discussed at the next Foreign Affairs Council. Some of you have raised the issue of the Nord Stream pipeline. Well, you know the situation of Nord Stream 2. This is a project by a group of private firms. The Commission has stated several times that it considers that this pipeline does not lead to diversifying the energy sources of the European Union. This is one of the objectives of our energy union and this project is not in the framework of our objectives, but we cannot prevent the companies from building it if the German Government agrees with that. Should these companies finalise a pipeline, they should know that they will need to operate in line with European Union law. But this is the most we can do at European Union level. Does the arrest of Mr Navalny have any other implications for European Union relations more broadly? Well, you know that our relations with Russia are based on the five guiding principles, as reaffirmed by the European Union Foreign Ministers on 12 October last year. As I explained after this Council, the whole of the EU—Russia relations cannot be reduced to the poisoning of Mr</p>		
--	--	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--	--

			<p>Navalny. We will respond swiftly and decisively to this poisoning, but we have other dimensions in our relations with Russia that we need to continue to address, such as, for example, implementation of the Minsk agreement. We maintain open channels of communication with Russia to enhance engagement on issues of common interest. The five guiding principles approach gives this possibility in order to continue defending our interests and values, which certainly include respect for international law and fundamental rights. I think this is everything that I can say at the moment. Let's see what the Member States decide to do and how the discussion at the next Foreign Affairs Council goes in order to know what the next steps will be. In any case, we are putting on all political pressure in order to get Mr Navalny's freedom and I will continue to do so through whatever ways and means that I consider appropriate.</p>		
Roberta Metsola (P-P)	MT	PPE	<p>Irċevejt, skont l-Artikolu 132(2) tar-Regoli ta' Proċedura, żewġ mozzjonijiet għal rizzoluzzjoni*. Id-dibattitu ngħalaq. Il-votazzjoni se ssir nhar il-Hamis. ————— * Ara l-Minuti. Stqarrijiet bil-miktub (Artikolu 171)</p>	maltais	
Andrus Ansip	EE	PPE	<p>Aleksei Navalnõi vahistamine on selgelt vastuolus neile rahvusvahelisest õigusest tulenevate kohustustega. On selge, et Venemaal toimub süstemaatiline poliitiliste aktivistide ja opositsiooni ahistamine, tagakiusamine ja hirmutamine ning Euroopa Liit peab oma vastuses ja sanktsioonipoliitikas olema jõuline ja ühtne. Sanktsioone tuleb laiendada kõigile, kes on seotud Navalnõi ning tema toetajate vahistamise ja vangistamisega. Nõukogu peab jätkama surve avaldamist Venemaale, et uurida Navalnõi tapmiskatset ja võtta selle toimepanijad vastutusele. Navalnõi ja kõik teised Venemaale naasmise tõttu kinnipeetud isikud tuleb viivitamatut ja tingimusteta vabastada.</p>	estonian	<p>L'arrestation d'Alexei Navalny constitue une violation manifeste de leurs obligations en vertu du droit international. Il est clair qu'il y a un harcèlement, une persécution et une intimidation systématiques des militants politiques et de l'opposition en Russie, et l'Union européenne doit être énergique et unie dans sa réponse et sa politique de sanctions. Les sanctions doivent être étendues à toutes les personnes impliquées dans l'arrestation et l'emprisonnement de Navalny et de ses partisans. Le Conseil doit continuer à faire pression sur la Russie pour qu'elle enquête sur la tentative d'assassinat de M. Navalny et traduise les auteurs en justice. Navalny et toutes les autres personnes</p>

					détenues pour être retournées en Russie doivent être libérées immédiatement et sans condition.
Anna Fotyga	PL	ECR	<p>Siergiej Magnitski zginął, próbując ujawnić olbrzymią siatkę korupcyjną sięgającą szczytów władzy. Anna Politkowska zginęła, bo nie bała się ujawniać zbrodni reżimu. Po zabójstwie Borysa Niemcowa głównym oponentem Putina został Aleksiej Nawalny, którego rosyjskie służby próbowały otruć, używając zakazanych bojowych środków chemicznych. W Rosji eliminowanie przeciwników poprzez zabójstwa stało się powszednie. Kreml nie jest w stanie uciszyć wszystkich głosów niezadowolenia. Protesty przeciwko korupcji, coraz gorszym warunkom życia i braku wolności wyszły poza wielkie miasta europejskiej części Rosji. Poparcie dla Putina spadło do najniższego w historii. Nic dziwnego, iż w obliczu zbliżających się wyborów do Dumy Kreml podjął szereg działań mających zabezpieczyć kontynuację władzy. Jednym z nich jest aresztowanie Nawalnego. Zachód nie może dłużej przyrywać oczu. Apelujemy, aby Rada nałożyła sankcje na rosyjskich oligarchów powiązanych z reżimem. UE nie powinna być miejscem przyjaznym dla kapitału niewiadomego pochodzenia. Ci, którzy korzystają ze zbudowanego przez Putina systemu – urzędnicy, biznesmeni, ludzie kultury – nie mogą z komfortem korzystać z jego owoców, ukrywając w UE majątek, kupując dobra luksusowe czy edukując swoje dzieci. Szczytem hipokryzji pozostaje projekt Nord Stream 2. Jego przyszłość to nie tylko sygnał mówiący o kondycji Zachodu. To czerwone lub zielone światło dla dalszych opresji reżimu Putina wobec rosyjskiego społeczeństwa oraz agresywnej polityki wobec sąsiadów.</p>	polonais	<p>Sergei Magnitsky est mort en essayant de dénoncer un énorme réseau de corruption atteignant le sommet du gouvernement. Anna Politkovskaïa est morte parce qu'elle n'a pas eu peur de dénoncer les crimes du régime. Après l'assassinat de Boris Nemtsov, Alexei Navalny est devenu le principal opposant de Poutine, que les services russes ont tenté d'empoisonner à l'aide d'agents chimiques de guerre interdits. En Russie, l'élimination des opposants par le meurtre est devenue monnaie courante. Le Kremlin est incapable de faire taire toutes les voix du mécontentement. Les protestations contre la corruption, les conditions de vie de plus en plus mauvaises et le manque de liberté se sont étendues au-delà des grandes villes de la partie européenne de la Russie. Le soutien à Poutine est tombé à son plus bas niveau historique. Il n'est pas surprenant qu'en vue des prochaines élections à la Douma, le Kremlin ait pris un certain nombre de mesures pour assurer le maintien du pouvoir. L'une d'entre elles est l'arrestation de Navalny. L'Occident ne peut plus fermer les yeux. Nous demandons au Conseil d'imposer des sanctions aux oligarques russes liés au régime. L'UE ne devrait pas être un lieu convivial pour les capitaux d'origine inconnue. Ceux qui bénéficient du système mis en place par Poutine - fonctionnaires, hommes d'affaires, gens de culture - ne peuvent pas profiter</p>

					confortablement de ses fruits en cachant leurs avoirs dans l'UE, en achetant des produits de luxe ou en éduquant leurs enfants. Le comble de l'hypocrisie reste le projet Nord Stream 2, dont l'avenir n'est pas seulement un signal sur l'état de l'Occident. C'est un feu rouge ou vert pour une nouvelle oppression du régime Poutine contre la société russe et une politique agressive envers ses voisins.
Andrzej Halicki	PL	PPE	Nie będziemy się milcząco przyglądać bezprawnemu aresztowaniu Aleksieja Nawalnego. Reakcja Parlamentu Europejskiego i UE to ważny sygnał dla wszystkich Rosjan, a także dla obywateli Unii Europejskiej, którzy chcą potępienia kolejnych naruszeń praw człowieka przez autorytarnego prezydenta Rosji i podległe mu służby. Unia Europejska ma odpowiednie instrumenty, aby zareagować na to, co wydarzyło się w niedzielę, i są to argumenty siły, bo ten język rozumie Władimir Putin. Chodzi o twarde sankcje ekonomiczne i personalne. Sankcje ekonomiczne powinny być przez Radę UE rozszerzone i dotyczyć projektu Nord Stream 2. W tej sprawie możemy liczyć na współpracę z USA. Sankcje personalne dotknąć powinny oligarchów rosyjskich. Jak mówił sam Aleksiej Nawalny, gdy był gościem Komisji Spraw Zagranicznych PE 27 listopada 2020 r: „Strach przed unijnymi sankcjami pojawi się w Rosji dopiero wtedy, gdy zagrożą one najbogatszym i najbardziej uwikłanym w interesy Putina oligarchom. Co więcej, takie sankcje zostaną pozytywnie ocenione przez 99% rosyjskiego społeczeństwa”. Mam nadzieję, że Nawalny będzie twarzą roku w Rosji, a demokratyczny świat solidarnie stanie w jego obronie. Jest na to szansa także ze względu na nowego prezydenta USA Joe Bidena. Niech odwaga Aleksieja w walce o wolność osobistą i polityczną będzie symbolem dla Rosjan i całego regionu Europy Wschodniej.	polonais	Nous ne resterons pas silencieux pendant qu'Alexei Navalny est arrêté illégalement. La réaction du Parlement européen et de l'UE est un signal important pour tous les Russes, mais aussi pour les citoyens de l'Union européenne, qui veulent condamner de nouvelles violations des droits de l'homme par le président russe autoritaire et ses services subordonnés. y compris les citoyens de l'Union européenne qui veulent condamner de nouvelles violations des droits de l'homme par le président russe autoritaire et ses serviteurs. Il s'agit de sanctions économiques dures et de sanctions personnelles. Les sanctions économiques devraient être étendues par le Conseil de l'UE pour inclure le projet Nord Stream 2. Nous pouvons compter sur la coopération avec les États-Unis dans ce domaine. Les sanctions personnelles devraient toucher les oligarques russes. Comme l'a dit Alexei Navalny lui-même lorsqu'il était l'invité de la commission des affaires étrangères du PE le 27 novembre 2020 : "La peur des sanctions de l'UE n'apparaîtra en Russie que lorsqu'elles menaceront les oligarques les

					<p>plus riches et les plus empêtrés de Poutine. De plus, ces sanctions seront perçues positivement par 99% de la société russe." J'espère qu'Arodna Navalny sera le visage de l'année en Russie et que le monde démocratique sera solidaire pour le défendre. Il y a une chance pour cela, notamment grâce au nouveau président américain Joe Biden. Que le courage d'Alexei dans sa lutte pour la liberté personnelle et politique soit un symbole pour les Russes et toute la région de l'Europe de l'Est.</p>
Patryk Jaki	PL	ECR	<p>Żadne państwo członkowskie UE nie powinno wspierać reżimu Władimira Putina, który jest symbolem gwałtu na międzynarodowym prawie i łamania praw człowieka. UE swoją bezczynnością akceptuje okupację ukraińskiego Krymu. Polska przyjęła do siebie setki tysięcy uchodźców z Ukrainy, którzy szukają spokoju i szansy na lepszą przyszłość. Unia nie robi jednak niczego, co mogłoby rozwiązać problem. Za to w tym czasie Niemcy i inne kraje Wspólnoty budują Nord Stream 2 razem z Rosją. Aresztowanie Aleksieja Nawalnego było przekroczeniem kolejnej granicy, pokazaniem, że władze Rosji mogą wszystko i że za nic mają jakiegokolwiek cywilizowane standardy. Tutaj opada fasada unijnych wartości, bo niestety wiele krajów członkowskich nie potrafi zachować się przyzwoicie, tylko dalej robi interesy. My za to będziemy uchylać kolejne rezolucje, z których Rosja nic sobie nie robi. Smutne to.</p>	polonais	<p>Aucun État membre de l'UE ne devrait soutenir le régime de Vladimir Poutine, qui est un symbole de la violation du droit international et des droits de l'homme. Par son inaction, l'UE cautionne l'occupation de la Crimée ukrainienne. La Pologne a accueilli des centaines de milliers de réfugiés d'Ukraine qui cherchent la paix et la possibilité d'un avenir meilleur. Cependant, l'Union ne fait rien pour résoudre le problème. Pendant ce temps, l'Allemagne et d'autres pays de la Communauté construisent Nord Stream 2 avec la Russie. L'arrestation d'Alexey Navalny a franchi une nouvelle limite, montrant que les autorités russes peuvent faire n'importe quoi et qu'elles n'ont aucun respect pour les normes civilisées. C'est là que la façade des valeurs de l'UE s'effondre, car malheureusement, de nombreux États membres sont incapables de se comporter décemment et continuent simplement à faire des affaires. Au lieu de cela, nous allons adopter de nouvelles</p>

					résolutions, mais la Russie n'en fera rien. C'est triste.
Dace Melbārde	LV	ECR	<p>Alekseja Naļaņņija arests un tiesas spriešana turpat Maskavas policijas iecirknī, bez iespējas uz advokāta aizstāvību, ir vēl viens kļedzošs piemērs tam farsam, beztiesiskumam un klajiem cilvēktiesību pārkāpumiem, ko Krievijas varasiestādes ir demonstratīvi parādījušas visai pasaulei. Alekseja Naļaņņija lieta nav tikai stāsts par Krievijas Federācijas pilsoni Alekseju Naļaņņiju, un tā nav tikai Krievijas iekšpolitiska lieta. Diemžēl jau ilgstoši (jau gadiem!!!) turpinās Krievijas valsts institūciju spiediens pret cilvēktiesību aizstāvjiem, sabiedriskajiem aktīvistiem un organizācijām, pret brīvās preses pārstāvjiem. Veiktās izmaiņas Krievijas likumdošanā sekmē varas spiediena izdarīšanas centienus uz politisko opozīciju, cilvēktiesību aktīvistiem un neatkarīgajiem medijiem. Mēģinājums noindēt politiskās opozīcijas līderi Alekseju Naļaņņiju un tagad viņu beztiesīgi turēt apcietinājumā ir tikai viens no daudziem incidentiem, kas iezīmē negatīvu attīstības tendenci Krievijā. Mēs nedrīkstam būt vienaldzīgi par Naļaņņija lietu un par notiekošo Krievijā, jo šīs beztiesīgās tendences notiek pie paša Eiropas Savienības mājas sliekšņa. Tādēļ aicinu Eiropas Savienībā pārskatīt līdzšinējo sankciju politiku, ieviest jaunas sankcijas attiecībā pret Krievijas amatpersonām, kas ir tieši atbildīgas par pilsonisko brīvību iznīcināšanu un cilvēktiesību pārkāpumiem Krievijā.</p>	letton	<p>L'arrestation et le procès d'Alexei Navalny dans un commissariat de police de Moscou, sans possibilité de consulter un avocat, est un nouvel exemple flagrant de la farce, de l'anarchie et des violations flagrantes des droits de l'homme dont les autorités russes ont fait preuve devant le monde entier. Le cas d'Alexei Navalny n'est pas seulement l'histoire d'un citoyen de la Fédération de Russie, Alexei Navalny, et ce n'est pas seulement une affaire de politique intérieure russe. Malheureusement, depuis longtemps maintenant (depuis des années ! !!), la pression exercée par les institutions de l'État russe contre les défenseurs des droits de l'homme, contre les activistes et les organisations sociales, contre la presse libre, se poursuit. Les modifications apportées à la législation russe contribuent aux efforts des autorités pour faire pression sur l'opposition politique, les militants des droits de l'homme et les médias indépendants. La tentative d'empoisonnement du chef de l'opposition politique Alexei Navalny et son emprisonnement désormais anarchique ne sont que l'un des nombreux incidents qui marquent une tendance négative en Russie. Nous ne devons pas être indifférents au cas de Navalny et à ce qui se passe en Russie, car ces développements anarchiques se déroulent aux portes mêmes de l'Union européenne. Je demande donc à l'Union européenne de revoir sa politique de sanctions actuelle, d'introduire de nouvelles</p>

					sanctions contre les responsables russes qui sont directement responsables de la destruction des libertés civiles et de la violation des droits de l'homme en Russie.
--	--	--	--	--	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

6.4 Retranscription des débats du 28 avril 2021. Sujet : « La Russie, le cas d'Alexeï Navalny, le déploiement militaire à la frontière ukrainienne et l'attaque russe en République tchèque ».

Nom (+titre)	État	Groupe	Intervention	Langue	Traduction libre
Josep Borrell Fontelles (VP-C/HR)			<p>Madam President, our relations with Turkey, from these three events that the President has mentioned, show that our relations with Russia continue to deteriorate.</p> <p>These three particular issues that you want us to address today are clear examples of that. First, Russia's destabilisation policy against Ukraine, despite the ongoing withdrawal of its military from the Ukrainian borders, which is good news, but they were there for a long time with a lot of resources.</p> <p>Second, there are worrying internal developments, particularly in the case of Mr Navalny. Yes, he has stopped his hunger strike, but what has happened has happened. Third, the recent diplomatic crisis after the finding of criminal acts in the Czech Republic carried out by Russian intelligence services, as the Czech Republic's authorities claim.</p> <p>So our relations with Russia are once again at a low point. Unfortunately, we cannot rule out that this negative trend will continue and that we will reach even more dangerous levels of deterioration. Without wanting to feed further a dynamic of escalation – nothing is further from my intention, let that be clear – we are nevertheless showing that we will not accept intimidation tactics and that we have to respond to them if they happen.</p> <p>Let's go first to the Russian military aggression against Ukraine.</p> <p>[...]</p>	anglais	

		<p>Second, on the health situation of the Russia opposition politician, Alexei Navalny, there our voice has been very strong and united. We have made an EU statement, on behalf of the 27, calling on the Russian authorities to grant Mr Navalny immediate access to the doctors that he trusts. The Russian authorities are responsible for his safety and health and will be accountable for it.</p> <p>Finally, last week, Mr Navalny was finally taken to a civilian hospital and examined by independent doctors, as we were requiring. Soon afterwards, he called off his hunger strike. We will maintain our strong calls – the same message that I went to Moscow to tell the Russian Minister, eye to eye and face to face – for ensuring the right conditions for Mr Navalny’s speedy recovery, on top of international efforts.</p> <p>As you know, last Wednesday thousands of courageous people took to the streets across Russia to further demand freedom and justice. Instead, in response, the prosecutor’s office asked that Mr Navalny’s anti-corruption network be qualified as an extremist organisation. I certainly expressed our grave concern about this yesterday. I am quite pessimistic. Unfortunately, we cannot expect that things will improve during the next electoral process in Russia in the September Duma elections, which will bring more limitations to fundamental freedoms in the run-up to these elections.</p> <p>Third, on the involvement of the Russian military intelligence in the explosion at an ammunition depot in the Czech Republic in 2014.</p> <p>[...]</p>		
--	--	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--	--

		<p>To finish, let me remind you that our policy framework towards Russia, based on the five principles, continues. We will work on internal resilience, fighting against hybrid and cyber threats, strengthening our engagement with our eastern neighbours, including the Russian people, stepping up support to Russian civil society and human rights defenders, and by enhancing people—to—people contact.</p> <p>We will continue to signal to Russia that we are ready to engage in areas of clear interest. This is also true. We have to engage. I said contain, push back and engage, because we need to engage with Russia in areas which are clearly of shared interest. I mentioned the Joint Comprehensive Plan of Action (JCPOA) and I can add climate change. We need to maintain channels of communication with Moscow. I am ready to do so, and we also stand ready to improve relations, if needed and if possible, with the Russian Government if they show a genuine willingness to do so, and certainly with full respect for our values, principles, and interest.</p> <p>To finish, I have to say that, unhappily, I see a worrying trend from the Russian authorities that seems to be choosing deliberately to deepen the confrontation with the West – with us – including through continued attacks of disinformation and other negative activities. We must therefore define a modus vivendi that will avoid permanent confrontation with a neighbour who seems to have decided to act as adversary.</p> <p>I am looking forward to listening to you and to knowing your positions, that I know will be many and varied, and to taking some stock of them in my concluding remarks, because I think that we have to be prepared for a long</p>		
--	--	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--	--

			<p>and hard period in our relations with Russia.</p> <p>I thank you, Madam President and Members of the European Parliament, for giving me this opportunity. Let's make good use of it.</p>		
Sandra Kalniete (pour le PPE)	LV	PPE	<p>Madam President, recently two legal decisions were taken in Russia. First, the Moscow prosecutor declared illegal the removal of the monument of Feliks Dzierżyński, the head of the secret police. Second, the prosecutor labelled Navalny's anti-corruption foundation an extreme organisation and called to suspend its activities.</p> <p>The recent developments in Russia are a clear signal that the Kremlin is returning to Soviet—era practices, both domestically – locking up and compromising the health of Alexei Navalny – and abroad – conducting assassinations and explosions in EU Member States and amassing troops at the Ukrainian borders.</p> <p>The EU and US must recognise that the Kremlin's provocations will not cease. For this reason, we must clearly and explicitly communicate to Russia the high price it will have to pay for overstepping the deadline set by international law. The Kremlin must respect the decision of the European Court of Human Rights and immediately and unconditionally release Alexei Navalny. The involvement of the Russian intelligence services in murders and terror acts in the EU Member States must be stopped.</p> <p>To conclude, I want to stress that the leading European powers must agree to grant Ukraine the NATO membership action plan it was promised in Bucharest in 2008. We must also assist Ukraine in military terms, in</p>	anglais	

			strengthening its capabilities and providing defensive weapons.		
Włodzimierz Cimoszewicz (pour S&D)	PL	S&D	<p>Pani Przewodnicząca! Panie Wysoki Przedstawicielu! Gdyby ta dyskusja toczyła się dwadzieścia lat temu, większość z nas mówiłaby o potrzebie rozwijania współpracy z Rosją. Trudno zaprzeczyć, że mamy z Rosją, z tym krajem, wiele wspólnych interesów. Niestety kilkanaście lat temu Rosja wybrała konfrontację zamiast kooperacji – pamiętamy przemówienie Putina w Monachium w 2007 roku, pamiętamy Gruzję, pamiętamy agresję na Ukrainę, pamiętamy niezliczone prowokacje lotnicze, morskie, liczne pogrożki i agresywne wypowiedzi. Wiemy o kampanii kłamstw, dezinformacji i próbach korumpowania polityków i partii w naszych krajach. Dokonując agresji na Ukrainę, Rosja złamała fundamentalne zasady prawa międzynarodowego, budując w ten sposób mur między sobą i praworządnyimi państwami.</p> <p>Do momentu wycofania się Rosji z Krymu i wschodniej Ukrainy normalna współpraca nie będzie możliwa. Tracą na tym wszyscy, ale najwięcej zwykli Rosjanie. Brutalna polityka dotyka także ich. Unia musi nie tylko reagować, ale i zapobiegać, a do tego potrzebna jest jedność i jasno określona cena, którą Rosja nieuchronnie zapłaci w przypadku kolejnych aktów bezprawia. Jest to sytuacja, która nikogo nie może cieszyć, ale to nie my ją stworzyliśmy. Cięży na nas wszystkich obowiązek przyjęcia wiarygodnej i perspektywicznej strategii wobec Rosji. Należy w niej zawrzeć możliwość wyciągnięcia ręki do zgody, ale dopiero wtedy, gdy Rosja zaprzestanie bezprawia, usunie jego skutki i będzie gotowa do lojalnej współpracy.</p>	polonais	<p>Madame la Présidente, je voudrais remercier le rapporteur pour son travail. Monsieur le Haut Représentant, je tiens à remercier le rapporteur pour son excellent travail. Si cette discussion avait eu lieu il y a 20 ans, la plupart d'entre nous auraient parlé de la nécessité de développer la coopération avec la Russie. Il est difficile de nier que nous avons de nombreux intérêts communs avec la Russie, et avec ce pays. Malheureusement, il y a plusieurs années, la Russie a choisi la confrontation plutôt que la coopération. Nous nous souvenons du discours de Poutine à Munich en 2007, nous nous souvenons de la Géorgie, nous nous souvenons de l'agression contre l'Ukraine, nous nous souvenons des innombrables provocations aériennes et maritimes, des nombreuses menaces et des déclarations agressives. Nous sommes au courant de la campagne de mensonges, de désinformation et des tentatives de corruption des politiciens et des partis dans nos pays. En menant son agression contre l'Ukraine, la Russie a violé les principes fondamentaux du droit international, construisant ainsi un mur entre elle et les États respectueux du droit.</p> <p>Une coopération normale ne sera pas possible tant que la Russie ne se sera pas retirée de la Crimée et de l'est de l'Ukraine. Tout le monde est perdant, mais ce sont</p>

					les Russes ordinaires qui souffrent le plus. Eux aussi sont touchés par cette politique brutale. L'Union doit non seulement réagir, mais aussi prévenir, et pour cela nous avons besoin d'unité et d'un prix clairement défini, que la Russie paiera inévitablement en cas de nouveaux actes d'anarchie. C'est une situation dont personne ne peut se réjouir, mais nous ne l'avons pas créée. Il nous incombe à tous d'adopter une stratégie crédible et tournée vers l'avenir vis-à-vis de la Russie. Cela devrait inclure la possibilité de tendre la main à un accord, mais seulement lorsque la Russie mettra fin à son anarchie, supprimera ses effets et sera prête à une coopération loyale.
Malik Azmani (pour Renew)	NL	Renew	<p>Madam President, last week we witnessed more of Putin's outrageous geopolitical behaviour. Evidence emerged about the involvement of Russian intelligence services in the 2014 explosion at the arms depot in the Czech Republic. We stand shoulder to shoulder with the Czech Republic and remind Putin that Russian interference has no place anywhere in the EU.</p> <p>We also witnessed Alexei Navalny being subjected to inhumane treatment in prison and his supporters being unjustly arrested when they took to the streets in protest. We call for Navalny's immediate release.</p> <p>Putin then turned his attention to Ukraine and escalated tensions further by sending more troops into the region. These are all acts in a sinister power play with one sole purpose: the survival of Putin's corrupt regime. It's clear that Putin has failed to learn a basic lesson. You can kill, imprison or drive your opponents into exile, but you</p>	anglais	

			cannot dampen the legitimate wish of the Russian people to one day live in a democratic and law-abiding society. We cannot stand by while the Russian Prime Minister declares we are in a new Cold War. Renew Europe calls on the Council to extend the sanctions under the EU Magnitsky Act. We must show Putin that the EU is united in condemnation of these actions.		
Ivan David (pour ID)	CZ	ID	<p>Paní předsedající, vážený místopředsedo Komise, naše frakce Identita a demokracie a naše politické hnutí SPD v České republice dlouhodobě trvají na nevměšování se do záležitostí jiných států. Prosazujeme politiku všech azimutů a tlumení mezinárodních konfliktů. Nepodporujeme ambice žádné velmoci na rozšiřování jejího vlivu. Trváme na dodržování mezinárodního práva a odmítáme praxi dvojího metru při hodnocení událostí. Trváme na racionálním hodnocení důkazů proti prosazování slepé víry.</p> <p>Soukromý sklad zbraní ve Vrběticích, který nebyl řádně zabezpečen, vybuchl v roce 2014. Zbraně byly vyváženy v rozporu s mezinárodními závazky prostřednictvím bulharského překupníka do oblastí válečných konfliktů na Ukrajině a v Sýrii. Tajné služby v České republice neplnily své povinnosti, když tento stav nezjistily a nedosáhly nápravy.</p> <p>Až do letošního roku nebylo vysloveno žádné podezření na účast cizích tajných služeb. Před týdnem vydíratelný premiér oznámil třaslavým hlasem vážné podezření na účast ruských tajných služeb. Žádné přímé důkazy nebyly předloženy s tím, že jsou tajné. Byla rozpoutána spirála akcí a protiakcí s projevy solidarity tradičně protiruských států. Důsledkem, který byl zřejmě zamýšlen, bude značné omezení diplomatických, a zejména obchodních vztahů evropských zemí s Ruskem.</p>	tchèque	<p>Madame la Présidente, Monsieur le Vice-président de la Commission, notre groupe Identité et Démocratie et notre mouvement politique SPD en République tchèque insistent depuis longtemps sur la non-ingérence dans les affaires des autres États. Nous préconisons une politique du tout-azimut et l'atténuation des conflits internationaux. Nous ne soutenons pas les ambitions d'une superpuissance d'étendre son influence. Nous insistons sur le respect du droit international et rejetons la pratique du deux poids deux mesures dans l'évaluation des événements. Nous insistons sur l'évaluation rationnelle des preuves contre la promotion d'une foi aveugle.</p> <p>Le dépôt d'armes privé de Vrbitice, qui n'était pas correctement sécurisé, a explosé en 2014. Les armes ont été exportées en violation des obligations internationales via un trafiquant bulgare vers les zones de guerre en Ukraine et en Syrie. Les services secrets de la République tchèque ont manqué à leurs devoirs lorsqu'ils n'ont pas détecté cette situation et n'ont pas cherché à y remédier.</p>

			<p>Tento vývoj pokládám za krajně nebezpečný z hlediska rostoucí hrozby války v Evropě. Rusko se bude orientovat na mimoevropské státy a Evropa přijde o obchodní příležitosti. Není těžké uhodnout, komu takový stav prospívá.</p>		<p>Jusqu'à cette année, aucun soupçon d'implication des services de renseignement étrangers n'avait été soulevé. Il y a une semaine, le Premier ministre maître chanteur a annoncé d'une voix tremblante de sérieux soupçons d'implication des services de renseignement russes. Aucune preuve directe n'a été présentée, sous prétexte qu'elle est secrète. Une spirale d'actions et de contre-actions a été déclenchée avec des expressions de solidarité de la part d'États traditionnellement anti-russes. La conséquence, qui était probablement voulue, sera une réduction significative des relations diplomatiques et, en particulier, commerciales entre les pays européens et la Russie.</p> <p>Je considère cette évolution comme extrêmement dangereuse au regard de la menace croissante de guerre en Europe. La Russie sera orientée vers les pays non européens et l'Europe perdra des opportunités commerciales. Il n'est pas difficile de deviner qui profite de cet état de fait.</p>
Sergey Lagodinsky (pour verts/ALE)	DE	Verts/ALE	<p>Frau Präsidentin! Ich staunte nicht schlecht, als der deutsche Außenminister neulich uns alle hier im Europäischen Parlament für unsere Russland—Position als Schlauberger, als Eskalationstreiber bezeichnete. Ich wundere mich, weil unsere Position – auch die, die in dieser Entschliebung steht – zutiefst prorussisch ist. Sie ist viel prorussischer als das Projekt Nord Stream 2.</p> <p>Wir sind prorussisch, weil wir an alle Russinnen und</p>	allemand	<p>Madame la Présidente, j'ai été stupéfait lorsque le ministre allemand des affaires étrangères nous a récemment qualifiés, nous tous ici au Parlement européen, de petits malins, de fauteurs d'escalade, pour notre position sur la Russie. J'ai été étonné parce que notre position - y compris celle de cette résolution - est profondément pro-russe. Il est beaucoup plus pro-russe</p>

		<p>Russen denken, nicht nur an diejenigen, die viel auf ihrem Konto haben, nicht nur an diejenigen, die Zugang zu Gas und Öl haben. Wir denken nicht nur an Machthaber und Oligarchen. Wir denken an alle Russinnen und Russen in Russland in allen Regionen.</p> <p>Wir denken an russische Familien, die ihre Angehörigen vermissen, die nur deswegen in Straflagern gelandet sind, weil sie gegen Korruption und für Demokratie gekämpft haben – wie Alexei Nawalny. Wir denken an russische Soldatenmütter, die nicht wollen, dass ihre Söhne in Kriegen, die sinnlos und rechtswidrig sind, fallen – wie in der Ostukraine oder auf der Krim. Wir denken an russische Journalistinnen und Journalisten, die nur deswegen markiert, abgestempelt und in ihrer Arbeit behindert werden, weil sie eines wollen: Sie wollen Wahrheit und über Wahrheit sprechen, wie die Medusa—Nachrichtenagentur, die ganz kürzlich zu ausländischen Agenten erklärt wurden.</p> <p>Für diese Menschen und für diese Wahrheit setzen wir uns hier auch mit dieser EntschlieÙung ein, und deswegen sind wir prorussischer, viel prorussischer als jeder, der uns Wandel durch Annäherung predigt und Korruption durch Annäherung ernet.</p> <p>Und dieser Tage sind wir auch alle pro—tschechisch. Wir sind in dieser EntschlieÙung pro—tschechisch, weil wir es nie erlauben würden, terroristische Aktivitäten auf dem europäischen Territorium zu erlauben. Wir sind pro—tschechisch, weil wir für unsere tschechischen Kolleginnen und Kollegen hier einstehen, weil wir pro—europäisch sind.</p> <p>Und weil wir pro—europäisch sind, sind wir auch pro—ukrainisch, denn der Krieg und die Eskalation an den</p>	<p>que le projet Nord Stream 2.</p> <p>Nous sommes pro-russes parce que nous pensons à tous les Russes, pas seulement à ceux qui ont beaucoup d'argent sur leurs comptes bancaires, pas seulement à ceux qui ont accès au gaz et au pétrole. Nous ne pensons pas seulement aux personnes au pouvoir et aux oligarques. Nous pensons à tous les Russes de Russie, dans toutes les régions.</p> <p>Nous pensons aux familles russes qui regrettent leurs proches, qui ont fini dans des camps de prisonniers uniquement parce qu'ils se sont battus contre la corruption et pour la démocratie - comme Alexei Nawalny. Nous pensons aux mères des soldats russes qui ne veulent pas que leurs fils tombent dans des guerres insensées et illégales - comme en Ukraine orientale ou en Crimée. Nous pensons aux journalistes russes qui sont marqués, estampillés et entravés dans leur travail uniquement parce qu'ils veulent une chose : Ils veulent la vérité et parler de la vérité, comme l'agence de presse Medusa, qui a très récemment été déclarée agent étranger.</p> <p>C'est pour ces personnes et pour cette vérité que nous sommes également debout ici avec cette résolution, et c'est pourquoi nous sommes plus pro-russes, beaucoup plus pro-russes que quiconque prêche le changement par le rapprochement et</p>
--	--	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

			<p>Grenzen zur Ukraine gefährdet auch unsere europäische Stabilität. Und deswegen schulden wir den Ukrainerinnen und Ukrainern das, wofür manche von ihnen gestorben sind: eine klare pro—europäische und europäische Perspektive.</p> <p>Das macht uns zu den pro—europäischsten, pro—ukrainischsten und prorussischsten Abgeordneten dieses Kontinents.</p>		<p>récolte la corruption par le rapprochement.</p> <p>Et ces jours-ci, nous sommes également tous pro-tchèque. Nous sommes pro-tchèque dans cette résolution parce que nous n'autoriserons jamais une activité terroriste sur le territoire européen. Nous sommes pro-tchèque parce que nous défendons nos collègues tchèques ici, parce que nous sommes pro-européens.</p> <p>Et parce que nous sommes pro-européens, nous sommes aussi pro-ukrainiens, car la guerre et l'escalade aux frontières avec l'Ukraine mettent aussi en danger notre stabilité européenne. Et c'est pourquoi nous devons aux Ukrainiens ce pour quoi certains d'entre eux sont morts : une perspective européenne et pro-européenne claire.</p> <p>Cela fait de nous les députés européens les plus pro-européens, pro-ukrainiens et prorusses de ce continent.</p>
Anna Fotyga (pour ECR)	PL	ECR	<p>Madam President, the unity reached by us yesterday in negotiating the resolution is a proper parliamentary response to Russia's aggressive posture and the country's contempt for international order, for sovereignty, for the security and territorial integrity of neighbours, for the freedom of a country's own citizens and neighbouring nations. We stand by Ukraine. The best way to show it is by immediately stopping projects like Nord Stream 2 and, in NATO's remit, the granting of MAPs to Ukraine and Georgia. We stand in solidarity, as before, with the leaders of Czechia and admire the country's response to</p>	anglais	

			<p>the act of state terrorism perpetrated by Russian active servicemen on its territory.</p> <p>We stand by the Russian opposition, in particular Alexei Navalny. We also support the Belarusian opposition in every way in their condemning the rule of Lukashenko. On Nord Stream 2, regardless of difficulty, I'm absolutely sure that stopping this project is to give enormous momentum to the pace of integration of the real community.</p>		
Mick Wallace (pour The Left)	IE	The Left	<p>Madam President, so we have another resolution attacking Russia. We're supposed to give out about military build-up on the Russian-Ukrainian border. How come we never give out about the fact that Western interference in Ukraine destabilised the region in the first place? The Americans admit to spending USD 5 billion on regime change, leading to the 2014 coup. Ukraine has been a basket case ever since.</p> <p>We're supposed to give out about Russia carrying out an act of terrorism in Czechia in 2014. Seven years ago? Why didn't we hear about it before now? Might it have more to do with the Czech elections this year? Even the Czech President, Zeman, has said there's no proof.</p> <p>Navalny. Now he's on Instagram saying he's fine, he's eating and has the medical attention he needs. I don't think Navalny should be in prison. I don't agree with prison. But I find it interesting that we never talk about the fact that one in four of the world's prisoners are in prison in America. Human rights. Anyone interested?</p> <p>We are calling on Russia to investigate the Navalny case, but the Organisation for the Prohibition of Chemical Weapons (OPCW) in Germany has refused to supply the Russian authorities with Navalny's biomedical samples so</p>	anglais	

			<p>that they can initiate the investigation. Why? Whose interests does our anti-Russian reverie serve now? The people of Russia? No. The people of Europe? No. More like the interests of NATO, the arms industry and US imperialism.</p> <p>EU countries are spending three times more on defence than Russia, and Americans are spending 10 times more on defence than Russia. These are dark times for those interested in peace and the truth.</p> <p>Cop on to yourselves!</p>		
Dorien Rookmaker	NL	<i>n.i.</i>	<p>Madam President, Mr Borrell, one of the core values of the EU is respect for human rights. Freedom of speech is elementary for true democracy. In my country, the Netherlands, the government tried to silence critical Members of Parliament too, recently. This is a big scandal. Some would say we should clean up our act first before we lecture others. Should we be silent when opposition in Russia is silenced, because we are not perfect? No, of course not. We should raise our voices whenever and wherever we can, because we can.</p> <p>Mr Navalny chose to speak up, no matter the consequences. It almost killed him. Right now he is in jail. We have to speak up for him. Whatever the consequences, he needs our support. The EU must show courage and true leadership whenever and wherever human rights are violated. We have the obligation to tell it like it is, not only to Putin, but to Xi Jinping, and Erdoğan as well. Mr Borrell, we have to act now.</p>	anglais	
Michael Gahler	DE	PPE	<p>Frau Präsidentin! Was wir in den vergangenen Wochen erlebt haben an unproviziertem militärischem Aufmarsch Russlands gegenüber der Ukraine – über 100 000 Soldaten mit Gerät –, das hat es in Friedenszeiten in</p>	allemand	(DE) Madame la Présidente, ce à quoi nous avons assisté ces dernières semaines en termes de déploiement militaire non provoqué de la Russie contre l'Ukraine -

		<p>Europa nach meiner Erinnerung zuletzt 1938 gegeben. Es waren nicht nur Panzer und Soldaten, sondern alles das, was man für einen Einmarsch braucht – von Pionieren bis Sanitätern, von elektronischer Kampfführung bis Raketenwerfern.</p> <p>Und wir rätselten: Will er nur drohen, weil es einigen russlandfreundlichen Oligarchen in der Ukraine endlich an den Kragen geht? Oder will er das eh schon besetzte Gebiet um Donezk und Luhansk heim ins Reich holen, wo er sich mit Verteilaktionen russischer Pässe gerade hunderttausende neue Bürger geschaffen hat? Oder über Mariupol eine Landverbindung zur besetzten Krim herstellen oder gar bis zum Dnepr marschieren?</p> <p>Angesichts dieser bedrohlichen Alternativen hätte ich mir gewünscht, dass der Außenrat am letzten Montag deutlicher geworden wäre. Trotz dieses Aggressionspotenzials muss man noch keine Sanktionen verhängen, aber man muss doch deutlich machen, was im Fall eines erneuten Angriffs folgt – sicher ein Stopp von Öl— und Gas—Importen und möglicherweise auch ein Abschneiden vom SWIFT—Zahlungssystem.</p> <p>Und die systemtragenden Oligarchen müssen endlich als solche qualifiziert werden. Das sind keine Privatleute, die etwas Geld übrighaben, das sie bei uns anlegen. Sie sind unverzichtbar für das Überleben des Systems, und deswegen müssen sie auch sanktioniert werden.</p> <p>Und weil die Ukraine nach Artikel 51 der Charta der Vereinten Nationen ein individuelles und kollektives Recht auf Selbstverteidigung hat, danke ich allen – EU, NATO und Drittstaaten –, die defensive Waffen an die Ukraine liefern. Es ist schade, dass wir wieder so weit sind.</p>	<p>plus de 100 000 soldats avec leur équipement - est quelque chose qui, à mon souvenir, a été vu pour la dernière fois en temps de paix en Europe en 1938. Il ne s'agissait pas seulement de chars et de soldats, mais de tout ce dont on a besoin pour une invasion - des sapeurs aux médecins, de la guerre électronique aux lance-roquettes.</p> <p>Et nous étions perplexes : Est-il simplement menaçant parce que certains oligarques ukrainiens favorables à la Russie ont enfin compris ? Ou veut-il faire entrer dans l'empire la zone déjà occupée autour de Donetsk et de Louhansk, où il vient de créer des centaines de milliers de nouveaux citoyens en distribuant des passeports russes ? Ou établir une liaison terrestre avec la Crimée occupée via Mariupol ou même marcher jusqu'au Dniepr ?</p> <p>Face à ces alternatives menaçantes, j'aurais aimé que le Conseil des Affaires étrangères soit plus clair lundi dernier. Malgré ce potentiel d'agression, il n'est pas encore nécessaire d'imposer des sanctions, mais il est nécessaire de préciser ce qui suivra en cas de nouvelle attaque - certainement un arrêt des importations de pétrole et de gaz et peut-être aussi une coupure du système de paiement SWIFT.</p> <p>Et les oligarques qui soutiennent le système doivent enfin être qualifiés</p>
--	--	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

					<p>comme tels. Ce ne sont pas des particuliers qui ont un peu d'argent de côté qu'ils investissent chez nous. Ils sont indispensables à la survie du système, et c'est pourquoi ils doivent être sanctionnés.</p> <p>Et parce que l'Ukraine a un droit individuel et collectif à l'autodéfense en vertu de l'article 51 de la Charte des Nations unies, je remercie tous ceux - UE, OTAN et pays tiers - qui fournissent des armes défensives à l'Ukraine. Il est regrettable que nous en soyons encore arrivés là.</p>
Marek Belka	PL	S&D	<p>Pani Przewodnicząca! Panie wysoki przedstawicielu! Mobilizacja wojsk rosyjskich na granicy ukraińsko-rosyjskiej przypomniała krymską interwencję z 2014 r. i wywołała obawy o przyszłość naszego partnera – przyszłość Ukrainy. Protesty Euromajdanu sprzed siedmiu lat były jasnym wyrazem oczekiwań ukraińskiego społeczeństwa, które zdecydowało, że chce być częścią europejskiego systemu wartości i europejskiej sfery dobrobytu.</p> <p>Od 2017 r. obowiązuje między nami, Unią Europejską, i Ukrainą umowa stowarzyszeniowo-handlowa. W sposób zasadniczy zmieniła ona strumień handlu tego kraju. Dzisiaj Unia Europejska – nie Rosja, a Unia Europejska – jest najważniejszym partnerem Ukrainy. Powstają wtedy, jak to zwykle w strefie wolnego handlu, spory, ale charakterystyczne jest to, że te spory są rozwiązywane w ramach cywilizowanej procedury. Można powiedzieć: w tym zakresie Ukraina stała się częścią naszego świata. Rosja do tego świata należeć nie chce.</p> <p>Mamy oczywiście zastrzeżenia co do sposobu i tempa realizacji reform instytucjonalnych na Ukrainie. Trudno</p>	polonais	<p>Madame la Présidente, je voudrais remercier le rapporteur pour son travail. Monsieur le Haut Représentant, la mobilisation des troupes russes à la frontière ukraino-russe n'est pas sans rappeler l'intervention en Crimée en 2014. La mobilisation des troupes russes à la frontière ukraino-russe n'est pas sans rappeler l'intervention en Crimée de 2014 et suscite des inquiétudes quant à l'avenir de notre partenaire - l'avenir de l'Ukraine. Les manifestations de l'Euromaïdan, il y a sept ans, ont clairement exprimé les attentes de la société ukrainienne, qui a décidé qu'elle voulait faire partie du système de valeurs européen et de la sphère de prospérité européenne.</p> <p>Depuis 2017, un accord d'association et de commerce est en vigueur entre nous, l'Union européenne et l'Ukraine. Elle a fondamentalement modifié les flux commerciaux du pays. Aujourd'hui,</p>

			<p>jest jednak myśleć o jutrze, gdy wojna puka do drzwi. Działania Federacji Rosyjskiej stają się zagrożeniem dla bezpieczeństwa i dobrobytu Ukrainy. Nie możemy wobec tego pozostawać obojętni. Musimy wspierać niepodległość Ukrainy, jej suwerenność i integralność terytorialną na miarę zagrażających jej niebezpieczeństw.</p>		<p>l'Union européenne - pas la Russie, mais l'Union européenne - est le partenaire le plus important de l'Ukraine. Comme il est habituel dans une zone de libre-échange, des litiges surviennent, mais il est caractéristique que ces litiges soient résolus selon une procédure civilisée. On peut dire que, dans cette mesure, l'Ukraine fait désormais partie de notre monde. La Russie ne souhaite pas appartenir à ce monde.</p> <p>Nous avons bien sûr des réserves sur la méthode et le rythme de mise en œuvre des réformes institutionnelles en Ukraine. Cependant, il est difficile de penser à demain lorsque la guerre frappe à la porte. Les actions de la Fédération de Russie deviennent une menace pour la sécurité et la prospérité de l'Ukraine. Nous ne pouvons pas rester indifférents à cette situation. Nous devons soutenir l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine en fonction des dangers qui la menacent.</p>
Bernard Guetta	FR	Renew	<p>Vos raisons sont claires, Monsieur Poutine: elles sont que vos difficultés économiques, la constante montée de votre impopularité, votre incapacité à faire la paix en Syrie après y avoir gagné la guerre et le rejet surtout de votre trop long règne par les classes moyennes vous conduisent à vouloir terrifier vos opposants et détourner l'attention de vos concitoyens par des bruits de bottes qui ne mènent à rien.</p> <p>Alors, Monsieur Poutine, tant qu'il en est encore temps, tant que vous n'avez pas encore fait monter la tension au-</p>	français	

			<p>delà de toute raison, ouvrez les espaces de liberté auxquels votre peuple aspire, reprenez cette marche vers la démocratie que la Perestroïka avait entreprise, renoncez à vous ingérer dans les affaires intérieures de vos voisins, de ces États indépendants avec lesquels vous n'auriez qu'intérêt à nouer des relations de confiance. Oubliez l'idée de vouloir nous faire peur, à nous, les 27 nations de l'Union européenne, car vous n'arrivez qu'à nous liquer contre vous et à précipiter notre effort de défense. Abandonnez le mal, essayez le bien et vous verrez à quel point il sera bénéfique aux Russes et à leurs voisins, à notre continent et au monde.</p> <p>Nous partageons la même culture, la même civilisation, la même Europe à laquelle vous n'avez simplement pas le droit de refuser un horizon commun. Alors, Monsieur Poutine, libérez Alexeï Navalny et tous vos prisonniers politiques, mettez vos tueurs au chômage, présentez vos excuses à nos amis tchèques, et tendez enfin la main de la concorde à l'Ukraine, à la Géorgie et en Biélorussie, à tous vos voisins immédiats. Faites-le, Monsieur Poutine, ou vous nous trouverez sur votre chemin.</p>		
Thierry Mariani	FR	ID	<p><i>[Début d'intervention hors micro]</i> utilisent les affaires étrangères pour apaiser la mauvaise conscience de la gauche européenne. Leurs journaux titrés à la gloire de Staline; leurs responsables politiques qui prenaient leurs consignes au parti communiste; leurs commentateurs qui prétendaient que les goulags étaient une infox.</p> <p>Aujourd'hui, l'URSS est tombée, il n'y a plus de mur à Berlin et pourtant, beaucoup de nos collègues sont paradoxalement nostalgiques de la guerre froide. Pour les uns, l'hostilité vis-à-vis de la Russie est un argument pratique pour tenter d'effacer les compromissions du passé; pour les autres, c'est un prétexte afin de continuer à réclamer la tutelle des États-Unis. Moscou est à 11</p>	français	

			<p>heures de voiture de Kiev; Washington se situe à plus de 7 800 kilomètres. Nous entendons donc l'Union européenne multiplier les accusations les plus graves concernant les mouvements de troupes russes à leurs propres frontières, quand les intérêts américains continuent de fournir à l'Ukraine une véritable armada militaire. Si demain la France envoyait des troupes au Mexique, ou l'Allemagne en Bolivie, et si le haut représentant de l'Union européenne condamnait les ingérences américaines en Amérique latine, quelle serait la réaction de Washington?</p> <p>Cette politique est un fardeau pour l'Europe occidentale. Trop souvent, l'Union européenne et son action extérieure ne servent pas les intérêts des peuples européens, qui n'ont rien à gagner à défier notre voisin russe. La promesse des fédéralistes européens, qui s'engageaient à guider nos nations vers la paix, est en train de perdre tout crédit.</p> <p>Chacun voit l'action américaine qui a cherché ces derniers mois à attiser les tensions avec Moscou sur tous les fronts pour essayer de gagner son bras de fer sur Nord Stream 2. C'est à une condamnation sans appel des États-Unis que nous devrions procéder aujourd'hui. Il est temps que notre partenaire américain cesse de traîner la vieille Europe comme un domestique encombrant.</p>		
Viola Von Cramon-Taubadel	DE	Verts/ALE	<p>Madam President, in his recent state-of-the-nation address, President Putin complained that some states pick on Russia, often without an excuse. In line with the Kremlin's shameless cynicism, this complaint was voiced precisely when 150 000 Russian soldiers were mobilised on Ukrainian borders and in annexed Crimea. When convoys of Russian military vehicles were rushing into Ukraine's Donbas region. When Alexei Navalny, once already sent to his deathbed by FSB killers, was once</p>	anglais	

			<p>again fighting for his life in Putin's prison. When Czech authorities confirmed the link between Russian military services and the vicious crime that claimed the lives of innocent people. When Ukrainians in the occupied Donbas region are forced into fast-track passportisation, just like people in the Russian-occupied territories of Georgia and Moldova. When the Kremlin is encroaching on the sovereignty of Belarus, while Lukashenko is ready to allow it as long as he keeps his power. When our elections and democracies are under permanent attack by Russian interference and disinformation campaigns. When Russian citizens are constantly denied the fundamental freedoms of speech, association and peaceful assembly.</p> <p>Are all these reasons not enough to criticise and sanction Russia? Are these, and many more, not enough acts of aggression and bullying against which we all have to take a stand? We cannot afford to be naive when it comes to the Russian Government and Putin's regime.</p> <p>Thanks a lot for the good resolution and good cooperation.</p>		
Witold Jan Waszczykowski	PL	ECR	<p>Pani Przewodnicząca! Señor Borrell! Przedstawił pan olbrzymi katalog oczekiwań, co Rosja ma zrobić. Zgadzam się z tym, ale zabrakło mi pytania i odpowiedzi, co my mamy zrobić? Dlaczego kolejny raz ustępujemy wobec groźby agresji? Przedstawił pan informacje, że nie zrobimy, eufemistycznie twierdząc, że nie chcemy eskalować. Mam nadzieję, że to nie są retoryczne pytania. Tymczasem Putin pokazał Rosji i światu zdolność mobilizacyjną i zdolność szantażowania nas. Zmusił prezydenta Zelenskigo do prośby o bezpośrednie rozmowy, zmusił prezydenta Bidena do zaproponowania starego zimnowojennego szczytu w sprawie Ukrainy. Spowodował neutralność formatu Berlina, formatu</p>	polonais	<p>Madame la Présidente, je voudrais remercier le rapporteur pour son travail. Señor Borrell ! Vous avez présenté un énorme catalogue d'attentes quant à ce que la Russie devrait faire. Je suis d'accord avec cela, mais j'ai manqué la question et la réponse : que sommes-nous censés faire ? Pourquoi cédon-nous une fois de plus à la menace d'une agression ? Vous avez avancé l'information selon laquelle nous ne ferons rien, en déclarant par euphémisme que nous ne voulons pas d'escalade. J'espère que ce ne sont pas des</p>

			<p>normandzkiego: Berlin i Paryż w kuriozalny sposób apelowały o deeskalację. Pani Urszula von der Leyen w kluczowym momencie kryzysu odmówiła wizyty na Ukrainie. Putin udowodnił więc, że wiele może, i pokazał naszą indolencję.</p> <p>Dlaczego nie uczymy się na błędach appeasementu? Nie ma deficytu instrumentów powstrzymywania agresora, jest brak woli i determinacji działania. Dlaczego, señor Borrell, dlaczego, pani Urszulo von der Leyen, nie mamy woli i determinacji działania, by powstrzymać agresorów?</p>		<p>questions rhétoriques. Entre-temps, Poutine a montré à la Russie et au monde entier la capacité de se mobiliser et la capacité de nous faire chanter. Il a obligé le président Zelenski à demander des pourparlers directs, il a obligé le président Biden à proposer le vieux sommet de la guerre froide sur l'Ukraine. Il a causé la neutralité du format de Berlin, du format de Normandie : Berlin et Paris ont curieusement appelé à la désescalade. Mme Ursula von der Leyen a refusé de se rendre en Ukraine à un moment crucial de la crise. Poutine a ainsi prouvé qu'il pouvait faire beaucoup, et il a montré notre indolence.</p> <p>Pourquoi ne tirons-nous pas les leçons des erreurs de l'apaisement ? Ce ne sont pas les instruments qui manquent pour arrêter un agresseur, c'est la volonté et la détermination d'agir qui font défaut. Pourquoi, Señor Borrell, pourquoi, Mme von der Leyen, n'avons-nous pas la volonté et la détermination d'agir pour arrêter les agresseurs ?</p>
Silvia Modig	FI	The Left	<p>Arvoisa puhemies, Venäjä on pitkään ollut vaarallinen paikka niin tutkiville journalisteille kuin oppositiopoliitikoille. Aivan liian moni heistä on menettänyt henkensä puolustaessaan vapaata tiedonvälitystä tai poliittista mielipiteenvapautta. Heitä, uhreja, yhdistää Putinin hallinnon arvosteleminen ja sen toimien tutkiminen. Jos media ei ole vapaa ja jos oppositio ei ole vapaa toimimaan, ei ole vapaata kansalaisyhteiskuntaa, ei ole vapautta. Euroopan ihmisoikeustuomioistuim on todennut Navalnyin vankeuden laittomaksi, ja hänet tulee vapauttaa</p>	finnois	<p>Monsieur le Président, la Russie est depuis longtemps un endroit dangereux pour les journalistes d'investigation comme pour les politiciens de l'opposition. Beaucoup trop d'entre eux ont perdu la vie en défendant la liberté d'information ou d'opinion politique. Ce qui les unit, les victimes, c'est leur critique du régime de Poutine et l'enquête sur ses actions. Si les médias ne sont pas libres et si l'opposition n'est pas libre d'agir, il n'y a pas de société</p>

			<p>välittömästi ja mahdollistaa hänen tarvitsemansa lääketieteellinen apu.</p> <p>Meidän on pystyttävä puolustamaan demokratiaa ja vapautta ja kansainvälistä sääntöperusteista järjestelmää, ja sen puolustaminen ei ole Venäjä-vastaisuutta. En hyväksy syytöistä Venäjä-vastaisuudesta. Päinvastoin: minä puhun Venäjän hallinnon korruptiosta ja rikoksista juuri siksi, jotta venäläisillä olisi mahdollisuus vapaina ja ilman pelkoa rakentaa itsellensä parempaa tulevaisuutta. Siinä meidän tulee heitä tukea.</p>		<p>civile libre, il n'y a pas de liberté. La Cour européenne des droits de l'homme a jugé que l'emprisonnement de M. Navalny était illégal et qu'il devait être libéré immédiatement et recevoir les soins médicaux dont il a besoin.</p> <p>Nous devons être en mesure de défendre la démocratie, la liberté et le système international fondé sur des règles, et le défendre n'est pas anti-russe. Je n'accepte pas l'accusation d'être anti-russe. Au contraire, je parle de la corruption et des crimes du régime russe, précisément pour que les Russes aient la possibilité, librement et sans crainte, de se construire un avenir meilleur. C'est là que nous devons les soutenir.</p>
Andrea Bocskor	HU	<i>n.i.</i>	<p>Tisztelt Elnök Úr! Reményteljes, hogy Ukrajna keleti határánál enyhült a feszültség. Bízom benne, hogy a normandiai formátumban előrelépés történhet, hiszen a minszki megállapodásoknak megfelelően, a békés rendezés az egyetlen helyes megoldás. A konfliktus csak politikai párbeszéddel oldható fel. Magyarország kiáll Ukrajna szuverenitása és területi integritása mellett, és tisztában van azokkal a nehézségekkel, amelyekkel Ukrajna szembesül, ezért már évek óta segíti a kelet-ukrajnai konfliktusból adódó gazdasági és humanitárius helyzet megoldásában és a koronavírus járvány leküzdésében.</p> <p>Mindezek ellenére Ukrajna nem biztosít arányos tiszteletet a kárpátaljai magyar közösség számára. Folyamatosan szűkülnek a nyelvi és oktatási jogok, nem vonják be a képviselőiket a döntéshozatalba, illetve megfélemlítik a vezetőiket, a Mirotvorec internetes</p>	hongrois	<p>Cher Monsieur le Président ! Elle espère que les tensions se sont apaisées à la frontière orientale de l'Ukraine. Je suis convaincu que des progrès peuvent être réalisés dans le format Normandie, car un règlement pacifique est la seule solution correcte, conformément aux accords de Minsk. Le conflit ne peut être résolu que par le dialogue politique. La Hongrie défend la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine et est consciente des difficultés auxquelles l'Ukraine est confrontée. Elle contribue depuis des années à résoudre la situation économique et humanitaire découlant du conflit dans l'est de l'Ukraine et à lutter contre l'épidémie de coronavirus.</p>

			<p>oldalón pedig megbélyegzik őket, mint például engem is. És hátrányos lehet a kisebbségi illetve a kettős állampolgárságról szóló törvény is. Magyarország készen áll a konstruktív párbeszédre Kijevvel, hogy egy olyan megoldás szülessen, amely minden érintett félnek megfelelő. Ukrajna nemzetközi és bilaterális kötelezettségvállalásaival összhangban garantálja a magyar közösség jogait és biztonságát.</p>		<p>Malgré tout cela, l'Ukraine n'accorde pas un niveau de respect proportionnel à la communauté hongroise de Transcarpathie. Leurs droits linguistiques et éducatifs sont constamment restreints, leurs représentants ne participent pas aux décisions, leurs dirigeants sont intimidés et ils sont stigmatisés sur le site web de Mirotvorec, comme je l'ai été. Et la loi sur les minorités et la double citoyenneté peut également être préjudiciable. La Hongrie est prête à engager un dialogue constructif avec Kiev pour trouver une solution satisfaisante pour toutes les parties concernées. L'Ukraine garantira les droits et la sécurité de la communauté hongroise conformément à ses engagements internationaux et bilatéraux.</p>
Andrzej Halicki	PL	PPE	<p>Szanowna Pani Przewodnicząca! Szanowni Państwo! Chciałem przypomnieć, że Europa ma narzędzia, żeby powstrzymać agresywną politykę Rosji i także ochronić życie Nawalnego. Mamy narzędzia w ręku, tylko musimy ich używać. Dlatego przypomnę – przypomnę także Komisji – że już w lutym Trybunał Praw Człowieka w Strasburgu wydał decyzję o konieczności uwolnienia Aleksieja Nawalnego i podjęciu przez niego leczenia poza granicami Rosji. Powinniśmy się tego głośno domagać, bo Rosja jest sygnatariuszem Europejskiej Karty Praw Człowieka.</p> <p>Po drugie, Aleksiej Nawalny, będąc tutaj w Parlamencie – była to jego ostatnia obecność w Brukseli przed powrotem do Rosji – powiedział bardzo wyraźnie na posiedzeniu Komisji Spraw Międzynarodowych, co jest istotą problemu w Rosji, a mianowicie siła oligarchów. To oni stanowią parasol ochronny dla Putina i fundament</p>	polonais	<p>Monsieur le Président, je tiens à remercier le commissaire pour son excellent travail. Je tiens à vous rappeler que l'Europe dispose des outils nécessaires pour mettre un terme à la politique agressive de la Russie et pour protéger la vie de Navalny. Je tiens à vous rappeler que l'Europe dispose des outils nécessaires pour mettre un terme à la politique agressive de la Russie et pour protéger la vie de Navalny. Nous avons les outils en main, il suffit de les utiliser. Par conséquent, je vous rappelle - et je rappelle également à la Commission - qu'en février déjà, la Cour des droits de l'homme de Strasbourg a jugé qu'Alexey Navalny devait être libéré et recevoir un traitement médical hors de Russie. Nous devons l'exiger haut et fort,</p>

		<p>autokratycznych rządów reżimu Putina w Rosji. 90% Rosjan zaakceptuje twarde sankcje wobec oligarchów, bo to jest źródło ich bezpieczeństwa, jeżeli odetniemy oligarchów od pieniędzy. Musimy to zrobić jak najszybciej i twardo i mocno domagamy się sankcji – sankcji wobec oligarchów.</p> <p>Wreszcie punkt trzeci – rynek ropy i gazu. Nie można go oddzielać od zasad demokratycznych. Nie można go oddzielać od naszych międzynarodowych priorytetów. Przypomnę słowa Donalda Tuska, szefa Europejskiej Partii Ludowej, który powiedział wprost i powtórzył to zresztą kilkakrotnie: jeżeli chcecie zatrzymać agresję rosyjską na Ukrainę, musicie zatrzymać Nord Stream 2. Ja powtórzę: jeżeli chcecie uratować życie Nawalnego, jeżeli chcemy zatrzymać agresywną politykę Rosji, musimy zatrzymać Nord Stream 2 i nałożyć sankcje na oligarchów.</p>	<p>car la Russie est signataire de la Charte européenne des droits de l'homme.</p> <p>Deuxièmement, Alexey Navalny, lorsqu'il était ici au Parlement - c'était sa dernière apparition à Bruxelles avant de rentrer en Russie - a indiqué très clairement, lors de la réunion de la commission des affaires internationales, quelle est l'essence du problème en Russie, à savoir le pouvoir des oligarques. Ils sont le parapluie de Poutine et le fondement de la règle autocratique du régime de Poutine en Russie. 90% des Russes accepteraient des sanctions sévères contre les oligarques, car c'est la source de leur sécurité, si nous coupons l'argent des oligarques. Nous devons le faire le plus rapidement possible et nous demandons avec force et fermeté des sanctions - des sanctions contre les oligarques.</p> <p>Enfin, le troisième point - le marché du pétrole et du gaz. Cela ne peut être séparé des principes démocratiques. Elle ne peut être séparée de nos priorités internationales. Je voudrais rappeler les paroles de Donald Tusk, le chef du Parti populaire européen, qui a dit sans détour et l'a répété plusieurs fois : si vous voulez arrêter l'agression russe contre l'Ukraine, vous devez arrêter le Nord Stream 2. Je le répète : si vous voulez sauver la vie de Navalny, si vous voulez arrêter la politique agressive de la Russie, vous devez arrêter</p>
--	--	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

					le Nord Stream 2 et imposer des sanctions aux oligarques.
Tonino Picula	HR	S&D	<p>Madam President, it's easy to conclude that our relations with Russia are at a very low point. The debate today tackles three problems, but the list of our pending issues with Russia is much longer.</p> <p>Even though the circumstances have changed since last week, the fact is that Russia was piling up military in an illegally occupied territory, while still not cooperating within OSCE mechanisms. Alexei Navalny did stop his hunger strike, but he's still imprisoned. The attacks on his life and freedom illustrate the shrinking space for democracy, the rule of law and fundamental freedoms, while the human rights situation in Russia is deteriorating on an unprecedented scale. Illegal activities in Czechia are a stark reminder of how far Russian interference goes.</p> <p>We have to adopt a new substantial and comprehensive strategy towards Russia. We should not keep falling into a political trap, thus further narrowing the space for our political actions, but rather strengthen our common foreign and security policy. Energy over-dependence, divergent policies among Member States, direct interference in political processes, and Russia's very active role in disinformation campaigns should be on our to-do list. Prevailing particular interests are only a great opportunity for Russia to impose further leverage. Therefore, we should re-examine the added value of the ongoing policies and projects that undermine the strategic autonomy of the European Union as a whole.</p>	anglais	
Dita Charanzová	CZ	Renew	<p>Paní předsedající, vážený místopředsedo Komise, případ českých Vrbetic vyvolává vzpomínku na studenou válku. Zpravodajské služby Ruska operují na českém území, naruší suverenitu naší země. O život při tomto aktu státního terorismu přijdou dva občané České republiky.</p>	tchèque	Madame la Présidente, Monsieur le Vice-président de la Commission, le cas de la société tchèque Vrbětice rappelle des souvenirs de la guerre froide. Les services de renseignement russes opèrent sur le

		<p>Rozdíl, který dnes cítím, je ten, že Česká republika není sama. Dnešní debata i usnesení jsou toho jasným důkazem. Stejně jako všechny projevy solidarity i kroky jednotlivých zemí, které se za Česko jednotně postavily. A já bych jim – stejně jako vám zde – dnes chtěla jako občanka České republiky poděkovat!</p> <p>Na stole dnes máme silný text, který je reakcí nejen na český případ, ale i na zhoršující se zdravotní stav předáka Alexeje Navalného a na vojenské manévry u hranic s Ukrajinou. Přijetím tohoto usnesení Parlament vyšle jasný vzkaz: chování Ruska nenecháme bez odezvy, Evropa hlavu neskloní!</p> <p>Ale aby nezůstalo jen u slov na papíře, potřebujeme, pane místopředsedo Komise, konat. Musíme konat a musíme konat společně: rozšířit sankce na oligarchy, zmrazit jejich účty v Evropě, postavit se hybridní válce, kterou s námi Rusko vede, a v neposlední řadě změnit naši zastaralou strategii vůči Rusku. Je čas jednat, vážený místopředsedo Komise.</p>	<p>territoire tchèque, violant la souveraineté de notre pays. Deux citoyens tchèques perdent la vie dans cet acte de terrorisme d'État.</p> <p>La différence que je ressens aujourd'hui est que la République tchèque n'est pas seule. Le débat et la résolution d'aujourd'hui en sont la preuve évidente. Il en va de même pour toutes les expressions de solidarité et les actions des différents pays qui ont fait bloc derrière la République tchèque. Et je tiens à les remercier - ainsi que vous ici aujourd'hui - en tant que citoyen de la République tchèque !</p> <p>Nous avons un texte fort sur la table aujourd'hui, qui est une réponse non seulement au cas tchèque, mais aussi à la détérioration de la santé du leader Alexei Navalny et aux manœuvres militaires près de la frontière avec l'Ukraine. En adoptant cette résolution, le Parlement enverra un message clair : nous ne laisserons pas le comportement de la Russie sans réagir, l'Europe ne baissera pas la tête !</p> <p>Mais, Monsieur le Vice-président de la Commission, nous devons agir pour que cela ne reste pas que des mots sur le papier. Nous devons agir, et nous devons agir ensemble : étendre les sanctions contre les oligarques, geler leurs comptes en Europe, faire face à la guerre hybride que la Russie mène contre nous et, enfin et surtout, changer notre stratégie dépassée vis-à-vis</p>
--	--	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

					de la Russie. Il est temps d'agir, Monsieur le Vice-président de la Commission.
Jörg Meuthen	DE	ID	<p>Frau Präsidentin! Die jüngsten Truppenbewegungen an der russisch-ukrainischen Grenze sind fraglos beunruhigend. Wir alle sind uns einig, dass erneute militärische Auseinandersetzungen im Donbass verhindert werden müssen. Wir alle wollen Frieden! Nicht nur in den Grenzen der Europäischen Union, sondern selbstverständlich auch bei unseren europäischen Nachbarn, vor unserer Haustür.</p> <p>Die EU sieht sich gern als Friedensprojekt, und in ihrer Geschichte hat sie unzweifelhaft zur Befriedung der Staaten Europas beigetragen. Es ist die wirtschaftliche Kooperation, die in den vergangenen Jahrzehnten Frieden und Stabilität in unseren Reihen geschaffen hat, und so war auch die historische Idee der Gründer.</p> <p>Doch die EU von heute, die EU Frau von der Leyens, Herrn Michels und auch Herrn Borrells, ist in ihrem oft sehr einseitigen und unsensiblen Handeln leider kein Friedensstifter mehr. Brüssel sollte ein möglichst neutraler und ein vermittelnder Akteur sein.</p> <p>Natürlich ist es nicht hinnehmbar, wenn bestehende Grenzen in Frage gestellt werden und – jedenfalls mittelbar – mit militärischer Durchsetzung gedroht wird. Natürlich sollte das auch seitens der EU in der gebotenen Deutlichkeit zum Ausdruck gebracht werden. Aber es ist nicht klug, allzu einseitig Position zu beziehen, und auch nicht, mit einem Säbel rasseln zu wollen, den man in Brüssel doch gar nicht hat.</p> <p>Die EU hat eine gewisse Neigung, sich eher unbeholfen und ungeschickt in Konflikte einzumischen, zu deren Lösung sie nicht wirklich etwas beitragen kann. Sie sollte</p>	allemand	<p>Madame la Présidente, les récents mouvements de troupes à la frontière russo-ukrainienne sont incontestablement inquiétants. Nous sommes tous d'accord pour dire qu'il faut éviter de nouvelles confrontations militaires dans le Donbass. Nous voulons tous la paix ! Non seulement à l'intérieur des frontières de l'Union européenne, mais bien sûr aussi avec nos voisins européens, à notre porte.</p> <p>L'UE aime se considérer comme un projet de paix et, au cours de son histoire, elle a sans aucun doute contribué à la pacification des États européens. C'est la coopération économique qui a apporté la paix et la stabilité dans nos rangs au cours des dernières décennies, et c'était l'idée historique des fondateurs.</p> <p>Mais l'UE d'aujourd'hui, l'UE de Mme von der Leyen, de M. Michels et aussi de M. Borrell, n'est malheureusement plus un artisan de la paix dans ses actions souvent très unilatérales et insensibles. Bruxelles doit être aussi neutre que possible et jouer un rôle de médiateur.</p> <p>Bien entendu, il est inacceptable que les frontières existantes soient remises en question et que - au moins indirectement - l'application militaire soit menacée. Bien entendu, l'UE devrait également l'exprimer avec la clarté nécessaire. Mais il</p>

		<p>sich stattdessen mehr auf ihre Kernkompetenzen zurückbesinnen. Sie ist keine außenpolitische Größe, schon gar keine militärische Macht, und sie darf es auch niemals werden. Außen- und Sicherheitspolitik ist und bleibt Angelegenheit der nationalen Regierungen und – das sage ich gerade als Deutscher – unseres Verteidigungsbündnisses, eben der NATO, keinesfalls der EU. Wie ernst diese als weltpolitischer Akteur genommen wird, das hat Ursula von der Leyen ja kürzlich erst bei ihrem Besuch in Ankara zu spüren bekommen.</p> <p>Die EU hat nicht das Recht, sich in die inneren Angelegenheiten von Drittstaaten einzumischen. Sehr wohl hat sie die Pflicht, sich klar und deutlich zu äußern, wenn ihre Mitgliedsländer von Drittstaaten angegriffen werden. Es deutet vieles darauf hin, dass der russische Geheimdienst 2014 hinter dem Anschlag auf das Munitionslager in Tschechien steckt. Das ist ein schwerwiegender Angriff auf die Souveränität und Integrität Tschechiens.</p> <p>Unsere volle Solidarität gilt hier den Tschechen; dazu kann und darf die EU nicht schweigen. Dabei ist völlig klar: Sanktionen, Provokation und Isolation helfen nicht weiter. Alle Seiten müssen im Dialog bleiben. Nur dieser Dialog, ein Austarieren aller Interessen, kann Frieden und Stabilität auf Dauer sichern.</p>	<p>n'est pas sage d'adopter une position trop unilatérale, ni de vouloir agiter un sabre que Bruxelles n'a pas.</p> <p>L'UE a une certaine tendance à intervenir de manière plutôt maladroite dans des conflits qu'elle ne peut pas vraiment contribuer à résoudre. Elle devrait plutôt revenir à ses compétences de base. Elle n'est pas une puissance de politique étrangère, encore moins une puissance militaire, et elle ne doit jamais le devenir. La politique étrangère et de sécurité est et reste l'affaire des gouvernements nationaux et - et je le dis en tant qu'Allemand - de notre alliance de défense, l'OTAN, et non de l'UE. Ursula von der Leyen a récemment constaté, lors de sa visite à Ankara, à quel point l'UE est prise au sérieux en tant qu'acteur politique mondial.</p> <p>L'UE n'a pas le droit de s'immiscer dans les affaires intérieures des pays tiers. Elle a cependant le devoir de s'exprimer clairement lorsque ses États membres sont attaqués par des pays tiers. De nombreux éléments indiquent que les services secrets russes étaient derrière l'attaque du dépôt de munitions en République tchèque en 2014. Il s'agit d'une grave atteinte à la souveraineté et à l'intégrité de la République tchèque.</p> <p>Nous sommes entièrement solidaires des Tchèques ; l'UE ne peut et ne doit pas</p>
--	--	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

					rester silencieuse sur cette question. Il est absolument clair que les sanctions, la provocation et l'isolement n'aideront pas. Toutes les parties doivent rester en dialogue. Seul ce dialogue, un équilibre entre tous les intérêts, peut garantir la paix et la stabilité à long terme.
Mikuláš Peksa	CZ	Verts/ALE	<p>Paní předsedající, dámy a pánové, budeme si muset promluvit o sabotáži ve Vrbětících. V Česku došlo k útoku dvou agentů Putinova režimu, který stál životy dvou občanů Evropské unie, způsobil nepohodlí celé obce v blízkosti a způsobil obrovské materiální škody.</p> <p>Posunout tento případ a identifikovat viníky se podařilo až po letech a minulý týden Česko reagovalo vypovězením ruských diplomatů. Oceňuji nabídku podpory ze strany našich evropských spojenců a oceňuji váhu toho kroku, kdy naši spojenci vypověděli diplomaty Ruské federace.</p> <p>Chápu, že tento starý útok proti nachystané ruské armádě na ukrajinských hranicích může vypadat jako záležitost, kterou není nutno řešit urgentně. A taky chápu, že v tomto Parlamentu sedí řada lidí, kteří mají šíření nejistoty a polopravd ohledně vražedných aktivit Putinova režimu přímo v popisu práce. Akorát nechápu, proč se jich zrovna tolik najde mezi tzv. vlastenci. Každopádně rozumím tomu, že by někomu prospělo tu věc nějak rozmělnit, zpochybnit a přejít.</p> <p>To ale nemůžeme dovolit v zájmu celé Evropy. Protože není možné, aby se stalo normálním, že agenti nějakého cizího státu budou v Evropě vraždit lidi. Jednou ze základních funkcí našeho evropského společenství je solidarita, protože držíme pospolu a jedna Evropa je mnohem silnější než shluk nějakých národních států.</p>	tchèque	<p>Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs, nous devrons parler du sabotage à Vrbětice. En République tchèque, une attaque menée par deux agents du régime de Poutine a coûté la vie à deux citoyens de l'Union européenne, a incommodé tout un village voisin et a causé d'énormes dégâts matériels.</p> <p>Il a fallu des années pour résoudre l'affaire et identifier les coupables, et la semaine dernière, la République tchèque a réagi en expulsant des diplomates russes. J'apprécie l'offre de soutien de nos alliés européens, et j'apprécie le poids de la décision de nos alliés d'expulser les diplomates de la Fédération de Russie.</p> <p>Je comprends que cette ancienne attaque de l'armée russe à la frontière ukrainienne puisse sembler être une question qui ne doit pas être traitée de manière urgente. Et je comprends également qu'il y a un certain nombre de personnes siégeant dans cette Assemblée qui, dans leur description de poste, répandent des incertitudes et des demi-vérités sur les activités meurtrières du régime de Poutine. Je ne comprends pas pourquoi il y en a tant parmi les soi-</p>

			<p>Takže teď je čas na solidaritu a je to třeba z toho důvodu, že prostě musíme dát najevo Putinovu gangu, že diktátoři a gangsteři u nás v Evropě nemají šanci podobné věci dělat. Agresi prostě není možné ustupovat a Kremlu je třeba zopakovat, že jedy, výbuchy a vojenské vydírání nejsou nástroje, které by přivedly Rusko k jednomu vyjednávacímu stolu s Evropou a udělaly ho partnerem.</p> <p>Chtěl bych ještě zdůraznit, že bavíme-li se o Evropě, pak Ukrajina je součástí Evropy.</p>		<p>disant patriotes. Quoi qu'il en soit, je peux comprendre qu'il soit dans l'intérêt de quelqu'un d'édulcorer la chose, de la remettre en question et de passer à autre chose.</p> <p>Mais nous ne pouvons pas le permettre pour le bien de l'ensemble de l'Europe. Parce qu'il n'est pas possible qu'il devienne normal que des agents d'un État étranger assassinent des gens en Europe. L'une des fonctions fondamentales de notre communauté européenne est la solidarité, parce que nous nous serrons les coudes et qu'une Europe est bien plus forte qu'une collection d'États-nations. L'heure est donc à la solidarité, et la raison en est simplement que nous devons faire comprendre au gang de Poutine que les dictateurs et les gangsters n'ont pas la possibilité de faire de telles choses ici en Europe. L'agression n'est tout simplement pas une option et il faut répéter au Kremlin que les poisons, les explosions et le chantage militaire ne sont pas les outils qui amèneront la Russie à la table des négociations avec l'Europe et en feront un partenaire.</p> <p>Je voudrais également souligner que si nous parlons de l'Europe, alors l'Ukraine fait partie de l'Europe.</p>
Jacek Saryusz-Wolski	PL	ECR	<p>Madam President, I would say to the High Representative that the EU has no Russia policy. At best, it has a schizophrenic one. On the one hand, the EU limits itself to verbal condemnations of Russia's serial aggressions</p>	anglais	

			<p>and violations. It offers moral comfort but it has no impact. This policy is full of hypocrisy. On the other hand, the EU refuses imposing meaningful sanctions and continues business as usual. How many aggressions, frozen conflicts, murders and poisonings do we need before we wake up?</p> <p>The EU is capable to stop Russian aggression by heavy sanctions, like the exclusion of Russia from the Swift financial system. The will is lacking. Limiting itself to purely verbal bashing, which pleases the Kremlin and strengthens it in the view of its electorate, we are in fact a paper tiger.</p> <p>The name of the elephant in the room is Nord Stream 2. Even not yet completed, Nord Stream 2 is paralysing the EU's foreign and security policy, making it toothless and impotent. The EU's foreign and security policy is already a hostage to Nord Stream 2 and its victim.</p>		
Miroslav Radačovský	SK	n.i.	<p>Pani predsedajúca, toto nie je prejav pána Borrella. Toto nie je prejav Európskej komisie. Toto je verejné vyhlásenie prezidenta Českej republiky z 25. 4. 2021, v ktorom konštatuje, že nebolo dôkazmi preukázané, aby sa na mieste výbuchov v Čechách nachádzali ruskí agenti. Civilizovaná právna spoločnosť je charakterizovaná tým, že musia byť o akejkol'vek vine produkované jednoznačné a pochybnosti nevzbudzujúce dôkazy.</p> <p>Takéto dôkazy podľa vyjadrenia českej strany ešte produkované neboli. Podľa môjho názoru to, čo sa tu dnes deje, je sudca - lynč. Je to lynč rusofóbov za podpory Spojených štátov amerických bez vykonania dôkazov.</p> <p>A pokiaľ sa týka pána Navaľného, videl niekto z vás už rozsudok, na základe ktorého bol pán Navaľnyj uznaný vinným? Je to kriminálny trestný čin, majetkový trestný</p>	slovaque	<p>Madame la Présidente, ce n'est pas le discours de M. Borrell. Il ne s'agit pas d'un discours de la Commission européenne. Il s'agit d'une déclaration publique du président de la République tchèque, datée du 25 avril 2021, dans laquelle il affirme qu'il n'a pas été prouvé par des éléments de preuve que des agents russes étaient présents sur le site des explosions en République tchèque. Une société juridique civilisée se caractérise par le fait que toute culpabilité doit être prouvée sans équivoque et au-delà de tout doute raisonnable.</p> <p>Selon la partie tchèque, ces preuves n'ont pas encore été produites. À mon avis, ce</p>

			<p>čin, alebo politický čin? Nie, rozsudok neukážeme.</p> <p>My tu nie sme ovce, bez rozsudku. Ukážte rozsudok, posúdime.</p> <p>Bol som 37 rokov sudcom na území Slovenskej republiky. Bez dôkazov, bez toho, aby som dôkazy videl, nikdy by som si nedovolil, a žiaden civilizovaný človek si nedovolí, takto postupovať.</p> <p>Nie je to správne. Správne je, aby Európa bola jednotná, aby Európa diskutovala, aby Európa viedla dialóg, a nie rusofóbnu históriu. To je všetko.</p>		<p>qui se passe ici aujourd'hui est un lynchage judiciaire. C'est un lynchage de russophobes avec le soutien des Etats-Unis d'Amérique, sans qu'aucune preuve n'ait été produite.</p> <p>En ce qui concerne M. Navalny, l'un d'entre vous a-t-il vu le jugement sur la base duquel M. Navalny a été déclaré coupable ? S'agit-il d'une infraction pénale, d'une infraction contre les biens ou d'une infraction politique ? Non, nous ne montrerons pas le jugement.</p> <p>Nous ne sommes pas des moutons ici, sans verdict. Montrez le verdict, nous jugerons.</p> <p>J'ai été juge pendant 37 ans sur le territoire de la République slovaque. Sans preuves, sans voir les preuves, je n'oserais jamais, et aucune personne civilisée n'oserait, procéder de cette manière.</p> <p>Ce n'est pas bien. Ce qui est juste, c'est que l'Europe soit unie, que l'Europe discute, que l'Europe ait un dialogue, et non une histoire russophobe. C'est tout.</p>
Andrius Kubilius	LT	PPE	<p>Madam President, the Kremlin's aggressive behaviour, and sometimes simply terrorist behaviour, both externally and internally, are real threats to the security of the European Union, and to the whole European continent. That is the Kremlin policy which is directed also against the future of Russia. Ordinary Russian people are those who are suffering the biggest damage, when the future of a normal, democratic country is stolen from them by the</p>	anglais	

			<p>Kremlin's policy.</p> <p>'Push back, contain and engage with democratic Russia': that should be the formula of our actions.</p> <p>Besides what is said in a good resolution, I would add what else we need to do.</p> <p>First, let's take care about the security of our Eastern Partnership neighbours, especially Ukraine. Let's offer them what some experts are calling EU security partnerships or security compacts.</p> <p>Second, let's give the trio of Eastern Partnership countries, including Ukraine, a clearer path for their integration, maybe offering them what in Romano Prodi's formula was called 'everything but institutions'. Integration of the trio would bring growth and stability of democracies and set a good example for the people of Russia.</p> <p>And third, let's work together with US Administration on the development of a common democracy defence toolbox, with clear sanctions on violations of human rights, on attempts to steal elections, on laundering of 'dirty money'. We need to defend the right of the Russian people to democracy. Democracy is possible in Russia, as it is possible in Ukraine, or in Belarus.</p> <p>Russia deserves a better future. And we can help the Russian people to get it.</p>		
Marina Kaljurand	EE	S&D	<p>Austatud istungi juhataja. Me räägime täna Venemaa käitumisest, mis eriti viimasel ajal on olnud provokatiivne, ettearvamatu ja vaenulik, aga mitte üllatav. Venemaa rikub järjekindlalt rahvusvahelist õigust ja vaatab, mis siis saab – kas ja mismoodi reageerib Euroopa</p>	estonien	<p>Madame la Présidente. Nous parlons aujourd'hui du comportement de la Russie, qui, surtout récemment, a été provocateur, imprévisible et hostile, mais pas surprenant. La Russie viole</p>

			<p>Liit. Usun, et te kogesite seda isiklikult kohtumisel välisminister Lavroviga, ja kogu maailm nägi Venemaa suhtumist Euroopa Liitu ja demokraatiasse kohtumisele järgnenud pressikonverentsil. See oli lubamatu, inetu ja alandav. Täna palub üks meie seast, Tšehhi, Euroopa Liidult toetust ja solidaarsust, et vastata Venemaa räigele käitumisele. Ta palub toetust mitte ainult sõnades, vaid ka tegudes, nii nagu palusid kunagi Suurbritannia, Holland ja ka Eesti 2007. aastal. Ma vaatan Teie poole, härra kõrge esindaja, aga ka kõigi liikmesriikide poole. Meie kohustus on toetada Tšehhit, teha seda sirge seljaga, otsustavalt ja üheskoos, sest me kaitseme ka oma ühiseid väärtusi ja põhimõtteid. Euroopa Liidu tugevus peitub ühtsuses. Ärme lase Venemaal lõhestada meid ja irvitada meie üle.</p>		<p>constamment le droit international, et elle attend de voir ce qui va se passer - si et comment l'Union européenne va réagir. Je crois que vous en avez fait l'expérience en personne lors de la réunion avec le ministre des affaires étrangères Lavrov, et le monde entier a pu constater l'attitude de la Russie à l'égard de l'Union européenne et de la démocratie lors de la conférence de presse qui a suivi la réunion. C'était inacceptable, laid et humiliant. Aujourd'hui, l'un des nôtres, la République tchèque, demande à l'Union européenne son soutien et sa solidarité pour répondre au comportement atroce de la Russie. Elle demande un soutien non seulement en paroles, mais aussi en actes, comme l'ont fait la Grande-Bretagne, les Pays-Bas et l'Estonie en 2007. Je me tourne vers vous, Haut Représentant, mais aussi vers tous les États membres. Il est de notre devoir de soutenir la République tchèque, de le faire le dos droit, avec détermination et ensemble, car nous défendons aussi nos valeurs et nos principes communs. La force de l'Union européenne réside dans son unité. Ne laissons pas la Russie nous diviser et se moquer de nous.</p>
Petras Auštrevičius	LT	Renew	<p>Madam President, it is regrettable that the response to the Russian terrorist attack in Czechia has remained the sole responsibility of the Member States. Moreover, two EU Member States whose companies are shareholders in Nord Stream 2 are standing for continuous cooperation with Russia. All this happens as Russia introduces the concept of so-called 'unfriendly states'.</p>	anglais	

			<p>Once EU solidarity with Czechia fails, we should not continue to deceive ourselves about the EU's growing influence in foreign affairs and its role as a global player.</p> <p>Regarding Russia's actions in Ukraine, the EU must focus on strengthening Ukraine's economic and defence potential by developing EU and Ukraine cooperation in the field of defence and security and boosting Ukraine's confidence based on a vibrant civil society and democratic principles.</p> <p>Dear colleagues, as we speak, the Alexei Navalny graffiti mural in St Petersburg is being painted over – just four hours. Putin's regime knows how to murder people and opponents and erase history, and we see the real face of the Kremlin of today.</p>		
Jaak Madison	EE	ID	<p>Madam President, Russia is an issue that always evokes emotions and emotionality is the greatest enemy of rationality. Firstly, the nature of Russia has not changed much in the last few hundred years. Russia has been a major player in the big game globally and this is what they want also today, strengthening their positions through geopolitics. They will do this also through soft power, that is through economic policy and by influencing the domestic policies of their neighbours. If that is not enough, they are also prepared to use military force.</p> <p>In the early '90s Western liberal democracy typically mistakenly thought that Communist ideology and Russia's ambitions to be the world's leading military force were history. Unfortunately, the war in Georgia, Ukraine, the annexation of Crimea, or even the constant provocative airborne violations in the airspace of Finland, Sweden or Estonia have proved the opposite.</p> <p>Russian power is no longer classically Communist, but</p>	anglais	

		<p>instead we have Communist representatives even in this Chamber, unfortunately. But what has not changed, and will not change in the foreseeable future in our lifetime, is Russia's desire to be a great power geopolitically and even with military force.</p> <p>We're also talking about Europe. Old Europe is like an older person who wants to enjoy a good, comfortable life and wants to avoid possible conflicts at all costs. Unfortunately this wish for a good life at all costs ends sooner or later, very painfully. There has not been a major military conflict in Europe over the last 75 years. The last three generations have been able to live comfortably. And today we have reached a point where the European Union is dealing with absurd problems also – equality in all areas, the Utopian Green Deal or welcoming all the people from all over the world. If life is too good a person will start inventing new problems to solve. Unfortunately, this only weakens Europe in a world where there are still military forces that are not interested in European Parliament resolutions and hard words, but in how strong the adversary is.</p> <p>Today's Europe is weak and doesn't seem to want to be stronger. If we wanted to, Europe would start thinking today about our defence capabilities and the dangers that lurk in our relations with Russia.</p> <p>We don't need any hysteria or panic when we talk about Russia. We need a rational and pragmatic attitude based on a balance of power, so that both parties respect the other. A strong state never respects a weak state and doesn't have to.</p> <p>Si vis pacem, para bellum, as the classics have said.</p>		
--	--	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--	--

Reinhard Bütikofer	DE	Verts/ALE	<p>Madam President, in this House we do not always all see eye-to-eye on Russia policy, and that is alright in a democratic parliament, but the resolution that we debate today demonstrates how strongly united we are in the basic defence of the EU's values and interests.</p> <p>Why can't Member States show the same level of agreement? The battles over having a good Russia policy will be won or lost in the national capitals, and I would say: let's stop saying that the EU is failing when the national capitals are failing all of us. Speaking here as a German MEP, I say it's also the fault of my own government that the EU looks weak. How can you allow holding on to Nord Stream 2 when you see how this divides our nations and benefits Putin's aggression? We will be weak in dealing with strongmen until our governments understand three things: EU unity must prevail; short-term economic greed doesn't pay off; and timidity in defending our values will be costly.</p>	anglais	
Zdzisław Krasnodębski	PL	ECR	<p>Pani Przewodnicząca! Panie Przewodniczący! To nasza kolejna dyskusja o Rosji. Fakty są przytłaczające i świadczą dobitnie, z jakim reżimem mamy do czynienia: nie waha się on wspierać aktów terroru i zabójstw także na terenie Unii i wydaje się, że w kwestii oceny dzisiejszej Rosji nie powinno być wątpliwości ani podziałów między nami.</p> <p>Tymczasem rząd największego państwa członkowskiego Unii, rzekomego czempiona liberalnej demokracji, tak chętnego do pouczenia innych, nadal wspiera inwestycję, która będzie oznaczała zasilanie reżimu Putina miliardami euro rocznie. Nord Stream 2 jest projektem politycznym, a nawet geopolitycznym, nie tylko Rosji, ale niestety także Niemiec, i dlatego powinniśmy debatować być może nie tylko o Rosji. Ta antyeuropejska inwestycja, jeśli zostanie dokończona, pozostanie symbolem</p>	polonais	<p>Madame la Présidente, c'est notre prochaine discussion sur la Russie. Monsieur le Président, il s'agit d'une énième discussion sur la Russie. Les faits sont accablants et montrent clairement à quel type de régime nous avons affaire : il n'hésite pas non plus à soutenir des actes de terreur et de meurtre sur le territoire de l'Union, et il semblerait qu'il ne devrait y avoir aucun doute ni aucune division entre nous lorsqu'il s'agit d'évaluer la Russie aujourd'hui.</p> <p>Pendant ce temps, le gouvernement du plus grand État membre de l'Union, prétendu champion de la démocratie libérale, si prompt à faire la leçon aux</p>

			rozbieżności między deklaracjami a czynami. Mówiąc wprost: będzie pomnikiem obłudy i złych intencji.		autres, continue de soutenir un investissement qui représentera des milliards d'euros par an pour le régime de Poutine. Nord Stream 2 est un projet politique et même géopolitique, non seulement de la Russie mais malheureusement aussi de l'Allemagne, et donc nous ne devrions peut-être pas seulement débattre de la Russie. Cet investissement anti-européen, s'il est réalisé, restera un symbole du décalage entre les déclarations et les actes. Pour dire les choses crûment : ce sera un monument d'hypocrisie et de mauvaises intentions.
Fabio Massimo Castaldo	IT	n.i.	<p>Signora Presidente, gentile Alto rappresentante, onorevoli colleghi, con un tale livello di potassio nel sangue, dovrei stare o nel reparto di terapia intensiva o in una bara: ma non possono fregarli così facilmente. Dopo il Novičok il potassio non mi fa paura; così diceva pochi giorni fa l'oppositore più famoso di Russia, Alexej Navalnyj.</p> <p>Per convincere le autorità russe a permettere una visita medica di dottori civili, ci sono voluti uno sciopero della fame, la mobilitazione della comunità internazionale e migliaia di persone scese in strada, 1900 delle quali sono state arrestate durante le manifestazioni. Ora Navalnyj sta meglio ma sicuramente la sua persecuzione non è finita qui. Navalnyj è una persona che negli anni, a prescindere dalle convinzioni di ognuno sulle sue posizioni politiche, abbiamo imparato a conoscere e apprezzare, che ha parlato apertamente in questo Parlamento, chiedendo dure sanzioni contro gli oligarchi russi e che non ha avuto timore di tornare nella sua madrepatria, ben sapendo che il suo destino sarebbe stato una ingiusta prigionia.</p>	italien	<p>Madame la Présidente, cher Haut Représentant, Mesdames et Messieurs, avec un tel niveau de potassium dans le sang, je devrais être soit dans l'unité de soins intensifs, soit dans un cercueil : mais ils ne peuvent pas me tromper si facilement. Après Novičok, le potassium ne me fait pas peur ; c'est ce qu'a déclaré l'opposant le plus célèbre de Russie, Alexej Navalnyj, il y a quelques jours.</p> <p>Il a fallu une grève de la faim, la mobilisation de la communauté internationale et des milliers de personnes descendues dans la rue, dont 1900 ont été arrêtées lors des manifestations, pour convaincre les autorités russes d'autoriser des médecins civils à lui rendre visite. Navalnyj va maintenant mieux, mais sa persécution n'est certainement pas terminée. Navalnyj est une personne qu'au fil des ans, quelles que soient les</p>

			<p>Voglio riportare ancora una volta l'attenzione su quest'uomo coraggioso che non possiamo, che non dobbiamo abbandonare. La politica non è fatta solo di grandi temi geostrategici e a volte serve un volto umano per ricordarcelo, quello di Alexej Navalnyj. Ed è proprio su quel viso che vogliamo tornare a vedere presto splendere, molto presto, il sorriso che solo un uomo libero può avere.</p>		<p>convictions de chacun sur ses positions politiques, nous avons appris à connaître et à apprécier, qui s'est exprimé ouvertement au sein de ce Parlement, appelant à des sanctions sévères contre les oligarques russes et qui n'a pas eu peur de retourner dans sa patrie, sachant pertinemment que son sort serait un emprisonnement injuste.</p> <p>Je veux attirer une fois de plus l'attention sur cet homme courageux que nous ne pouvons, ne devons pas abandonner. La politique ne se résume pas aux grandes questions géostratégiques et nous avons parfois besoin d'un visage humain pour nous le rappeler, celui d'Alexej Navalnyj. Et c'est précisément sur ce visage que nous voulons voir briller à nouveau, très bientôt, le sourire que seul un homme libre peut avoir.</p>
Stanislav Polčák	CZ	PPE	<p>Paní předsedající, vážený místopředsedo Komise, v jedné a půl minutě nejsem schopen pochopitelně obsáhnout veškeré agresivní postupy, které Rusko už dlouhodobě vůči zemím EU či našim partnerům užívá. Chci zdůraznit, že hovořím i jménem svých dvou kolegů z naší evropské kandidátky Lud'ka Niedermayera a Jiřího Pospíšila.</p> <p>Jen rychlý výčet agresivních ruských postupů: protiprávní obsazení Krymu a útlak tamějších obyvatel, podněcování nepokojů a ozbrojené akce na území východní Ukrajiny, dezinformační kampaně a postupy v tzv. hybridní válce, finanční podpora řady radikálních politických stran napříč Evropou. V případě Alexeje Navalného: pošlapávání závazných rozhodnutí mezinárodního</p>	tchèque	<p>Madame la Présidente, Monsieur le Président en exercice de la Commission, en une minute et demie, je ne suis évidemment pas en mesure de couvrir toutes les pratiques agressives que la Russie utilise depuis longtemps contre les pays de l'UE ou nos partenaires. Je tiens à souligner que je m'exprime également au nom de mes deux collègues de notre candidat européen, Luděk Niedermayer et Jiří Pospíšil.</p> <p>Juste une liste rapide des pratiques agressives de la Russie : l'occupation illégale de la Crimée et l'oppression de la</p>

		<p>Evropského soudu pro lidská práva ve Štrasburku, které se Rusko zavázalo dodržovat. A samozřejmě v neposlední řadě výbuchy vrbětického areálu v České republice – a možná i v Bulharsku – s mnoha mrtvými.</p> <p>Naše akce musí být rozhodná! Nechceme vyvolávat zbytečné konflikty ani válku. Přejeme si přátelské vztahy s Ruskem, ale to musí chtít i druhá strana. Plně podporuji požadavky našeho společného usnesení a jsem vděčný, že usnesení zmiňuje utrpení, kterému byly vystaveny tisíce lidí na Valašsku kolem areálu Vrbětic. Pro naši zemi, občany a i obce z Valašska je zásadní, aby útoky Ruské federace, at' u nás, nebo budou-li prokázány v Bulharsku či jiné zemi, byly náležitě potrestány, odsouzeny na mezinárodní úrovni a Rusku bylo uloženo uhradit všechnu způsobenou škodu.</p> <p>Chci poděkovat všem našim spojencům, kolegům, Slovákům, Lotyšům, Estoncům a všem zemím EU a NATO a dalším zemím za projevy solidarity a zřetelný vzkaz nepřijatelnosti ruských agresivních postupů.</p>	<p>population sur place, l'incitation à l'agitation et à l'action armée sur le territoire de l'est de l'Ukraine, les campagnes et pratiques de désinformation dans le cadre de la soi-disant guerre hybride, le soutien financier à un certain nombre de partis politiques radicaux à travers l'Europe. Dans le cas d'Alexei Navalny : bafouer les décisions contraignantes de la Cour européenne des droits de l'homme de Strasbourg, que la Russie s'est engagée à respecter. Et, bien sûr, last but not least, les explosions sur le site de Vrbetsk en République tchèque - et peut-être en Bulgarie - qui ont fait de nombreux morts.</p> <p>Notre action doit être décisive ! Nous ne voulons pas provoquer de conflit ou de guerre inutile. Nous voulons des relations amicales avec la Russie, mais l'autre partie doit également le vouloir. Je soutiens pleinement les demandes de notre résolution commune, et je suis reconnaissant que la résolution mentionne les souffrances auxquelles des milliers de personnes en Valachie ont été soumises autour de la région de Vrbětice. Il est essentiel pour notre pays, les citoyens et les communautés de Valachie que les attaques de la Fédération de Russie, que ce soit dans notre pays ou, si cela est prouvé, en Bulgarie ou dans un autre pays, soient dûment punies, condamnées au niveau international et que la Russie soit condamnée à payer pour tous les</p>
--	--	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

					dommages causés. Je tiens à remercier tous nos alliés, nos collègues, les Slovaques, les Lettons, les Estoniens et tous les pays de l'UE et de l'OTAN, entre autres, pour leurs manifestations de solidarité et pour le message clair du caractère inacceptable des pratiques agressives de la Russie.
Sven Mikser	EE	S&D	<p>Madam President, Putin's crackdown on any internal dissent, Russia's ongoing military adventures in its immediate neighbourhood, and constant attempts by Russian operatives to interfere in the internal affairs of sovereign countries, including EU Member States – these are all elements of a broader policy of trying to strengthen the hold on power of a totalitarian regime and undermining the rules-based international order.</p> <p>Russian activists fighting corruption and human rights abuses, Russia's neighbours, our eastern partners, fighting off Russian aggression, and our fellow EU members targeted by Russian secret services, they all deserve our support and solidarity. The only language that the current Russian leadership understands is the language of strength, unity and resolve.</p> <p>If we want to have any effect at all on Russian behaviour we need to be principled and consistent, and this applies to our diplomatic engagement with Russia, standing by our partners and our fellow members of the EU in their hour of need, as well as dealing with divisive Russian energy projects that are trying to masquerade as purely non-political commercial initiatives.</p>	anglais	
Michal Šimečka	SK	Renew	<p>Madam President, developments over the past few weeks have indeed painted a very grim picture of EU—Russia relations. And the reason for that is pretty obvious: it's</p>	anglais	

			<p>Moscow's increasingly aggressive behaviour and actions both at home and, in fact, in Europe, from Russian spies blowing up European military infrastructure, killing people in the process, to the brutal repression of Alexei Navalny or war games at Ukraine's border.</p> <p>All of this must be met with a firm European response, and the most effective way to defend our interests and values is, obviously, to do it together. Therefore, I am hopeful that more EU Member States will demonstrate concrete solidarity with Czechia by expelling Russian diplomats in a coordinated fashion, as we did after the Skripal affair.</p> <p>I would also say that I'm proud that my country, Slovakia, was the first to do so, attesting to the special relationship between Slovakia and Czechia, because this is who we are – in a difficult spot we don't leave our allies and partners by the wayside.</p>		
Susanna Ceccardi	IT	ID	<p>Signora Presidente, signor Alto rappresentante, onorevoli colleghi, Alexej Naval'nyj è ingiustamente detenuto nelle carceri russe sottoposto a costanti privazioni del sonno. Da quando è stato incarcerato ha perso otto chili e nonostante l'avvelenamento da agente nervino dello scorso agosto, non gli è permesso ricevere visite e cure mediche. Nonostante Naval'nyj abbia interrotto lo sciopero della fame, è ancora detenuto.</p> <p>L'Unione europea sa che la sfida la sopravvivenza del nostro modello di democrazia passa attraverso il rapporto con Mosca. Non possiamo lasciare che dei capi di Stato del nostro vicinato mettano a tacere l'opposizione politica violandone i diritti naturali, civili e politici. Centomila soldati sono stati schierati alle porte dell'Ucraina da Mosca e questo è stato un pesante segnale per tutto l'Occidente.</p>	italien	<p>Madame la Présidente, Monsieur le Président, Monsieur le Haut Représentant, Mesdames et Messieurs, Alexej Naval'nyj est injustement détenu dans les prisons russes, soumis à une privation constante de sommeil. Depuis son incarcération, il a perdu huit kilos et, malgré son empoisonnement par un agent neurotoxique en août dernier, il n'est pas autorisé à recevoir des visites et un traitement médical. Bien que Naval'nyj ait cessé sa grève de la faim, il est toujours détenu.</p> <p>L'Union européenne sait que le défi pour la survie de notre modèle de démocratie réside dans notre relation avec Moscou.</p>

			<p>Eppure, colleghi, al di là dei proclami dell'asilo e della solidarietà espressa a parole, non esiste oggi alcun credibile intervento europeo. Mentre Naval'nyj è in carcere, la cravatta degli interessi geopolitici con Mosca si annoda. In queste stesse ore, ad esempio, i lavori del gasdotto Nord Stream 2 continuano a dividere l'Europa e a indebolirne la sicurezza e l'indipendenza energetica, rendendo di fatto inutili le sanzioni contro la Russia e dando un forte segnale di debolezza.</p> <p>Se l'Europa intende davvero difendere i diritti umani e la democrazia ovunque nel mondo, lo deve fare in maniera ferma ed uguale. Non restiamo indifferenti rispetto a quello che sta accadendo ad Alexej Naval'nyj. La vita degli uomini e la libertà di pensiero non sono valori negoziabili.</p>		<p>Nous ne pouvons pas laisser les chefs d'État de notre voisinage faire taire l'opposition politique en violant leurs droits naturels, civils et politiques. Cent mille soldats ont été déployés aux portes de l'Ukraine par Moscou et c'est un signal fort pour tout l'Occident.</p> <p>Pourtant, chers collègues, au-delà des proclamations d'asile et de solidarité exprimées en paroles, il n'y a pas aujourd'hui d'intervention européenne crédible. Pendant que Naval'nyj est en prison, le lien des intérêts géopolitiques avec Moscou est noué. En ce moment même, par exemple, les travaux sur le gazoduc Nord Stream 2 continuent de diviser l'Europe et d'affaiblir sa sécurité et son indépendance énergétiques, rendant les sanctions contre la Russie effectivement inutilis et donnant un signal fort de faiblesse.</p> <p>Si l'Europe veut vraiment défendre les droits de l'homme et la démocratie partout dans le monde, elle doit le faire de manière ferme et équitable. Ne restons pas indifférents à ce qui arrive à Alexej Naval'nyj. La vie humaine et la liberté de pensée sont des valeurs non négociables.</p>
Hermann Tertsch	ES	ECR	<p>Señora presidente, señor Borrell, la verdad es que la situación es gravísima, es muy dura, y, sin embargo, estamos de enhorabuena porque tenemos ante nosotros una Resolución común que es la mejor resolución común que hemos hecho sobre Rusia jamás en este Parlamento. Ojalá tuviéramos resoluciones con tanta veracidad, tanto</p>	espagnol	<p>Madame la Présidente, Monsieur Borrell, la vérité est que la situation est extrêmement grave, elle est très dure, et pourtant nous sommes ravis car nous avons devant nous une résolution commune qui est la meilleure résolution</p>

			<p>coraje; casi dan ganas de que lo mismo que le pasó a usted en Moscú le pase en Teherán, en Cuba, en La Habana, o en Caracas, para que consiguiéramos aquí una mayoría para resoluciones realmente firmes, con el coraje moral de decir las verdades como se dicen en esta Resolución.</p> <p>Rusia está en un momento de debilidad y, por tanto, la situación es enormemente peligrosa. Tenemos que estar unidos, tenemos que ser solidarios con la República Checa —por supuesto— y tenemos que tomar medidas. Lo que es una aberración, en este momento, es que aún Alemania siga con ese vergonzoso Nord Stream, que tiene que acabar ya. Es el gesto necesario, imprescindible, para que, junto a esta Resolución tan buena, empecemos a dar pasos como Dios manda.</p>		<p>commune que nous ayons jamais produite sur la Russie dans ce Parlement. Si seulement nous avons des résolutions avec une telle véracité, un tel courage ; on en viendrait presque à souhaiter que ce qui vous est arrivé à Moscou vous arrive à Téhéran, à Cuba, à La Havane ou à Caracas, afin que nous puissions obtenir une majorité ici pour des résolutions vraiment fermes, avec le courage moral de dire la vérité telle qu'elle est racontée dans cette résolution.</p> <p>La Russie est dans un moment de faiblesse et la situation est donc extrêmement dangereuse. Nous devons être unis, nous devons être solidaires de la République tchèque - bien sûr - et nous devons agir. Ce qui est aberrant en ce moment, c'est que l'Allemagne poursuit ce Nord Stream honteux, qui doit cesser maintenant. C'est le geste nécessaire, essentiel, pour que, avec cette très bonne résolution, nous puissions commencer à prendre les mesures appropriées.</p>
Antoni Comín i Oliveres	ES	n.i.	<p>Señora presidenta, señor alto representante, con todo el respeto, pero permítame que le diga que usted tiene un problema con Rusia, que tiene que ver con una palabra: «credibilidad».</p> <p>Usted presiona al Gobierno ruso en nombre de la Unión Europea para que se respeten los derechos humanos de Navalni y para que sea atendido por un médico de su confianza, pero me temo que el Gobierno ruso debe de pensar: «No es necesario que le hagamos mucho caso a Borrell, porque en realidad es uno de los nuestros. Ya le</p>	espagnol	<p>Madame la Présidente, Monsieur le Haut Représentant, avec tout le respect que je vous dois, mais laissez-moi vous dire que vous avez un problème avec la Russie, qui tient à un mot : "crédibilité".</p> <p>Vous faites pression sur le gouvernement russe au nom de l'Union européenne pour que les droits de l'homme de Navalni soient respectés et qu'il soit traité par un médecin de confiance, mais je crains que le</p>

			<p>parece bien que en España haya presos políticos; le da igual lo que digan al respecto los jueces belgas, alemanes y un Grupo de Trabajo sobre Detenciones Arbitrarias de las Naciones Unidas».</p> <p>Usted se reunió con Serbia hace poco para que avance en el reconocimiento de Kosovo, pero Rusia —su padrino geopolítico— debe de pensar: «No es necesario que le hagamos mucho caso a Borrell, porque en realidad es uno de los nuestros. Le parece bien que España tampoco reconozca a Kosovo, no sea que abra la puerta al derecho de autodeterminación de Cataluña». Sobre Kosovo, deben de pensar: «Seguro que Borrell está más cerca de España que de la inmensa mayoría de países de la Unión Europea, que sí lo han reconocido».</p> <p>Con actitudes como la suya, creo que la Unión Europea lo tiene muy mal para evitar la deriva autoritaria de democracias tan poco liberales como la rusa. Señor alto representante, con todo el respeto: tenemos un grave problema.</p>		<p>gouvernement russe ne se dise : "Nous n'avons pas besoin de prêter beaucoup d'attention à Borrell, car il est en fait l'un des nôtres. Il est déjà heureux qu'il y ait des prisonniers politiques en Espagne ; il se fiche de ce que des juges belges et allemands et un groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire disent à ce sujet".</p> <p>Vous avez récemment rencontré la Serbie pour l'amener à avancer sur la reconnaissance du Kosovo, mais la Russie - votre parrain géopolitique - doit se dire : "Nous n'avons pas besoin de prêter beaucoup d'attention à Borrell, car il est en fait l'un des nôtres. Il est d'accord pour que l'Espagne ne reconnaisse pas non plus le Kosovo, de peur que cela n'ouvre la porte au "droit à l'autodétermination" de la Catalogne. Au sujet du Kosovo, vous devez vous dire : "Borrell est sûrement plus proche de l'Espagne que de la grande majorité des pays de l'UE, qui l'ont reconnu".</p> <p>Avec des attitudes comme la sienne, je crois que l'Union européenne a beaucoup de mal à empêcher la dérive autoritaire de démocraties aussi peu libérales que la Russie. Monsieur le Haut Représentant, avec tout le respect que je vous dois, nous avons un sérieux problème.</p>
Francisco José Millán Mon	ES	PPE	Señora presidenta, desde la intervención rusa en Georgia, en 2008, venimos abordando las relaciones con Rusia en este hemisiciclo en un tono negativo. La realidad es la que	espagnol	Madame la Présidente, depuis l'intervention russe en Géorgie en 2008, nous avons discuté des relations avec la

		<p>es: las relaciones de la Unión Europea con la Rusia de Putin están en un punto muy bajo, como bien decía el alto representante.</p> <p>La política exterior de Putin es una política anacrónica, de poder y de zonas de influencia, que rechaza el orden internacional basado en las normas y el multilateralismo, que la Unión Europea apoya. En el fondo, parece haber una nostalgia del orden bipolar del pasado.</p> <p>El creciente autoritarismo en el plano interior, visible en el trato inadmisiblemente infligido a Navalni y sus seguidores, tiene su correlato en el plano exterior. La tensión en las últimas semanas con Ucrania, creada por las maniobras militares, fue un acto intimidatorio y también un claro mensaje al Gobierno de Kiev y a la comunidad internacional, incluida la Administración Biden, del rechazo ruso a los nuevos movimientos de acercamiento a la OTAN del Gobierno ucraniano. Esta me parece una de las «líneas rojas» evocadas por Putin en su discurso a la nación la semana pasada.</p> <p>Por otra parte, el acto de la República Checa es realmente preocupante. Sin embargo, Rusia es miembro permanente del Consejo de Seguridad, potencia nuclear, vecino de la Unión, importante socio energético y económico de muchos de sus miembros. En este contexto es imposible actuar en el mundo como si Rusia no existiera. Pero parece lógico que procuremos no aumentar nuestra dependencia de este país, al menos mientras Putin mantenga una línea de confrontación con la Unión Europea, sus principios y sus intereses.</p> <p>Igualmente, me parece necesaria —como aquí se ha dicho— una actitud lo más unida posible de los Estados</p>	<p>Russie dans cette Assemblée sur un ton négatif. La réalité est ce qu'elle est : les relations de l'Union européenne avec la Russie de Poutine sont au plus bas, comme l'a dit à juste titre le Haut Représentant.</p> <p>La politique étrangère de Poutine est une politique anachronique de puissance et de zones d'influence, qui rejette l'ordre international fondé sur des règles et le multilatéralisme que l'UE soutient. La nostalgie de l'ordre bipolaire du passé semble être sous-jacente.</p> <p>L'autoritarisme croissant à l'intérieur, visible dans le traitement inacceptable de Navalni et de ses partisans, a son corrélat à l'étranger. La tension créée ces dernières semaines avec l'Ukraine par les exercices militaires était un acte d'intimidation et aussi un message clair au gouvernement de Kiev et à la communauté internationale, y compris à l'administration Biden, du rejet par la Russie des nouvelles mesures prises par le gouvernement ukrainien pour se rapprocher de l'OTAN. Cela me semble être l'une des "lignes rouges" évoquées par Poutine dans son discours à la nation la semaine dernière.</p> <p>En revanche, l'acte de la République tchèque est effectivement inquiétant. Cependant, la Russie est un membre permanent du Conseil de sécurité, une puissance nucléaire, un voisin de l'Union, un partenaire énergétique et économique</p>
--	--	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

			miembros. El alto representante y el Consejo tienen ante sí, por consiguiente, mucho trabajo.		<p>important de nombre de ses membres. Dans ce contexte, il est impossible d'agir dans le monde comme si la Russie n'existait pas. Mais il semble logique que nous veillions à ne pas accroître notre dépendance vis-à-vis de la Russie, du moins tant que Poutine maintiendra une ligne de confrontation avec l'Union européenne, ses principes et ses intérêts.</p> <p>Je crois également - comme cela a été dit ici - que les États membres doivent être aussi unis que possible. Le Haut Représentant et le Conseil ont donc du pain sur la planche.</p>
Isabel Santos	PT	S&D	<p>Senhora Presidente, diante dos múltiplos atos provocatórios do Senhor Putin não podemos continuar a limitar-nos a manifestar a nossa profunda preocupação. É necessário que, de uma vez por todas, fique claro que, se algo acontecer a Navalny, Putin será responsabilizado, que ações de desestabilização na região euro-atlântica não ficarão sem resposta, sobretudo se ferirem território da União, como aconteceu com a República Checa. Exercícios militares sem consideração pelos princípios estabelecidos no quadro da OSCE, desrespeito pela soberania, integridade territorial e transparência, como aconteceu com as manobras no Mar Negro ou, recentemente, nos exercícios militares na fronteira com a Ucrânia, não serão tolerados.</p> <p>Os compromissos inscritos na Ata Final de Helsínquia e os Acordos de Minsk são para cumprir. Concordo com o Senhor Alto Representante quando diz que, de uma vez por todas, temos que falar a uma só voz. E eu acrescento: é preciso falar a uma só voz, é preciso atingir os interesses dos oligarcas russos e é preciso repensar Nord Stream 2.</p>	portugais	<p>(PT) Madame la Présidente, face aux nombreuses provocations de M. Poutine, nous ne pouvons plus nous contenter d'exprimer notre profonde préoccupation. Il doit être clair une fois pour toutes que s'il arrive quelque chose à M. Navalny, M. Poutine devra rendre des comptes, que les actions de déstabilisation dans la région euro-atlantique ne resteront pas sans réponse, surtout si elles touchent le territoire de l'UE, comme ce fut le cas avec la République tchèque. Les exercices militaires sans égard pour les principes établis dans le cadre de l'OSCE, le non-respect de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de la transparence, comme cela s'est produit lors des manœuvres en mer Noire ou, récemment, lors des exercices militaires à la frontière avec l'Ukraine, ne seront pas tolérés.</p>

					Les engagements pris dans l'Acte final d'Helsinki et les accords de Minsk doivent être respectés. Je suis d'accord avec le Haut représentant lorsqu'il dit qu'une fois pour toutes, nous devons parler d'une seule voix. Et j'ajouterais : nous devons parler d'une seule voix, nous devons nous attaquer aux intérêts des oligarques russes et nous devons repenser le Nord Stream 2.
Elsi Katainen	FI	Renew	<p>Arvoisa puhemies, me emme saa olla sokeita sille, mitä Venäjällä nyt tapahtuu. Navalnyia on pidetty henkitorissaan, venäläisagenttien räjäytykset Tšekissä ovat nyt paljastuneet ja Ukrainan rajalla venäläisiä sotilaita on nähty liikaakin.</p> <p>EU:n on oltava päättäväinen ja reagoitava nopeasti loukkauksiin ihmisoikeuksia ja kansainvälisiä pelisääntöjä vastaan. Venäjä rikkoo tietoisesti EU-rintamaa, mistä yhtenä osoituksena on ulkoasiainedustaja Borrellin kyseenalainen vastaanotto Moskovassa. EU:n on pysyttävä yhtenäisenä ja samassa linjassa myös Ison-Britannian ja Yhdysvaltojen kanssa myös silloin, kun päätämme pakotteista.</p> <p>Kun kriisi on päällä, on keskusteluyhteyttä vahvistettava. Venäjän tuleva puheenjohtajuus Arktisessa neuvostossa voisi tarjota avauksia yhteistyölle. Yhteisiä ratkaisuja tarvitaan ilmasto- ja ympäristöasioiden, ydinturvallisuuden ja kansanterveyden aloilla. EU:n on lunastettava lupauksensa ja oltava geopoliittinen toimija myös arktisella alueella.</p>	finnois	<p>Monsieur le Président, nous ne devons pas être aveugles à ce qui se passe aujourd'hui en Russie. Navalny a été retenu par le nœud coulant d'un bourreau, les attentats à l'explosif perpétrés par des agents russes en République tchèque ont maintenant été révélés et il y a eu trop d'observations de soldats russes à la frontière ukrainienne.</p> <p>L'UE doit être décisive et réagir rapidement aux violations des droits de l'homme et des règles internationales. La Russie viole délibérément le front de l'UE, comme en témoigne la réception douteuse du commissaire aux affaires étrangères Borrell à Moscou. L'UE doit rester unie et s'aligner sur le Royaume-Uni et les États-Unis, même lorsque nous décidons de sanctions.</p> <p>Lorsqu'il y a une crise, nous devons renforcer le dialogue. La prochaine présidence russe du Conseil de l'Arctique pourrait offrir une ouverture à la coopération. Des solutions communes sont nécessaires dans les domaines du climat et de l'environnement, de la sûreté</p>

					nucléaire et de la santé publique. L'UE doit tenir ses promesses et être un acteur géopolitique dans la région arctique également.
Zbigniew Kuźmiuk	PL	ECR	<p>Pani Przewodnicząca! Panie komisarzu! Rosja od lat destabilizuje sytuację u swoich sąsiadów, posuwa się do zajmowania ich terytoriów, jak w Gruzji czy na Ukrainie, próbuje pozbawiać życia swoich obywateli przy użyciu broni chemicznej, a teraz, jak się dowiedzieliśmy, jej służby organizują zamachy terrorystyczne na terytorium krajów Unii, tak jak w przypadku Czech.</p> <p>Reakcją Unii na to ostentacyjne łamanie prawa międzynarodowego przez Rosję są najczęściej zakazy wjazdu na teren Unii dla osób za to odpowiedzialnych, a także blokada ich aktywów w europejskich bankach. Tego rodzaju sankcje nie robią żadnego wrażenia na Rosji. Jedyne, co przywódcy tego kraju są w stanie zrozumieć, to solidne uderzenie po kieszeni, a więc zaprzestanie karmienia bestii kolejnymi zakupami gazu ziemnego i ropy naftowej w tym kraju. Niemcy nie chcą tego zrozumieć i dlatego kontynuują budowę Nord Stream 2, co pozwoli na znaczne zwiększenie sprzedaży gazu do Europy Zachodniej i kolejne dziesiątki miliardów dolarów wpływów do rosyjskiego budżetu, które będzie można przeznaczyć na zbrojenia.</p> <p>Inaczej zachowuje się mój kraj, Polska, który już w przyszłym roku zrezygnuje z zakupu w Rosji około dziesięciu miliardów metrów sześciennych gazu. Ograniczymy także zakup ropy naftowej, co oznacza utratę przez Rosję przynajmniej kilku miliardów dolarów wpływów ze sprzedaży tych surowców.</p> <p>Panie komisarzu, mam nadzieję, że przyjęty tekst rezolucji będzie pan wprowadzał w życie.</p>	polonais	<p>Madame la Présidente, je voudrais remercier le commissaire pour son travail. Monsieur le Commissaire, je voudrais remercier le Commissaire pour son rapport. La Russie déstabilise ses voisins depuis des années, en occupant leur territoire, comme en Géorgie et en Ukraine, en tentant de priver ses citoyens de la vie en utilisant des armes chimiques, et maintenant, comme nous l'avons appris, ses services organisent des attaques terroristes sur le territoire de pays de l'UE, comme dans le cas de la République tchèque.</p> <p>La réponse de l'Union à une violation flagrante du droit international par la Russie consiste généralement à interdire aux responsables d'entrer dans l'Union et à bloquer leurs avoirs dans les banques européennes. Les sanctions de ce type ne font aucune impression sur la Russie. La seule chose que les dirigeants de ce pays sont capables de comprendre, c'est un coup dur dans le portefeuille, alors arrêtez de nourrir la bête en achetant davantage de gaz naturel et de pétrole dans ce pays. L'Allemagne ne veut pas le comprendre, et c'est pourquoi elle poursuit la construction de Nord Stream 2, qui permettra d'augmenter considérablement les ventes de gaz à l'Europe occidentale et d'apporter</p>

					<p>au budget russe des dizaines de milliards de dollars supplémentaires qui pourront être consacrés à l'armement.</p> <p>Mon pays, la Pologne, se comporte différemment et, dès l'année prochaine, il cessera d'acheter environ dix milliards de mètres cubes de gaz à la Russie. Nous allons également restreindre nos achats de pétrole brut, ce qui signifie que la Russie perdra au moins plusieurs milliards de dollars de revenus provenant de la vente de ces matières premières.</p> <p>Monsieur le Commissaire, j'espère que le texte de la résolution que vous avez adoptée sera mis en pratique.</p>
Peter van Dalen	NL	PPE	<p>Voorzitter, Vladimir Poetin heeft lange tijd bij de Russische geheime diensten KGB en FSB gewerkt. Hij heeft daar goed opgelet en bleek een zeer ijverige leerling, want hij test en tart het Westen nog steeds zoals in de dagen van de Koude Oorlog.</p> <p>Poetin weet dat het Westen verdeeld is en hij buit dat maximaal uit. Hij legt een gaspijplijn aan naar het Westen en de Europese regeringsleiders stinken erin. "Ja, wij willen dat goedkope gas wel!" De bouw van Nord Stream 2 is zo ongeveer de grootste geopolitieke blunder ooit. In de schoolklassen van de KGB en de FSB zou Poetin hiervoor een extra Leninorde gekregen hebben.</p> <p>Ondertussen crepeert Navalny, en ik bid hem toe dat hij verzadigd mag worden met de gerechtigheid waarnaar hij hongert en dorst. En ook het MH17-proces sleept zich voort, een proces dat volgens de Russen één grote leugen is. Ook dat is een oude les uit de KGB- en FSB-scholen.</p>	néerlandais	<p>(NL) Monsieur le Président, Vladimir Poutine a travaillé pendant longtemps dans les services secrets russes, le KGB et le FSB. Il y a été très attentif et s'est révélé être un élève très assidu, car il continue à tester et à défier l'Occident comme à l'époque de la guerre froide.</p> <p>Poutine sait que l'Occident est divisé et il l'exploite au maximum. Il construit un gazoduc vers l'Ouest et les chefs de gouvernement européens en font leurs choux gras. "Oui, nous voulons ce gaz bon marché !" La construction de Nord Stream 2 est à peu près la plus grosse gaffe géopolitique de tous les temps. Dans les classes du KGB et du FSB, Poutine aurait reçu un ordre supplémentaire de Lénine pour cela.</p>

			<p>Er is maar één pravda, en dat is die van de Russen.</p> <p>Voorzitter, ik word erg moe van de Europese verdeeldheid tegenover Rusland. Ik word erg moe van die Europese leiders die vooral goed zijn in het afleggen van tranentrekkende verklaringen. Dat moet anders. Opkomen voor gerechtigheid en mensenrechten betekent sancties treffen tegen Poetin en zijn klik.</p>		<p>En attendant, Navalny est en train de mourir, et je prie pour qu'il soit rassasié de la justice dont il a faim et soif. Le procès du MH17, lui aussi, traîne en longueur, un procès qui, selon les Russes, n'est qu'un gros mensonge. C'est aussi une vieille leçon des écoles du KGB et du FSB. Il n'y a qu'une seule pravda, et c'est la russe.</p> <p>Monsieur le Président, je commence à en avoir assez des divisions de l'Europe contre la Russie. Je commence à en avoir assez de ces dirigeants européens qui sont surtout bons à faire des déclarations larmoyantes. Les choses doivent changer. Défendre la justice et les droits de l'homme signifie imposer des sanctions à Poutine et à sa clique.</p>
Pierfrancesco Majorino	IT	S&D	<p>Signora Presidente, onorevoli colleghi, la drammatica storia di Alexej Navaľnyj ha molti aspetti da chiarire e com'è già stato detto, rappresenta una pagina terribile: per cui chiediamo nuovamente con forza, da qui, la sua scarcerazione.</p> <p>Dobbiamo però anche dirci che non è un episodio isolato. La Russia di Putin, da anni, ha preso la strada dell'involuzione autoritaria. Militanti politici, giornalisti, persone che hanno la colpa di essere omosessuali: sono tantissime le vittime di azioni repressive chiaramente ingiustificate.</p> <p>Da qui giustamente le condanniamo ma – lo ripeto ancora una volta in quest'Aula – dobbiamo dire che tra noi non siamo tutti uguali. Mentre una parte del Parlamento si batte per il rispetto dei valori democratici e dei diritti</p>	italien	<p>Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs, l'histoire dramatique d'Alexej Navaľnyj a de nombreux aspects à éclaircir et, comme cela a déjà été dit, elle représente une page terrible : par conséquent, nous demandons une fois de plus avec force sa libération de prison.</p> <p>Toutefois, nous devons également nous dire qu'il ne s'agit pas d'un incident isolé. La Russie de Poutine est sur la voie de la régression autoritaire depuis des années. Militants politiques, journalistes, personnes coupables d'être homosexuelles : il y a tant de victimes d'actions répressives clairement injustifiées.</p>

			<p>umani, un'altra parte ha costruito proprio con Putin relazioni pericolose. Penso alla Lega di Matteo Salvini, ai rapporti ambigui intrattenuti con l'entourage di Putin o alle tante cose da chiarire che avrebbe da dire su questo l'estrema destra di Francia, Germania, Austria.</p> <p>Condanniamo Putin e solidarizziamo con le vittime delle sue azioni ma dobbiamo anche difenderci sempre di più dalle sue interferenze.</p>		<p>Nous les condamnons à juste titre, mais - je le répète une fois de plus dans cette Assemblée - nous devons dire que nous ne sommes pas tous égaux. Alors qu'une partie de ce Parlement se bat pour le respect des valeurs démocratiques et des droits de l'homme, une autre partie a construit des relations dangereuses avec Poutine. Je pense à la Lega de Matteo Salvini, aux relations ambiguës entretenues avec l'entourage de Poutine, ou aux nombreuses choses à clarifier que l'extrême droite française, allemande et autrichienne a à dire à ce sujet.</p> <p>Nous condamnons Poutine et compatissons avec les victimes de ses actions, mais nous devons aussi nous défendre de plus en plus contre son ingérence."</p>
Urmas Paet	EE	Renew	<p>Madam President, it has been said thousands of times that power and influence lies in the unity of the EU in foreign policy. This is especially important as regards big authoritarian regimes like Russia and China. It is no secret that Russia dislikes the unity in the EU and NATO, and it has made many attempts to create a rift in this unity.</p> <p>A fresh example is Russia's decision to name some of the EU and NATO Member States as unfriendly, leading to consequences. The EU cannot afford big differences in foreign policy in these difficult times. All steps taken towards Russia must be discussed together, decided together, and implemented together. If some States have to act on their own and the others don't agree or follow, this sends the wrong message. There is a bigger chance to influence Russia to end its violations of international law</p>	anglais	

			and respect human rights if the EU can demonstrate unity in its foreign policy also in difficult times.		
Beata Szydło	PL	ECR	<p>Pani Przewodnicząca! Rezolucje i debaty są ważne, ale jeżeli nie wynika z nich skuteczne, jednoznaczne i solidarne działanie, to pozostają tylko i wyłącznie zapiskami na papierze i tyle są warte, ile wart jest ten papier. Są też oznaką słabości, pokazaniem tego, że nie potrafimy działać skutecznie.</p> <p>Dobrze, że debatujemy, dobrze, że ta rezolucja będzie przyjęta, ale trzeba, żeby w tej chwili z tej rezolucji wynikało skuteczne, jednoznaczne działanie. Nie możemy udawać, że fakty są inne, niż są w rzeczywistości. Wojna na Ukrainie to wojna bezpośrednio tocząca się za granicą Unii Europejskiej. Nord Stream 2 to nie projekt biznesowy, to projekt polityczny, mówimy o tym od dawna i wszyscy o tym wiedzą. Czas wreszcie przestać udawać, że rzeczywistość jest inna, niż jest naprawdę. Przerwanie inwestycji Nord Stream 2 pokaże Putinowi, że Unia Europejska nie jest bezradna i potrafi działać skutecznie.</p>	polonais	<p>Madame la présidente, les résolutions et les débats sont importants. Madame la Présidente, les résolutions et les débats sont importants, mais s'ils ne débouchent pas sur une action efficace, univoque et unie, ils restent de simples notes sur papier et n'ont que la valeur de ce papier. Ils sont également un signe de faiblesse, une démonstration de notre incapacité à agir efficacement.</p> <p>Il est bon que nous débattons de la question, et il est bon que la résolution soit adoptée, mais il est nécessaire qu'une action efficace et sans ambiguïté résulte de cette résolution à ce stade. Nous ne pouvons pas prétendre que les faits sont différents de ce qu'ils sont réellement. La guerre en Ukraine est une guerre qui se déroule directement à la frontière de l'Union européenne. Nord Stream 2 n'est pas un projet commercial, c'est un projet politique, nous le disons depuis longtemps et tout le monde le sait. Il est temps d'arrêter de prétendre que la réalité est différente de ce qu'elle est vraiment. L'arrêt de l'investissement dans le Nord Stream 2 montrera à Poutine que l'Union européenne n'est pas impuissante et qu'elle peut agir efficacement.</p>
Traian Băsescu	RO	PPE	Doamnă președintă, domnule Înalt Reprezentant, situația la frontiera Ucrainei și în Marea Neagră reprezintă o amenințare, atât la suveranitatea Ucrainei, cât și la stabilitatea și securitatea regională.	roumain	Madame la Présidente, Monsieur le Haut Représentant, la situation à la frontière de l'Ukraine et en mer Noire constitue une menace tant pour la souveraineté de

		<p>Trebuie să fim solidari cu Ucraina, nu doar la nivelul comunicatelor, dar și prin acțiuni concrete. Să fim prezenți pe teren la cel mai înalt nivel, să ne consolidăm coordonarea și comunicarea cu NATO. Pentru a preveni declanșarea unui război la scară largă, situația din Donbas trebuie urgent stabilizată. Trebuie să revenim la aspecte legate de retragerea armelor grele, la accesul misiunii OSCE de monitorizare a încetării focului.</p> <p>Nu ezit să spun că ar trebui să facilităm Ucrainei achiziția armamentului defensiv de care are nevoie pentru a descuraja eventuale intenții de agresiune militară și pentru a se putea apăra. Președintele Putin s-a obișnuit să ocupe teritorii ale unor state independente fără costuri pentru armata sa. Așa ocupat Nagorno-Karabakh, Crimeea, Abhazia, Osetia sau Transnistria. Am însă convingerea că nu va mai invada Ucraina ca în 2014, dacă armata ucraineană ar avea o bună dotare defensivă, capabilă să producă pagube mari în eventualitatea unei agresiuni.</p> <p>Trebuie să sprijinim Ucraina să reziste presiunilor rusești de orice natură, inclusiv militare, și să își continue drumul spre consolidarea instituțiilor democratice și a valorilor fundamentale, indiferent de opinia Federației Ruse. Vremea imperiilor a trecut.</p>	<p>l'Ukraine que pour la stabilité et la sécurité régionales.</p> <p>Nous devons montrer notre solidarité avec l'Ukraine, non seulement par des communications, mais aussi par des actions concrètes. Soyons présents sur le terrain au plus haut niveau, renforçons notre coordination et notre communication avec l'OTAN. Pour éviter le déclenchement d'une guerre à grande échelle, la situation dans le Donbas doit être stabilisée de toute urgence. Nous devons revenir sur les questions du retrait des armes lourdes, de l'accès à la mission de surveillance du cessez-le-feu de l'OSCE.</p> <p>Je n'hésite pas à dire que nous devrions faciliter l'acquisition par l'Ukraine de l'armement défensif dont elle a besoin pour dissuader d'éventuelles intentions d'agression militaire et pour être en mesure de se défendre. Le président Poutine a pris l'habitude d'occuper les territoires d'États indépendants sans que cela ne coûte rien à son armée. Il a ainsi occupé le Nagorny-Karabakh, la Crimée, l'Abkhazie, l'Ossétie ou la Transnistrie. Je suis cependant convaincu qu'il n'envahirait pas l'Ukraine comme il l'a fait en 2014, si l'armée ukrainienne était bien équipée défensivement, capable d'infliger de gros dégâts en cas d'agression.</p> <p>Nous devons soutenir l'Ukraine pour</p>
--	--	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

					qu'elle résiste aux pressions russes de toute nature, y compris militaires, et qu'elle poursuive sa route vers le renforcement des institutions démocratiques et des valeurs fondamentales, quelle que soit l'opinion de la Fédération de Russie. Le temps des empires est terminé.
Radka Maxová	CZ	S&D	<p>Paní předsedající, vážené kolegyně, vážení kolegové, vystupuji dnes před vámi nejen jako poslankyně, ale i jako matka dvou dětí, které jsem donedávna vychovávala s dojmem, že vyrostou v sedmé nejbezpečnější zemi na světě, která je daleko od konfliktů, útočných informačních kampaní a atentátů. Dnes už to tak úplně necítím.</p> <p>Útoky na Vrbětice vnímám jako teroristický čin, který si vzal za oběť životy dvou otců a který se Rusko snaží popřít cílenou dezinformační kampaní bezprecedentních rozměrů. Děkuji všem, kteří se za nás postavili, ať už solidárním vyhoštěním ruských diplomatů či poskytnutím pomoci zastoupení České republiky v Rusku nebo pomoci při vyšetřování.</p> <p>Teď je ale řada na nás v Evropském parlamentu. Musíme stát při sobě a udělat maximum pro to, aby se lidé v Evropské unii a v mé vlasti zase mohli cítit bezpečně. Musíme podpořit naše členy bezpečnostních složek i novináře, kteří jsou v první linii při ochraně naší bezpečnosti před informačními a kybernetickými útoky těch, kteří stojí proti naší jednotě a snaží se rozvrátit důvěru v demokracii a právní stát.</p>	tchèque	<p>Madame la Présidente, chers collègues, je m'exprime aujourd'hui devant vous non seulement en tant que députée, mais aussi en tant que mère de deux enfants que j'ai élevés jusqu'à récemment avec l'impression qu'ils grandiraient dans le septième pays le plus sûr du monde, loin des conflits, des campagnes d'information offensives et des assassinats. Aujourd'hui, je ne ressens plus tout à fait la même chose.</p> <p>Je considère les attaques de Vrbětice comme un acte de terrorisme qui a coûté la vie à deux pères de famille et que la Russie tente de nier par une campagne de désinformation ciblée d'une ampleur sans précédent. Je remercie tous ceux qui nous ont défendus, que ce soit par l'expulsion solidaire de diplomates russes, par l'assistance à la représentation de la République tchèque en Russie ou par l'aide à l'enquête.</p> <p>Mais c'est maintenant notre tour au Parlement européen. Nous devons rester unis et faire tout notre possible pour que les citoyens de l'Union européenne et de mon pays puissent à nouveau se sentir en</p>

					sécurité. Nous devons soutenir nos membres des forces de sécurité et les journalistes qui sont en première ligne pour protéger notre sécurité contre les informations et les cyberattaques de ceux qui s'opposent à notre unité et cherchent à saper la confiance dans la démocratie et l'État de droit.
Kosma Zlotowski	PL	ECR	<p>Pani Przewodnicząca! Szanowni Państwo! Rosja to piękny i bogaty kraj. Dobrze jest handlować z bogatym, ale przecież kartel z Medellín też jest bogaty, a z nim nie handlujemy i ścigamy tych naszych obywateli, którzy z nim chcą handlować. Szanowni Państwo, czyż prezydent Putin nie zachowuje się jak kartel z Medellín? Tak właśnie jest. O tym tu mówimy od wielu godzin.</p> <p>Czy ja postuluję, żeby zerwać stosunki z Rosją? Nie, ale postuluję zmianę języka. Kiedyś Regan skutecznie rozmawiał z Rosją. Dzisiaj nasz wysoki przedstawiciel skutecznie nie rozmawia. I nie jest to, Szanowni Państwo, postulat zmiany hiszpańskiego na angielski. A Nawalnemu swobodu!</p>	polonais	<p>Madame la Présidente, je tiens à remercier le rapporteur pour son travail. Mesdames et Messieurs, la Russie est un pays magnifique et riche. La Russie est un pays magnifique et riche. Il est bon de commercer avec un pays riche, mais le cartel de Medellín est également riche, et nous ne commerçons pas avec lui et nous poursuivons ceux de nos citoyens qui veulent commercer avec lui. Mesdames et Messieurs, le président Poutine ne se comporte-t-il pas comme le cartel de Medellín ? C'est exactement ce qu'il fait. C'est ce dont nous parlons ici depuis des heures.</p> <p>Est-ce que j'appelle à une rupture des relations avec la Russie ? Non, mais j'appelle à un changement de langage. Dans le passé, Regan a parlé efficacement avec la Russie. Aujourd'hui, notre Haut représentant ne parle pas efficacement. Et il ne s'agit pas, Mesdames et Messieurs, d'un appel à passer de l'espagnol à l'anglais. Et liberté à Navalny !</p>
Michaela Šojdřová	CZ	PPE	<p>Paní předsedající, vážený místopředsedo Komise, dámy a pánové, uplynulo 35 let od tragédie v Černobyli. Rusko tehdy o havárii mlčelo a obětovalo tisíce lidských životů</p>	tchèque	<p>Madame la Présidente, Monsieur le Vice-président de la Commission, Mesdames et Messieurs, 35 ans se sont écoulés depuis la</p>

		<p>a zdraví na oltář svého režimu. To bylo a bohužel i dnes je podstatou tohoto režimu.</p> <p>Nyní snad v Evropské unii vystřízlivěli všichni, i ti poslední zastánci myšlenky, že s Putinovým režimem je možné spolupracovat. Dnes také vidíme, že operace ruských tajných služeb se nevyhýbají žádné zemi včetně České republiky. A my chceme říci jasně, že na našem území platí naše české a evropské právo. Ruští agenti nesmí ničit náš ani bulharský majetek, nesmí zabíjet naše ani evropské občany. Rusko musí zaplatit za tento svůj teroristický útok, zaplatit všem, které poškodilo.</p> <p>V Evropě je útok na jednoho útokem proti všem. Vždyť časovaná munice mohla vybuchnout kdekoliv na cestě: v Bulharsku, v Maďarsku, kdekoli. Jasně vidíme, že Kreml své aktivity stupňuje – na Ukrajině, vůči své opozici, ale také v dalších evropských zemích dezinformační kampaní, násilím, zastrašováním. Rusko zatím nebylo reálně potrestáno za své teroristické útoky. Rodiny obětí ve Vrběticích, obyvatelé i v okolí si zaslouží spravedlnost.</p> <p>Velmi si vážíme solidarity kolegů zde v Evropském parlamentu, v Evropské unii i v NATO. Řešení vidíme ve společném a koordinovaném postupu. Máme teď jedinou možnost ukázat občanům sílu našeho společenství. Je to zbraň, které se Putin velmi bojí, proto se snaží nás rozdělit. Na rukou Putina leží krev. Řekněme to občanům! To je pravda. A snažme se zabránit, aby bylo další krveprolití! Vždyť život Alexeje Navalného je ohrožen. Alexej Navalný musí být propuštěn! Podpořme ho!</p>	<p>tragédie de Tchernobyl. La Russie a gardé le silence sur l'accident à l'époque et a sacrifié des milliers de vies et de santés sur l'autel de son régime. C'était, et c'est malheureusement toujours, l'essence de ce régime aujourd'hui.</p> <p>Aujourd'hui, peut-être, tout le monde dans l'Union européenne a dégrisé, même les derniers partisans de l'idée qu'il est possible de coopérer avec le régime de Poutine. Aujourd'hui, nous constatons également que les opérations des services secrets russes n'évitent aucun pays, y compris la République tchèque. Et nous voulons qu'il soit clair que le droit tchèque et européen s'applique sur notre territoire. Les agents russes ne doivent pas détruire nos biens ou les biens bulgares, ils ne doivent pas tuer nos citoyens ou les citoyens européens. La Russie doit payer pour cette attaque terroriste, payer pour tous ceux qu'elle a blessés.</p> <p>En Europe, une attaque contre un seul est une attaque contre tous. Après tout, une bombe à retardement aurait pu exploser n'importe où sur la route : en Bulgarie, en Hongrie, n'importe où. Nous pouvons clairement voir que le Kremlin intensifie ses activités - en Ukraine, contre son opposition, mais aussi dans d'autres pays européens avec une campagne de désinformation, de violence, d'intimidation. La Russie n'a pas encore été punie de manière réaliste pour ses attaques</p>
--	--	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

					<p>terroristes. Les familles des victimes de Vrbitice, les habitants et la région environnante méritent que justice soit faite.</p> <p>Nous apprécions grandement la solidarité de nos collègues du Parlement européen, de l'Union européenne et de l'OTAN. Nous voyons la solution dans une action conjointe et coordonnée. Nous avons maintenant l'unique opportunité de montrer aux citoyens la force de notre communauté. C'est une arme dont Poutine a très peur, c'est pourquoi il essaie de nous diviser. Il y a du sang sur les mains de Poutine. Laissez-nous le dire aux citoyens ! C'est la vérité. Et essayons d'éviter toute nouvelle effusion de sang ! La vie d'Alexei Navalny est en danger. Alexei Navalny doit être libéré ! Soutenons-le !</p>
Eero Heinäluoma	FI	S&D	<p>Arvoisa puhemies, kansalaisoikeuksien rajoittaminen Venäjällä on yhteinen huolen aihe. Euroopassa kaikilla ihmisillä tulee olla yhtäläinen oikeus ilmaista mielipiteensä ja valita demokraattisesti omat päättäjänsä. Kansalaisoikeuksien ja oikeusvaltion kunnioitusta vaadimme niin EU:n jäsenmailta kuin ulkopuolisiltakin.</p> <p>Aleksei Navalnyin kohtelu herättää meissä kaikissa syvää huolta. Myrkytysyritys, kyseenalainen oikeuden tuomio ja vangitseminen – mitään näistä ei voi vaiteten sivuuttaa eikä hyväksyä.</p> <p>Kun vaadimme demokratian ja kansalaisoikeuksien kunnioitusta, haluamme, että Venäjän kansa voi demokraattisissa vaaleissa vapaasti valita omat valtiolliset johtajansa. Korkea edustaja Borrell saa tältä parlamentilta</p>	finnois	<p>Monsieur le Président, la restriction des droits civils en Russie est un sujet de préoccupation commun. En Europe, tous les citoyens devraient avoir les mêmes droits d'exprimer leurs opinions et d'élire démocratiquement leurs propres décideurs. Nous exigeons le respect des droits civils et de l'État de droit tant de la part des États membres de l'UE que des pays tiers.</p> <p>Le traitement réservé à Alexei Navalny est un sujet de profonde inquiétude pour nous tous. La tentative d'empoisonnement, la condamnation douteuse et l'emprisonnement - rien de tout cela ne</p>

			omalle työlleen EU:n yhteisen toimintalinjan rakentamisessa ja tarpeellisessa dialogissa täyden tuen.		peut être ignoré ou accepté en silence. Lorsque nous exigeons le respect de la démocratie et des droits civils, nous voulons que le peuple russe soit libre de choisir ses propres dirigeants dans le cadre d'élections démocratiques. Le Haut représentant Borrell aura le plein soutien de ce Parlement pour son travail de construction d'une politique européenne commune et du dialogue nécessaire.
Alexandr Vondra	CZ	ECR	<p>Paní předsedající, dámy a pánové, já budu dneska výjimečně mluvit česky, protože to, o čem se tady jedná, byl útok ruských zpravodajců na Českou republiku. Mimo jiné chci úplně na úvod poděkovat všem lídrům těch klíčových frakcí, s kterými jsme rezoluci poslední dny připravovali. Je tvrdá a měla by takhle i zůstat. A řeknu k tomu tři body. Za první: byli jsme vystaveni guerillovému hybridnímu útoku. Jedna země, ale je to útok na celou Evropskou unii, na všechny členské státy a všechny členské státy by se měly k tomu nějakým způsobem jasně vyjádřit. Je to příležitost vyčistit Evropskou unii od ruských špiónů, kteří těmto guerillovým operacím vytvářejí těl.</p> <p>Za druhé: ve hře je nezávislost Ukrajiny. To není těl, to je frontové země a je v našem životním zájmu Ukrajinu v tomto složitém období výslovně podpořit. Stejně tak má cenu podpořit Alexeje Navalného v jeho zápase, kdy nasazuje za svobodu a demokracii život.</p> <p>A za třetí: musíme být silní, nikoli slabí. Čili je dobře, že říkáme, že Rosatom nemá v Evropě co dělat, ale zároveň musíme pracovat na tom, abychom jádro uměli využívat i my. A to A musí doprovázet i B v dalších akcích Evropského parlamentu.</p>	tchèque	<p>"Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs, je vais m'exprimer en tchèque à titre exceptionnel aujourd'hui, car ce dont il est question ici, c'est d'une attaque de la République tchèque par des agents des services de renseignement russes. Entre autres choses, je voudrais commencer par remercier tous les dirigeants des principales factions avec lesquels nous avons préparé la résolution au cours des derniers jours. Elle est difficile et doit le rester. Je ferai trois remarques. Premièrement : nous avons été soumis à une attaque hybride de guérilla. Un pays, mais c'est une attaque contre l'ensemble de l'Union européenne, contre tous les États membres, et tous les États membres devraient s'exprimer clairement à ce sujet d'une manière ou d'une autre. C'est l'occasion de nettoyer l'Union européenne des espions russes qui créent un combat d'arrière-garde.</p> <p>Deuxièmement : l'indépendance de l'Ukraine est en jeu. Il ne s'agit pas d'un</p>

					<p>combat d'arrière-garde, mais d'un pays en première ligne, et il est dans notre intérêt vital de soutenir explicitement l'Ukraine en ces temps difficiles. De même, il convient de soutenir Alexei Navalny dans sa lutte pour la liberté et la démocratie au péril de sa vie.</p> <p>Troisièmement, nous devons être forts, pas faibles. C'est donc une bonne chose que nous disions que Rosatom n'a rien à faire en Europe, mais en même temps, nous devons faire en sorte que nous puissions aussi utiliser l'énergie nucléaire. Et ce A doit être accompagné d'un B dans les prochaines actions du Parlement européen".</p>
Željana Zovko	HR	PPE	<p>Madam President, the Russian Federation is not willing to find common ground in respecting European values, standards and principles. This has been proven by the undemocratic incarceration and the treatment of Alexei Navalny. The military build-up on the border of Ukraine poses a threat to peace and security in the region. We need to take seriously the conclusions of the Czech authorities based on extensive investigation of the Russian involvement in the 2014 explosion in the Czech Republic.</p> <p>I express my full support to our Czech friends and colleagues and our Ukrainian partners and I call for the immediate and unconditional release of Alexei Navalny. As the European Union, we need a united stance against future interference and threats from Russia. This should be coordinated in close cooperation with our partners in NATO. At the same time I express my continued support for a diplomatic solution, such as the Normandy format</p>	anglais	

			and the work of the Organization for Security and Cooperation in Europe. I call on Russia for the full implementation of the Minsk agreements.		
Elena Yoncheva	BG	S&D	<p>Madame la Présidente, Monsieur le Haut représentant, chers collègues, je voudrais attirer votre attention sur les tensions géopolitiques et militaires croissantes dans la région de la mer Noire. Un tel environnement présente de nombreux risques futurs. La mer Noire est trop petite pour une accumulation militaire aussi dangereuse.</p> <p>À la suite des mesures prises pour gérer la crise dans l'est de l'Ukraine, il est devenu plus important d'engager les consultations avec l'Ukraine et la Russie dans un format de dialogue, un format qui favorise la confiance mutuelle, afin d'éviter l'escalade et le risque de malentendus. La plateforme officielle de ces consultations sera la mise en œuvre ou l'adaptation des accords de Minsk ainsi que le maintien du format Normandie. Ce sont des outils importants que nous devons utiliser pour restaurer l'environnement de sécurité dans la région de la mer Noire. Tous les problèmes doivent être résolus par des moyens pacifiques.</p>	français	
Anna Zalewska	PL	ECR	<p>Pani Przewodnicząca! Wysoki komisarzu! Myślę, że słucha pan nas i usłyszał pan, że jest jedna wskazówka wynikająca z tej ważnej rezolucji, jeden mechanizm i jedna metoda, żeby dać sobie radę z agresją Rosji. Mianowicie zatrzymanie pracy nad dokończeniem Nord Stream 2. Przez kolejne lata przyjmujemy kolejne rezolucje, a mamy 95% zbudowanego Nord Stream 2. Powiedzmy również szczerze: budują go Niemcy, największy europejski kraj. Buduje go Unia Europejska, przy każdej rezolucji mówiąca i rozpaczającą nad agresją Rosji. Potwierdzają to słowa prezydenta Niemiec, który mówi, że jest to rekompensata za II wojnę światową. Potwierdzają to wywiady Angeli Merkel, która mówi: w czym jest gorszy gaz, który płynie przez Nord Stream 2,</p>	polonais	<p>Madame la Présidente, je voudrais remercier le rapporteur pour son travail. Madame la Présidente, Monsieur le Haut-Commissaire, je pense que vous nous écoutez et que vous avez entendu qu'il y a une indication dans cette importante résolution, un mécanisme et une méthode pour faire face à l'agression russe. Je pense que vous nous écoutez, et vous avez entendu qu'il y a une indication dans cette importante résolution, un mécanisme et une méthode pour faire face à l'agression de la Russie, à savoir l'arrêt des travaux pour l'achèvement de Nord Stream 2.</p>

			od tego, który płynie przez Ukrainę? Czas powstrzymać Nord Stream 2.		Pendant des années, nous avons adopté des résolutions successives, et pourtant nous avons construit 95 % du Nord Stream 2. Soyons également honnêtes : il est construit par l'Allemagne, le plus grand pays européen. Il est construit par l'Union européenne, qui, à chaque résolution, parle et se désespère de l'agression russe. Cela est confirmé par les propos du président allemand, qui affirme qu'il s'agit d'une compensation pour la Seconde Guerre mondiale. Cela est confirmé par les interviews d'Angela Merkel, qui déclare : en quoi le gaz qui passe par Nord Stream 2 est-il pire que le gaz qui passe par l'Ukraine ? Il est temps d'arrêter Nord Stream 2.
Miriam Lexmann	SK	PPE	<p>Madam President, we all no doubt want good relations with Russia. Unfortunately, the sad reality today is that the Kremlin is threatening peace and security in Europe. Russia continues to engage in subversive activities against our democratic states and our allies. The deadly activities of Russian intelligence services in Vrbětice, its military build—up on Ukraine’s borders are just the latest destabilising steps taken by the Kremlin. I believe in the importance of dialogue and diplomacy, but it’s time to stop using ‘dialogue’ as an excuse for inaction. The Kremlin likes to talk about sovereignty, yet it is the Kremlin that has no regard for the sovereignty of other states. The Kremlin is worried about ‘coloured revolutions’, yet it is the Kremlin which is undermining our democratic societies.</p> <p>The Kremlin complains about a NATO build—up, yet it</p>	anglais	

			<p>is the Kremlin whose troops are waging a conflict against Ukraine. That is why it is important that we show resolve: sanction those responsible for human rights abuses and adopt a corruption component of the EU Magnitsky Act. And we need to end the Nord Stream 2 project, support the territorial integrity of our partners, and uphold our defence spending pledges.</p> <p>We should also not forget about the other Russia – people who want to live in a free, prosperous and democratic Russia – because they are true patriots and our natural partners.</p>		
Vladimír Bilčík	SK	PPE	<p>Madam President, I speak here today as somebody who was born in Czechoslovakia, and as somebody who is a convinced European, and somebody who believes in strong transatlantic cooperation. I want to appeal to all of our partners across the European Union – but also in NATO – for solidarity with and support for our Czech friends, and with the Czech Republic.</p> <p>Central Europe has for a long time been at the centre of Russia's – the Kremlin's – attention, and this is not just for nostalgic reasons longing for the power that has been lost in the region, but really for the reasons of trying to get the power back.</p> <p>And we need to stand up – stand up when a Member State is attacked, and we need to stand up in a united way. Russia is not doing this in an isolated incident. The attack from seven years ago is part of a pattern we have watched from Moscow. Moscow has attacked Georgia, it has attacked Ukraine, and it attacks all of us across Europe by spreading disinformation and false narratives, it's attacking us by using the Sputnik V vaccine, and we really</p>	anglais	

			<p>have to take these attacks seriously. It is not by chance that the Czech Republic has been attacked.</p> <p>And I should really like to appeal to all of us to surprise Russia with united action, with a strong resolve, and with real solidarity: solidarity with Czech friends, with Ukraine, and with all of those who are under constant attack by Moscow.</p>		
Jadwiga Wiśniewska	PL	ECR	<p>Pani Przewodnicząca! Szanowni państwo! Co jeszcze musi się stać, żeby polityka unijna względem Rosji była skuteczna? Bo, jak na razie, to jest pełna frazesów, uniesień i, de facto, bezradna jak wysoki przedstawiciel w Moskwie. Czas na konkretne działania. Czas podjąć konkretne działania, a my ciągle tutaj dyskutujemy o tym, co Putin powinien zrobić.</p> <p>Problem w tym, proszę państwa, że Putin się absolutnie nie będzie przejmował tym, co my mu powiemy, że ma zrobić. To Unia Europejska powinna podjąć konkretne działania. Jakie? Przede wszystkim zablokować dostęp Rosji do systemu bankowego SWIFT i, przede wszystkim również, podjąć skuteczne działania zatrzymujące realizację politycznego projektu, jakim jest Nord Stream 2. W przeciwnym razie będziemy mogli powiedzieć, że polityka unijna jest kompletnie nieskuteczna, bezradna wobec Rosji, a solidarność unijna została zakopana razem z Nord Streamem 2 na dnie Bałtyku.</p>	polonais	<p>Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les députés, je tiens à remercier le rapporteur pour son excellent travail. Que doit-il encore se passer pour que la politique de l'UE à l'égard de la Russie soit efficace ? Jusqu'à présent, elle a été pleine de platitudes, de grandiloquence et, en fait, aussi impuissante que le Haut Représentant à Moscou. Il est temps de prendre des mesures concrètes. Il est temps de prendre des mesures spécifiques, et nous discutons constamment ici de ce que Poutine devrait faire.</p> <p>Le problème, Mesdames et Messieurs, c'est que Poutine ne se soucie absolument pas de ce que nous lui disons de faire. C'est l'Union européenne qui devrait prendre des mesures spécifiques. Quelle action doit-elle entreprendre ? Elle doit avant tout bloquer l'accès de la Russie au système bancaire SWIFT et, surtout, prendre des mesures efficaces pour empêcher la mise en œuvre du projet politique connu sous le nom de Nord Stream 2. Sinon, nous pourrions dire que la politique de l'UE est totalement inefficace et impuissante vis-à-vis de la Russie, et que la solidarité de l'UE</p>

					a été enterrée avec Nord Stream 2 au fond de la mer Baltique.
Rasa Juknevičienė	LT	PPE	<p>Madam President, as a medical doctor, I must remind you that, first of all, we have to start with the right diagnosis. Our own experience has already demonstrated very clearly: we are at war. We are in a low-intensity war that Russia is waging against democracies. The Kremlin believes that such war and chaos weakens democracies. Putin wants us to be afraid.</p> <p>In 2008, some NATO members got scared and refused to offer a membership action plan (MAP) to Georgia and Ukraine. This was a mistake. Putin saw this as a sign of weakness and attacked Georgia and Ukraine. When democracies are afraid, dictators advance. Now Putin is not afraid to act even within the territories of EU and NATO Member States.</p> <p>But when the diagnosis is clear, so is the treatment. The first step against Putin's aggressive Kremlin is not to be afraid. Some EU capitals are afraid that, by taking action, they will provoke Putin, but the reverse is true. A security vacuum at the eastern border of the EU and our fear provoke Putin. Alexei Navalny, brave Ukrainians and Belarusians are an example to us. Let's not be afraid to take the courageous containment decisions that are needed to stop Putin's warmongering regime.</p>	anglais	
Eugen Tomac	RO	PPE	<p>Doamnă președintă, domnule Înalt Reprezentant, suntem, din nou, obligați să dezbatem o rezoluție cu privire la Rusia în Parlamentul European. Ultimele provocări sunt o confirmare foarte clară că agenda lui Putin nu are nimic în comun cu așteptările cetățenilor Federației Ruse și este foarte departe de ceea ce așteaptă Uniunea Europeană de la relația cu Rusia.</p> <p>Umilirea lui Navalnî este o demonstrație pe care linia</p>	roumain	Madame la Présidente, Monsieur le Haut Représentant, nous sommes une fois de plus obligés de débattre d'une résolution sur la Russie au Parlement européen. Les dernières provocations confirment très clairement que l'agenda de Poutine n'a rien à voir avec les attentes des citoyens de la Fédération de Russie et est très éloigné de ce que l'Union européenne attend de sa

		<p>dură, stalinistă, din jurul lui Putin vrea să ne-o arate nouă, pentru că ei nu au nimic în comun cu valorile pe care sunt clădite societățile noastre, precum democrația, libertatea de exprimare sau drepturile omului. Au vrut să îl asasineze și nu au reușit, dar acum, prin tratamentul aplicat lui Navalnii, vor să mențină în teroare întreaga societate rusă, să descurajeze orice mișcare de opoziție.</p> <p>Amenințările militare ale Rusiei de astăzi nu sunt o noutate. Nimeni nu a crezut, domnule Înalt Reprezentant, că, în 2008, Rusia lui Putin va ataca Georgia, un partener al Uniunii Europene, dar a făcut-o, în ciuda tuturor avertismentelor. Nimeni nu a crezut că, în 2014, va fi anexată Crimeea și Putin a anexat Crimeea, iar astăzi este una dintre cele mai militarizate regiuni din Europa.</p> <p>Cred că este momentul să răspundem ferm și hotărât tuturor acestor provocări, pentru că, în plină pandemie, Rusia a orchestrat ample campanii de dezinformare. Este momentul să înființăm un post de comisar pentru combaterea dezinformării în Uniunea Europeană. Sunt măsuri necesare.</p>	<p>relation avec la Russie.</p> <p>L'humiliation de Navalnyi est une démonstration que la ligne dure et stalinienne qui entoure Poutine veut nous montrer, car elle n'a rien en commun avec les valeurs sur lesquelles nos sociétés sont construites, comme la démocratie, la liberté d'expression ou les droits de l'homme. Ils voulaient l'assassiner et ont échoué, mais maintenant, par leur traitement de Navalnyi, ils veulent maintenir l'ensemble de la société russe dans la terreur, pour décourager tout mouvement d'opposition.</p> <p>Les menaces militaires de la Russie aujourd'hui ne sont pas nouvelles. Personne ne croyait, Monsieur le Haut représentant, qu'en 2008 la Russie de Poutine attaquerait la Géorgie, un partenaire de l'Union européenne, mais elle l'a fait, malgré tous les avertissements. Personne ne croyait qu'en 2014, la Crimée serait annexée, et Poutine a annexé la Crimée, et c'est aujourd'hui l'une des régions les plus militarisées d'Europe.</p> <p>Je pense qu'il est temps de répondre de manière ferme et décisive à toutes ces provocations, car, en pleine pandémie, la Russie a orchestré de vastes campagnes de désinformation. Il est temps de créer un poste de commissaire à la lutte contre la désinformation dans l'Union européenne. Ce sont des mesures nécessaires".</p>
--	--	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Paulo Rangel	PT	PPE	<p>Madam President, two months ago we were condemning Mr Putin for his provocations and disrespect towards the European Union; for his repression and aggression towards his own people; for the brutal persecution of oppositionists and especially of Alexei Navalny. Now we face another bold attack of Russian intelligence on European soil: an attack on the entire European Union. Two months ago in this very place I said ‘we shall never surrender’. Now I shall repeat to Mr Putin: the European Union will never give in on our continent’s freedom and democracy. We will never give in to tyranny. Europe and the Member States cannot let another attack on Europe pass unscathed. Putin and his regime must understand that actions have consequences. Europe must show to the brave Russian people and to the oppositionists that we stand beside them in their fight for democracy and for the rule of law. We must do our very best to support independent civil society, while at the same time, Mr Borrell, we sanction the ones that are responsible for these actions.</p>	anglais	
Tomas Tobé	SE	PPE	<p>Madam President, I would say to the High Representative that we are witnessing once again that the aggression of the Kremlin knows no limits. There is the Russian annexation of Crimea and the growing threats to Ukraine in general, with a military build—up at the border. There is the unlawful and hideous treatment of Alexei Navalny. There is the attack in the Czech Republic linked directly to the Russian state. Now the EU must show strong support for the Ukrainian people and not let the Russian offensive continue. We must call for the immediate release of Mr Navalny and support the democratic movement in Russia. An attack on one Member State is an attack on all of us and it cannot go unpunished. The EU must never again be naive regarding Putin’s regime. We need to get a clear commitment from the</p>	anglais	

			Commission as to no repetition of the wrong—doing and embarrassment in Moscow. Further and concrete actions against Russia are needed. Now is the time to move ahead.		
Ivan Štefanec	SK	PPE	<p>Pani predsedajúca, to, čo sa stalo v roku 2014 v českom sklade vojenského materiálu, je bezprecedentný akt agresie, je to neodpušiteľný útok na suverenitu členského štátu Európskej únie. A žiaľ, nie je jediný.</p> <p>Ambasády Ruskej federácie v Európskej únii dnes fungujú viac ako základne spravodajských služieb než ako základne pre diplomatický zbor.</p> <p>Spomeňme si na dve z informačnej kampane. Spomeňme si na brexit, na anexiu Krymu, na ruskú vojnu na východe Ukrajiny a na verbovanie bojovníkov aj na území Európskej únie. Spomeňme si na Litvinenka, Skripaľa, na kybernetické útoky. Som presvedčený, že je práve ten čas povedať: dost, stačilo.</p> <p>Je v prvom rade našou morálnou povinnosťou vyjadriť solidaritu s Českou republikou a som rád, že Slovensko to urobilo ako prvé. Ale tu ide o viac. Ide tu o našu bezpečnosť, o bezpečnosť všetkých občanov Európskej únie.</p> <p>Je dôležité, aby sme odhaľovali agentov a príslušníkov vojenskej rozviedky a hovorili o ich aktivitách, aby to otvorilo oči aj tým, ktorí ich ešte majú zavreté, že Putinov režim proti nám vedie bezprecedentnú, plnohodnotnú hybridnú vojnu. Je načas povedať dost, načas je koordinovať diplomatické kroky, je načas sprísniť sankcie a načas dať na stôl aj odstrihnutie Ruskej federácie od medzinárodného finančného systému.</p>	slovaque	<p>Madame la Présidente, ce qui s'est passé en 2014 dans le dépôt de matériel militaire tchèque est un acte d'agression sans précédent, une attaque impardonnable contre la souveraineté d'un État membre de l'Union européenne. Malheureusement, ce n'est pas le seul. Les ambassades de la Fédération de Russie dans l'Union européenne fonctionnent aujourd'hui davantage comme des bases pour les services de renseignement que comme des bases pour le corps diplomatique.</p> <p>Rappelez-en deux de la campagne d'information. Rappelons le Brexit, l'annexion de la Crimée, la guerre russe dans l'est de l'Ukraine et le recrutement de combattants sur le territoire de l'Union européenne également. Souvenons-nous de Litvinenko, Skripal, les cyber-attaques. Je crois que c'est le moment de dire : assez, c'est assez.</p> <p>Il est avant tout de notre devoir moral d'exprimer notre solidarité avec la République tchèque, et je suis heureux que la Slovaquie ait été la première à le faire. Mais il y a plus que cela. Il s'agit de notre sécurité, de la sécurité de tous les citoyens de l'Union européenne. Il est important que nous exposions les agents et les membres du renseignement militaire et que nous parlions de leurs</p>

					activités, afin d'ouvrir les yeux de ceux qui les ont encore fermés sur le fait que le régime de Poutine mène contre nous une guerre hybride de grande envergure sans précédent. Il est temps de dire que ça suffit, il est temps de coordonner l'action diplomatique, il est temps de renforcer les sanctions et il est temps de mettre sur la table la coupure de la Fédération de Russie du système financier international.
Riho Terras	EE	PPE	Austatud välispoliitika kõrge esindaja. Vene Föderatsioon on viimase kuu aja jooksul hoidnud agressiivse surve all kogu Euroopat. Enam kui 100 000 sõduri toomine Ukraina piiridele ning Venemaa poolt okupeeritud Ukraina aladele on märk sellest, et edasine sõjaline agressioon on president Putini jaoks igal juhul ühena valikust laual. Ei tasu ennast petta kaitseminister Šoigu avaldusega, et õppused on läbi ja üksused naasevad oma baasidesse. Oluline õppetund on, mille tunnistajaks me olime – see näitab, kui kiiresti ja millises mahus on Venemaa võimeline liigutama oma üksuseid piiridele. Venemaa tegevus laiemalt on naabruskonnas aktiivne ja imperialistlikest huvidest lähtuv. Olgu siinkohal näiteks olukord Moldaavias või Georgias. Hiljuti selgunud info Vene Föderatsiooni sõjaväeluure GRU seotuse kohta laskemoonalao plahvatuste korraldamisega 2014. aastal Euroopa Liidu liikmesriigi Tšehhi territooriumil on järjekordne näide sellest, et Venemaa peab demokraatliku lääne vastu varjatud sõda. Sõnade asemel on aeg konkreetseteks tegudeks. Selleks, et näidata solidaarsust meie tšehhi sõpradega, on mitmed Euroopa Liidu liikmesriigid võtnud kuulda üleskutset	estonien	Cher Haut représentant pour les affaires étrangères. Depuis un mois, la Fédération de Russie exerce une pression agressive sur l'ensemble de l'Europe. Le déploiement de plus de 100 000 soldats aux frontières de l'Ukraine et dans les territoires ukrainiens occupés par les Russes est le signe que la poursuite de l'agression militaire est définitivement l'une des options sur la table du président Poutine. Ne vous laissez pas abuser par la déclaration du ministre de la défense, M. Shoigu, selon laquelle les exercices sont terminés et les troupes rentrent dans leurs bases. La leçon importante est celle dont nous avons été témoins - elle montre à quelle vitesse et à quelle échelle la Russie est capable de déplacer ses unités vers les frontières. Les activités de la Russie dans le grand voisinage sont actives et motivées par des intérêts impérialistes. Prenez la situation en Moldavie ou en Géorgie, par exemple. La récente révélation de l'implication de

			<p>saata välja Vene Föderatsiooni diplomaate. Täna edastasin koos paljude kolleegidega teile pöördumise teha nõukogule ettepanek Euroopa Liidu juurde akrediteeritud Vene diplomaatide väljasaatmiseks. Loodan väga, et võtate selle töösse ja Euroopa Liit näitab solidaarsust ühe oma liikmesriigiga, kes langes Venemaa kuritegeliku ründe ohvriks.</p>		<p>l'agence de renseignement militaire de la Fédération de Russie, le GRU, dans les explosions d'un dépôt de munitions sur le territoire de la République tchèque, un État membre de l'Union européenne, en 2014, est un nouvel exemple de la guerre secrète que mène la Russie contre l'Occident démocratique. Il est temps de prendre des mesures concrètes, pas des paroles. En signe de solidarité avec nos amis tchèques, plusieurs États membres de l'UE ont repris l'appel à expulser des diplomates de la Fédération de Russie. Aujourd'hui, avec plusieurs de mes collègues, je vous ai transmis un appel au Conseil pour qu'il propose l'expulsion des diplomates russes accrédités auprès de l'Union européenne. J'espère sincèrement que vous vous en saisissez et que l'Union européenne fera preuve de solidarité avec l'un de ses États membres qui a été victime d'une attaque criminelle de la Russie.</p>
Tom Vandenkendelaere	BE	PPE	<p>Voorzitter, hoge vertegenwoordiger, geachte collega's, in het debat dat in februari aan onze relaties met Rusland werd gewijd – in uw aanwezigheid, mijnheer de hoge vertegenwoordiger – heb ik gezegd dat de Unie eensgezind en vastberaden moet optreden wanneer onze fundamentele waarden worden bedreigd, maar ook oog moet blijven hebben voor de behoefte aan samenwerking in strategische dossiers. Dialoog indien mogelijk, maatregelen – sancties, zeg maar – indien nodig. Dat is vandaag niet anders, hoewel de ontwikkeling in onze relatie sindsdien niet minder verontrustend is geworden.</p> <p>Inderdaad, er is helaas geen enkele reden om vandaag de dialoog met Rusland op te zoeken. Onderdrukking van</p>	néerlandais	<p>Monsieur le Président, Monsieur le Haut Représentant, Mesdames et Messieurs, lors du débat consacré à nos relations avec la Russie en février - en votre présence, Monsieur le Haut Représentant - j'ai dit que l'Union doit être unie et déterminée lorsque nos valeurs fondamentales sont menacées, mais qu'elle doit aussi rester attentive à la nécessité de coopérer dans les dossiers stratégiques. Dialogue si possible, mesures - sanctions, pour ainsi dire - si nécessaire. Il n'en va pas autrement aujourd'hui, même si l'évolution de nos relations n'est pas devenue moins</p>

		<p>de oppositie geeft duidelijk aan hoe erg het verval is van de democratie en de rechtsstaat. Agressie tegenover Oekraïne en andere landen uit de nabuurschapsregio wordt niet eens meer verhuld en neemt gestaag toe. Ook de relatie met de EU en haar lidstaten zelf gaat er – zacht uitgedrukt – op achteruit, met Tsjechië als pijnlijk voorbeeld enkele dagen geleden.</p> <p>Hierover zou ik twee opmerkingen willen maken.</p> <p>Ten eerste, dat de EU er alle belang bij heeft om eensgezind, of eensgezinder, en assertief, of assertiever, op te treden, met inbegrip van meer sancties indien nodig, en dat het signaal van de Raad Buitenlandse Zaken van vorige week, mijnheer de vertegenwoordiger, in dit opzicht alvast te zwak was. Om deze redenen heb ik mij ook aangesloten bij een oproep om u een voorstel te laten doen om diplomaten van de Russische vertegenwoordiging bij de EU uit te wijzen.</p> <p>Ten tweede, dat de veiligheid tegen externe dreigingen veel meer dan een maatschappelijke behoefte is en dat we een eigentijdse en wendbare NAVO nodig hebben voor ons internationaal veiligheidsbeleid.</p>	<p>préoccupante depuis lors.</p> <p>En effet, il n'y a malheureusement aucune raison de chercher le dialogue avec la Russie aujourd'hui. La répression de l'opposition montre clairement l'ampleur du déclin de la démocratie et de l'État de droit. L'agressivité à l'égard de l'Ukraine et d'autres pays du voisinage n'est même plus dissimulée et ne cesse de s'accroître. Les relations avec l'UE et ses États membres se détériorent également - et c'est un euphémisme -, la République tchèque en étant un exemple douloureux il y a quelques jours.</p> <p>Je voudrais faire deux commentaires à ce sujet.</p> <p>Tout d'abord, que l'UE a tout intérêt à agir de manière unifiée, ou plus unifiée, et assertive, ou plus assertive, y compris en appliquant davantage de sanctions si nécessaire, et que le signal du Conseil des affaires étrangères de la semaine dernière, Monsieur le représentant, était déjà trop faible à cet égard. Pour ces raisons, je me suis également joint à un appel vous demandant de faire une proposition d'expulsion des diplomates de la représentation russe auprès de l'UE.</p> <p>Deuxièmement, que la sécurité contre les menaces extérieures est bien plus qu'un besoin social et que nous avons besoin</p>
--	--	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

					d'une OTAN contemporaine et agile pour notre politique de sécurité internationale.
Γεώργιος Κύρτσος / Georgios Kyrtzos	EL	PPE	Κυρία Πρόεδρε, η επεκτατική εξωτερική πολιτική και ο εθνικισμός χρησιμοποιούνται από το καθεστώς Putin για τη συσπείρωση της ρωσικής κοινής γνώμης και τον έλεγχο των πολιτικών εξελίξεων. Στην Ευρωπαϊκή Ένωση, περισσότερες κυβερνήσεις ανησυχούν για την πολιτική της Μόσχας και λιγότερες για την πολιτική της Άγκυρας. Έφτασε η ώρα να ανησυχήσουμε όλοι μαζί το ίδιο και για τις δύο και —κυρίως— να αντιδράσουμε για να βάλουμε τις σχέσεις μας στο σωστό πλαίσιο. Είναι γνωστό ότι προτιμούμε την οικονομική διπλωματία, αλλά αυτή δεν αρκεί όταν βρισκόμαστε αντιμέτωποι με σκληρά και αποφασισμένα καθεστάτα. Δεν μπορούμε να αγνοήσουμε τη γεωγραφία, ούτε την ανάγκη προωθημένης οικονομικής συνεργασίας. Από την άλλη, είναι λάθος να προβάλλουμε μία εικόνα ευρωπαϊκής αδυναμίας, διότι καταλήγουμε έτσι να ενθαρρύνουμε αυτούς που θέλουμε να συγκρατήσουμε. Πρέπει να είμαστε ενωμένοι και αποφασισμένοι απέναντι στις προκλήσεις κοντά στον πρόεδρο Biden, ο οποίος στηρίζεται σε αρχές και αξίες και θέλει τη συνεργασία με την Ευρωπαϊκή Ένωση. Να αναλάβουμε περισσότερες ευθύνες, ενισχύοντας την αυτονομία μας στα πλαίσια του NATO. Αυτή πρέπει να είναι η απάντησή μας στον Putin.	grec	Madame la Présidente, la politique étrangère expansionniste et le nationalisme sont utilisés par le régime de Poutine pour rallier l'opinion publique russe et contrôler les développements politiques. Dans l'Union européenne, plus de gouvernements sont préoccupés par la politique de Moscou et moins par celle d'Ankara. Le temps est venu pour nous tous de nous préoccuper également des deux et - surtout - de réagir pour replacer nos relations dans le bon contexte. Il est bien connu que nous préférons la diplomatie économique, mais cela ne suffit pas lorsque nous sommes confrontés à des régimes durs et déterminés. Nous ne pouvons ignorer la géographie, ni la nécessité d'une coopération économique avancée. D'autre part, c'est une erreur de projeter une image de faiblesse européenne, car nous finissons par encourager ceux que nous voulons restreindre. Nous devons être unis et déterminés face aux défis ; proche du président Biden, qui se fonde sur des principes et des valeurs et souhaite une coopération avec l'Union européenne. Nous devons assumer davantage de responsabilités, en renforçant notre autonomie au sein de l'OTAN. Telle doit être notre réponse à Poutine.
Josep Borrell Fontelles (VP- C/HR)			Madam President, I wish to thank the Members very much for all these considerations. As you can understand it is difficult to answer 65 interventions one by one, but I	anglais	

		<p>will try to go on the main lines of the approach to Russia. To start with, let me tell you that just now I got the news that Russia has expelled, some moments ago, seven diplomats from Slovakia, Estonia, Latvia and Lithuania. Maybe they were listening to this debate and they took some measures about it. So, as you see, the confrontation continues.</p> <p>I'd like to try to answer some specific issues raised, but at the same time to go a little bit above and to have a look at the general approach that we have to follow with Russia in the coming new geopolitical landscape. After listening to all of you, I think that we agree – or most of you agree – on the fact that we are going to face a long hard period of political confrontation with Russia, and we must prepare for that. I think this is an undeniable reality because Russia now is convinced that its confrontation with Europe, in general with the West – Europe, the United States – is the surest way to reinforce the legitimacy of Russian power. Have a look at the speech by President Putin the last day, his message to the nation in the Duma, have a look at the part related to foreign policy, and you will see clearly how it is the way I am saying, that the confrontation with the West is part of the reinforcement of their legitimacy towards the interior.</p> <p>On the other hand, it says that the defence of human rights, or when we require them about human rights issues, for them is an existential threat. And when I went to Moscow I explained clearly in front of them that, sorry, you signed the Convention on Human Rights of the Council of Europe, and we too are partners in this Convention and we have the right to analyse and follow how you fulfil this obligation that you signed. But for them it is an existential threat because it is a regime with a very weak economic performance, mediocre I would say, and the prospects for them are not good.</p>		
--	--	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--	--

		<p>Climate change and the answer to climate change, especially coming from us with our climate plans, will make it more difficult. Yes, they have strong military power and they use it and they deploy it when needed – Syria, even Libya, the Caucasus – and they have a real technological potential, but economically speaking Russia is the size of Italy, not much more than Spain.</p> <p>They have also the energy weapon. Many of you have been talking about it, relating to Nord Stream. I will say something about it. It's very much present in the relationship between Russia and Europe, the energy question, and it plays an important role for their future because Russia is..... C'est l'économie de la rente, l'exploitation des ressources naturelles. Sans cela, ils auraient vraiment un problème – ils ont déjà un problème[en français].</p> <p>The Green Deal, as I was saying, will increase these problems. This is why the Russian power is engaged in a spiral in which internal repression plays an important role. With respect to Belarus, have a look at the recent visit of Lukashenko to Moscow and you will learn about the relationship between Moscow and Belarus. I don't want to use words that can create alarm, but it's clear that the main lesson that we can take about the situation in Belarus comes from the visit of Lukashenko to Moscow.</p> <p>About Ukraine. Russia is not only aiming and increasing its military intimidation – not only military intimidation – but at the political level is moving further saying that the Ukrainian conflict, and many of you have been mentioning it, does not concern Russia: 'Oh my God, what do we have to do with the Ukrainian conflict?' Even more, that the Minsk Agreement was just a signature to look for a temporary solution, and it is nothing more than</p>		
--	--	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--	--

		<p>that. This is something that Moscow is starting to say openly, and they present themselves as a mediator in a conflict in which they are not part.</p> <p>All in all, it creates a dynamic and Russia is probably engaging on the way of a strategic alliance with China with three objectives in mind. First, to reduce its technological and economic dependency on the West. If you talk with the European firms which are investing in Russia, they will tell you that Russian technology standards and the Chinese technology standards are winning the battle, more and more. It is the Chinese technology which is taking the market, against us.</p> <p>Even if this leaning towards China will eventually make Russia dependent on this big country, for them they need an alternative to look for outlets in terms of energy. Here we are not buying so much amounts of gas and oil. Who will buy it? There's no one else big enough to replace us. Yes, there is a lot of infrastructure to be built in order to transport this energy, but this alliance with Beijing is, among other things, a way of looking for someone else interested in burning gas and oil from Russia.</p> <p>This alliance with Beijing will profoundly modify the international language on human rights and favour a division of international relations which would have considerable implications in particular for the management of the net and energy policy, world energy policy, the geopolitics of energy. This is something that we have to keep in mind when we talk about our relations with Russia. We want to understand really what is at stake.</p> <p>Mr Putin has been saying clearly that they are officially recognising the use of instruments of asymmetric action.</p>		
--	--	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--	--

		<p>And we know very well how these asymmetric actions are being performed – for espionage and cyber—attacks and to support ultra—conservative forces and practise disinformation.</p> <p>This is the landscape, and in face of this landscape we have no other solution than to stick to the line that I propose and sensitise on using these three verbs that I would like to repeat as many times as needed in order to create a certain way of understanding the problem: to contain, to push back and engage. To push back and prevent Russia from crossing red lines, especially when the sovereignty of European states are at stake. We have seen this recently about the Czech Republic. Contain – we must support all of those who are the object of Russian pressure and, I think, particularly countries in the Eastern Partnership.</p> <p>But this doesn't prevent us from having to engage, which is the third pillar, because Russia exists and there are files and ways, and we have an interest to work with it – on Iran, and now on climate change. By the way, listen to the leaks, about the conversation with the Iranian Minister Zarif. While it appears clear that Russia was trying to put obstacles to the negotiations on the JCPOA, trying to prevent agreement to be reached. Listen to these leaks. They are very, very clear about what happened at that time, but that can also happen now. But we have to count on Russia about the Iranian nuclear deal. It's part of it.</p> <p>But this strategy of pushing back, containing and engaging will only succeed if we fulfil two essential conditions. The first one is that Member States remain solidly united and avoid free riding on Moscow when Moscow tries to divide us. Only if Member States take a firm position when they come to Brussels and go back to</p>		
--	--	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--	--

		<p>their capitals, we will be able to face Russia.</p> <p>And Mr Bütikofer has said that, and I agree with him when he says it is in the capitals where we can have a stronger responsibility about policy towards Russia. Because we, the European Union, we tried to build a common foreign policy but for a policy, like it or not, remains according to the Treaty, an exclusive competence of the Member States. And the fact that you here, the European Parliament, talk with me, the High Representative, about how to deal with Russia doesn't make you sever the basic principle of the foreign policy belonging to the Member States and have to make them agree. And if they don't agree then we don't have a policy. Thank you to Mr Bütikofer for remembering that at the end we have to look also to the Member States, it means to the governments of the countries that you represent here. If they take a firm position in Brussels and then they go back to their capitals and forget about their commitments and to free riding on the relationship with Russia, it's very difficult to have a common policy, and if we don't have a common policy then the European Union doesn't have the tools in order to do the job that you're asking me to do. And this has some relationship for sure with Nord Stream that has been mentioned here several times.</p> <p>The second condition, and I want to stress it also, is that the countries of the Eastern Partnership, which we help to face the Russian pressure, must imperatively reform themselves. They need to use our help and our support, not as a rent but as an instrument for more internal reforms. Yes, they are suffering under Russian pressure. The best way of facing this pressure is reforming, becoming fully democratic countries in order to build an economic prosperity and a coherent society. In freedom.</p>		
--	--	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--	--

		<p>With our support. It is the best way of supporting the Russian pressure and it is why we have to condition our support, big support. I don't know, I don't think they don't deserve it, but as always, this support has to produce results, and we have to be very much exigent in order to be sure that our policy of supporting is well-oriented to the results that we require and for sure they pay require also.</p> <p>Some details, questions like the use of Swift. Well, Swift is an international organisation, a private international organisation, in which the European Union has no power. We should be together with a lot of other people in order to be able to influence the decision about Swift.</p> <p>Sanctions: sanctions to the oligarchs. I would like very much to have a reason that can be legally supported, but our instruments, the last one – the human rights instrument that we approved and that we have been using for the first time against Russia and China – doesn't consider corruption among one of the reasons to be employed. Sorry, that's what we have approved.</p> <p>And about Nord Stream, that many of you have been mentioning. Yes, it's a controversial infrastructure. And the European Commission has already said that this infrastructure does not lead to diversify the energy sources of the European Union, which is one of the objectives of our Energy Union. But this is a private endeavour. The European Union does not have the means and tools to decide what to do with Nord Stream 2. It is a matter of private firms and it is a matter for the Germans.</p> <p>But we can do, when Nord Stream starts operating, if it does, is to require that it will be working in a non-</p>		
--	--	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--	--

		<p>discriminatory and in a transparent way with an adequate degree of regulatory oversight in line with the key principles of international and European Union energy law.</p> <p>I want to remind you that the Gas Directive that entered into force a couple of years ago in May 2019 gives the Union the competence to apply the European Union energy law on interconnection from third countries. And it is what we are going to do. But at the same time, don't ask me to support the American sanctions against the firms that are building Nord Stream 2. I am against extraterritorial sanctions imposed by the United States – everywhere. I cannot not be depending on the colour of the people affected to be in favour or against it. You have to keep coherence.</p> <p>Well, these are some reflections about what you have been saying during this long exchange of views. To summarise, we must continue refuting Russia's attempt to portray itself as a mediator in Ukraine and we must continue passing strong messages about the three issues that we have been discussing today.</p> <p>With regard to the Navalny case, let me say that there is a place in which we can do something. It is the Council of Europe. In the Council of Europe something can be done, more than here. The European Union members are members of the Council of Europe and nobody has been going to the Strasbourg Court of Human Rights, nobody as often as Navalny. And rarely has this system of collective human rights protection been as modest on the answer. And that's important to take into consideration, because Navalny went to the court 20 times. He has been detained 10 months in house arrest, twice sentenced for corruption in fake trials, and every time the European</p>		
--	--	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--	--

			<p>Court of Human Rights had been ruling in his favour. He has been attacked three times, the last one with Novichok. And no real action has been taken. And I think that the Council of Europe could do more, because this is a democratic place where democracies sit around – Russia is part of this assembly. And I think that clear decisions from the European Court of Human Rights can help to face this problem: the issue of Mr Navalny.</p> <p>Well, we will have to continue talking about Russia. I want to insist that the word ‘engage’ is part of these three verbs, and we have a lot of work to do in order to create unity among us to impose reforms in the eastern border countries and to maintain with Russia the dialogue needed in order to work together on issues on which we need to work together. I don’t have any kind of interest in escalating against Russia. We don’t need to escalate; we need just to keep firm in defending our principles using the tools and means that we have.</p> <p>But please, look for solutions in the Member State capitals. Don’t believe that everything can be decided here by me, by the European Commission or by the European Parliament, because foreign policy is something that today is still a matter for the Member States. Help me to build a common foreign policy towards Russia.</p>		
Adam Bielan (par écrit)	PL	ECR	<p>Wyrażam swoje zadowolenie, że dzisiejsza debata trafiła na naszą agendę i skupia się na czterech niedawnych, nieprzyjaznych działaniach ze strony putinowskiej Rosji: „uciszeniu” przywódcy opozycji Aleksieja Nawalnego, wojnie przeciwko Ukrainie, sabotażowi w składzie amunicji Vrbetice w Czechach oraz dalszej budowie Nord Stream 2.</p> <p>Jednak to nie nasze słowa, a czyny są tutaj najważniejsze.</p>	polonais	<p>J'exprime ma satisfaction de voir que le débat d'aujourd'hui a atteint notre ordre du jour et se concentre sur quatre actions inamicales récentes de la Russie de Poutine : "réduire au silence" le leader de l'opposition Alexei Navalny, la guerre contre l'Ukraine, le sabotage du dépôt de munitions de Vrbetice en République tchèque et la poursuite de la construction</p>

			<p>Budzący od wielu lat kontrowersje, biegnący przez Morze Bałtyckie do Niemiec 1200-kilometrowy gazociąg Nord Stream 2 o wartości 10 miliardów euro, nadal jest budowany. Dzieje się tak pomimo gwałtownego sprzeciwu ze strony wielu państw członkowskich i Stanów Zjednoczonych, wynikającego z faktu, że inwestycja ta umożliwia Rosji zwiększenie wpływów politycznych i gospodarczych. Przyszedł czas na podjęcie przez Unię Europejską zdecydowanych działań na rzecz zwiększenia zdolności zapobiegania zagrożeniom hybrydowym płynącym z Rosji w takich obszarach jak terroryzm państwowy, cyberataki, dezinformacja czy bezpieczeństwo energetyczne, a także na skuteczne działania zatrzymujące realizację projektu Nord Stream 2.</p> <p>Niepokojąca jest również eskalacja napięć spowodowana prowokacyjnymi ruchami wojsk rosyjskich w pobliżu granic z Ukrainą. Przeciwdziałanie agresji Rosji jest kluczowe dla bezpieczeństwa Unii, dlatego apeluję o konkretne działania ze strony państw członkowskich, ESDZ i międzynarodowych instytucji.</p>		<p>de Nord Stream 2.</p> <p>Toutefois, ce ne sont pas nos paroles, mais nos actions qui sont les plus importantes ici. La construction du gazoduc Nord Stream 2, long de 1 200 km et d'une valeur de 10 milliards d'euros, qui traverse la mer Baltique pour rejoindre l'Allemagne, source de controverses depuis de nombreuses années, se poursuit. Et ce, malgré l'opposition véhémente de nombreux États membres et des États-Unis, au motif que ces investissements permettent à la Russie d'accroître son influence politique et économique. Le moment est venu pour l'Union européenne de prendre des mesures décisives afin d'accroître sa capacité à prévenir les menaces hybrides provenant de la Russie dans des domaines tels que le terrorisme d'État, les cyberattaques, la désinformation et la sécurité énergétique, et d'agir efficacement pour mettre un terme au projet Nord Stream 2.</p> <p>L'escalade des tensions causée par les mouvements provocateurs des troupes russes près des frontières avec l'Ukraine est également inquiétante. Contrer l'agression de la Russie est crucial pour la sécurité de l'Union, et j'appelle donc les États membres, le SEAE et les institutions internationales à prendre des mesures concrètes.</p>
Kinga Gál (par écrit)	HR	n.i.	A közép- és kelet-európai térségben komoly feszültségek lettek úrrá az utóbbi hetekben, amelyek kihatással vannak	hongrois	Ces dernières semaines, la région d'Europe centrale et orientale a connu de graves

		<p>régióink stabilitására és uniós állampolgáraink biztonságérzetére. Így a csehországi események kapcsán – összhangban a visegrádi államok által elfogadott hétfői nyilatkozattal – ki szeretném fejezni szolidaritásomat Csehország felé. Az ukrán–orosz-határon történő csapatösszevonások megnövelték a térségben a feszültséget. Ukrajna szuverenitása és területi integritása mellett ki kell határozottan állnunk. Mindnyájunk elsődleges célja és érdeke kell, hogy legyen térségünk és szomszédságunk biztonságának és egyensúlyának megőrzése. Ezért együtt kell működnünk az ellentétek békés úton történő rendezésében, ami csakis párbeszéd és tárgyalás útján valósulhat meg, ez pedig az Európai Unió legfontosabb külpolitikai eszköze. Megértjük Ukrajna nehéz helyzetét, és ezért örülök, hogy a magyar kormány is számtalan eszközzel igyekszik konkrét segítséget nyújtani. Ugyanakkor Ukrajnának tiszteletben kell tartania a nemzeti kisebbségi, köztük a magyar közösség jogait, hiszen ezen kisebbségek csak így érezhetik magukat teljes jogú polgárként otthon a hazájukban. Aggodalomra ad okot Alekszej Navalnij orosz ellenzéki politikus romló állapota a büntetőtáborban, egészségének és biztonságának garantálása a hatóságok felelőssége. Mihamarabb meg kell történnie – a teljes átláthatóság biztosításával – az ellene elkövetett gyilkossági kísérlet átfogó kivizsgálatának.</p>	<p>tensions, qui ont eu un impact sur la stabilité de notre région et sur le sentiment de sécurité de nos citoyens européens. Ainsi, dans le contexte des événements survenus en République tchèque, je tiens à exprimer ma solidarité avec ce pays, conformément à la déclaration adoptée lundi par les pays de Visegrad. Le retrait des troupes à la frontière entre l'Ukraine et la Russie a accru les tensions dans la région. Nous devons défendre fermement la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine. L'objectif et l'intérêt premiers de chacun d'entre nous doivent être de préserver la sécurité et l'équilibre de notre région et de notre voisinage. C'est pourquoi nous devons travailler ensemble pour résoudre les différends de manière pacifique, ce qui ne peut se faire que par le dialogue et la négociation, qui est l'outil de politique étrangère le plus important de l'Union européenne. Nous comprenons la situation difficile en Ukraine, et je suis donc heureux que le gouvernement hongrois tente également d'apporter une aide concrète par le biais de divers instruments. Dans le même temps, l'Ukraine doit respecter les droits des minorités nationales, y compris de la communauté hongroise, car c'est le seul moyen pour ces minorités de se sentir chez elles dans leur propre pays en tant que citoyens à part entière. La détérioration de l'état de santé de l'opposant russe Alexei Navalny dans le camp de prisonniers est préoccupante, et il incombe aux autorités</p>
--	--	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

					de garantir sa santé et sa sécurité. Une enquête approfondie sur la tentative de meurtre de M. Navalnynij doit être menée dans les plus brefs délais, en toute transparence.
Christine Schneider (par écrit)	DE	PPE	Ich stimme mit den Ausführungen des Hohen Vertreters überein. Die russischen Truppenbewegungen an der russisch—ukrainischen Grenze sind zutiefst beunruhigend. Die Truppenstärke von über 100 000 Mann zeigt klar, dass dabei nicht defensive Absichten vorherrschen. Unsere gemeinsame europäische Pflicht ist die Unterstützung der Ukraine, die das Recht auf individuelle und kollektive Selbstverteidigung nach Artikel 51 der UN—Charta hat. Ich begrüße daher jede Lieferung von defensiven Waffen, die die ukrainischen Streitkräfte für den Verteidigungsfall besser ausrüstet. Verurteilenswert sind ebenso die zahlreichen Verhaftungen friedlicher Demonstranten in Russland, die Inhaftierung von Alexei Nawalny, der nach wie vor rechtswidrig vom russischen Staat festgehalten wird.	allemand	Je suis d'accord avec ce qu'a dit le Haut représentant. Les mouvements de troupes russes à la frontière russo-ukrainienne sont très inquiétants. Les effectifs de plus de 100 000 hommes montrent clairement que les intentions défensives ne prévalent pas. Notre devoir européen commun est de soutenir l'Ukraine, qui a le droit à l'autodéfense individuelle et collective en vertu de l'article 51 de la Charte des Nations unies. Je me félicite donc de toute livraison d'armes défensives qui permettront de mieux équiper les forces armées ukrainiennes en cas de défense. Les nombreuses arrestations de manifestants pacifiques en Russie, l'emprisonnement d'Alexei Nawalny, qui continue d'être détenu illégalement par l'État russe, sont tout aussi condamnables.
Ramona Strugariu (par écrit)	RO	Renew	Our joint resolution condemns in the strongest terms the unlawful and inhumane detention of Alexei Navalny, the military build—up on the border with Ukraine and around the occupied Crimea, as well as the activities aimed at destabilising and threatening EU Member States, such as the explosion of the arms depot at Vrbětice in the Czech Republic. We should also address, equally forcefully, the situation of media freedom and free speech in the Russian Federation. The relentless drive towards autocracy is not the answer for a better life and a stronger state. Ruthlessly repressing any dissenting voices is certainly not a way to exercise power. As	anglais	

			Europeans, we should react strongly when any regime tries to crush independent voices fighting for truth and denouncing the pervasive corruption of the system. One such voice is OCCRP—affiliated investigative journalist Roman Anin, who was detained and interrogated by the FSB and whose devices and documents have been seized. Such attacks on the freedom of the press cannot be tolerated. We call on the Russian authorities to respect the freedom of the media and to cease any harassment and pressure on the independent media, including regarding Roman Anin.		
Mihai Tudose (par écrit)	RO	S&D	<p>Discutăm, în mod repetat și punctual, relația tot mai tensionată a UE cu Rusia, adoptăm sancțiuni după sancțiuni, expulzăm diplomați sau așa-ziși diplomați, facem periodic schimb de „amabilități” cu marele vecin de la răsărit, încropim instrumente de reacție la campaniile sale de dezinformare și ne încruntăm la mișcările de trupe de la frontierele, de facto amputate, ale Ucrainei, dar nu avem, încă, o strategie europeană pentru relația cu Rusia.</p> <p>O strategie ar însemna ca Înaltul Reprezentant pentru Politică Externă să nu mai expună UE unor situații umilitoare, nici ca unele state membre să se înghesuie să joace rolul de cal troian, nici ca unele capitale europene să întindă mâna pentru a căpăta un vaccin neaprobat încă de Agenția Europeană a Medicamentului ori ca alte cancelarii să își vadă de interesul propriu al aprovizionării, în condiții avantajoase, cu gaz rusec, prin NordStream 2, în ciuda avertismentelor SUA și ale țărilor din Flancul Estic asupra riscurilor nu doar economice, dar mai ales în materie de securitate.</p> <p>Această dezbatere este, din păcate, doar un mod de aflare în treabă. Nu este asta, însă, suficient pentru a servi drept</p>	roumain	<p>Nous discutons de manière répétée et pointue des relations de plus en plus tendues de l'UE avec la Russie, nous adoptons sanctions sur sanctions, nous expulsions des diplomates ou des soi-disant diplomates, nous échangeons périodiquement des 'civilités' avec le grand voisin de l'Est, nous concevons des outils pour répondre à ses campagnes de désinformation et nous désapprouvons les mouvements de troupes sur les frontières amputées de facto de l'Ukraine, mais nous n'avons toujours pas de stratégie européenne pour les relations avec la Russie.</p> <p>Une stratégie signifierait que le Haut représentant pour la politique étrangère n'expose plus l'UE à des situations humiliantes, ni que certains États membres sont prêts à jouer le rôle de cheval de Troie, ni que certaines capitales européennes tendent la main pour acheter un vaccin non encore approuvé par l'Agence européenne des médicaments, ni</p>

			<p>paravan jocului individual și egoist al unor state din UE în relația proprie cu Rusia?</p>	<p>que d'autres chancelleries veillent à leurs propres intérêts en matière d'approvisionnement, à des conditions avantageuses, avec le gaz russe via NordStream 2, malgré les avertissements des États-Unis et des pays du bloc de l'Est sur les risques, non seulement économiques, mais surtout en termes de sécurité.</p> <p>Ce débat n'est, malheureusement, qu'un moyen d'y parvenir. Mais cela ne suffit-il pas à servir d'écran de fumée au jeu individuel et égoïste de certains États de l'UE dans leur propre relation avec la Russie ?</p>
--	--	--	-----------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Table des matières

Remerciements	2
Sommaire	3
Liste des abréviations	4
1. Introduction	5
1.1 Introduction	5
1.2 Cadre théorique	6
1.3 Méthodologie	8
2. L'Union européenne : un pouvoir normatif ?	9
2.1 Définition	9
2.2 Les Droits de l'Homme	11
2.2.1 L'Union européenne et les Droits de l'Homme	11
2.2.2 La politique étrangère de l'UE et les Droits de l'Homme	12
2.2.3 Remarques conclusives	14
2.3 La politique étrangère de l'Union européenne	15
2.3.1 Fonctionnement	15
2.3.2 Les relations entre la Russie et l'Union européenne	17
2.3.3 Remarques conclusives	18
3. Cas d'étude : « l'affaire Navalny »	19
3.1 Contexte	19
3.1.1 La politique Russe post-Ieltsine	19
3.1.2 Qui est Navalny ?	19
3.1.3 L'étrange destin des opposants et des voix critiques	20
3.1.4 Chronologie des faits	20
3.1.5 Rappel de l'hypothèse de travail	21
3.2 Des pressions pour l'adoption de sanctions	21
3.2.1 Analyse des débats au Parlement européen	21
3.2.1.1 Débats du 15 septembre 2020	22
3.2.1.2 Débats du 19 janvier 2021	26
3.2.1.3 Débats du 28 avril 2021	31
3.2.1.4 Analyse croisée	35
3.2.2 Analyse des médias allemands	37
3.2.2.1 Considérations méthodologiques	37
3.2.2.2 Abandon du gazoduc Nord Stream 2	39
3.2.2.3 Des sanctions plus fortes	40
3.2.2.4 Préserver les liens économiques	42
3.2.3 Remarques conclusives	43
3.3 Des pressions pour maintenir le statu quo.	44
3.3.1 Intérêts économiques	44
3.3.1.1 Au niveau européen	44
3.3.1.2 Au niveau allemand	45
3.3.2 Considérations géopolitiques	46
3.3.2.1 Pays destinataires du gaz russe	46
3.3.2.2 Pays de transit	47
3.4 Entretien avec Monsieur Bernard Guetta	49
3.5 Remarques conclusives	50

4. Conclusion	51
5. Bibliographie	53
6. Annexes	60
6.1 Résumé de l'entretien avec Monsieur Bernard Guetta	60
6.2 Retranscription des débats du 15 septembre 2020	62
6.3 Retranscription des débats du 19 janvier 2021	80
6.4 Retranscription des débats du 28 avril 2021	110
Table des matières	193